هكذا من الأصل

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13044 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 6 JANVIER 1987

La reconquête du Nord par M. Habré et la contre-attaque de Tripoli

Paris étudie une riposte au bombardement de l'aviation libyenne au Tchad

Fuite en avant

Le camouflet infligé au gouvernement français par le colonel Kadhafi est sévère. En faisant bombarder la localité d'Arada, dans une zone théoriquement protégée par le « parapluie » du dispositif militaire Epervier, le chef de la Jamahiriya libyenne a tenté – et réussi – une riposte en forme de provocation, après les revers subis par ses troupes dans le nord du Tchad. Pour la deuxième fois – en février dernier un Tupolev libyen avait « tranquillement » lâché des bombes au-dessus de l'aéroport de N'Djamena, – la Libye traite par le mépris le déploiement de forces de l'armée française.

Le plus étonnant est moins la fuite en avant du président libyen que l'apparente incapacité du gouvernement français à tirer les leçons du passé, c'est-à-dire à essayer de cerner un peu mieux la personnalité et la psychologie de ce chef d'Etat atypique. La journée des dupes qu'a constituée la rencontre en Crète du président libyen et de M. Mitterrand, le précédent du bombardement de la piste de N'Djamena et, surtout, les défaites des troupes libyennes à Zouar et à Fada n'auraient-ils pas dû conduire à une mise en état d'alerte maximale des forces françaises basées au Tchad ? Si l'on s'en tient à la version présentée par les militaires français, selon laquelle le radar de Moussouro avait bien repéré les Mig libyens, comment ne pas s'interroger sur l'efficacité d'un si lourd et si coûteux dispositif ?

Paris n'a d'autre solution, le mal étant fait, que de « réparer », c'est-à-dire lancer une riposte, puisque celle-ci a toujours été présentée comme « automatique » si les troupes libyennes franchissaient le 16[e] parallèle. Celle-ci devra nécessairement être massive, à la fois parce que la France doit sauver la face et aussi parce qu'un nouveau bombardement par les Jaguar d'une base libyenne ne gênerait pas durablement les troupes du colonel Kadhafi. Après le raid lancé en février dernier contre la piste de Ouadi-Doum, quelques mois ont suffi à Tripoli pour remettre cette base en état. Enfin, il y va de la crédibilité de l'armée française non seulement envers le gouvernement de N'Djamena mais aussi à l'égard des alliés africains de la France.

Mais, aujourd'hui encore, toute riposte porte en germe un risque d'internationalisation du conflit. En faisant parvenir un « message urgent » au gouvernement français, le président libyen cherche vraisemblablement à prévenir une réaction qu'il sait pourtant inéluctable. Paris, dont l'attitude a été marquée jusque-là par le souci d'éviter une confrontation directe avec Tripoli, va donc devoir choisir une « riposte graduée ».

Bien sûr, le moindre mal serait de pouvoir revenir au « statu quo ante », c'est-à-dire au maintien d'une sorte de « ligne rouge » fictive à la hauteur du 16[e] parallèle. Libyens et Tchadiens s'affrontant dans la seule partie nord du Tchad et la France se contentant d'un soutien logistique à l'armée de N'Djamena. Ce scénario est pourtant bien fragile depuis la reconquête du nord entreprise par le président Hissène Habré.

Grisées par leurs succès dans le Tibesti et l'Ennedi, les forces tchadiennes envisagent la reprise de Faya-Largeau. Entraîné toujours plus avant dans un conflit qui a changé de nature, Paris ne pourra pas éternellement se satisfaire de demi-mesures.

Alors que, à Paris, le gouvernement français étudie une riposte possible après le bombardement effectué dimanche, au sud du 16[e] parallèle, par l'aviation libyenne, les autorités de Tripoli ont transmis un message « urgent » aux dirigeants soviétiques. Le colonel Kadhafi a, d'autre part, fait parvenir un autre message « urgent » aux autorités françaises. Sur le terrain, les forces du président Habré ont repoussé de nouvelles attaques libyennes dans le Tibesti, à Zouar et dans l'Ennedi, à Fada.



(Lire nos informations page 3.)

La spéculation sur la monnaie allemande

La RFA devrait être amenée à réévaluer le mark

A défaut de baisser ses taux d'intérêt, la RFA devrait être amenée à réévaluer le mark, estiment les experts internationaux. Cependant le franc s'était légèrement redressé, le lundi 5 janvier, à Paris, passant de 3,3120 F pour une deutschemark – son record historique de vendredi – à 3,3075 F. La spéculation qui fait suite à l'accord de stabilisation des taux de change entre le dollar et le yen est à l'origine de la hausse de la monnaie allemande.

Cela ne peut plus durer ou du moins pas très longtemps. La faiblesse du franc sur les marchés des changes, aggravée par les conflits sociaux, contraint la Banque de France à le défendre en intervenant directement par vente de devises ou plutôt, c'est sa nouvelle manière, en relevant brutalement le loyer de l'argent sur la place de Paris. En quelques semaines les taux à court terme sont passés de plus de 7 % à près de 9 % et, conséquence logique, les taux à long terme (obligations) ont dépassé 9 % pour les emprunts d'Etat et 10 % pour les autres, contre 7,5 % et 8 % au début de septembre.

Du coup, le marché obligataire est en pleine déroute. Nous voici donc ramenés neuf mois en arrière. Si cette situation se perpétue, l'ensemble des taux d'intérêt français, qui enregistrent une baisse continue depuis le début de 1982 avec une dernière phase de désescalade en mai dernier, vont devoir se réorienter à la hausse, avec tous les inconvénients que ce phénomène implique. Le relèvement inévitable du taux de base des banques pénalisera au premier chef les PME, qui ne peuvent guère se financer par l'émission de billets de trésorerie sur le marché, comme le font, au moindre coût, les grandes entreprises. Quant aux particuliers, ils risquent de voir se renchérir les prêts au logement dont la baisse continue a fini par dégeler un peu le marché immobilier.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 38.)

Le Monde ECONOMIE

Les leçons d'une grève

La SNCF doit avoir plus d'autonomie économique, et ses salariés plus de responsabilité. De même, les syndicats ont à coller davantage aux aspirations de la base.

L'Espagne aiguillonnée par son adhésion à la CEE

La chronique de Paul Fabra

Pages 31 à 34

La contestation étudiante en Chine

Les réformes se poursuivent sur fond de rappels à l'ordre.

PAGE 6

Chronique des livres politiques

Par André Laurens.

PAGE 11

L'offensive de l'UNEF-ID

Campagne d'affiches et meetings.

PAGE 12

Le Japon à Beaubourg

Les racines littéraires du cinéma.

PAGE 15

Rallye Paris-Dakar

Les écarts se creusent entre les concurrents.

PAGE 20

Le sommaire complet se trouve page 40

La majorité, l'opposition et le conflit à la SNCF

Les exigences de la « conscience sociale »

Présentant ses vœux aux élus parisiens, M. Chirac a souhaité, faisant allusion aux conflits dans les services publics, le lundi 5 janvier, qu'« au niveau des autorités de l'Etat, il y ait une claire conscience de ce qu'est le devoir de chacun » face « aux exigences de l'unité nationale et de la cohésion sociale ».

Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, a fait dimanche une constatation d'évidence : *« Il fait un temps à ne pas mettre un gouvernement dehors. »* Mais M. Jacques Chirac, qui se dit décidé à ne pas plier sous la bourrasque sociale, et qui entend réaffirmer sa propre détermination le mardi 6 janvier au micro d'Europe 1, a au moins enregistré ce week-end, dans le flot des prises de position, un motif de satisfaction : aucune des grandes formations politiques, à l'exception du Parti communiste – cohérent avec lui-même, – ne conteste le bien-fondé du postulat économique sur lequel il fonde sa détermination face aux cheminots en grève.

Aucun socialiste, en particulier, n'a jusqu'à présent contesté qu'un recul du gouvernement face aux revendications salariales des conducteurs de trains irait à l'encontre, par ses répercussions prévisibles, de la lutte contre l'inflation farouchement défendue par M. Edouard Balladur. M. François Mitterrand avait lui-même inscrit cet impératif au nombre des *« grandes causes »* nationales dans son message de Nouvel An, et les deux anciens premiers ministres socialistes, MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, qui se sont exprimés samedi, n'ont pas contredit le président de la République ; ils n'ont pas chicané le gouvernement sur ce point. Comment pourraient-ils soutenir le contraire après avoir milité eux-mêmes, de 1982 à 1986, en faveur d'une politique de rigueur, contre l'avis, déjà, des communistes ?

L'existence de ce relatif consensus n'est pas pour autant un gage de succès pour M. Chirac. D'abord parce qu'il n'est pas prouvé qu'en matière de relations sociales l'intransigeance soit la meilleure réponse au jusqu'au-boutisme. De même que l'impopularité de la grève ne saurait suffire à persuader tous les cheminots de reprendre le travail, il est douteux que la stratégie de fermeté mise en œuvre par le gouvernement favorise un dénouement rapide de la crise. Ce n'est pas en affirmant que cette grève *« n'est plus légitime »*, comme l'a déclaré dimanche le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé, prêtant à son tour des arrière-pensées politiques aux cheminots, avec l'intention de les isoler, voire de les discréditer, que toutes leurs revendications, et surtout les revendications relatives aux conditions de travail et à la promotion professionnelle, peuvent perdre *ipso facto* toute légitimité pour les principaux intéressés. A exiger d'eux une capitulation pure et simple, le gouvernement ne ferait assurément que semer les germes de conflits encore plus durs, et à trop recourir à la méthode Coué, il prendrait le risque de remporter une victoire à la Pyrrhus.

Ensuite, il apparaît que la complexité même de ce nouveau conflit social rend aléatoir à la fois la stratégie gouvernementale et le recours aux remèdes classiques. Par la spontanéité de son déclenchement, par son autonomie vis-à-vis des grandes centrales syndicales, confirmée au cours du week-end par les réticences observées chez de nombreux grévistes à l'égard de la riposte politique préconisée par la CGT, la grève des cheminots présente avec le mouvement étudiant du début décembre des analogies qui plaident en faveur d'un traitement particulier. Sur ce terrain, M. Valéry Giscard d'Estaing n'est pas loin d'être « en phase » avec M. Mitterrand.

L'ancien président de la République soulignait opportunément, dimanche que le *« trait commun »* entre le conflit de la SNCF et les récentes manifestations étudiantes résidait dans la *« fragilité psychologique de ces secteurs »*, comme cela avait été également le cas, il y a une dizaine d'années, dans le monde des petits commerçants et artisans, dont les membres, *« qui se sentaient menacés dans leur vie professionnelle, avaient des réactions de défense très vives... »*

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 8 et nos informations pages 36 et 37.)

Ennuis de santé, Congrès hostile, « Irangate »

M. Reagan face à l'adversité

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Reagan a commencé la nouvelle année à l'hôpital après avoir achevé 1986 dans la tourmente des premières révélations sur le financement de la guérilla antisandiniste par des ventes d'armes à l'Iran.

Ce n'était que pour un examen de routine, le troisième auquel il était soumis depuis son opération d'un cancer du colon il y a un an et demi. Les quatre nouveaux polypes qui ont été trouvés, dimanche 4 janvier, dans son intestin n'ont pas paru, à ses médecins de l'hôpital militaire de Bethesda, plus inquiétants que les cinq autres qui lui avaient déjà été retirés en janvier et juin derniers.

Les résultats des analyses ne devaient cependant être publiés que lundi – jour où M. Reagan devait également subir une opération de la prostate. Banale et pratiquée sous anesthésie locale seulement, cette intervention ne présente, *a priori*, aucun danger, et le président américain devrait avoir regagné la Maison Blanche jeudi au plus tard.

Là non plus, on ne peut toutefois exclure la possibilité que soit découverte une nouvelle tumeur maligne, et les croquis de glandes, boyaux et orifices divers ont ainsi remplacé, dans les quotidiens et journaux télévisés, les schémas de diversion des fonds iraniens vers les « contras ».

M. Reagan ne gagne politiquement rien à cet entracte médical. S'il lui attire peut-être quelque regain de sympathie, il souligne en effet crûment son âge (*soixante-seize ans le mois prochain*), au moment même où chacun à Washington, conservateurs et libéraux, hommes politiques et journalistes, évoque à tout bout de champ ce qu'un chroniqueur bien élevé du *Washington Post* appelait récemment *« la vigueur intellectuelle limitée »* du président.

Pour exonérer à l'avance M. Reagan de toute illégalité ou bien, au contraire, pour mieux l'accuser de s'être laissé conduire par des idées trop simples à des solutions qui l'étaient plus encore, l'argument avancé maintenant est toujours le même : l'ignorance du président et son aversion pour les détails.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 6.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,25 $; USA (West Coast), 1,50 $.

Etranger

La tension entre Israël et le Liban

• Jérusalem lève le blocus de Jounieh
• Raid israélien contre des positions du Hezbollah

Alors que l'aviation israélienne lançait, le dimanche 4 janvier, un raid contre des « positions du Hezbollah » dans le Sud libanais, Israël a levé ce week-end le blocus maritime qu'il avait imposé vendredi aux liaisons entre Chypre et le port de Jounieh. Ce blocus, rapporte notre correspondant à Beyrouth, Lucien George, a, durant quarante-huit heures, semé la confusion parmi les voyageurs du « réduit chrétien ». Sans ce cordon ombilical qui les relie au reste du monde, les chrétiens, faute de pouvoir utiliser l'aéroport de Beyrouth situé en secteur musulman, se sentent pris dans une souricière. *Le service Larnaca-Jounieh* a donc repris dimanche, et la milice chrétienne, les Forces libanaises, a démenti les accusations israéliennes selon lesquelles elle aurait favorisé – en leur accordant l'accès à Jounieh – le retour au Liban des combattants palestiniens de M. Arafat.

A Tunis, le Comité arabe de bons offices, constitué au sein de la Ligue arabe pour mettre fin à la « guerre des camps » du Liban, a annoncé samedi que les autorités *libanaises et syriennes* avaient finalement accepté de le recevoir. Aucune date n'a toutefois été arrêtée pour les déplacements des médiateurs. Beyrouth et Damas, souligne notre correspondant à Tunis, Michel Deuré, *s'étaient montrés* hostiles à la création de ce comité par le Conseil de la Ligue (*le Monde* du 24 décembre). Aussi reste-t-il maintenant à savoir si les deux capitales vont manifester un peu plus d'empressement afin de permettre au comité de remplir sa mission, dont le premier objectif est d'obtenir un réel cessez-le-feu entre Palestiniens et miliciens chiites qui s'affrontent depuis plus de trois mois.

Enfin, l'épouse d'un des otages français au Liban, Mme Éliane Fontaine, qui séjourne depuis quelque temps dans la capitale libanaise, a assuré dimanche que le vice-président du conseil supérieur chiite, Cheikh Mohamed Medhi Chameddine, qu'elle venait de rencontrer, lui avait promis *« un dénouement heureux très bientôt »*.

Une mise en garde aux chrétiens et aux Palestiniens

JÉRUSALEM
de notre correspondant

En décidant d'intercepter deux navires chypriotes assurant la liaison régulière entre Larnaca et le port libanais de Jounieh (*le Monde* daté 4-5 janvier), Israël a voulu lancer une double mise en garde aux Palestiniens et surtout aux chrétiens du Liban. Mais l'Etat juif dément avoir soumis Jounieh à un blocus naval.

Le premier des deux navires intercepté le 2 janvier, le *Sunny Boat*, avait été contraint par une vedette lance-missiles de faire demi-tour après que son capitaine eut refusé d'obtempérer à un ordre israélien transmis par radio de remettre des *« terroristes palestiniens »* censés se trouver à bord. Le ferry-boat ne fut pas inspecté mais dut retourner à Larnaca. Le second navire, l'*Empress*, put poursuivre sa route après avoir subi un *« contrôle de routine »*. Les dirigeants israéliens ont justifié l'action de leur marine en arguant qu'elle faisait suite à *« plusieurs avertissements transmis par différentes voies »* aux Forces libanaises, la milice chrétienne qui contrôle Jounieh. Pour Jérusalem, il ne fait guère de doute que les chrétiens libanais facilitent en effet le transfert *via* Jounieh des hommes du Fath et monnaient chèrement ce service rendu à Yassar Arafat. La presse israélienne fait état du versement périodique par le Fath de fortes sommes pouvant aller jusqu'à 200 000 dollars.

La double interception de vendredi constituait donc, souligne-t-on de source militaire, un *« signal »* adressé sans équivoque aux chrétiens libanais. Israël attend des Forces libanaises qu'elles cessent de favoriser le retour en force des combattants de l'OLP. *« Tous les ports libanais sont sous notre surveillance »*, ajoute-t-on de même source. Plusieurs responsables israéliens dont le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ont nié avoir imposé un blocus devant Jounieh. *« Nous n'intervenons de manière préventive,* a déclaré M. Shimon Pérès, ministre des affaires étrangères, *que lorsque nous possédons des informations dignes de foi faisant état du déplacement maritime de terroristes. »*

En avril 1985 la marine avait coulé en haute mer un cargo suspect, *l'Atavirus*, et tué vingt membres sur vingt-huit d'un commando du Fath qui se trouvait à bord. Les huit autres Palestiniens avaient été faits prisonniers. Ce groupe armé avait l'intention de débarquer en Israël pour y commettre une série d'attentats à l'occasion de la célébration des fêtes de l'Indépendance. En août et septembre 1985, Israël arraisonna plusieurs navires marchands transportant des combattants du Fath en provenance d'Algérie.

Raid au Liban sud

En outre, des hélicoptères israéliens ont bombardé, dimanche, trois immeubles dans les villages sud-libanais de Khirbet-Sélim et Kabrikha. Ces bâtiments, selon Israël, abritaient des membres du mouvement chiite pro-iranien Hezbollah, qui ont participé à des *« activités terroristes dans la zone de sécurité »* (installée par Israël au-delà de sa frontière avec le Liban).

Ce raid israélien au Liban – le premier de l'année – était une riposte directe à l'attaque meurtrière lancée vendredi par environ quatre-vingts membres du Hezbollah contre une position de l'armée du Liban sud (ALS) située près de Baraachite, dans le centre de la zone. Les assaillants avaient tué six des huit défenseurs de cette position. Le porte-parole militaire a rappelé, dimanche, qu'Israël épaulera l'ALS chaque fois que celle-ci n'aura pas les moyens de se défendre seule. Vingt soldats de l'ALS ont été tués par le Hezbollah au cours des six derniers mois.

Selon des témoins sur place, quatre hélicoptères ont participé à cette opération au cours de laquelle une quinzaine de personnes ont été blessées.

J.-P. L.

La visite de l'archevêque de New-York à Jérusalem

L'exercice d'équilibre diplomatique de Mgr O'Connor

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Rarement visite « privée » d'un *homme d'Eglise en Terre sainte* aura suscité autant de commentaires publics peu charitables. Celle qu'achève, le lundi 5 janvier, le cardinal John O'Connor, archevêque de New-York, frisa même l'incident diplomatique.

Invité en septembre 1985 par M. Shimon Pérès, alors premier ministre, à venir sur place *« écouter le point de vue d'Israël »*, le cardinal avait initialement prévu de rencontrer à Jérusalem les principaux personnages du pays. Malentendu ? Etourderie ? Mauvais conseil ? En préparant sa visite, l'archevêque avait oublié l'essentiel : le caractère hautement sensible et passionnel des rapports entre Israël et le Vatican.

Tout en entretenant avec l'Etat juif des contacts officieux par l'entremise d'une délégation apostolique, le Saint Siège n'a jamais noué avec lui de relations diplomatiques formelles au grand dam des Israéliens, qui réclament depuis toujours un échange d'ambassadeurs. En outre, la papauté demande pour Jérusalem tout entière un statut *« internationalement garanti »* protégeant l'exercice du culte dans les Lieux saints et souhaite *« une patrie »* pour le peuple palestinien.

Bref, le Vatican n'entendait pas donner sa bénédiction à des rencontres officielles entre les responsables israéliens et un dignitaire d'autant plus important qu'il anime l'archevêché de la métropole où vit la plus grande communauté juive du monde. Lorsqu'à la veille de son départ pour la Jordanie, première étape de son voyage proche-oriental, le cardinal transforma sa visite en un séjour *« pastoral et privé »*, les Israéliens en conclurent logiquement que ce changement de programme émanait de Rome.

A Jérusalem, on prit fort mal la chose. Le président de l'Etat, M. Herzog, déclara qu'Israël n'avait nul besoin d'un tel *« messager de la paix »*. M. Shamir, premier ministre, et M. Pérès, ministre des affaires étrangères, se dirent prêts à recevoir le cardinal, mais uniquement dans leur bureau respectif. A moins que le visiteur, ajouta M. Pérès, choisisse de venir en simple pèlerin dans la plus grande discrétion.

Dès son arrivée à Jérusalem, le cardinal voulut faire amende honorable. Il exprima ses *« profondes excuses au peuple juif »* pendant une messe en vieille ville où il cita les écrivains juifs Elie Wiesel et Martin Buber et *« le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob »* devant un auditoire palestinien plutôt surpris. Il essuya des larmes au Mémorial de l'holocauste, pria devant le Mur des lamentations et s'entretint avec les parents de soldats disparus au Liban. Les Israliens ne sont pas restés insensibles à ses *mea culpa*. Grâce, semble-t-il, à la bienveillante médiation de l'ambassadeur américain et de M. Ezer Weizman, ministre sans portefeuille, on élabora un compromis.

L'archevêque n'a pas vu M. Shamir, mais M. Pérès le reçoit lundi à son domicile. Outre M. Kollek, maire de Jérusalem et son interlocuteur protocolaire, M. Hammer, ministre des cultes, le prélat a rencontré M. Herzog au siège de la présidence de l'Etat, lequel est aussi sa résidence. Le visiteur et son hôte ont ainsi pu qualifier à leur gré cette visite de *« privée »* ou d'*« officielle »*.

En acceptant ces accommodements, le cardinal O'Connor a-t-il suivi ou ignoré les conseils du Vatican ? Le Saint-Siège, en tout cas, a mis dès dimanche les points sur les « i » en soulignant que *« la visite de courtoisie »* rendue par le dignitaire à M. Herzog *« n'avait aucun caractère politique »*.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● **Pas d'avions Messerschmitt pour l'Iran.** – L'Iran a tenté d'acquérir des avions de transport Transall en RFA, mais s'est vu opposer un veto du gouvernement ouest-allemand, a annoncé le samedi 3 janvier à Munich, la compagnie aérospatiale Messerschmitt-Boelkow-Blohm (MBB) (*le Monde* daté 4-5 janvier). La firme réagit ainsi aux informations données par la chaîne de télévision ABC, selon laquelle MBB avait envisagé de vendre à l'Iran 12 bimoteurs franco-allemands Transall. – *(Reuter).*

● **France-Arabie saoudite.** – Le prince Fayçal Ben Fahd, fils aîné du souverain saoudien et directeur général du ministère de la jeunesse en Arabie saoudite, entame cette semaine une visite officielle de cinq jours en France, à l'invitation du premier ministre, M. Jacques Chirac. Il sera reçu mercredi par le président Mitterrand auquel il remettra un message du roi Fahd. Il remettra également à M. Chirac un message du souverain saoudien, relatif au développement des relations entre les deux pays. – *(AFP.)*

La préparation du sommet islamique

Démarche koweïtienne auprès de la Syrie et de l'Irak

Le Koweït accomplit d'ultimes démarches pour s'assurer le maximum de participants au sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), qui doit se réunir sur son territoire à partir du 26 janvier prochain.

Ainsi, le ministre koweïtien des affaires étrangères, le cheikh *Sabah al Ahmed al Sabah, s'est* rendu successivement ce week-end à Damas puis à Bagdad afin de solliciter la participation au sommet des présidents Hafez *el Assad et Saddam Hussein*, ennemis déclarés et qui n'ont pas encore fait savoir s'ils prendraient la tête de leur délégation à Koweït.

La tâche des Koweïtiens est rendue difficile par l'Iran. La République islamique, accusant le Koweït de soutenir l'Irak dans la guerre du Golfe, refuse de se rendre à *la conférence* et multiplie les pressions pour que le sommet ait lieu ailleurs – au Pakistan, par exemple.

Apparemment, la campagne iranienne rencontre un certain écho. Jeudi dernier, le journal pro-gouvernemental *Maroc-Soir* jugeait souhaitable que le sommet soit reporté en raison de l'évolution du conflit irano-irakien, et le ministre marocain des affaires étrangères, M. Abdellatif Filali, s'est rendu samedi à Koweït, vraisemblablement pour aborder cette question. – *(Reuter.)*

ÉGYPTE

Arrivée au Caire d'une délégation militaire saoudienne

LE CAIRE
de notre correspondant

Une importante délégation militaire saoudienne est arrivée, le dimanche 4 janvier, au Caire, pour une visite d'une semaine en Egypte. La délégation, qui est conduite par le cheikh Malek Abdel Hafiz, conseiller du ministre saoudien de la défense, doit s'entretenir avec les responsables de l'armée égyptienne *« des moyens de promouvoir la coopération militaire entre les deux pays »*, indique un communiqué officiel publié au Caire. Le communiqué ne donne aucune précision. Cette délégation saoudienne est la première à venir en Egypte depuis la rupture des relations diplomatiques entre Ryad et Le Caire en avril 1979, après la signature du traité de paix avec Israël.

On indique au Caire que les entretiens de la délégation saoudienne concernent deux questions : la récente escalade dans la guerre du Golfe et la relance de l'Organisation arabe pour l'industrialisation (OAI).

En ce qui concerne la guerre du Golfe, l'Arabie saoudite apporte une aide économique substantielle à l'Irak, tandis que l'Egypte vend à Bagdad d'importantes quantités d'armes. Les entretiens porteraient donc sur un accroissement des ventes de matériel militaire par l'Egypte à l'Irak et dont l'Arabie saoudite se chargerait de régler la facture.

L'OAI est une organisation qui permet la fabrication en Egypte d'armes occidentales sous licence. Les principaux actionnaires de l'OAI – Egypte mise à part – sont l'Arabie saoudite et le Koweït.

La visite de la délégation saoudienne témoigne de la nette amélioration des relations entre l'Egypte et l'Arabie saoudite. Le président Moubarak, lors de sa visite d'Etat à Paris début décembre, avait rencontré le prince Salman Ben Abdel Aziz, frère du roi Fahd et gouverneur de Ryad, présent en France à l'occasion de l'inauguration d'une exposition saoudienne au Grand Palais. A l'issue de cette rencontre, il a été annoncé que l'exposition saoudienne serait aussi présentée au Caire. Enfin, Ryad a récemment fait don au Caire de 200 000 tonnes de blé et le président Moubarak pourrait rencontrer le roi Fahd à l'occasion du sommet de la conférence islamique de janvier prochain au Koweït.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

EN BREF

● **ETATS-UNIS : douze morts dans une collision ferroviaire près de Baltimore.** – Au moins douze personnes ont été tuées et plus de cent soixante autres blessées, selon un bilan provisoire, dans l'accident d'un train de voyageurs qui a déraillé, dimanche 4 janvier, après avoir percuté un convoi de trois locomotives près de Baltimore (Maryland).

Ce bilan pourrait encore s'alourdir, les équipes de secours n'ayant pas terminé de dégager les carcasses de plusieurs voitures enchevêtrées, notamment la voiture-bar.

La collision s'est produite à quelques kilomètres au nord de Baltimore entre le train rapide qui venait de Washington et se rendait à Boston, avec environ trois cent cinquante passagers à bord, et un convoi de trois locomotives. – *(AFP.)*

● **SRI-LANKA : les rebelles tamouls vont créer un parti politique.** – Le plus important mouvement indépendantiste tamoul formera bientôt un parti politique pour appuyer ses demandes de création d'un Etat indépendant, a annoncé, jeudi 1er janvier, M. Sathasivam Krishnakumar, un des dirigeants des *Tigres pour la libération de l'Eelam* tamoul (LTTE). M. Krishnakumar, plus connu sous son nom de guerre de « Kittu », a cependant précisé que le parti porterait le nom de Front populaire des Tigres pour la libération de l'Eelam tamoul. – *(Reuter.)*

● **PAKISTAN : démission du cabinet de la province du Sind.** – Le cabinet de la province pakistanaise du Sind a démissionné, le jeudi 1er janvier, deux semaines après la mort de cent quatre-vingt-six personnes au cours d'émeutes intercommunautaires à Karachi. Les ministres de la province ont remis leur démission pour permettre au ministre principal, M. Syed Ghous Ali Shah, de former un nouveau cabinet. – *(Reuter).*

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
TÉL : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
TÉL : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
TÉL : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays for $ 460 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex U.S.A., P.M.C., 45-45 39 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

Afrique

La reconquête du nord du Tchad par les forces de M. Hissène Habré

Le gouvernement français étudie une riposte au bombardement libyen

Une nouvelle étape dans le conflit tchadien a été franchie dimanche 4 janvier, avec le bombardement par l'aviation libyenne de la localité d'Arada, située à la hauteur du 15e parallèle, soit environ 110 kilomètres au sud du 16e parallèle. Ce raid des avions libyens, qui a été mené par quatre Mig-23, à 14 heures, a fait un mort et quatre blessés graves parmi la population de cette localité, qui compte environ cinq cents habitants.

Les autorités tchadiennes ont indiqué qu'en remontant vers le nord les Mig libyens ont largué une bombe à la hauteur d'Oum-Chalouba, soit à une trentaine de kilomètres au sud du 16e parallèle. Oum-Chalouba est située à proximité de Kalaït, qui constitue la plus grande base de l'armée tchadienne sur l'axe est. C'est là que les militaires français du dispositif Epervier ont installé, il y a quelques jours, un dépôt logistique pour ravitailler les FANT (Forces armées nationales tchadiennes) qui affrontent les troupes libyennes dans la zone de Fada (*le Monde* daté 4-5 janvier).

En envoyant ses bombardiers dans la partie du territoire tchadien théoriquement protégée par le « parapluie » français, le colonel Kadhafi a voulu à la fois répliquer à l'offensive de l'armée du président Hissène Habré dans le Tibesti (Zouar et Bardaï) et l'Ennedi (Fada), et montrer au gouvernement français qu'il ne craignait pas le dispositif dissuasif de l'opération Epervier. Déjà, le 17 février 1986, au lendemain du raid lancé par les Jaguar français contre la piste de Ouaddi-Doum, un avion Tupolev libyen avait lâché plusieurs bombes sur la piste de l'aéroport de N'Djamena.

La démonstration du colonel Kadhafi est, de ce point de vue, réussie, puisque les quatre Mig-23 n'ont, apparemment, pas été détectés par la « couverture radar » installée par la France dans la capitale et à Moussouro, et, en tout cas, ils n'ont pas pu être interceptés. Le chef de la Jamahiriya libyenne a donc délibérément choisi de provoquer Paris, sachant qu'une telle action ne laisserait pas la France sans réaction.

Le gouvernement français, qui, à maintes reprises, a affirmé que ses troupes n'interviendraient pas tant que les forces du colonel Kadhafi ne franchiraient pas le seizième parallèle, se trouve placé devant un choix délicat. A Paris, divers scénarios d'une riposte possible sont actuellement étudiés. Le ministère de la défense a indiqué, dimanche, que la France était en train d'évaluer l'importance du raid libyen pour savoir si celui-ci représentait « *une volonté d'escalade du conflit* » ou simplement « *une façon pour la Libye de sauver la face* » après la défaite de ses troupes à Fada, localité reprise par les FANT vendredi.

Cette déclaration traduit l'embarras du gouvernement français, qui a tout fait jusque-là pour ne pas se laisser entraîner dans un conflit ouvert avec la Libye. On confirmait, lundi matin, dans les milieux militaires, que la doctrine française prévoyait bien une riposte « *automatique* » en cas de franchissement du seizième parallèle par les troupes libyennes.. On souligne, d'autre part, que le choix d'Arada, par Tripoli, n'est pas anodin. C'est, en effet, dans cette localité qu'était installée la base la plus au nord des troupes françaises sur l'axe « Echo » (Est), au moment de l'opération Manta. Le caractère provocateur du raid libyen est donc patent. Le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé, a confirmé dimanche que la France « *tiendra ses engagements et prendra, dans les heures qui viennent, les mesures appropriées pour soutenir le gouvernement tchadien* ».

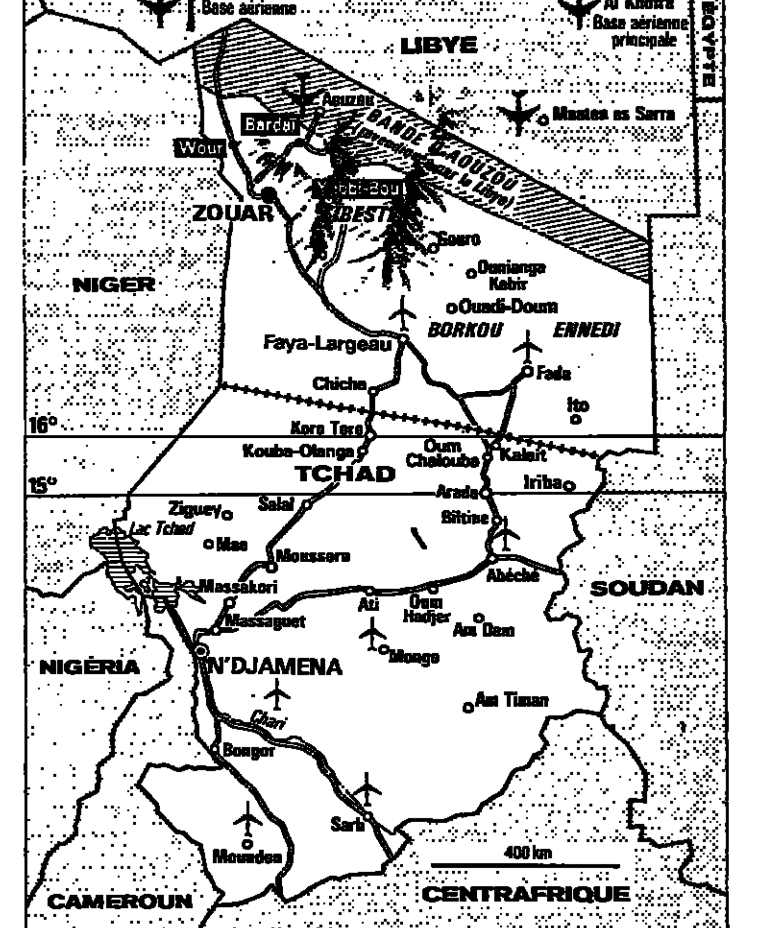
Des combats très violents

A Tripoli, où l'ambassadeur de France a été convoqué pour recevoir un « *message urgent* » pour le gouvernement français, et où le commandement général des forces armées a lancé un appel à tous les militaires démobilisés pour que ceux-ci rejoignent leurs unités respectives, afin de « *participer efficacement à l'opération de fortification des côtes* » libyennes, l'agence de presse Jana a accusé Paris d'avoir « *renforcé son intervention militaire directe au Tchad* ». Tripoli a, d'autre part, démenti que son aviation ait bombardé les localités de Kalaït-Oum-Chalouba. De source française, on reconnaît que les Mig-23 libyens ne se sont pas livrés à un bombardement, mais à ce que les militaires appellent un « *largage de précaution* », consistant, pour des avions rentrant de mission, à se débarrasser de leurs bidons de carburant et de leurs bombes restantes.

Ce raid de l'aviation de Tripoli intervient après la prise, vendredi 2 janvier, de la ville de Fada par les FANT. On indique, de sources concordantes, que la victoire des troupes tchadiennes a été acquise après une douzaine d'heures de combats très violents. Les autorités de N'Djamena ont publié un communiqué de victoires, faisant état de la mort de 781 soldats libyens, contre 18 morts et 54 blessés dans les rangs des FANT. Les forces du président Hissène Habré ont saisi une importante quantité de matériel, notamment des chars, une station de radar, des missiles, des canons, de nombreux véhicules, ainsi que six avions d'attaque au sol Marchetti SF-260, de fabrication italienne. A Paris, dans les milieux militaires, on confirme qu'il y a bien eu une « *débandade* » des troupes de Tripoli.

Le lendemain de cette victoire, l'aviation libyenne s'est livrée à un violent bombardement de Fada, ainsi que de Zouar, dans le Tibesti, localité reprise par les éléments des Forces armées populaires (FAP) de M. Goukouni Oueddeï, soutenus par les FANT, il y a quelque jours. A Zouar, ce bombardement a été suivi d'une nouvelle attaque terrestre des force libyennes, qui, selon N'Djamena, a été repoussée. Alors que la reprise de Fada est confirmée de sources occidentales, les éléments du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR) de M. Acheikh Ibn Oumar, toujours alliés à Tripoli, ont affirmé samedi qu'ils contrôlaient toujours la localité. Tripoli a également démenti avoir bombardé Fada et Zouar, ainsi que la perte d'un hélicoptère de combat dont les troupes tchadiennes ont revendiqué samedi la destruction.

Le colonel Kadhafi continue de nier que ses forces soient présentes au Tchad. Dans une interview publiée, lundi 5 janvier, par *Libération*, le chef de la Jamahiriya libyenne présente une explication savoureuse des combats qui se



déroulent dans le BET (Borkou, Ennedi, Tibesti). Selon lui, les partisans de M. Goukouni Oueddeï ont « *enlevé une vingtaine de techniciens libyens qui coopéraient avec le GUNT* ». « *Pour tenter de retrouver ces hommes*, explique-t-il, *dont nous n'avions aucune nouvelle, nous avons envoyé une unité militaire libyenne encercler l'endroit où ils étaient susceptibles d'être détenus.* »

Le colonel Kadhafi, qui affirme que M. Goukouni Oueddeï est toujours son « *ami* », affirme, d'autre part : « *Le retour des forces françaises au Tchad nous donne automatiquement le droit d'y revenir. Nous avions convenu également* (avec M. Mitterrand lors de la rencontre de Crète) *que, si les combats touchaient le nord du Tchad, la Libye pouvait y revenir.* »

Le président libyen reconnaît que « *six soldats libyens* » sont morts au cours des « *opérations d'encerclement* » et plaide en faveur de rapports normaux entre la France et la Libye, soulignant : « *Il faut qu'ils existent. Le problème tchadien est éternel. C'est stupide de sacrifier nos intérêts à un conflit sans fin.* »

Le Mig-23 : l'appareil de base de l'aviation d'attaque libyenne

Le Mig-23 est l'appareil de base de l'armée de l'air libyenne qu'elle utilise dans ses versions destinées à l'interception (à raison de cent quarante exemplaires) ou à l'appui tactique classique (à raison d'une soixantaine d'exemplaires), sans compter les Mig-23 pour l'entraînement des équipages (dix-huit exemplaires). Certains de ces avions sont stockés, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas directement opérationnels, et d'autres constituent un escadron pilotés par des Syriens. Mais tous les Mig-23 libyens ont été directement livrés par leur constructeur soviétique.

La version destinée à l'attaque au sol, le Mig-23 dit Flogger F selon la dénomination de l'OTAN, est un monoplace à flèche variable, c'est-à-dire que sa voilure se déploie à l'atterrissage et au décollage pour se replier, le long du fuselage, aux grandes vitesses (deux fois la vitesse du son). La pointe avant du fuselage a été modifiée pour recevoir un télémètre laser (pour les tirs de grande précision) et, dans la partie inférieure de ce fuselage, a été installé un canon de 30 mm à huit tubes.

Le Mig-23 possède, en outre, cinq points d'accrochage sous la voilure mobile et sous le fuselage qui lui permettent d'emporter des roquettes, des bombes, des missiles ou des conteneurs de contre-mesures électroniques pour déjouer les radars. Son rayon d'action maximal est de 2 300 kilomètres environ, sans l'apport de bidons supplémentaires de carburant qui peuvent l'accroître.

Selon toute probabilité, les Mig-23 libyens qui ont bombardé principalement la palmeraie d'Arada ont fait une escale à Ouadi-Doum qui avait été attaqué, le 16 février 1986, par des Jaguar français basés à N'Djamena et à Bangui (Centrafrique), en prélude à la mise en place de la force « Epervier » au Tchad. Depuis, la piste avait été remise en état par le génie libyen.

ALGÉRIE

Le chef de l'activisme intégriste a été tué au cours d'un accrochage avec la police

Alger (*AFP*). – Le chef d'un réseau intégriste, Mustapha Bouiali, qui, depuis près de dix-huit mois, était insaisissable pour les services de sécurité, après un vol d'armes dans une caserne de la police, a été tué le samedi 3 janvier dans son fief de Larba, à 35 km d'Alger, lors d'un accrochage.

Vers 22 heures, surpris par les services de sécurité, Mustapha Bouiali et les six hommes qui l'accompagnaient ont refusé de se rendre et ont ouvert le feu à l'arme automatique, selon des informations officielles. Les forces de l'ordre, en ripostant, ont « *anéanti le groupe* », tuant quatre hommes, dont Bouiali, et en blessant trois autres, indique le communiqué officiel, qui ne fait état d'aucune perte dans les rangs de l'armée ou de la gendarmerie.

Mustapha Bouiali, quarante-six ans, ancien combattant de la guerre d'indépendance, était considéré depuis trois ans par les services de sécurité comme le chef de l'activisme intégriste en Algérie. Après l'indépendance, il avait milité au sein du FLN (parti unique) et avait même pu devenir candidat à l'Assemblée nationale avant de s'orienter vers l'intégrisme religieux.

Selon des informations dignes de foi, il avait basculé dans l'illégalité totale à la fin de 1982, à la suite de la mort d'un de ses frères tué dans un accrochage avec les forces de sécurité après un vol d'explosifs à Cap Djinet (70 km à l'est d'Alger). Il avait alors organisé en Algérie le Mouvement islamique, groupuscule qui fut démantelé au début de 1983.

Lors du procès des membres ou sympathisants de ce mouvement devant la Cour de sûreté de l'Etat en avril 1985, Bouiali avait été condamné par contumace à la réclusion perpétuelle avec deux de ses lieutenants, eux aussi en fuite.

Selon les services de police, Bouiali dirigeait lui-même sur le terrain les opérations de ses commandos, à la tête desquels il avait attaqué, pour voler des armes et des uniformes le jour de l'Aïd 1982 (27 août), une caserne de la police à Soumaa, à 50 km au sud-ouest d'Alger, tuant l'un des policiers de garde. Depuis, il défiait les forces de l'ordre dans la région de Larba, où vivait sa famille et où il avait constitué des caches d'armes et de vivres.

Toutefois, il avait été repéré à plusieurs reprises et, lors d'un accrochage, en octobre 1985, cinq gendarmes avaient été tués. Dès lors, ses hommes – une vingtaine, selon des informations parcellaires – furent arrêtés ou tués par petits groupes ou séparément, lui-même échappant aux recherches jusqu'à samedi soir.

A TRAVERS LE MONDE

Centrafrique

Décès d'un Français à la prison de Bangui

Bangui (*AFP*). – Georges Boneric, ressortissant français âgé de cinquante-deux ans, est mort, le samedi 3 janvier, d'un arrêt cardiaque à la maison d'arrêt de Ngaragba, à Bangui, a-t-on appris dimanche de source diplomatique dans la capitale centrafricaine. Ancien gendarme en retraite, originaire de la région de Melun, il était détenu à Bangui depuis environ un an pour « *tentative d'escroquerie* », a-t-on précisé de même source.

Plusieurs autres ressortissants français sont détenus actuellement dans cette même prison pour diverses tentatives d'escroquerie. Deux jeunes gens originaires de la région de Roubaix, Stéphane Chocron et Philippe Lecomte, s'y trouvent depuis octobre. Accusés par les autorités centrafricaines de s'être rendus à Bangui afin de « *préparer le retour de Bokassa* », ils ont été inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

La situation à la prison de Ngaragba, à l'époque où Jean-Bedel Bokassa était chef de l'Etat, a fréquemment été évoquée au cours des audiences de son procès. De nombreux témoins ont décrit dans le détail les sévices infligés aux prisonniers à cette époque, en particulier les régimes alimentaires draconiens qui avaient entraîné la mort de plusieurs prisonniers.

Porto-Rico

L'incendie de l'hôtel Dupont-Plaza

San-Juan (*AFP, Reuter*). – L'incendie qui a ravagé l'hôtel Dupont-Plaza de San-Juan de Porto-Rico la veille du Nouvel An et qui a fait au moins quatre-vingt-seize morts était d'origine criminelle, a annoncé, le dimanche 4 janvier, le secrétaire porto-ricain à la justice, M. Hector Rivera Cruz. « *Nous avons déterminé l'origine de l'incendie et la façon dont il s'est propagé. Nous avons la certitude qu'il s'agissait d'un incendie volontaire* », a-t-il déclaré. Les indices, qui n'ont pas été révélés, devaient être envoyés aux experts du bureau des alcools, tabacs et armes à feu de Washington pour être analysés.

Les dirigeants syndicaux porto-ricains, démentant une nouvelle fois toute responsabilité des employés de l'hôtel dans l'incendie, malgré l'échec des négociations entre le syndicat et la direction quelques minutes avant le début du sinistre, ont, en revanche, mis en cause les responsables de l'hôtel, en les accusant d'avoir stocké des combustibles inflammables dans la cuisine pour faire face à la grève qui menaçait. Le directeur du Dupont-Plaza, M. Bruce Shulman, réfutant ces accusations, a affirmé avoir reçu plusieurs lettres anonymes dans les jours qui ont précédé l'incendie.

Afrique du Sud

Un ministre métis se baigne sur une plage réservée aux Blancs

Cent cinquante métis sud-africains ont exprimé leur irritation devant la lenteur de la mise en place des réformes raciales annoncées par les autorités blanches en se baignant, le dimanche 4 janvier, sur une plage réservée aux Blancs à Port-Elizabeth. Aucun incident n'a marqué cette protestation, conduite par le pasteur Allan Hendrickse, ministre sans portefeuille et chef du Parti travailliste, la plus importante formation politique des 2,5 millions de métis sud-africains (pour 4,5 millions de Blancs, 900 000 Indiens et 23 millions de Noirs). La baignade a duré une demi-heure, surveillée par des policiers en civil, qui ne sont pas intervenus, ainsi que par des militants d'organisations blanches d'extrême droite, qui eux aussi se sont contentés de regarder. Le pasteur Hendrickse avait menacé vendredi le président Pieter Botha de se retirer du gouvernement si les réformes raciales ne s'accéléraient pas.

D'autre part, trois femmes noires ont été blessées, dont une grièvement, par une explosion survenue samedi dans un quartier de bureaux du centre de Johannesburg. Les services d'information du gouvernement ont fait savoir que cette explosion était « *vraisemblablement due à une mine ventouse* ». – (*AFP.*)

Europe

RFA : à trois semaines des législatives

Le chancelier Kohl appelle au « redressement moral » du pays

Après une pause de deux semaines, tous les partis politiques ouest-allemands se sont lancés ce dernier week-end dans la phase finale de la campagne pour les élections du 25 janvier.

DORTMUND
de notre envoyé spécial

Porté par une situation économique exceptionnellement favorable et des sondages qui lui *prédisent* une victoire écrasante, le Parti démocrate-chrétien avait amené ses troupes par trains et bus spéciaux le dimanche 5 janvier à Dortmund, en plein cœur de la Ruhr, pour un grand rassemblement mi-kermesse populaire mi-show à l'américaine, dans l'immense champ de foire du Westfalenhalle. Cinquante-cinq mille personnes, selon les organisateurs, se pressaient dans les divers chapiteaux pour apporter leur soutien au chancelier Helmut Kohl et au président du parti frère bavarois, M. Franz-Josef Strauss. La présence de très nombreux jeunes, aussi bien parmi les spectateurs que parmi les participants aux divertissements organisés en marge des discours officiels, témoignait de la vitalité du Parti démocrate-chrétien.

Près de quinze mille personnes soigneusement triées sur le volet écoutèrent, sous le chapiteau central, le discours du chancelier Kohl. Ovationné à plusieurs reprises, le chef de l'actuelle majorité a joué sur les registres qu'il affectionne : l'appel aux valeurs traditionnelles pour poursuivre l'effort engagé depuis quatre ans, sous sa direction, afin d'assurer le *« redressement moral »* du pays. Par opposition aux *« chimères »* de la gauche, ce redressement est pour lui la condition *sine qua non* de la résolution des problèmes économiques et sociaux, du chômage, de la garantie des retraites, du maintien d'une croissance stable. Il passe par le renouveau des valeurs du travail et de la famille. *« Une famille saine est la condition d'un Etat sain »*, a-t-il réaffirmé.

La fierté nationale

Son second thème de prédilection est la fierté d'être Allemand dans le monde d'aujourd'hui. En tant que troisième puissance industrielle mondiale à côté des Etats-Unis et du Japon, l'Allemagne d'Helmut Kohl n'entend pas se laisser dicter ses choix par ses amis et doit faire valoir auprès d'eux ses intérêts propres. Réaffirmant le rôle essentiel joué par la réconciliation franco-allemande dans la construction de l'Europe, le chancelier a également souligné avec force l'importance de l'engagement de la RFA aux cotés des Américains dans l'alliance atlantique. *«Sans le déploiement des nouveaux missiles américains en RFA*, a-t-il déclaré, *il n'y aurait pas eu de rencontre au sommet entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev à Reykjavik.»* Si la RFA est prête, avec M. Kohl, à développer ses relations avec l'URSS, Moscou doit savoir qu'elle ne renoncera pas à défendre la cause des droits de l'homme et qu'elle ne perd pas de vue l'objectif de la réunification, même si celle-ci n'est pas actuellement à l'ordre du jour de la politique internationale. Tout doit continuer à être fait pour améliorer les relations entre les deux Etats allemands. Mais le gouvernement de Bonn n'oublie pas, dans son dialogue avec Berlin-Est, qu'il discute avec des dirigeants qui n'ont pas leur liberté d'action. M. Kohl a, au passage, accusé la RDA de maintenir deux mille prisonniers politiques dans des *« camps de concentration »*, expression qui lui vaut une fois de plus ce lundi de vives critiques, notamment des sociaux-démocrates.

Le même thème a été abordé en termes encore plus directs par M. Strauss. *«L'image qu'ont les Allemands d'eux-mêmes, de leur histoire et de leur avenir, doit être pour nos électeurs, mais également pour nos voisins en Europe et au-delà pour tous les autres, de nouveau claire et compréhensible. Cela veut dire que, sans oublier les leçons de l'histoire, nous devons enfin sortir une fois pour toutes de l'ombre du III[e] Reich. »*

« L'Europe, a-t-il ajouté, citant une conversation avec un diplomate français, *a besoin d'une conscience nationale intelligible des Allemands. »*

Contrairement à M. Kohl, qui avait préféré s'abstenir de toute polémique avec l'opposition, le ministre-président de Bavière n'a pas mâché ses mots à l'égard du Parti social-démocrate, qu'il a accusé de ne pas vouloir se démarquer des Verts. Défendant avec vigueur ses prises de position en faveur de l'énergie nucléaire, mais aussi d'un renforcement de la sécurité publique face au terrorisme, il a déchaîné à plusieurs reprises les applaudissements enthousiastes de la foule.

Si cette rhétorique typiquement bavaroise ne fait pas l'affaire de tous au sein du Parti démocrate-chrétien, du moins est-on uni pour agiter l'épouvantail d'une coalition entre Verts et « rouges », qui avait si bien fonctionné en juin dernier lors des élections générales de Basse-Saxe. Le secrétaire général de la CDU, M. Heiner Geissler, spécialiste du genre, ne s'est pas privé de brocarder sur ce thème le candidat social-démocrate à la chancellerie, M. Johannes Rau. C'est par une extinction de voix que celui-ci a inauguré samedi à Kassel une série de manifestations visant à remobiliser un parti sérieusement affecté par les flottements apparus ces derniers mois à sa direction.

HENRI DE BRESSON.

ITALIE

Le bilan du terrorisme en 1986 est le moins lourd depuis 1969

ROME
de notre correspondant

Le bilan du terrorisme en italie a été en 1986 le plus bas depuis dix-sept ans : un mort, le maire de Florence, Lando Conti, assassiné par les Brigades rouges, et deux blessés, dont un conseiller économique de la présidence du conseil, M. Antonio Da Empoli. La brigadiste Wilna Monaco avait été tuée par le chauffeur du haut fonctionnaire. On est loin, avec trente attentats sur toute l'année 1986, des « années de plomb », ponctuées par deux mille cinq cent treize attentats en 1979 et mille cinq cent deux l'année suivante. Les groupes d'extrême droite et ceux en provenance du Proche-Orient ne se sont pas manifestés. Il est vrai qu'à l'orée de cette année, le 27 décembre 1985, quatre terroristes venus semble-t-il de Damas avaient attaqué l'aéroport de Rome-Fiumicino, faisant seize morts et soixante-quinze blessés.

En dix-sept ans, c'est-à-dire depuis le 1[er] janvier 1969, le terrorisme a été responsable en Italie de quatorze mille cinq cent quatre vingt-neuf attentats faisant quatre cent quinze morts et cent quatre-vingt-un blessés. 1980 a été l'année la plus sanglante avec cent vingt-cinq morts et deux cent trente-six blessés, parmi lesquels les nombreuses victimes de l'attentat d'extrême droite du 2 août en gare de Bologne.

(Intérim.)

BIBLIOGRAPHIE

Manuel de Irujo, le « ministre basque » de la République espagnole

Le livre que Paul Vignaux vient de consacrer à Manuel de Irujo, *mort en 1981, n'a rien à voir* avec la mode des biographies. L'historien de la philosophie donne ici la main au militant syndicaliste qu'est aussi l'auteur pour témoigner d'une amitié nouée dès 1937, en rendant compte de l'action du « ministre basque » des gouvernements Largo Caballero et Negrin, d'octobre 1936 à août 1938, au cœur de la guerre civile.

Irujo est le seul nationaliste basque qui ait jamais siégé dans un gouvernement espagnol : symbole mais aussi paradoxe. Rien, *a priori*, ne destinait le PNV, expression du nationalisme basque, à rejoindre un gouvernement issu du Front populaire, dont il était resté à l'écart. Ne s'était-il pas dressé dès ses origines contre l'idée d'une nation espagnole, contre l'Etat qui prétendait la représenter ? N'avait-il pas rompu avec les fondateurs de la II[e] République, à la fois par refus de leur politique ultralaïque et pour sanctionner leurs atermoiements face à la revendication d'un statut d'autonomie d'Euzkadi ?

La réaction de Manuel de Irujo, député du Guipuzcoa, au soulèvement militaire du 18 juillet 1936 est pourtant immédiate : opposition à l'action des *« rebelles »* et appel radiodiffusé à la *« défense du régime démocratique »*. Son choix va être celui de son parti. C'est que ce Navarrais, suivant l'exemple de son père, a embrassé la cause basque en rompant avec la tradition de l'intégrisme carliste, prédominante dans sa terre natale, et en se réclamant de l'esprit du fédéralisme républicain. L'idéologie du *« national-catholicisme »* brandie par la rébellion militaire est inacceptable pour le nationaliste, le démocrate, le chrétien qu'il veut être indissolublement.

Pour autant, sa place au gouvernement ne sera pas facile. Lui qui revendique le *« principe de l'autodétermination des peuples »* collabore avec des hommes pour qui l'unité de l'Espagne est un postulat. La tension est vive entre le souci du gouvernement d'unifier la conduite des opérations militaires et la volonté des milices basques de ne se battre que pour défendre leur terre. On comprend l'épreuve que fut pour lui, en août 1937, après la chute de Bilbao, la capitulation de ses frères d'armes à Santona, au terme de négociations secrètes menées à son insu, où les chefs du PNV s'étaient fait piéger par la diplomatie italienne. Par-delà la défaite de la résistance basque, sa participation au gouvernement veut confirmer la solidarité de son peuple avec une cause juste contre un ennemi commun.

Son action ne se limite pas à la défense des aspirations basques – ainsi que catalanes – au sein du gouvernement républicain. Paul Vignaux consacre un chapitre substantiel au combat d'Irujo pour rétablir la liberté religieuse dans l'Espagne républicaine. Le chrétien qu'il était sut faire partager sa volonté de tolérance à des ministres imprégnés pour la plupart d'une culture anticléricale, tout en bravant l'engagement de la quasi-totalité de l'épiscopat dans la « croisade » franquiste et les pressions de la diplomatie vaticane.

Un autre aspect méconnu de son action gouvernementale fait de lui un militant des droits de l'homme, notamment comme ministre de la justice de mai à décembre 1937. A ses yeux, *« les droits de la personne humaine constituent le fonctionnement social »* de la démocratie, même quand elle combat contre l'agression totalitaire. Leur défense passe pour lui par le refus des exécutions sommaires – les sinistres *paseos*, l'humanisation des prisons, un large exercice du droit de grâce des condamnés à mort, l'éviction des polices parallèles, comme celle mise en place par les communistes pour supprimer anarchistes et militants du POUM. Son intransigeance sur le respect des droits de l'homme l'amène à s'opposer à la création de juridictions d'exception où les droits des accusés ne sont pas garantis : sa démission du gouvernement, en août 1938, exprime cette exigence, sans remettre en cause son soutien à la politique de résistance du gouvernement Negrin jusqu'à l'exode de février 1939.

Le combat nationaliste de Manuel de Irujo s'affirme ainsi, dans ces années tragiques, inséparable de sa *« solidarité de la démocratie péninsulaire »* et de la défense de valeurs démocratiques de portée universelle. On mesure ce que la cause basque gagnerait aujourd'hui à être servie par des hommes de cette stature.

JEAN-PIERRE AMALRIC.

★ Paul Vignaux, *Manuel de Irujo, ministre de la République dans la guerre d'Espagne, 1936-1939*, Beauchesne, 1986, 546 pages, 297 F.

Amériques

CANADA

Montréal fait face à un afflux massif d'immigrants illégaux

MONTRÉAL
correspondance

La traditionnelle hospitalité canadienne, citée en exemple l'an passé par le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, est mise à rude épreuve depuis quelques semaines avec l'arrivée massive d'immigrants illégaux en provenance notamment de Turquie et du Chili, à l'aéroport de Montréal-Mirabel.

Durant le seul mois de décembre, le Québec a accueilli, bon gré mal gré, près de mille huit cents personnes en situation irrégulière, dont la moitié entre Noël et le Nouvel An. Cet afflux a littéralement pris de court les services d'immigration et les organismes d'accueil, contraints de louer des chambres d'hôtel à Montréal, pour loger temporairement ces nouveaux arrivants.

Montréal est apparemment devenue une destination privilégiée pour les candidats à l'exode de certains pays pauvres, à l'heure où la majorité des pays occidentaux verrouillent leurs frontières. Depuis 1984, le nombre d'immigrants illégaux arrivés au Québec a doublé chaque année pour atteindre douze mille personnes en 1986, un chiffre qui se rapproche de celui (quinze mille) des immigrants en situation irrégulière, rigoureusement sélectionnés avant leur départ.

Bon nombre de ces illégaux ont demandé le statut de réfugiés, évitant ainsi l'expulsion jusqu'à ce qu'un tribunal administratif se prononce sur leur cas. Or, ce délai peut prendre jusqu'à quatre ans, les services concernés étant débordés.

La presse montréalaise a mis en évidence les abus que ces lenteurs autorisent et a souligné que *« les étrangers en attente de statut »* coûtaient fort cher aux contribuables (prestations sociales, soins de santé gratuits en particulier). Le ministre canadien de l'emploi et de l'immigration, M. Benoît Bouchard, a promis de veiller à l'accélération des procédures, tout en réaffirmant que son pays tenait à sa réputation de *« terre d'asile pour les personnes persécutées dans leur pays d'origine »*. Ottawa a, en général, accordé, ces derniers mois, le statut de réfugié aux ressortissants du Chili, du Salvador, du Guatemala, du Sri-Lanka, de l'Afghanistan, de l'Iran et des pays de l'Est.

L'immigration turque, très récente au Canada, pose d'autres problèmes. Ces illégaux, en majorité des travailleurs agricoles, ont quitté leur pays pour des raisons économiques et ne réclament pas, à leur arrivée du moins, le statut de réfugié.

Le fait que la plupart d'entre eux soient originaires de la province de Denizli, en Asie Mineure, a permis de découvrir que des agences de voyages peu scrupuleuses menaient vraisemblablement une véritable campagne dans cette région pour convaincre leurs clients potentiels qu'ils pourraient s'installer au Canada sans trop de problèmes.

Pour ne pas *« mécontenter la Turquie, pays ami de l'OTAN »*, M. Bouchard a exclu pour le moment le recours à des expulsions ou à l'obligation d'un visa. Cette dernière mesure avait été appliquée avec succès au printemps dernier pour freiner l'immigration illégale portugaise.

MARTINE JACQUOT.

ÉTATS-UNIS

M. Reagan face à l'adversité

(Suite de la première page.)

Le *« grand communicateur »*, le président *« le plus populaire de l'histoire des Etats-Unis »*, l'homme qui, il y a deux mois encore, au lendemain même de la défaite de son parti dans les élections parlementaires du 4 novembre, semblait être entré vivant dans la légende de son pays, a, en conséquence, perdu toute sa magie. Ce n'est pas que l'Amérique, du jour au lendemain, le déteste ou le méprise. On conserverait plutôt une certaine tendresse pour lui, mais on en parle désormais comme de n'importe quel président en fin de mandat et en difficulté : sans ménagements et au passé.

Si le retournement est si brutal et profond, ce n'est pas à cause de cette « naïveté » ou de ce « juridisme » excessif dont les Européens sont si prompts à dédaigneusement *accuser* les Américains, mais parce que le désenchantement latent ne demandait qu'une crise pour s'exprimer. De même que l'Amérique de la guerre du Vietnam ne pouvait pas *fermer les yeux sur le cambriolage* du Watergate parce qu'elle aspirait éperdument à retrouver une morale, l'Amérique qui ne s'était nullement offusquée, il y a deux ans, du *minage des ports nicaraguayens* par la CIA, est aujourd'hui choquée par l'affaire dite « Iran-contras » parce que la contradiction entre les faits et les déclarations était devenue trop criante.

M. Reagan s'était fait élire en promettant de réduire le poids de l'Etat, et l'endettement fédéral a plus que doublé sous sa présidence, dépassant déjà les deux mille milliards de dollars, alors que le déficit budgétaire ne recule que très lentement et devrait encore s'élever à plus de cent millions en 1991, l'année où l'on espérait, il y a encore un an, qu'il serait résorbé.

M. Reagan savait mieux que personne chanter le *« retour de l'Amérique »*, mais ce retour à la grandeur est cruellement démenti par les chiffres accablants du commerce extérieur (plus de 150 milliards de déficit en 1986) qui n'ont plus rien d'abstraits pour la population. Concrètement, ils signifient fermetures d'usines, recul des emplois qualifiés et protégés au profit des emplois sous-payés et sans garanties sociales, ventes de fermes aux enchères.

L'euphorie qui prévalait partout après la reprise de 1983 a désormais fait place à l'anxiété dans certaines régions et à une préoccupation dans d'autres, car l'on n'espère plus que la croissance reparte mais seulement qu'elle ne retombe pas plus encore. Sur cette toile de fond, l'échange, à l'automne dernier, d'un espion soviétique contre un correspondant américain à Moscou arrêté par le KGB pour servir de monnaie d'échange avait troublé.

Le déroulement et le dénouement du sommet de Reykjavik (accepté à *la hâte dans la foulée de cet* échange) avait laissé perplexe, même si le pays, dans un moment indiscutablement difficile, avait serré les rangs derrière le président.

Mais trop c'est trop, car vendre des armes à l'Iran pour lui racheter des otages c'était non seulement traiter avec un Etat qualifié de *« terroriste »* au moment où on bombardait la Libye, mais aussi et surtout céder à un régime qui avait si profondément humilié l'Amérique sous M. Carter qu'elle avait porté M. Reagan à sa présidence. C'était, en quelque sorte, insulter la source même de la légitimité, et cela le meilleur des experts en relations publiques ne pouvait le faire admettre.

M. Reagan n'y est donc pas parvenu. Il se retrouve, son aura perdue, en position de totale faiblesse face au nouveau Congrès qui commence à siéger mardi, et dont les deux Chambres sont contrôlées par les démocrates. Cela ne signifie pas obligatoirement que tout ce qu'il proposera sera rejeté car il y a assez de démocrates favorables, par exemple, à l'aide aux contras ou à l'initiative de défense stratégique, pour que ni l'une ni l'autre (et surtout pas la seconde) puisse être aujourd'hui considérée comme enterrée.

Cela signifie en revanche que la Maison Blanche devra maintenant tout négocier ; que le budget 1988 n'aura pas grand-chose à voir avec le projet que M. Reagan présentait, lundi, au Congrès ; que la pression en faveur de compromis avec l'URSS dans le domaine du contrôle des armements sera beaucoup plus forte et que des législations protectionnistes seront presque à coup sûr adoptées cette année.

Espoirs dans le camp démocrate

La conduite de la politique américaine échappe, en d'autres termes, à la Maison Blanche et passe au Congrès – ce qui est particulièrement ironique pour un président presque unanimement loué depuis six ans pour avoir redonné force et prestige à l'institution présidentielle.

Le retournement est si complet que, avec M. Reagan, le grand perdant de toute l'affaire est le vice-président Bush, dont la cote a brutalement dégringolé dans les sondages alors qu'il était jusqu'à présent le mieux placé, et de très loin, des candidats républicains à la succession. Troisième victime de la nouvelle donne : M. Kemp, le très jeune et très conservateur représentant de l'État de New-York qui espérait s'imposer à son parti en le prenant depuis sa droite et au nom de l'orthodoxie reaganienne et qui semble aujourd'hui avoir perdu la bataille avant de l'avoir vraiment entamée.

Grand gagnant, en revanche, M. Dole, chef de file des républicains au Sénat et modérément conservateur, qui a tout de suite su se distancier de M. Reagan sans l'accabler et qui a fait, lui, un tel bond dans les sondages qu'il passe aujourd'hui pour le plus solide des candidats à l'investiture républicaine.

Dans le camp adverse, chez les démocrates, c'est la fébrilité. On y avait vaguement repris espoir dès le début de l'année dernière, mais maintenant la Maison Blanche semble à portée de *main* et *les ambitions* s'affrontent. Pour l'heure, deux hommes sont nettement en tête de liste : le gouverneur de New-York, M. Mario Cuomo, et l'ancien sénateur du Colorado, M. Gary Hart, qui avait été à deux doigts d'emporter l'investiture en 1984. Le premier incarne la tradition démocrate en ce qu'elle a de meilleur et les espoirs des syndicats et des libéraux traditionnels. Le second demeure le porte-drapeau des partisans d'un renouveau moderniste du parti, c'est-à-dire d'un infléchissement vers le centre.

Très largement semblable à celui qui traverse les gauches européennes, le débat sera finalement tranché par l'ampleur du contrecoup provoqué par l'affaire iranienne. Plus les positions idéologiques du libéralisme économique en seront profondément érodées, plus grandes seront les chances de M. Cuomo et inversement.

La bataille qui va s'ouvrir dans quelques mois au plus devrait être aussi riche que violente des deux côtés. Elle a toute chance de s'imposer très vite comme le centre du débat politique, et cela risque fort de repousser plus encore M. Reagan à l'arrière de la scène.

Il lui reste pourtant une possibilité *au moins de ne pas rapidement* passer pour un locataire abusif de la Maison Blanche : parvenir à réamorcer le dialogue avec Moscou et à mener à bien la négociation d'accords *de réduction des armements*. L'hypothèse n'est pas à exclure car l'intérêt de M. Gorbatchev ne serait pas d'attendre encore trois ans au moins pour savoir s'il pourra *s'entendre avec le président* américain qui sera élu en 1988. Il n'aurait donc qu'avantage à tendre la perche que l'actuel président, en position de faiblesse, ne demanderait qu'à saisir sans pouvoir en revanche faire le premier pas.

Dès la semaine dernière, certains des collaborateurs de M. Reagan faisaient état, dans des déclarations officieuses, de nouvelles approches du Kremlin, et *Newsweek* faisait dire, lundi, à des officiels soviétiques que M. Gorbatchev serait disposé à proposer l'organisation d'un nouveau sommet.

BERNARD GUETTA.

CHILI

La légalisation des partis politiques

SANTIAGO-DU-CHILI
correspondance

La loi réglementant l'existence des partis *politiques chiliens* pourrait être approuvée très prochainement par la junte des commandants en chef, qui, en l'absence d'un Parlement élu, exerce le pouvoir législatif. Rendant compte devant la presse des travaux de l'année écoulée, l'amiral Merino a indiqué que le désaccord entre la junte et la présidence avait été finalement surmonté par les dernières propositions du pouvoir exécutif.

D'après le projet de loi, il suffirait de cent signatures de parrainage pour pouvoir constituer un parti politique, à condition toutefois d'en réunir, dans les six mois suivants, une quantité équivalente à 0,5 % de l'électorat des régions où ce parti sera présent. Ce qui, au total, devrait représenter à peu près trente mille signatures pour une formation politique de dimension nationale.

Or, il y a deux ans, le président Pinochet avait *fixé* la barre à cent cinquante mille signatures, chiffre que la junte avait jugé excessif. Le chef de l'Etat ayant fait marche arrière, les partis devraient bientôt avoir une existence légale, à l'exception des organisations « marxistes » déclarées anticonstitutionnelles.

L'amiral Merino a d'autre part déclaré que la Constitution pourrait être modifiée, mais qu'il n'existait pour le moment aucun projet de réforme particulier. Interrogé sur la volonté de réconciliation manifestée par l'Eglise, à trois mois de la visite du pape, l'amiral a répondu : *« Au Chili, comme dans le reste du monde, il y a des êtres humains et des humanoïdes. Les humanoïdes sont ceux qui appartiennent au parti communiste. Entre les humains et les humanoïdes, il n'y a pas de réconciliation possible. »*

GILLES BAUDIN.

Asie

CHINE : la contestation étudiante

Les réformes se poursuivent sur fond de rappels à l'ordre

Plusieurs centaines d'étudiants de l'université de Pékin ont brûlé, ce lundi 5 janvier, des numéros du *Quotidien du Pékin* en accusant ce journal officiel d'avoir *« déformé la vérité »* sur les manifestations d'étudiants en faveur de la démocratie de ces dernières semaines. Un dazibao (affiche manuscrite) apposé sur le campus a reproché au journal municipal de chercher à opposer les étudiants au Parti communiste afin de les isoler de la population. Par ailleurs, la presse officielle a annoncé, dimanche, que douze personnes au total, toutes étrangères au monde universitaire, avaient été arrêtées depuis le 9 décembre pour des actes d'hostilité envers le régime. Enfin, la direction de la radio la Voix de l'Amérique (VOA) a démenti avoir incité les étudiants chinois à manifester, comme l'en ont accusé les autorités chinoises (*le Monde* daté 4-5 janvier). – *(AFP.)*

PÉKIN
de notre correspondant

Après le remue-ménage de la *semaine dernière, le calme semble* revenir dans la capitale chinoise. Si la place de la Porte-de-la-Paix-Céleste (Tienanmen) est encombrée, c'est aujourd'hui par les *embouteillages causés* par les travaux de voirie qui viennent d'y être entrepris. Les examens ont commencé, lundi, dans les universités, et ils seront suivis d'un mois de vacances à l'occasion du Nouvel An chinois, la fête du printemps.

Toutefois, les autorités ont intensifié leur campagne pour isoler les étudiants. Sans grandes déclarations, sans que les dirigeants montent au créneau, la presse, la radio et la télévision ne cessent de donner la parole à des gens du peuple, des intellectuels et des hommes d'affaires, qui répètent tous la même antienne : il faut que les étudiants travaillent, il faut préserver *« l'unité et la stabilité »*, la situation n'a jamais été meilleure, les réformes avancent à un bon pas, il ne faut pas être trop impatient, *« il n'y a pas de démocratie socialiste sans la direction du parti »*, comme le titre *le Quotidien des ouvriers*.

L'ancien « capitaliste » Rong Yiren formule le souhait que *« les jeunes retiendront la leçon du passé et assumeront leurs devoirs pour la prospérité du pays »*. Un nommé Bao Tong écrit dans *le Quotidien du peuple* qu'il faut être patient, que *« l'on ne peut faire de comparaison trop rapide entre le jeune poulain qu'est le socialisme et le cheval adulte qu'est le capitalisme »*.

Le Quotidien de Pékin est bien plus menaçant : il accuse les étudiants de violer les principes du régime selon la méthode d'une *« poignée d'ennemis de classe habituée à abattre le drapeau rouge en se servant du drapeau rouge »*. C'est un avertissement pour ceux qui défilaient en chantant *l'Internationale*. D'autant que des journaux ont aussi vu derrière les manifestations la main d'agents de Taiwan... Plus prudente, et réaliste, l'édition en anglais du journal procommuniste de Hongkong, *Ta Kung Pao*, a reconnu qu'une des raisons de certaines de ces manifestations était la carence de la presse locale qui poussait les étudiants à écouter des radios étrangères, comme la Voix de l'Amérique ou la radio de Taiwan.

Des réformes trop lentes

Ces gens qui répètent tous la même chose à la télévision semblent réciter une leçon laborieusement apprise sans toujours bien savoir de quoi il s'agit. Car les médias critiquent les étudiants mais n'ont toujours pas dit ce qui s'était vraiment passé le 1er janvier à Pékin. Ce qui encourage des rumeurs telle celle selon laquelle les manifestants auraient crié *« A bas le parti ! »* ou *« A bas Hu Yaobang ! »*, le secrétaire général du PCC. Voilà de quoi inquiéter ceux qui, même s'ils peuvent avoir quelque sympathie pour les étudiants, craignent avant tout un retour aux temps troubles de la révolution culturelle. *« Je comprends leurs revendications, mais je ne veux pas que la situation dégénère comme en Pologne. De toute manière, ils ne parviendront pas à ébranler l'omnipotence du parti »*, a-t-on pu entendre.

Malgré tout, le régime n'a pas arrêté le char des réformes. D'autant qu'un récent sondage publié par *le Quotidien des ouvriers* indique que 41 % des personnes interrogées estiment que les réformes avancent lentement, 10 % trop lentement et seulement 21 % d'entre elles jugent le rythme approprié. Plus de 70 % des personnes critiquent par ailleurs le système actuel d'attribution autoritaire des emplois, demandent le droit pour chacun de choisir et une plus grande mobilité.

La dernière réforme a été annoncée, lundi, dans *le Quotidien du peuple*. Elle prévoit que les cadres *« non qualifiés »* ou qui n'obtiennent *« pas la confiance du public »* pourront être mutés ou rétrogradés. Leurs subordonnés devront se prononcer chaque année par un vote. Si celui-ci est négatif, une enquête, *« entourée de toutes les garanties légales »*, pourra être ouverte. Les plus mauvais cadres pourront être renvoyés à la base et perdre leurs avantages matériels. *« Cette nouvelle politique a pour but de créer un environnement compétitif, de stimuler et revitaliser les rangs du parti et de l'administration »*, écrit le journal.

Ces réformes, tout comme l'agitation estudiantine, laissent cependant froide toute une frange de la société née de l'ouverture du monde extérieur et de l'apparition soudaine d'un secteur privé : jeunes patrons de petits commerces, chauffeurs de taxi ou de bus pour touristes, guides pour étrangers, qui touchent souvent un bakchich en devises, intermédiaires... Eux, qui dansent le soir dans des « clubs » au droit d'entrée équivalent à 40 % de la bourse mensuelle d'un étudiant, rêvent d'être admis dans les boîtes de nuit des grands hôtels pour étrangers, qui leur sont toujours interdites. Il y a désormais plusieurs jeunesses en Chine : celle qui travaille, celle qui étudie et celle qui s'amuse.

PATRICE DE BEER.

AFGHANISTAN : les offres de paix de Kaboul

M. Najibullah précise les conditions d'un cessez-le-feu

Le Conseil révolutionnaire afghan, réuni le samedi 3 janvier à Kaboul, a confirmé qu'un cessez-le-feu unilatéral entrerait en vigueur le 15 janvier pour une période de six mois reconductibles. L'agence Tass, qui a été la première à donner l'information, a également rapporté que le Conseil a adopté une déclaration sur *« la réconciliation nationale en Afghanistan »* qui comporte également une *« amnistie générale »*. La session du Conseil a aussitôt été suivie d'une réunion de la « Commission extraordinaire pour la réconciliation nationale » au cours de laquelle M. Najibullah, numéro un afghan, a notamment invité *« toutes les parties belligérantes à cesser le feu et à entamer un processus de renouveau national »*.

En dépit du rejet par la guérilla de ses offres de paix (*le Monde* du 3 janvier), Kaboul a ainsi réaffirmé son intention d'appliquer unilatéralement un cessez-le-feu jusqu'au 15 juillet, tout en précisant que cet *« armistice »* doit être *« observé par les deux parties »*, auquel cas *« il pourra être prolongé »*. Le Conseil révolutionnaire, ajoute la déclaration, *« confirme que tous les citoyens de l'Afghanistan qui se sont trouvés dans le camp ennemi ou qui ont quitté le pays après avoir été trompés, mais sont devenus conscients de leur devoir patriotique et ont déposé les armes, se verront accorder le pardon »*.

Cette paix des braves semble conçue par Kaboul comme le préalable à des négociations avec la résistance puisque le document du Conseil révolutionnaire ajoute : *« Nous sommes prêts à une compréhension mutuelle, à des pourparlers, à des compromis et même à des concessions. »* Précisant que *« l'islam est notre religion »*, la déclaration poursuit : *« Nous pouvons faire ce pas vers la paix parce que nous sommes plus forts que jamais. Le processus révolutionnaire en Afghanistan est irréversible. »*

Les propositions de M. Najibullah, qualifiées d'*« audacieuse initiative politique »* par l'agence Tass, semblent s'inscrire dans le cadre de l'offensive diplomatique lancée par Moscou, en octobre, avec le rapatriement de six régiments soviétiques. Cette diplomatie subira son véritable premier test à l'occasion de la reprise, le 11 février à Genève, des pourparlers « indirects » entre l'Afghanistan et le Pakistan sous l'égide de l'ONU. En attendant, Tass a accusé Washington, qui a rejeté la trêve proposée par M. Najibullah, de tenter de faire échouer tous les efforts visant à un règlement politique du conflit.

Sur le terrain, enfin, la *« reconstruction »* du tunnel de Salang, sur la route reliant l'Afghanistan à l'URSS, s'est achevée après deux ans de travaux, a annoncé, dimanche soir, la télévision soviétique. Le 30 octobre 1982, selon des sources occidentales, un attentat de la résistance, à l'intérieur du tunnel, avait fait un millier de victimes, dont 700 militaires soviétiques. Pour leur part, les Pakistanais ont affirmé qu'un raid aérien afghan contre la localité pakistanaise proche de la frontière commune avait fait cinq morts et quinze blessés, samedi, parmi des réfugiés afghans. – *(AFP, Reuter.)*

PHILIPPINES

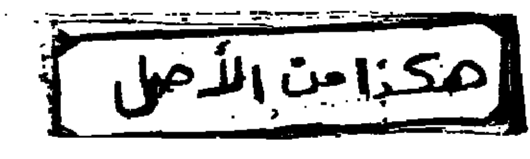
Progrès dans les négociations avec les insurgés Moro

Les représentants du gouvernement philippin et du Front national de libération Moro (FNLM) ont signé, le samedi 3 janvier, à Djeddah, un accord pour ouvrir des négociations en vue d'accorder à l'île de Mindanao (sud de l'archipel) et à quatre îles avoisinantes un statut d'autonomie, à l'issue de discussions tenues sous l'égide de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Cet accord représente une concession importante de la part de l'insurrection Moro (musulmane), qui exigeait auparavant l'indépendance *totale des îles de Mindanao*, Sulu, Basilan, Tawi-tawi et Palawan. L'accord a été signé par le représentant du gouvernement de Manille, M. Aquilino Pimentel, et le chef du mouvement des insurgés, M. Nur Misuari.

D'autre part, le gouvernement a rejeté, dimanche, dans un communiqué de son négociateur avec la guérilla communiste, M. Teofisto Guingona, l'ensemble des positions avancées par les insurgés en vue d'une solution politique à la guerre civile. Les communistes avaient notamment proposé leur participation à un mouvement de coalition, le démantèlement des bases militaires américaines de Clark et Subic Bay *et la libération* immédiate de leur dirigeant, M. Rodolfo Salas, emprisonné depuis septembre. Le gouvernement réagissait à un communiqué des communistes publié la semaine dernière, affirmant que les deux parties n'avaient pu trouver *« un terrain d'entente »* dans les négociations qui devaient reprendre, ce lundi, à Manille.

La présidente Aquino a, enfin, nommé un nouveau ministre du travail et de l'emploi en la personne de M. Franklin Drilon, qui remplace M. Augusto Sanchez. M. Sanchez, un des ministres représentant la gauche au sein du gouvernement, était critiqué par les militaires et par les milieux d'affaires. Le nouveau ministre est, pour sa part, contesté par le principal syndicat de gauche, le Mouvement du 1er Mai, qui avait menacé d'appeler à la grève générale au cas où M. Sanchez serait remplacé. – *(AFP)*.





هكذا من الأصل

MERCI* A TOUS CEUX QUI FONT DU CHEMIN AVEC NOUS.

Et la route est longue. Tellement longue qu'elle nous conduit tout droit au XXI[e] siècle. Sans détour, sans cahot. Une très belle route. Parce que depuis des années, nous sommes heureux d'aller dans votre direction. Parce que depuis des années, vous êtes nombreux à être transportés par VOLVO.

En 1986, 21.000 automobilistes français ont choisi la qualité VOLVO. Ils sont 1.000 de plus qu'en 1985. 4.000 professionnels de la route ont investi dans les camions VOLVO, ce qui nous a permis de réaliser une pénétration de 11% du marché français. 2.650 marins français ont opté pour la longévité et la fiabilité des moteurs VOLVO PENTA. De nombreux transporteurs ont retenu la rentabilité des autocars VOLVO.

Sans oublier les 229 concessionnaires et les 374 agents qui ont construit le succès de VOLVO cette année. Les 1.000 collaborateurs de VOLVO FRANCE, qui par leur travail et leur disponibilité auprès des clients, ont contribué au développement de leur marque. Les investisseurs qui ont fait confiance aux actions VOLVO. Et toute l'industrie française à laquelle nous apportons notre étroite collaboration.

Merci de votre confiance et bonne année 1987.

*Tack en Suédois!

VOLVO

Volvo - 49, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Tél. : 47.23.72.62

Politique

Les répercussions politiques du conflit de la SNCF

L'UDF s'interroge de nouveau sur la cohabitation

La polémique entre le gouvernement et la gauche, au sujet de la grève à la SNCF, s'est enrichie de quelques échanges, à la fin de la semaine dernière, sans prendre, toutefois, la dimension d'une confrontation majeure. Les deux anciens premiers ministres socialistes, MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius, ont répliqué à l'argument principal du gouvernement, qui estime que, face aux revendications des cheminots, il doit défendre sa politique économique, fondée sur la préservation des grands équilibres et l'amélioration de la situation de l'emploi.

« *Il ne peut y avoir de réelle politique* économique sans politique sociale », a déclaré M. Mauroy, qui a reproché au gouvernement de vouloir organiser la France « *avec une première et une deuxième classe* ». Pour M. Fabius, le gouvernement a, par son comportement, « *aggravé* » le conflit à la SNCF, conflit qui ne trouvera d'issue rapide « *ni dans l'affrontement ni dans le pourrissement* ». M. Jack Lang, ancien ministre de la culture, a dénoncé un « *gouvernement fauteur de troubles* ».

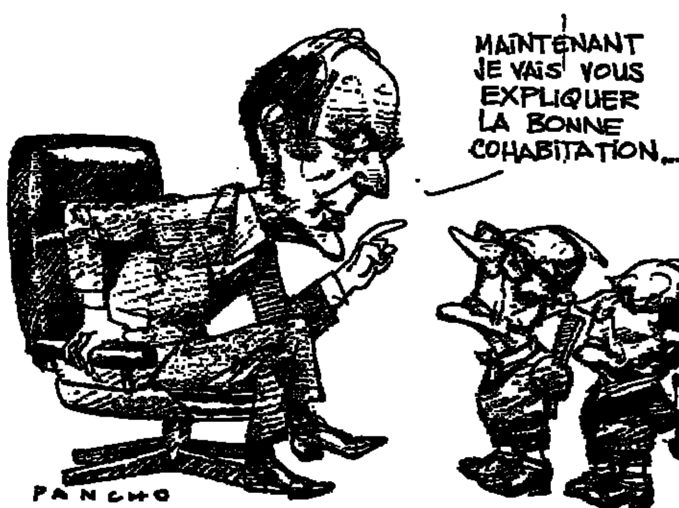
La réponse est venue, d'abord, de M. Jacques Douffiagues, ministre délégué aux transports, selon lequel M. Fabius, lorsqu'il était premier ministre, « *n'a jamais rien vu* », pas même le *Rainbow-Warrior*, ce qui explique qu' « *il n'ait vu passer davantage ni le blocage des salaires des cheminots en 1984, ni le projet de grille d'avancement à l'automne 1985* ».

Le débat porte plutôt, du côté de l'UDF surtout, sur la cohabitation. A deux jours de l'intervention de M. Raymond Barre à « L'heure de vérité » d'Antenne 2 et alors que les vœux de nouvel an donnent au président de la République et au premier ministre plusieurs occasions de s'exprimer, M. Valéry Giscard d'Estaing, tout en regrettant que M. François Mitterrand ait reçu des représentants des grévistes de la SNCF, le 1er janvier, observe que les Français plébiscitent la cohabitation et estime que celle-ci doit s'approfondir.

M. Jacques Chirac, qui, avant de s'exprimer, mardi soir, sur Europe 1, aura réuni l'ensemble du gouvernement à l'hôtel Matignon, aura ainsi l'occasion de ressouder, sinon le gouvernement, qui, selon lui, est unanime, du moins sa majorité, face aux critiques soulevées par sa gestion du conflit à la SNCF.

M. Valéry Giscard d'Estaing : pas de libéralisme économique sans conscience sociale

Les Français ne refusent pas le libéralisme. Invité le dimanche 4 janvier du « Grand *Jury* RTL-*le Monde* », M. Valéry Giscard d'Estaing a contesté l'analyse selon laquelle les conflits sociaux actuels traduiraient un rejet du libéralisme en France. « *Il n'y a à l'heure actuelle*, a-t-il relevé, *aucune aspiration en France au retour vers le socialisme. Aucun sondage, aucune indication ne permet de penser que, pour les Français, la politique socialiste, c'était beaucoup mieux. C'est donc une difficulté d'adaptation.* » S'attardant sur la récente contestation étudiante et le conflit à la SNCF, l'ancien président de la République a jugé que ces deux mouvements se produisant dans deux secteurs « *psychologiquement fragiles* » étaient plutôt la conséquence d'« *erreurs de méthode et de calendrier* » de la politique gouvernementale. Méthode ? M. Giscard d'Estaing est contre « *les grandes lois qui traumatisent les catégories* ». Calendrier ? « *Quand il y a des mesures qui sont prises à un moment de fragilité sociale, il faut faire très attention.* » Insistant donc sur la nécessité d'une « *énorme préparation psychologique* », M. Giscard d'Estaing a dit et répété que « *le libéralisme ne peut être un libéralisme économique sans conscience sociale... parce que la France a une sensibilité et que cette sensibilité est celle d'un pays qui du point de vue social est extrêmement attentif à toutes sortes de détails ou de situations.* » Pour en finir avec la grève à la SNCF, le député du Puy-de-Dôme a souhaité « *des efforts de la part de tout le monde* ». De la part de la direction de la SNCF, qui doit, selon lui, négocier avec les grévistes sans attendre la reprise totale du travail. « *Assurer ensuite la liberté du travail s'agissant d'un service public, désamalgamer les revendications, faire un effort d'innovation dans le dialogue social au sein de l'entreprise* » et « *donner des signes visibles d'un engagement de l'entreprise dans un processus d'évolution qui permettra à l'avenir de traiter différemment ces problèmes.* » Enfin, M. Giscard d'Estaing a désapprouvé catégoriquement l'entretien accordé récemment par M. Mitterrand à des cheminots grévistes au Fort de Brégançon. « *Je n'approuve pas*, a-t-il commenté, *le fait qu'il les ait reçus. Un président de la République, quand il est arbitre, ne reçoit pas à son domicile les parties du conflit.* »



Autre préoccupation de M. Giscard d'Estaing pour l'année qui s'ouvre : la réduction du mandat présidentiel de sept à six ans. « *En 1987*, a-t-il dit, *il faut abréger la durée du mandat présidentiel. C'est une réforme qu'il faut réaliser cette année et par référendum... J'irai même plus loin en vous annonçant qu'il aura lieu. Ce référendum aura lieu parce qu'il est dans la logique des choses. Si on le fait maintenant, il faudra attendre huit ans, car chacun sait qu'on ne le fait pas, pour des raisons diverses, en cours de mandat présidentiel. Il s'agit d'une modernisation nécessaire. La France souffre toujours du fait que toutes les modernisations se font avec un temps de retard. Voilà une modernisation simple sur laquelle deux Français sur trois sont d'accord... Ce sera l'occasion, à un moment où l'on a senti une certaine fragilité de la société française, de montrer la cohésion nationale autour des institutions de la Ve République.* »

[Contrairement à ce que M. Giscard d'Estaing a déclaré, sur la foi, a-t-il précisé, d'un coup de téléphone passé en Allemagne où une voix féminine l'a assuré qu'il n'y avait jamais eu de grève dans les chemins de fer allemands, un grave conflit social avait en partie paralysé les services publics outre-Rhin en février 1974. Des arrêts de travail avaient touché les transports urbains et le trafic ferroviaire. Des revendications salariales étaient à l'origine du mouvement.]

Le grand médiateur

DEPUIS son retrait forcé de l'Elysée, M. Giscard d'Estaing a toujours ressenti « *le besoin et le devoir d'être utile* ». Comment ? Pendant des mois, taraudé par l'obsession de sa liquidation politique, il a semblé chercher ses marques, hésitant sur l'art et la manière d'échapper tout à la fois, comme il le dit lui-même, « *au statut morose d'ancien président de la République* », sans pour autant tomber « *dans les grenouillages* » de la politique de tous les jours. Sans doute était-il essentiel que le temps fasse son œuvre. Cinq années sont passées. Comme il le souhaitait, certaines rancunes ont été jetées à la rivière, son septennat est désormais soumis qu'au seul jugement de l'histoire et sa soif personnelle de revanche a fini par s'apaiser. Un lente mutation dans son esprit, mais aussi dans l'opinion s'est imperceptiblement opérée. Petit à petit, M. Giscard d'Estaing acquiert sur la classe politique une sorte de magistère moral, édifié sur son expérience et sa sagesse. Petit à petit cette classe politique reconnaît que cet ancien président de la République n'embarrasse plus, mais qu'il peut encore intéresser.

Sa participation au « Grand-Jury RTL-*le Monde vient de montrer que M. Giscard d'Estaing s'était finalement fixé deux missions. Vis-à-vis du gouvernement et de la majorité : celle de grand vigile libéral. Ayant suffisamment de poids politique pour se permettre, sans instruire le procès du libéralisme ni remettre en cause l'expérience de la cohabitation, de ramener le gouvernement à plus de « conscience sociale »*, de contester les vues optimistes de M. Balladur en matière économique, particulièrement pour ce qui est du « *quasi-désastre* » de notre commerce extérieur, et d'inciter l'UDF à se poser plus vigoureusement face au RPR.

Mais M. Giscard d'Estaing entend aller plus loin. Apôtre depuis longtemps de la décrispation, partisan optimiste de la cohabitation, pèlerin de la réconciliation, l'ancien président tente de tenir le rôle de grand médiateur de la classe politique, estimant que grâce à ses fonctions anciennes et à son désintéressement nouveau, pouvoir être l'un des rares à servir de passerelle entre la majorité et l'opposition, voire entre l'Elysée et Matignon. L'Europe est devenue pour lui un terrain de consensus, qu'il faut maintenant labourer en tout sens. Il ressort sa vieille idée développée dans son livre *Deux Français sur trois* du raccourcissement du mandat présidentiel à six ans et par voie de référendum.

L'idée peut-elle embarrasser MM. Barre et Chirac ? Il semble n'en avoir cure, jugeant que la modernisation de nos institutions ne peut attendre. Mieux, il promet que cette réforme se fera cette année, une manière de laisser croire qu'il ne s'avance pas sans la bénédiction secrète de M. Mitterrand. Ses amis accepteront-ils ce genre de hardiesse ? Si oui, cela signifierait que M. Giscard d'Estaing est parvenu à se replacer durablement sur la scène.

DANIEL CARTON.

Exigences

(Suite de la première page.)

Si l'influence des groupuscules d'extrême gauche n'est pas contestable dans le développement de la grève des cheminots, elle n'explique certainement pas l'ampleur du mécontentement qu'elle cherche à exploiter. Là encore la comparaison avec le mouvement étudiant a quelque valeur.

M. Giscard d'Estaing paraît donc fondé à réclamer, comme le font les socialistes, un « *effort d'innovation sociale* ».

Or c'est justement en ce domaine que le gouvernement semble particulièrement démuni. M. Chirac se trouve même confronté, sur ce terrain, à un front où certains dirigeants de l'UDF rejoignent les socialistes. Quand M. Giscard d'Estaing souligne qu'il ne saurait y avoir de bon libéralisme économique « *sans conscience sociale* » sauf à provoquer des « *situations de rejet* », il dit à peu près la même chose que M. Mitterrand. Quand M. Gaudin admet que « *bien entendu, il y a insuffisance du dialogue* », il ne dit pas, sur le fond, autre chose que M. Mauroy, pour lequel « *l'archaïsme, aujourd'hui, c'est l'absence de dialogue* ».

Au nom du gouvernement, M. Juppé avait certes raison de répliquer que le traitement équitable des affaires sociales n'épousait par l'artificiel clivage droite-gauche et que personne ne peut prétendre au fameux « *monopole du cœur* » naguère contesté par M. Giscard d'Estaing à M. Mitterrand. Mais, de leur côté, les socialistes ont-ils tort de faire observer que les appels à la raison lancés par M. Chirac et ses ministres seraient peut-être mieux entendus si le gouvernement n'avait pris, dès son installation, un certain nombre de décisions fiscales et financières – et en particulier la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes – dont la charge idéologique, en tout cas perçue comme telle, a, au contraire, ranimé ce clivage ? Problèmes d'aiguillage...

Cela n'aura pas été le moindre enseignement des épreuves infligées aux dirigeants politiques français, successivement, par les étudiants et les cheminots en colère, que d'avoir mis en évidence, à quinze mois de l'élection présidentielle, l'émergence, encore confuse, mais bien réelle, de nouvelles attentes aussi culturelles qu'économiques et sociales, au sein de la société française.

ALAIN ROLLAT.

M. Gaudin : « Il y a insuffisance du dialogue »

La « *plus importante* » cause des « *difficultés que rencontre le gouvernement* » est l'« *ombre portée de l'Elysée sur toutes les décisions que prend le gouvernement* », a estimé, le dimanche 4 janvier, M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, qui était l'invité du « Forum » de RMC.

« *Qu'est ce double jeu du président de la République ?* a poursuivi M. Gaudin. *Voilà que, le soir de la Saint-Sylvestre, on voit le président de la République apparaître sur le petit écran, tenir des propos de rassembleur, faisant une déclaration qui, d'ailleurs, pourrait être faite ou aurait pu être faite par ses prédécesseurs dans le passé, et qui se résume au rassemblement des Français pour l'effort. Et puis, le lendemain, une tout autre attitude. Les Françaises et les Français ont bien compris. Le président de la République n'est pas seulement l'arbitre. Il lui arrive très souvent maintenant de quitter sa chaise d'arbitrage et d'aller jouer un coup en douce contre le gouvernement.* »

A propos du conflit à la SNCF, le député des Bouches-du-Rhône a observé : « *Il y a (...) un point commun entre à la fois le mouvement des étudiants et à la fois la grève de la SNCF, c'est que ces mouvements sont partis de la base, et personne n'avait pu ni les prévoir ni les contrôler, et que cela, bien entendu, à l'évidence, montre qu'il y a insuffisance du dialogue, insuffisance de la concertation.* »

Interrogé sur la cohabitation, M. Gaudin a expliqué : « *Ça me fait penser, permettez-moi cette image, dans le vélo, ce qu'on appelle le tandem ; le tandem, normalement, en montant, dans une côte, les deux font des efforts pour pédaler. Là, vous avez le premier ministre qui essaie dans le tandem de monter la côte, et qui pédale dur, et puis, derrière, le président de la République qui est sur le tandem, lui, mais qui ne force pas beaucoup, et même quelquefois il laisse traîner ses pieds pour freiner. Alors, ce système de la cohabitation, les Françaises et les Français, aujourd'hui, ils se rendent compte que ça ne marche pas si bien que cela ; si c'est cela que vous vouliez me faire dire, eh bien, je vous l'ai dit.* »

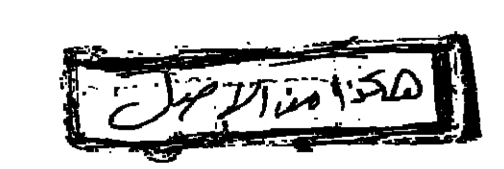
M. Alain Juppé : la grève n'est plus légitime

M. Alain Juppé, ministre délégué chargé du budget et porte-parole du gouvernement, a estimé dimanche, au « Club de la presse d'Europe 1 », que la grève de la SNCF devait s'arrêter « *car elle n'est plus légitime* ». « *Ce qui est en cause*, a ajouté le ministre, *c'est le redressement de la France. (...) Il est vital qu'il n'y ait pas de dérapage de l'inflation* », a insisté M. Juppé en rappelant que « *la position du gouvernement sera totalement résolue* » sur ce point. En revanche, s'agissant des conditions de travail, d'hygiène, et les grilles de salaires, le porte-parole du gouvernement a affirmé que « *ce sont des questions qui peuvent se négocier dans les entreprises. Et cela a été fait, il y a des concessions qui ont été faites* ».

Le ministre s'est également interrogé sur le point de savoir si la « *montée au créneau de la CGT* » ne cachait pas une « *manœuvre politique* ». « *Beaucoup de Français commencent à se poser la question* », a expliqué M. Juppé avant de s'étonner de la « *spontanéité* » des mouvements de grève : « *Il y a des professionnels de la spontanéité.* » Les pouvoirs publics et les organisations syndicales devraient, selon M. Juppé, « *s'interroger sur les conditions, par exemple, dans lesquelles on vote dans ces assemblées générales du terrain spontanées* ».

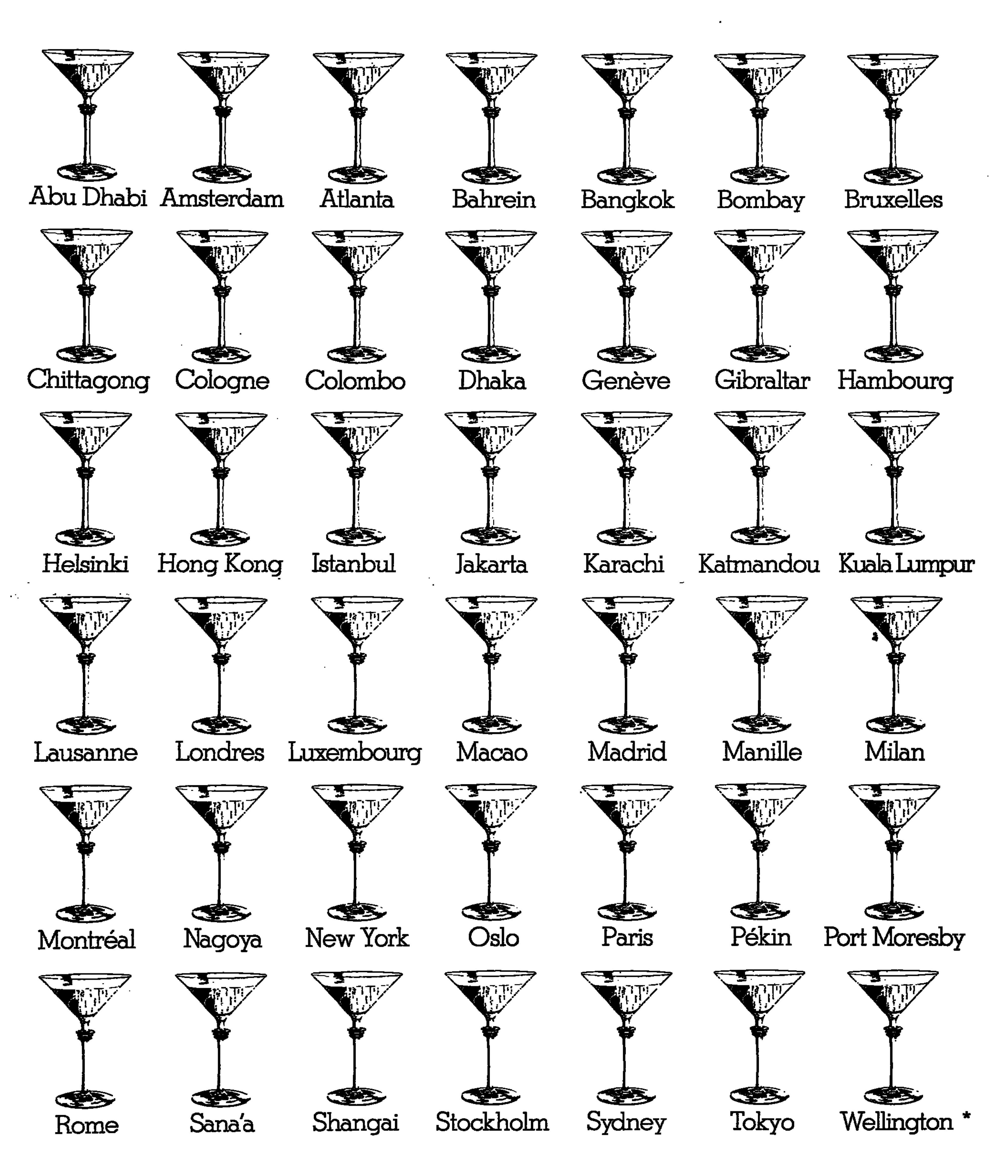
M. Mauroy : « L'archaïsme, c'est l'absence de dialogue »

M. Pierre Mauroy, qui recevait la presse à l'occasion des vœux, le samedi 3 janvier à Lille, a notamment affirmé : « *En neuf mois, ce gouvernement a conduit la France d'une période de cinq ans de paix sociale à une situation d'explosion sociale. Les raisons en sont simples : il ne peut y avoir de réelle politique économique sans une politique sociale. L'archaïsme, aujourd'hui, c'est l'absence de dialogue ; c'est surtout d'avoir pendant dix mois accru les privilèges d'une minorité de Français. Il est plus urgent que jamais de renouer le dialogue social. Il faut abandonner l'idée d'organiser la France comme le sont les trains, avec une première classe et une deuxième classe.* » *(Corresp.)*



هكذا من الأصل

Qui a dit que le monde des affaires était triste?



1987. Toute une année d'opportunités.



* Et dans 66 autres villes à travers le monde.

(Publicité)

COMMUNIQUÉ D'UN GROUPE DE CADRES DE LA SNCF

Avant tout, acceptez nos excuses

Familles partant en vacances, chefs d'entreprises, étudiants regagnant vos foyers pour les fêtes, banlieusards... vous tous, clients de la SNCF, avez connu une gêne considérable du fait de la grève qui paralyse le trafic depuis la mi-décembre.

Au nom d'une grande partie de nos collègues cheminots, nous souhaitons vous présenter directement nos excuses.

Sachez que nous sommes consternés du préjudice qui vous a été imposé et que nous en souffrons autant que vous-mêmes.

Il risque, en effet, d'anéantir des années d'efforts pour redresser commercialement et financièrement la SNCF.

Sachez aussi que la SNCF — votre SNCF — n'a rien à voir avec la présentation anachronique et corporatiste qu'en donnent, sur toutes les ondes, une minorité d'agents.

La grande majorité des cheminots — plus de deux cheminots sur trois — ne se sont pas joints au mouvement.

Elle essaie de faire encore circuler le plus de trains possible, malgré les entraves et les menaces.

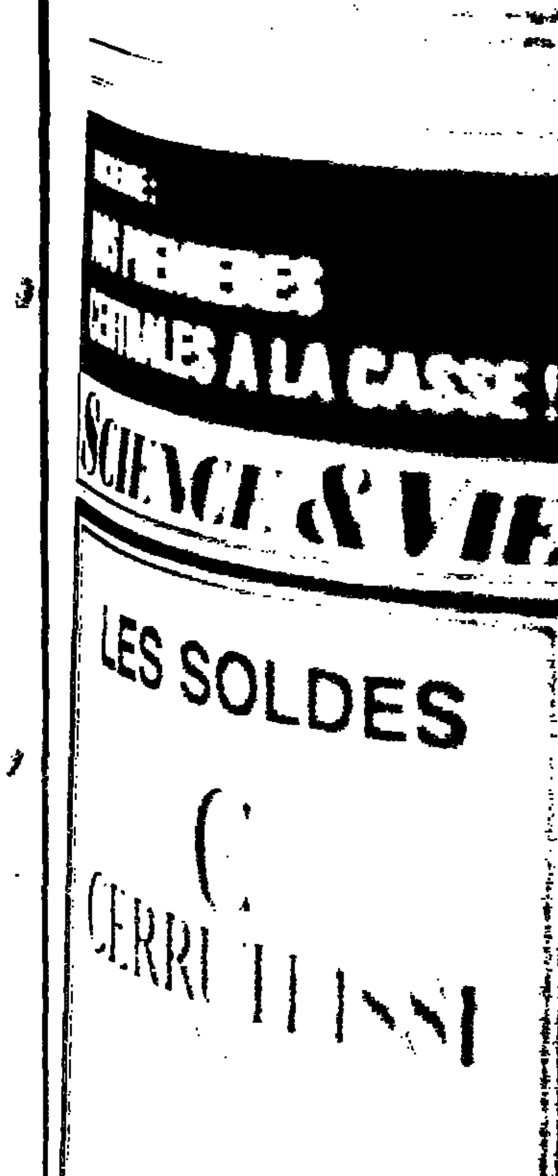
Elle est consciente de l'enjeu qui est celui de l'avenir même de l'Entreprise.

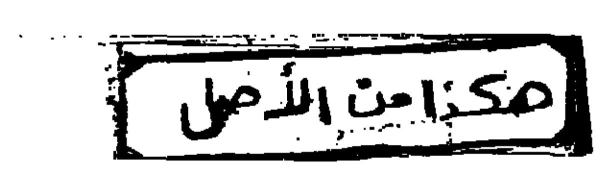
Une Entreprise qui doit évoluer et se transformer pour équilibrer sa gestion — ce devait être le cas dès 1989 — et financer son développement.

Une Entreprise pour laquelle l'avenir compte plus que l'ancienneté.

Un groupe de cadres

SNCF, Division commerciale voyageurs
Région Paris/Saint-Lazare
20, rue de Rome, 75008 Paris.





LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Singulières audaces

AU terme de son récent passage à l'émission « L'heure de vérité », Michel Rocard regrettait de n'avoir pas eu le temps et l'occasion de s'exprimer sur deux sujets qui lui tenaient à cœur, et qu'il avait vraisemblablement potassés : l'Europe et la défense. L'actualité, ce jour-là, avait d'autres urgences ou d'autres curiosités, au point de laisser en suspens ces questions de fond qui, il est vrai, se posent en permanence.

Aussi bien, lorsque l'occasion s'offrira de les traiter, les responsables politiques ne s'y prêteront pas forcément s'ils estiment qu'ils n'ont rien à y gagner. Il n'y a pas toujours adéquation entre l'attente de l'opinion, à un moment donné, et les intérêts personnels de ceux qui quêtent ses suffrages. Le contenu du débat politique courant s'en ressent et se languirait dans une grande monotonie si ne se développait, en marge de lui, une réflexion déliée des contraintes médiatiques et électorales. On va en examiner quelques exemples qui n'émanent pas, comme c'est souvent le cas, de spécialistes désireux de divulguer leur savoir et leurs thèses dans leur domaine de prédilection, mais d'auteurs qui prétendent faire émerger, fût-ce contre l'air du temps, des conceptions politiques plus générales.

AINSI Gisèle Charzat, député au Parlement européen, membre du CERES, surprendra nombre de ses amis, et bien d'autres, lorsqu'ils prendront connaissance du processus qu'elle analyse dans un petit mais inquiétant ouvrage sur la *« militarisation intégrale »*. Dans le débat sur la défense, volontiers précautionneux — sous prétexte de consensus, — trop vague quand il ne s'enferme pas dans la technique, souvent confus, cet essai a l'éclat et la dureté de l'épée. Il tranche, comme peut le faire une démonstration froide dans un domaine où les sentiments, les préjugés, la morale et le conformisme ont tendance à déborder les données de fait.

L'auteur rompt avec la démarche fréquente des politiques — et de la plupart des écrivains militaires — qui consiste à prendre la France comme point de départ de leur réflexion pour dire ce qu'il est possible, ou souhaitable, de faire, à son échelle ou à celle de l'Europe, dans le cadre d'une alliance plus ou moins resserrée avec les Etats-Unis et en tenant compte de contingences diplomatiques et budgétaires connues.

Gisèle Charzat n'aborde la question nationale qu'au terme d'une enquête minutieuse sur l'évolution du concept de défense depuis l'avènement du nucléaire. La documentation technique sur laquelle elle s'appuie ne lui sert pas à évaluer les mérites et insuffisances de tel ou tel système d'armes, mais à montrer comment on est passé de la stratégie opérationnelle à celle des moyens, puis à la stratégie intégrale, qui sort du seul domaine de la guerre pour en englober bien d'autres. La démonstration se réfère aux prodigieux efforts technologiques déployés par les Etats-Unis, qui sont les homologues, pour les rattraper ou les devancer, de ceux de l'URSS : les plans Manhattan pour le nucléaire et Apollo pour l'espace, et, maintenant, l'initiative de défense stratégique.

« Mieux qu'une planification qui ne peut prévoir l'imprévisible — écrit Gisèle Charzat, — *l'IDS, « concept stratégique », identifie les technologies pour accélérer, en fonction d'efforts regroupés et intégrés par rapport à des objectifs militaires, le potentiel de progrès de l'Amérique. (...) Avec l'IDS, l'unification des centres d'impulsion et de décision se réalise. A présent, le secteur de la défense rassemble dans la confrontation l'ensemble des forces du dedans, l'ensemble des forces de progrès technologique de la société civile. »*

Ainsi, quelles que soient les interrogations et les réserves qu'elle inspire, l'IDS *« fait de l'Amérique le plus grand laboratoire de recherche militaire du monde »*. Elle instaure *« une nouvelle donne qui s'impose à la communauté internationale »*, et en particulier aux pays les plus développés, qui découvrent que *« la militarisation intégrale établit en faveur des Etats-Unis une relation de suzeraineté mondiale »*.

Faute d'une authentique volonté politique et compte tenu de la faiblesse de ses moyens, l'Europe n'est pas, en l'état, capable — selon l'auteur — de répondre au défi que représente l'IDS dans les secteurs décisifs : la coopération des industries électroniques et informatiques, l'armement, l'entente franco-allemande. Bien qu'il ne s'oppose pas à l'IDS, le programme Eurêka, qui vise à mettre en place l'Europe de la technologie civile, et les autres programmes multinationaux de recherche ne constituent que des prémices.

Il en faudrait plus — instaurer la coopération dans l'espace et réaliser une défense antimissile — pour se maintenir au niveau du défi américain. Cet effort, la France doit, selon l'auteur, l'assumer seule, comme elle l'a fait, en d'autres temps, avec l'atome, en attendant d'être relayée par une Europe autonome. Le coût de sa sécurité et de son indépendance en sera singulièrement aggravé, mais, outre qu'elle bénéficiera des retombées économiques de son effort, elle évitera le déclin qu'implique tout renoncement devant le nouveau niveau de la compétition.

Gisèle Charzat se réclame de François Mitterrand, pour son volontarisme européen et son refus de subordination à l'IDS, et du général de Gaulle, qui fut, dit-elle, *« l'un des rares à comprendre la nouvelle liaison entre le stratégique et le politique »*. Si forte que soit sa démonstration, elle va à contre-courant non seulement des thèses envisageant la défense de l'Europe dans la perspective d'un conflit situé sur le théâtre européen avec les structures et les armes en place, mais aussi des tentations de révision ou d'interrogation sur les moyens de la sécurité qui saisissent les partis sociaux-démocrates, chez nos voisins, et qui n'épargnent pas les socialistes français. C'est une double raison de ne pas ignorer cette incursion de la politique dans la stratégie, à moins de nier toute liaison entre l'une et l'autre.

LA défense se conçoit et s'organise par rapport à la guerre. Elle peut rendre *« impossible »* l'ouverture d'un conflit sans, pour autant, contenir toute la menace, dans sa globalité, s'il est vrai que la guerre n'est pas nécessaire pour atteindre à terme l'objectif visé. Le vrai danger pour l'Europe ne serait pas, dès lors, l'Armée rouge, mais une domination en douceur qui ferait l'économie de l'affrontement armé.

Tel est le point de départ de l'essai de Xavier Strauss, conseiller d'Etat, sur l'*« esprit de résistance »* qu'il convient, selon l'auteur, de forger face aux visées soviétiques, lesquelles correspondent à des besoins objectifs : l'utilisation des richesses financières et technologiques de l'Europe.

Xavier Strauss ne jette pas les bases d'une stratégie moyenne en renvoyant dos à dos les pacifistes, voués, selon lui, à accepter la *« paix totalitaire »*, et les militaristes, qui, eux aussi, se trompent, fût-ce moins gravement, en méconnaissant le caractère insidieux du totalitarisme. Il s'efforce, plutôt, de définir une attitude intellectuelle et morale susceptible de déboucher sur une politique.

Résister au totalitarisme, explique-t-il, *« c'est un combat de conscience »*. Il passe par l'affirmation d'un certain nombre de valeurs et de refus, dont le premier consiste à récuser l'appropriation de l'histoire par l'adversaire.

S'il ne propose pas un modèle de résistance au totalitarisme — car il y en a plusieurs, — l'auteur énumère les erreurs ou les illusions les plus fréquentes : réduire le totalitarisme à une seule de ses dimensions (menace militaire, pression diplomatique, négation des droits de l'homme) ; miser sur l'*« échec du marxisme »* lequel, de toute façon, se perpétue comme système bien au-delà d'un accident de l'histoire ; tout attendre d'un retour au religieux, phénomène réel mais ambivalent ; guetter l'éclatement de l'empire.

L'esprit de résistance impose de dépasser le couple fascination-mépris à l'égard du régime soviétique pour affirmer et approfondir ces valeurs européennes que sont la démocratie, la liberté, la nation et l'individu. L'auteur croit aux chances de l'Europe, une Europe indépendante qui resterait, suivant la vision gaulliste, celle des nations, car il préfère la logique de la diversité à celle de l'intégration. C'est la même démarche qui lui fait chanter les mérites de la démocratie à partir de ses imperfections. Elle est, écrit Xavier Strauss, l'ordre de la vérité. *« Elle l'est de par son incapacité proclamée à s'approprier la totalité des choses et des êtres et la totalité du temps. Elle l'est par son agnosticisme intrinsèque. Elle l'est par la séparation maintenue du droit et du fait. »*

TOUT le monde ne sera pas convaincu par cet hymne à la démocratie. Il y a des doutes à son sujet. En cette période incertaine de cohabitation, qui conduit à s'interroger sur le rôle du chef de l'Etat et sa fonction arbitrale, quand elle n'entretient pas l'ambiguïté sur la véritable source de légitimité populaire — le président ou le Parlement ?, — la solution monarchiste retrouverait-elle du poil de la bête ?

Elle trouve, en tout cas, un punch susceptible de surprendre plus d'un républicain avec Thierry Ardisson, athlète complet des médias, qui entend donner au roi les atours de la modernité.

Dans son *Louis XX, contre-enquête sur la monarchie*, Thierry Ardisson ne reprend pas dans les mêmes termes le flambeau de Maurras, après son enquête sur la monarchie et la fondation de l'Action française. Dans les même termes, c'est peu dire : le monarchisme de Thierry Ardisson est du genre « branché ». Ainsi rejette-t-il l'objection classique opposée au principe héréditaire : *« Et si c'est un con ? Cette notion de surdoué au poste suprême,* répond-il, *est récente. Pas besoin de tête d'œuf pour y poser une couronne. Que celle du premier ministre soit bien pleine, c'est plus sûr. Que celle du souverain soit bien faite, cela suffit. Roi, c'est un métier qui s'apprend. »*

Le modèle proposé est celui des monarchies existant en Europe, en plus grand nombre que les républiques, note l'auteur. Les authentiques familles royales lui paraissent plus acceptables que leurs ersatz, style Monaco, *« qui confondent dynastie et « Dynasty »* (le feuilleton télévisé).

Thierry Ardisson illustre son plaidoyer par de longs flash-back sur les malheurs des derniers rois de France. De Louis XVI à Charles X, décrit comme *« une star avant de devenir un loser »*, il participe à la relecture, fort en l'honneur en ce moment, de la Révolution, dont on va célébrer le bicentenaire. Il entend rompre, notamment, *« l'étrange absence dans la mémoire collective des Français dont a pâti Henri V, comte de Chambord, petit-fils de Charles X, qui rata de peu la restauration en 1873 »*, car, nous assure l'auteur, *« en pur monarchiste, il a refusé le césarisme »*.

Pour Thierry Ardisson, le septennat républicain, c'est *« la monarchie à temps partiel, le roi à trône éjectable »*. Pourquoi ne pas rétablir l'institution dans sa vérité et, tant qu'à restaurer le roi, *« autant élire le vrai, l'authentique, l'aîné »*. En revenant, dit l'auteur, à la filiation de Louis XIV, *via* son deuxième petit-fils, Philippe V d'Espagne, Alphonse XIII et leur descendance, qui s'incarne dans le prince Louis, né en 1974, *« un gosse en jean et en baskets qui fait du skate sur une avenue chic de la banlieue madrilène »* : le futur Louis XX ? La question est posée et elle en appelle une autre : troublera-t-elle des stratégies présidentielles qui, pour l'heure, restent très républicaines ?

★ *La Militarisation intégrale*, de Gisèle Charzat. L'Herne, 156 p., 120 F.

★ *L'Esprit de résistance*, de Xavier Strauss. Fayard, 236 p., 79 F.

★ *Louis XX, contre-enquête sur la monarchie*, de Thierry Ardisson. Olivier Orban, 257 p., 89 F.

Société

ÉDUCATION

Campagne d'affichage et implantation dans les lycées

L'UNEF-ID voit grand

La trêve des confiseurs tout juste terminée, l'UNEF-ID (indépendante et démocratique) n'aura pas attendu longtemps pour tirer les enseignements du mouvement étudiant qui a contraint le gouvernement à retirer, le 8 décembre dernier, le projet de loi de M. Devaquet. Et c'est un ton résolument offensif qu'a adopté, le 4 janvier, le collectif national du principal syndicat étudiant.

« Ne comptez pas sur nous pour laisser tomber » : Tel est d'ailleurs le thème de l'appel aux étudiants qui sera diffusé cette semaine dans les universités. Tel sera le slogan de la campagne d'affichage public – réalisée par des professionnels – que l'UNEF-ID a l'intention de lancer d'ici à la fin du mois de janvier à Paris et peut-être dans quelques grandes métropoles régionales. Tel est enfin le message qu'entend désormais faire passer l'UNEF-ID, non seulement dans la communauté universitaire, mais auprès des pouvoirs publics et des forces politiques et syndicales.

Cet optimisme est cependant loin d'être béat. Sans doute le mouvement étudiant de novembre-décembre a-t-il obligé le gouvernement à reculer, et l'UNEF-ID peut se targuer d'y avoir joué un rôle central, sinon exclusif. Sans doute le mouvement et la victoire des étudiants ont-ils, comme le souligne la résolution adoptée par le collectif national du 4 janvier, *« modifié les relations entre le milieu étudiant et l'ensemble de la société »*, transformé les rapports *« entre l'organisation syndicale et le milieu étudiant »*, définitivement brisé *« l'image d'un syndicalisme étudiant à vocation universitaire »*. bref *« considérablement renforcé l'UNEF-ID, qui a repris sa place aux côtés des organisations syndicales et associatives de ce pays »*.

Mais, comme l'a clairement indiqué M. Philippe Darriulat, il s'agit davantage, pour l'instant, d'une *« modification d'image »* qu'il faut désormais concrétiser et d'un élan qu'il est nécessaire de prolonger en multipliant les initiatives à tous les niveaux.

Dans le milieu universitaire, tout d'abord, en ouvrant largement le syndicat à tous les animateurs du mouvement étudiant de l'automne dernier. La cooptation de David Assouline, principal porte-parole de la coordination nationale étudiante, comme membre du bureau national de l'UNEF-ID est à cet égard symbolique. Mais surtout en se plaçant au centre de l'inévitable débat sur l'avenir de l'Université. Sans attendre les états généraux que la dernière coordination étudiante de décembre avait prévus pour le mois de mars, l'UNEF-ID va démarrer, dès le 19 janvier à Dijon, une série de meetings qui se poursuivront dans toutes les villes universitaires pour présenter ses revendications et ses propositions *« pour une Université de deux millions d'étudiants »*. (*le Monde* daté 21-22 décembre).

D'autre part, l'UNEF veut battre le fer tant qu'il est chaud. L'hypothèque d'une nouvelle loi universitaire étant levée, la loi Savary retrouve tous ses droits, et le syndicat étudiant entend mener la bataille pour que des élections aient lieu dans toutes les universités qui n'ont pas encore adopté – ou qui ont refusé – les statuts Savary. Le premier test, à cet égard, pourrait bien être l'université Paris-IV-Sorbonne.

Ouverture « à la base »

Ce plan d'action sur le terrain indique que c'est *« à la base »* que l'UNEF-ID entend se développer et se renforcer. Si l'ouverture à de nouveaux courants du syndicalisme étudiant n'est pas exclue (notamment à telle tendance de l'autre UNEF, Solidarité étudiante), Philippe Darriulat estime inutiles *« les appels incantatoires à la réunification par le sommet »* des trois syndicats étudiants (l'UNEF-ID, proche des socialistes, l'UNEF-SE, à dominante communiste, et PSA – Pour un syndicalisme autogestionnaire – proche de la CFDT).

Enfin, l'UNEF-ID souhaite élargir son champ d'action en direction des lycées : *« Dans un premier temps, notre objectif ne peut être la constitution d'un syndicat de masse des lycéens. »* La première étape sera donc la constitution d'un réseau de *« correspondants »* dans les lycées. Mais dès le prochain congrès de l'UNEF – qui pourrait se tenir à Lille, début mai 1987, date du 80e anniversaire de la création du syndicat, – l'UNEF-ID envisage de modifier ses statuts afin d'intégrer ce nouveau terrain d'action.

Il ne s'agit pas, précise Philippe Darriulat, de se transformer en *« syndicat de masse de la jeunesse »*, mais en *« syndicat de la jeunesse scolarisée »*... Ce qui n'est tout de même pas rien !

GÉRARD COURTOIS.

SCIENCES

Température record en supraconductivité

Après des années d'efforts infructueux, deux succès viennent de couronner les recherches entreprises pour élever la température où apparaît la supraconductivité. Cette dernière – absence totale de résistance électrique dans un métal où circule un courant, donc absence de dissipation d'énergie – est une caractéristique de nombreux métaux et alliages quand leur température est très proche du zéro absolu (– 273,15° Celsius). Mais elle disparaît en général dès que la température s'élève de quelques kelvins (degrés mesurés à partir du zéro absolu). Le record de température a longtemps stagné aux alentours de 23 kelvins, pour un aliage de niobium et de germanium. Il vient de sauter à 40 kelvins.

C'est une équipe américaine de l'université de Houston qui a annoncé cette percée, obtenue en utilisant un composé contenant du lanthane, du barium, du cuivre et de l'oxygène. Soumis à une très forte pression, de l'ordre de cent mille fois *la pression atmosphérique*, cet alliage devient supraconducteur à 40,2 kelvins (– 233° Celsius).

Au plan pratique, un autre progrès annoncé simultanément par une équipe du Bell Laboratory, dépendant de la firme ATT, pourrait être plus important. Elle a observé la supraconductivité à 36 kelvins dans un matériau analogue, mais sans exercer de pression.

A ces températures, le refroidissement peut être assuré en baignant le matériau supraconducteur dans l'hydrogène liquide, moins coûteux et plus aisé à produire que l'hélium liquide actuellement utilisé. Mais surtout il paraît envisageable d'élever encore la température de supraconductivité et d'atteindre 77 kelvins, température de l'air liquide. L'utilisation de la supraconductivité à grande échelle serait alors aisée. Actuellement, le coût du refroidissement dépasse nettement les économies d'énergie qu'elle permet et la supraconductivité n'est en pratique utilisée que dans des cas très spécifiques, comme la production de très forts champs magnétiques.

M. A.

ENVIRONNEMENT

L'échouement du « Kini-Kersten » dans le Cotentin

Le miracle du Rozel

LE ROZEL
de notre envoyé spécial

A marée basse, le *Kini-Kersten* repose presque droit sur la plage, la proue maintenant dirigée vers cette pointe rocheuse où il aurait pu se fracasser.

Sur cette pointe de Rozel, justement, a été érigée une Vierge de ciment qui regarde la mer, une boussole sur le cœur. *« C'est elle qui a protégé le bateau »*, répètent les marins et les paysans de la côte. Un miracle, en effet. 5 kilomètres au nord, c'était la centrale nucléaire de Flamanville. 500 mètres au sud, c'étaient les rochers. Mais la coque de 100 mètres de long, chargée de conteneurs pesant chacun entre 30 et 40 tonnes, s'est retrouvée doucement sur le sable là où, en saison, s'étalent parasols et transats ! Pour un peu le *Kini-Kersten* sautait la dune et atterrissait dans le camping du ranch où hivernent quelques caravanes battues par le vent. Il y a vraiment un Dieu pour les victimes du réveillon... qui s'endorment à la barre !

Les deux premiers jours, le porte-conteneurs allemand a tenté de s'en tirer tout seul à marée haute. Peine perdue. Trop lourd. Il n'a réussi qu'à se mettre en long, parallèlement à la plage, le nez vers les rochers. Après Abeille International qui a renoncé, c'est finalement Smit International, la société de sauvegarde de Rotterdam mondialement connue, qui a relevé le défi. Son remorqueur est arrivé dimanche à l'aube, sur recommandation de ses inspecteurs venus deux jours plus tôt repérer les lieux.

Grutage impossible

Pendant ce temps, sous l'autorité du préfet de la Manche, les opérations de déchargement ont commencé. Une grue de 165 tonnes a été acheminée sur place, et une « voie romaine » empierrée a été aménagée pour accéder jusqu'au pied de la coque. Durant toute la nuit de samedi à dimanche, on a débarrassé le pont du cargo. Seize camions remorques ont fait la navette avec Cherbourg. A l'aube du dimanche, plus de trente conteneurs avaient regagné la terre ferme, soulageant le navire de quelques 500 tonnes. Mais le vent se levait alors, rendant tout grutage impossible. Les hommes de la Smit n'avaient plus qu'à tenter le remorquage à mi-charge.

Après la noria des camions dans les dunes à la lumière des phares, ce fut donc un ballet d'engins sur la plage à marée basse pour tirer les câbles du remorquage, au milieu des badauds qui bravaient le temps glacé de janvier. On est arrivé de Cherbourg, de Valognes, de Carentan – où l'incendie de l'hôtel de ville offrait pourtant un autre spectacle, – pour contempler « l'épave ». Des chiens, des poussettes, des vélos, des infirmes avec leur chaise, une foule paysanne qui a remis ses bottes après la messe pour venir à pied voir cette carcasse sous perfusion, et des hommes en ciré jaune ou en bleus de travail huileux, s'efforçant de pomper le carburant en réserve.

Le petit remorqueur de la Smit s'est approché au maximum pour apporter à terre les filins. Des engins tirent les câbles, qui finissent par sortir de l'eau, bien frêles à première vue si l'on songe à la masse à remorquer. *« On finira par l'avoir »*, dit tranquillement Dave Bakx, le chef de l'équipage Smit. Sans attendre les grandes marées du 31 janvier, le navire, sous contrôle de la marine française, sera remorqué jusqu'à Cherbourg pour une visite de conformité.

Le maire du Rozel, Mme Constance Vrac, a hâte de voir partir ce bateau *« qui pollue la plage tant qu'il reste là »*. Cette commune de 250 éleveurs et maraîchers, qui avait toujours refusé de vendre des terrains à la centrale de Flamanville, est considérée comme *« la commune la plus écologiste de France »* – entre 27 % et 40 % de voix « vertes » depuis 1978. Et la voilà maintenant qui découvre son sable pollué par le fuel et ses dunes éventrées par les bulldozers !

ROGER CANS.

Œil fixé sur le « rail »

Comment se fait-il qu'à 15 kilomètres de la station du CROSS (1) de Jobourg, chargée de surveiller la navigation dans cette partie de la Manche, un navire de 100 mètres de long puisse se jeter sur la côte sans déclencher la moindre alerte ? *« Nous avons une mission qui prime toutes les autres,* explique l'officier de permanence, *c'est de surveiller le « rail », ce que nous appelons la zone de séparation du trafic. »* Chaque jour, quelque deux cents navires vont et viennent dans ce couloir long de 36 kilomètres. Les hommes du CROSS ne suivent individuellement que les navires à cargaison dangereuse – pétroliers, méthaniers, transporteurs chimiques. Les autres ne sont rappelés à l'ordre que s'ils mettent en danger la circulation dans ce couloir.

Le *Kini-Kersten* devait emprunter le « rail » mais il ne l'a pas fait. Son errance entre les îles d'Aurigny et de Guernesey n'a suscité aucune crainte particulière. *« On ne peut jauger un bateau au radar. Il faut lui parler, mais on ne peut pas obliger un navire à nous répondre lorsqu'il ne présente pas une menace,* dit-on au CROSS. *En plus, nous avons des pertes d'écho dans certains secteurs, comme celui de Flamanville. »*

Les marins de faction dans la nuit de la Saint-Sylvestre affirment en tout cas avoir, eux, conservé tous leurs esprits devant leurs micros et leurs écrans radar.

R. C.

(1) Centre régional opérationnel de secours et de sauvetage.

SÉCURITÉ

A Toulouse

Deux ressortissants jordaniens sous le coup d'une mesure d'expulsion

MM. Mohammed Al Oglah et Ibrahim El Roussan, deux Jordaniens vivant depuis une dizaine d'années à Toulouse, et dont les noms ont été évoqués lors de la découverte d'une cache d'armes dans la banlieue parisienne, à Aulnay-sous-Bois, sont sous le coup d'une mesure d'expulsion « selon la procédure d'urgence », pour appartenance *« à une organisation intégriste projetant des actions violentes »*.

TOULOUSE
de notre correspondant

Tout commence le 18 décembre dernier. La police découvre dans le box d'un appartement d'Aulnay-sous-Bois une importante cache d'armes et de munitions. L'occupant des lieux, un architecte marié à une syrienne, M. Hallak Mohammed Izar, est, selon la police, en voyage à l'étranger au moment de la perquisition (*le Monde* du 23 décembre). Placée en garde à vue pendant une journée, la femme de M. Izar s'est rapidement vu notifier un arrêté d'expulsion, ainsi qu'un autre Syrien dont l'identité n'a pas été révélée.

Les deux Jordaniens de Toulouse, pour leur part, ne veulent pas retourner dans leur pays, l'un parce qu'il s'affirme déserteur de l'armée jordanienne, l'autre parce qu'il redoute les difficultés d'insertion de sa femme palestinienne. M. Mohammed Al Oglah est en France depuis 1976. Il est aujourd'hui sans travail. Sa compagne apprend le français à l'université du Mirail et élève leurs deux enfants. Ils habitent dans la grande cité de ce quartier toulousain un deux pièces que leur louait M. Izar, propriétaire de l'appartement. M. Ibrahim El Roussan demeure dans le même bloc d'habitation. Arrivé en France en 1975, salarié, il avait alors vainement demandé l'asile politique. Lui aussi connaît bien l'homme d'Aulnay-sous-Bois, comme il connait les quatre frères de M. Izar qui vivent tous à Toulouse avec leur famille.

Outre les liens de solidarité créés par l'exil, ces hommes ont été membres de l'Association des étudiants islamiques. M. Izar en fut même le président quand M. Al Oglah y tenait un poste de responsabilité. Religieux, ces Jordaniens revendiquent leur foi, mais se défendent de tout militantisme intégriste.

Les deux hommes se demandent s'ils ne sont pas les victimes des services secrets syriens qui auraient monté toute l'affaire pour discréditer l'opposition au régime du président Hafez el Assad. Me Marie-Christine Etelin, leur avocat, pour faire échec à une mesure qu'elle trouve sans fondement juridique, a fait appel de la décision du ministère de l'intérieur devant le tribunal administratif.

G. V.

FAITS DIVERS

Aux Mureaux (Yvelines)

Incendie criminel dans un immeuble habité par des travailleurs immigrés

Quarante-huit personnes ont dû être évacuées par les pompiers, pendant la nuit du samedi 3 au dimanche 4 janvier, d'un immeuble en flammes aux Mureaux (Yvelines), habité essentiellement par des travailleurs immigrés, allée des Narcisses, dans le quartier des Bougimonts.

Selon les premières constatations, l'incendie aurait une origine criminelle : les pompiers ont, en effet, découvert, la présence de plusieurs foyers dans les caves du bâtiment de cinq étages où était entreposé un important stock de peinture.

Sur les quarante-huit personnes évacuées, quatorze ont été examinées sur place par les médecins du SAMU, et sept d'entre elles, ainsi qu'un pompier, ont été admises à l'hôpital de Meulan à la suite d'intoxication par la fumée. Cinq familles, dont le logement a été totalement détruit, devront être relogées.

● **Prise d'otage à l'hôpital central de Nancy.** – Employé dans une usine de Laxou (Meurthe-et-Moselle), un quinquagénaire, Norbert Visine, a retenu en otage pendant six heures son ancienne amie, Josette Guillot, vingt-neuf ans, dans la soirée du samedi 3 janvier, à l'hôpital central de Nancy.

Le forcené, muni de deux pistolets, avait fait irruption, une arme dans chaque main, dans la chambre où était hospitalisée la jeune femme depuis le 31 décembre après un accident de la circulation. Norbert Visine n'a accepté de se rendre qu'au bout de deux heures de négociations avec la police et le médecin de sa famille.

● **Val-de-Marne : le directeur d'un magasin d'Ivry tué par un malfaiteur.** – Le directeur d'un magasin d'Ivry (Val-de-Marne), M. Jacques Niard, cinquante-cinq ans, a été tué, dans la matinée du samedi 3 janvier, d'un coup de fusil, lors d'un hold-up commis par deux malfaiteurs.

Les deux hommes, dont l'un était armé d'un fusil à canon scié, avaient fait irruption dans le magasin de M. Niard. Sous la menace de l'arme, ils ont réclamé la caisse à l'épouse de M. Niard. Le mari, qui se trouvait dans l'arrière-boutique, alarmé par les bruits de voix, a rejoint le magasin et s'est alors retrouvé derrière les deux individus. L'homme armé s'est retourné et a tiré sur M. Niard, le tuant sur le coup. Les deux malfaiteurs ont pris la fuite à pied.

● **Un militaire reconnaît avoir mis le feu à l'hôtel de ville de Carentan.** – Fabrice Ménage, dix-huit ans, militaire du contingent a reconnu avoir provoqué l'incendie qui a partiellement détruit l'hôtel de ville de Carentan (Manche) pendant la nuit du vendredi 2 au samedi 3 janvier. Le jeune homme placé, dimanche, en garde à vue, devait être déféré lundi au parquet.

Le sinistre s'était déclaré vers 1 heure du matin au premier étage de la mairie, un ancien couvent de religieuses datant du dix-septième siècle et classé monument historique. Selon des témoins, le bâtiment d'environ quarante mètres de long s'est embrasé en quelques minutes jusqu'aux combles. Quelque quatre-vingt pompiers ont lutté pendant trois heures, mais la majeure partie de l'hôtel de ville a été la proie des flammes.

Alors que l'incendie faisait rage, les pompiers ont découvert le jeune homme dans les combles, au bord de l'asphyxie. Transporté à l'hôpital maritime de Cherbourg, il n'a pu expliquer les raisons de son geste.

JUSTICE

Le juge Pascal prend sa retraite

Le juge Pascal prend sa retraite. M. Henri Pascal, soixante-six ans, conseiller à la cour d'appel de Douai, quitte la magistrature, dont il fut, des années durant, une figure symbolique et constestée. Juge d'instruction à Béthune (Nord) pendant vingt ans, M. Pascal avait été chargé de deux affaires qui en firent, un temps, une vedette de l'actualité : le meurtre de Brigitte Dewèvre en 1972, à Bruay-en-Artois, et la catastrophe minière de Liévin, (quarante-deux morts en 1974). Menant les enquêtes sur la place publique, partisan de la « transparence » de la justice, M. Pascal fut finalement dessaisi de ces deux dossiers.

Dans l'affaire de Bruay-en-Artois, il inculpa un notaire, Me Pierre Leroy, qui obtint un non-lieu puis la condamnation du « petit juge » pour violation du secret de l'instruction.

Il y a deux ans, M. Pascal avait abandonné ses fonctions de magistrat instructeur pour devenir conseiller à la chambre sociale de la cour de Douai. Promotion modeste et tardive qu'il avait demandée de guerre lasse, sur une ultime bravade : *« Ce n'est pas parce qu'on me donne une carotte qu'on changera ma façon de faire. »*

M. Pascal était bavard, trop bavard. Il se trompait parfois. Mais, à la différence de M. Jean-Michel Lambert, le magistrat chargé de l'affaire Villemin, il avait su poser – mal – de vraies questions sur le rôle de la justice et le secret de l'instruction.

B. L. G.

● **Fûts toxiques à l'île d'Yeu.** – Une douzaine de fûts remplis d'acrylate N-butyle, un produit toxique et très inflammable, se sont échoués, dimanche 4 janvier, sur les roches de l'île d'Yeu, en Vendée. Les maires des communes de la côte et les pêcheurs ont été prévenus du danger que font courir ces fûts à ceux qui les trouveraient et les ouvriraient. Les bidons de 200 litres se trouvant pour la plupart dans une zone inaccessible par la mer devaient être récupérés lundi par un hélicoptère de la protection civile.

● **Incendie dans une centrale nucléaire américaine.** – Un incendie s'est déclaré, samedi 3 janvier, dans la centrale nucléaire de Diablo Canyon, située à 200 kilomètres au nord-ouest de Los Angeles. Le feu a été provoqué par la fuite d'un fluide contenu dans le système d'isolation du turbo-alternateur. Cet incident n'a touché, semble-t-il, que la partie classique de ce réacteur de 1 100 mégawatts qui, par précaution, a été aussitôt arrêté. Il n'y a pas eu de victime, et aucune fuite radioactive n'a été constatée sur ce site où fonctionne un second réacteur de 1 100 mégawatts.

REPÈRES

Catastrophes

Cyclone sur les îles Cook

Les îles Cook (dans le Pacifique, à environ 1 200 kilomètres au sud-ouest de Tahiti) ont été balayées, le 2 janvier, par le cyclone tropical Sally. L'île principale, Rarotonga (67 kilomètres carrés, 10 000 habitants environ), a été l'une des plus touchées. On ne déplore aucune victime, mais les dégâts matériels sont estimés, pour tout l'archipel, à 25 millions de dollars (162 millions de francs). La Nouvelle-Zélande – qui a la responsabilité des relations extérieures et de la défense de ce micro-Etat – la France et les Etats-Unis ont offert leur aide au gouvernement des îles Cook. – *(AFP.)*

Religions

M. Shakespeare au Vatican

Le nouvel ambassadeur des Etats-Unis au Vatican, M. Frank Shakespeare, remettra le jeudi 8 janvier au pape ses lettres de créance. Né le 9 avril 1925, M. Shakespeare a mené l'essentiel de sa carrière à la chaîne de télévision CBS, dont il a été nommé président en 1967. Proche du président Richard Nixon, il a été directeur de l'Agence américaine d'information de 1969 à 1973. Le président Reagan en a fait un ambassadeur au Portugal, puis au Vatican. M. Shakespeare devient ainsi le deuxième ambassadeur des Etats-Unis auprès du Saint-Siège depuis le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux Etats, le 10 janvier 1984. Il remplace M. William Wilson, ami personnel du président Reagan.

SIDA

Deux morts par jour à San Francisco

740 personnes sont mortes des suites du SIDA à San-Francisco en 1986, soit une hausse de 58 % par rapport à l'année précédente. Au cours du mois de décembre, uniquement, il y a eu 91 décès, ce qui constitue un nouveau record. *« Cette hausse va se poursuivre dans un avenir proche. Nous n'avons pas atteint le sommet »*, a déclaré un responsable du département de lutte contre le SIDA. – *(AP.)*

Culture

MUSIQUE

« Heinrich Schütz », par Martin Gregor-Dellin

Le génie, cent ans avant Bach

Les tricentenaires de Jean-Sébastien Bach, de Haendel de Domenico Scarlatti ont quelque peu éclipsé en 1985 le quadricentenaire d'Heinrich Schütz, qui écrivit pourtant un « chapitre monumental de l'histoire de l'esprit allemand ».

Il est à peine croyable que Heinrich Schütz, ce compositeur qui domine son siècle, ait disparu si longtemps de la mémoire humaine. Mais lorsqu'il meurt, âgé de quatre-vingt-sept ans, les Italiens triomphent à Dresde, cette ville où il a été le maître de chapelle le plus célèbre de toute l'Allemagne. Sa musique n'intéresse plus personne; il ne lui reste qu'une petite-fille, qui vendra tous ses biens un an après, et ses quatre arrière-petits-enfants ne l'auront jamais connu. Ses manuscrits sont dispersés, d'autres disparaissent dans des incendies, et l'on estime que la moitié de son œuvre au moins est perdue, notamment sa *Daphné*, qui fut le premier opéra germanique, et toute sa musique profane, à l'exception des *Madrigaux italiens* imprimés à Venise en 1611.

L'ignorance de sa personnalité était telle au dix-neuvième siècle qu'on ne trouve pas trace de son nom dans les écrits d'un de ses successeurs illustres à la cour de Saxe, Richard Wagner, qui ne le cite même pas dans un toast porté pour le tricentenaire de la chapelle royale en 1848...

Les anniversaires ont tout de même du bon. En 1885 commença la publication de la première édition complète de ses œuvres, suivie de nombreux travaux musicologiques, en particulier sa première biographie due à un Français, André Pirro. Et 1985 nous a valu une biographie magistrale, qui n'a pas mis deux ans à franchir le Rhin, dans une traduction excellente, alerte et poétique, d'Odile Demange. Son auteur, Martin Gregor-Dellin, avait obtenu en 1982 le Grand Prix du Syndicat de la critique musicale en France pour son *Wagner* (éd. Fayard). Mais l'entreprise était cette fois plus ardue, car si les documents sur Wagner abondent, pour Schütz ils ne permettent guère que de jalonner son existence avec une relative précision et nous disent peu sur sa vie intérieure. Après le travail fondamental de Hans-Joachim Moser, qui date de 1934, l'ambition de Martin Gregor-Dellin était de retrouver l'homme à travers son époque, sa musique et les maigres écrits qui nous restent.

En romancier qu'il fut tout d'abord, Dellin cherche à ressusciter le personnage par un minutieux travail historique sur les lieux, les événements, les hommes célèbres que Schütz a rencontrés, les livres qu'il a dû lire, les conditions dans lesquelles on voyageait à son époque, etc., n'hésitant pas à imaginer la vie quotidienne de son héros et ce qu'il pouvait penser, sans cacher la part d'arbitraire inévitable de cette reconstruction. Mais, écrit-il, *« si l'on ne cherche pas à retrouver le passé dans des détails aussi fragmentaires soient-ils, débris d'un miroir brisé,* [ce passé] *restera aussi étranger qu'un pays imaginaire, peuplé de toiles d'araignée et de spectres, auprès desquels on ne peut chercher l'origine d'une histoire ou d'une culture. Il faut simplement remettre soigneusement les débris du miroir où on les a pris ».*

Le résultat, c'est un ouvrage d'une vie extrême, captivant comme un roman et un livre d'histoire, où le côté hypothétique est toujours soigneusement indiqué. Et ce portrait intérieur de Schütz est toujours gagé sur sa musique même. On peut certes regretter que les œuvres ne soient pas analysées systématiquement, alors qu'elles sont si mal connues, et sur ce point il faudra recourir à l'excellent petit livre de Roger Tellart qui n'a toujours pas d'équivalent en français (1), mais le courant musical affleure partout.



Heinrich Schütz

C'est un très grand personnage, inébranlable dans sa foi en Dieu et en son art, qui émerge de ce siècle, au milieu de l'horreur et des décombres de la guerre de Trente Ans, et l'on sent bien que Martin Gregor-Dellin a été soutenu dans sa recherche par l'idée que cet homme a transcendé une époque aussi abominable que celle où lui-même a vécu à travers le nazisme et son crépuscule apocalyptique. Cela nous vaut des pages saisissantes sur cette guerre que l'on connaît mal en France, dans ce pays où l'on brûlait encore les sorcières par centaines et où catholiques et protestants, les impériaux de Wallenstein et les Suédois de Gustave II Adolphe, ravageaient tour à tour villes et campagnes.

La vie de Schütz s'était ouverte cependant sous les plus brillants auspices. Distingué à l'âge de treize ans, pour sa voix « délicieuse », dans l'auberge de son père, par le landgrave de Hesse qui se chargea de son éducation, il progressa rapidement dans l'art musical et fut envoyé par son protecteur à Venise pour travailler avec Giovanni *Gabrieli* ; dès 1611, il publiait, comme diplôme de fin d'études, ses splendides *Madrigaux italiens*, et son maître, avant de mourir, lui fit don de sa plus belle bague.

Le landgrave fut mal récompensé de ses soins, car son suzerain, le prince-électeur de Saxe, jeta son dévolu sur Schütz, et il fut contraint, la mort dans l'âme, de lui céder son protégé en 1615. Désormais la carrière du musicien se confond avec la chapelle de Dresde, glorieuse tout d'abord, puis de plus en plus dramatique avec les ravages de la guerre de Trente Ans, au bout de laquelle il ne restera que quelques instrumentistes et chanteurs végétant dans la misère.

Schütz lui-même, après une période heureuse marquée par la composition des éblouissants *Psaumes de David*, de la fervente et lumineuse *Histoire de la résurrection* et des *Cantiones sacrae*, voit sa vie brisée en 1625 par la mort de sa femme Magdalena, qui lui laisse deux petites filles ; il ne se remariera jamais et vivra solitaire encore pendant quarante-sept ans. *« Il commença une seconde existence, dans la gravité, la dévotion et une dureté inflexible à l'égard de lui-même et des puissants. Toute sa vitalité, toute sa force passèrent dans son œuvre, dont l'ampleur, en ce temps de brutalités et de destructions, finit par atteindre des sommets presque incroyables. »*

Il aura cependant la joie de retourner à Venise et ce séjour, marqué par la rencontre de Monteverdi, nous vaudra les puissantes *Symphonies sacrées*, toujours vivifiées par le génie italien, puis, tandis que la situation des musiciens s'aggrave à Dresde, il fera plusieurs séjours à la cour de Danemark, considérant *« son talent, non comme un bien propre, mais comme un don de Dieu qu'il devait faire valoir ».*

Ses œuvres ne cesseront ensuite de s'approfondir, de se concentrer sur l'office sacré (en particulier dans l'âpre *Geistliche Chormusik)*, sur la méditation des textes évangéliques (*les Sept Paroles du Christ*, l'*Oratorio de la Nativité*, les trois *Passions a cappella*) et du Psautier ; celui-ci l'a vraiment accompagné toute sa vie et il l'a magnifié de cent manières, notamment dans ce *Psautier de Becker* de 1628, où s'exprimait toute sa douleur après la mort de sa femme, et jusqu'à ce «chant du cygne» qui égrène un à un les cent soixante-seize versets du *Psaume 119* avant de s'envoler vers le ciel sur un dernier *Magnificat* ; c'était en 1671, un an avant la mort de Schütz, *« presque aveugle et à peu près sourd ».*

Sa musique austère est, avant celle de Bach, une synthèse précieuse de l'art européen, de la lumière italienne, « catholique », et du profond mysticisme luthérien. Pratiquant magistralement toutes les formes de musique de son époque, profanes et sacrées, mû par une piété fervente, vivant au milieu des fêtes les plus brillantes et de la misère la plus profonde, il a inscrit dans son œuvre la richesse de sa sensibilité, la tendresse de son cœur, l'inquiétude et la force de son esprit scrutant les Ecritures ; il a tendu à l'extrême l'expressivité de la ligne mélodique et mangifié la nouvelle polyphonie vénitienne, avant de vivifier les vieilles formes du siècle précédent en s'identifiant à la piété des croyants dans le culte, avec un dépouillement total. Telle est la grandeur d'une œuvre, déjà largement diffusée par le disque, que le public finira bien par reconnaître comme naguère celle d'un Mahler.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Roger Tellart, *Heinrich Schütz*, Editions Seghers, coll. « Musiciens de tous les temps », 1968, 192 pages.

★ Martin Gregor-Dellin, *Heinrich Schütz*, « Bibliothèque des grands musiciens », Editions Fayard, 430 pages, 250 F.

Des bourses pour les musiciens

Jeunes chanteurs, instrumentistes, chefs d'orchestre ou de chœur, vous êtes invités à déposer votre candidature aux bourses de perfectionnement 1987 (durée : de trois à neuf mois). Ces bourses, dont le montant est relatif aux ressources et aux ambitions de chacun, sont réservées aux musiciens de haut niveau qui ont mené toutes leurs études supérieures en France et qui souhaitent, avant d'entrer dans la vie active, parfaire leur formation auprès de professeurs français ou étrangers.

Les dossiers doivent être adressés avant le 1er mars à la direction de la musique et de la danse, bureau de formation, 53, rue Saint-Dominique, 750007 Paris. Tél. : 45-55-92-03, poste 439.

Stage sur la chanson

La direction départementale jeunesse et sports de Paris organise du lundi 16 au samedi 21 février, au centre culturel du dixième arrondissement, un stage sur le thème « Ecrire et mettre en scène des chansons », avec des professionnels du spectacle. Participation financière : 700 F.

Inscriptions avant le 31 janvier : Mme Pochat, direction départementale jeunesse et sports, 25, rue de Ponthieu, 75381 Paris Cedex 08. Tél. : 43-59-01-69.

La semaine du mélomane

« Un concert à Bercy ? Non merci ! », s'écrie le mélomane lorsqu'on lui parle du Festival Gershwin, que l'Orchestre national de France doit donner au Palais omnisports sous la direction de Lorin Maazel, lundi et mardi (*Ouverture cubaine, concerto en fa, Rhapsody in Blue, Un Américain à Paris*, des extraits de *Porgy and Bess)*, d'autant que, le 5, il pourra aller écouter la *Pastorale de Noël*, de M. A. Charpentier, et *Jephté*, d'E. Jacquet de la Guerre en l'église Saint-Louis-en-l'Ile, interprétés par d'excellents musiciens et chanteurs.

Jeudi soir (ou samedi après-midi), il se réjouissait d'aller entendre *Siegfried* salle Pleyel, avec l'Orchestre de Paris, H. Behrens (Brünnhilde), E. Laurence (Erda), S. Jérusalem (Siegfried), et D. Mc Intyre (Wotan), sous la direction de D. Barenboïm. Mais, apprenant qu'on donne seulement l'acte 3, il se demande où sont passés les autres. Fafner, le dragon du deuxième acte, les aura sans doute mangés...

Comme il n'ose souhaiter une poursuite des grèves pour pouvoir entendre, sans être dérangé par le passage des trains, l'Orchestre national et Martha Argerich, qui se produiront le 9 janvier dans la grande halle de la Villette, le mélomane préférera aller écouter le même soir, au grand auditorium de Radio-France, le Nouvel Orchestre philharmonique avec le grand Ferdinand Leitner, qui dirigera les *Variations sur un thème de Haydn*, la *Deuxième Symphonie* de Brahms et le *Concerto pour violon numéro 1*, de Bruch (Boris Belkin).

Enfin, le samedi, il se rendra à Chaillot, où l'on donne l'opéra d'Aperghis, *Libestod*, en version de concert, malgré la retransmission en direct sur France-Musique, car il faut bien sortir un peu.

GÉRARD CONDÉ.

● **Hommage à Serge Lifar à la Cinémathèque.** — La Cinémathèque de la danse rendra hommage à Serge Lifar le mardi 6 janvier à 21 heures à la salle du palais de Chaillot.

Au programme, des reportages et films rares sur son œuvre chorégraphique : extraits de la *Symphonie en blanc*, de *l'Après-Midi d'un faune*, entretiens, documents d'actualité. Première également du film *Lifar à Paris*, de Patrick Bensard, tourné en 1986 lorsque le chorégraphe dirigeait une reprise de *Mirages* à l'Opéra, film coproduit par la Cinémathèque de la danse et Lieurac-Productions.

Enfin, à 22 h 45, projection de *la Mort du cygne*, de Jean-Benoît Lévy (1937), avec Janine Charrat, Yvette Chauviré, Mia Slaveska...

CINÉMA

La « belle époque »

Des années 40 à la fin des années 50, on dit que c'était la « belle époque », celle des comédies sophistiquées, qui reviennent, plus ou moins bien vieillies, mais toujours témoins des mœurs.

« Vous ne l'emporterez pas avec vous » de Frank Capra

Ce que vous n'emporterez pas avec vous, c'est ce qui précipite les hommes dans les villes, l'argent, cet absurde argent qui fait qu'on passe à côté de la vie. Telle est la leçon que Capra vous assène en deux heures à travers le duel qui oppose le pauvre M. Vanderhof au banquier Kirby. M. Kirby veut la totalité des pâtés de maisons autour de l'usine de son dernier rival en affaires, M. Ramsay, afin de l'étrangler tout à fait. Hélas ! M. Vanderhof habite une de ces maisons et refuse de la vendre malgré les carottes et les bâtons brandis par le banquier.

Bien sûr, le banquier terrible et féroce a un fils séduisant et désinvolte (James Stewart) qui est amoureux de la fille de M. Vanderhof, sa secrétaire (Jean Arthur). Les méchants seront ridicules avant de se convertir à l'anarchisme bon enfant du très fantasque M. Vanderhof. La caricature est un peu sommaire et très démagogique, on est dans le burlesque plus que dans l'humour, mais l'intéressant est ailleurs : dans la description, dès 1938, de tout ce qui sera l'idéologie et le mode de vie hippy, au cours d'un bal endiablé où se mêlent un corbeau, un banquier jouant de l'harmonica, une romancière d'occasion, un artificier, un lutteur xylophoniste, un grand-père lanceur de fléchettes. Et s'il y a beaucoup de bons sentiments et de trop longues tirades, on relève aussi de belles répliques, comme celle du grand-père menacé par un sordide agent du fisc : *« Pourquoi n'avez-vous pas payé vos impôts sur le revenu depuis vingt-deux ans ? »* Et lui, avec un bon sourire d'athée : *« Parce que je n'y crois pas. »* Il paraît que c'est démodé, cet esprit baba. Pour longtemps ?

MICHEL BRAUDEAU.

« Elle et lui », de Leo McCarey

Nicolo Ferrante est un play-boy de haut vol (Cary Grant) sur le point d'épouser 600 millions de dollars et une héritière des plus sympathiques, quand il fait la connaissance de Terry Mac Kay (Deborah Kerr), à bord du *Constitution*. Ce beau navire avance assez lentement pour permettre à Cary Grant de faire sa cour auprès de Deborah, *prude, farouche, plutôt coincée*. Il faut une escale à Villefranche pour dérouiller un peu la dame. Cary possède en effet dans ce coin du tiers-*monde, la France, où les indigènes* assez sales portent des bérets et poussent des brouettes, une exquise grand-mère en pleurs, qui prie sur *son défunt époux* dans la chapelle pittoresque de son lovely petit jardin.

Là, on se dit que Leo McCarey, en faisant lui-même, en 1957, un remake de sa *Love Affair* de 1938 (avec Irène Dunne, Charles Boyer) pousse le bouchon un peu loin. Le scope couleur prend parfois des teintes de tarte au citron meringuée et tournée, et quand la mémé attaque au piano une romance, de ses doigts arthritiques si émouvants, on éprouve un petit plaisir louche devant tant de mauvais goût naïf.

Heureusement les choses se gâtent. La comédie tourne au mélodrame au bout d'une heure. Après le débarquement (très jolie scène de dupes), des encore jeunes amoureux accueillis par leur moitié promise, sur le quai de New-York, Deborah passe sous une voiture et loupe du *même coup son rendez-vous* d'amour avec Cary en haut de l'Empire State Buiding, symbole d'amour puissamment érigé. Mais *ces malheurs ne suffisent pas* à sauver le film.

Cary Grant — irrésistible, inquiétant, comme toujours — est peu crédible en peintre maudit (alors qu'il est parfait en parasite), et joue asez gauchement la douleur (morale). Quant à Deborah Kerr, elle dégage *autant d'érotisme qu'un congélateur* vide et débranché et se révèle une chanteuse exaspérante. Mais l'ensemble, malgré des longueurs, par sa manière sucrée de chavirer dans le larmoyant, illustre en mineur un genre, une époque, qui eurent beaucoup de charme.

M. B.

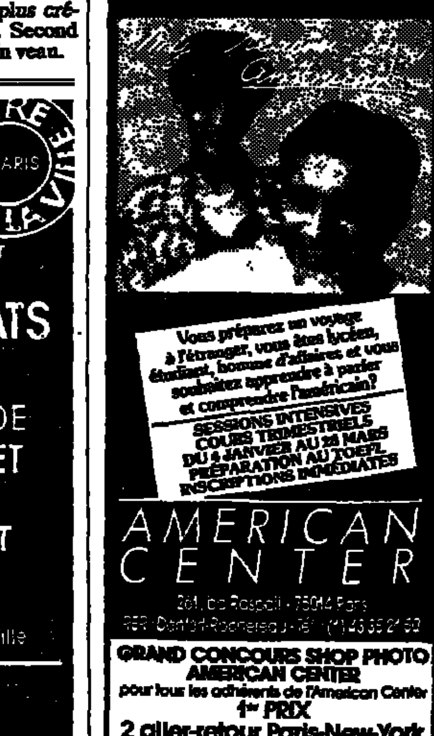
« Infidèlement vôtre » de Preston Sturges

Rex Harrison, célèbre chef d'orchestre britannique et qui n'a plus vingt ans, vient d'épouser Linda Darnell, qui les a à peine dépassés. Situation moliéresque, traitée par Preston Sturges en comédie d'humour noir, selon la mode de l'époque — 1948. Mais ça ne vaut pas *Arsenic et vieilles dentelles*, encore moins *Honni soit qui mal y pense*.

Premier handicap : le scénario, pour le moins faible. Après une exposition languissante, Rex Harrison soupçonne sa femme de le tromper avec son jeune et blond secrétaire. Tout en dirigeant un concert, porté par les différentes musiques, il imagine différentes vengeances : crime parfait, pardon magnanime culpabilisant, suicide à la roulette russe. Naturellement, quand il veut passer à l'acte, tout rate. Linda Darnell le calme avec des explications *qui ne rassureraient pas le plus crédule des naïfs*. Mais quoi... Second handicap : Linda Darnell. Un veau.

Pourtant, si les rires ont changé de cible en quarante ans — ainsi le coup de la roulette russe, considéré à l'époque comme LE gag, laisse froid — le charme rétro joue : le look Harcourt, la pudeur des scènes d'amour — Linda Darnell fermant pudiquement le dernier bouton d'une robe de chambre matelassée... Les personnages secondaires sont vifs, et surtout il y a Rex Harrison, la classe même en caleçon, si charmeur même dans les situations ridicules, même quand il est odieux, si élégamment maladroit... Les dix minutes où il cherche son appareil à enregistrer, où il essaie de se dépêtrer du mode d'emploi, ces dix minutes valent, grâce à lui, le déplacement.

COLETTE GODARD.



هكذا من الأصل

belle époque

l'emporterez pas...
de Frank Capr...

lle et lui », de Le...

Infidèlement...
de Preston St...

Culture

CINÉMA

« Le Japon des avant-gardes » à Beaubourg

Racines littéraires

Cent films pour rappeler que là-bas comme ailleurs la littérature est depuis soixante ans une source essentielle de la production cinématographique.

Dans l'histoire du cinéma japonais, il serait très difficile de trouver des réalisateurs qui n'auraient pas puisé dans la littérature matière à scénario. Romans, nouvelles, pièces, œuvres classiques et contemporaines, littérature « pure » et populaire ont tellement alimenté la production cinématographique que l'adaptation littéraire a été considérée pratiquement comme un genre spécifique du cinéma japonais. C'est dire l'impossibilité de toute manifestation exhaustive. Et plutôt que de privilégier tel ou tel genre, les programmateurs du cycle, Max Tessier et Hiroko Govaers, ont choisi un panorama en réduction : une centaine d'œuvres, comme une « rencontre » croisée de quarante-quatre réalisateurs avec trente-sept auteurs du siècle, représentant les tendances essentielles de la littérature japonaise. Avec Kawabata, Tanizaki et Mishima en vedettes naturellement.

Tout a commencé dans les années 20, quand il a fallu trouver autre chose à filmer que le kabuki. Mais de cette époque il ne reste presque rien si ce n'est quelques films de Mizoguchi et une curiosité de 1926, retrouvée par le réalisateur Kinugasa lui-même dans son grenier. Il s'agit d'*Une page folle*, tourné d'après un scénario original de Kawabata, l'un des auteurs japonais les plus connus en Occident et le plus adapté dans son pays (par Gosho et Naruse surtout) et au-delà puisque *Tristesse et Beauté*, réalisé en France par Joy Fleury, est tiré de son roman du même nom. Kawabata dont Mishima disait que l'œuvre distillait *« une odeur rappelant celle du pourrissement d'un fruit trop mûr »*.

Autre géant de la littérature japonaise, souvent traduit en français, Tanizaki avait, dès le début des années 20, officié comme conseiller littéraire d'une compagnie cinématographique et écrit des scénarios originaux, avant de voir nombre de ses romans et nouvelles portés à l'écran par tous les grands cinéastes, de Mizoguchi (1) et Naruse à Shindo et Ichikawa en passant par Kinugasa et Masumura, ce dernier pour *Manji*, repris l'an dernier par Liliana Cavani sous le titre de *Berlin affair*. Tanizaki, l'écrivain plus célèbre pour ses œuvres sulfureuses que pour son style proche de la perfection.

Crise de production

Mishima, le troisième monstre sacré de la littérature nippone, s'est, lui aussi, très tôt intéressé au cinéma. Présent comme acteur dans plusieurs adaptations de ses romans (en statue humaine dans *le Lézard noir*, de Fukasaku), il signe même en 1965 la réalisation d'un court métrage, *Patriotismes/Rites de l'amour et de la mort*, œuvre véritablement prémonitoire, puisqu'il y mettait en scène, cinq ans avant le sien, le suicide d'un officier de la garde impériale. Ce film n'est malheureusement plus visible depuis que sa veuve en a interdit toute projection. Mishima, l'homme des choix impossibles et du tragique destin de la beauté.

Kawabata, Tanizaki, Mishima, trois noms qui pourraient, aux yeux de l'Occident, résumer la littérature « écranisée ». Il y en a évidemment bien d'autres, et l'on est même surpris de découvrir des écrivains totalement inconnus en France comme Yamamoto, qui a pourtant été adapté à trois reprises par Kurosawa avec *Sanjuro*, *Barberousse* et *Dodes'caden*, trois films largement diffusés dans notre pays. Au Japon, Yamamoto, qui a écrit plus d'une cinquantaine d'œuvres (romans, nouvelles, essais), est considéré comme le romancier populaire par excellence, mais en France il n'a jamais été traduit. Le cas n'est pas rare, et il faut y voir probablement une conséquence de la notion inflationniste de cinéma d'auteur qui, refusant une fois pour toutes de s'écrire au pluriel, privilégiait le réalisateur au détriment de l'éventuel écrivain. D'autant que très rapidement le cinéma a revendiqué sa liberté de manœuvre et son indépendance par rapport au matériau littéraire — au grand dam de la critique — et que les relations entre romanciers et cinéastes ont rarement été exemptes de conflits, même si ces relations ont connu une certaine durée, signe d'une estime réciproque autant que d'une inspiration voisine.

Tel est le cas de la « rencontre » (2), qualifiée d'*« idéale »* entre la romancière Hayashi et le réalisateur Naruse qui, de 1951 à 1962, a produit six films dont le plus émouvant reste *Nuages flottants*. De même, entre l'écrivain fantastique Abe et le cinéaste Teshigahara, une collaboration de six années s'est traduite par la réalisation de quatre films, dont le célèbre *la Femme des sables*. Mais l'échec commercial du dernier film entraîna la rupture, et cela dut donner à réfléchir aux autres réalisateurs, car plus personne ne se risqua à adapter Abe.

Aujourd'hui, alors que le cinéma japonais connaît une crise de production et de fréquentation, et alors que ses réalisateurs les plus célèbres en Occident ont les pires difficultés à tourner dans leur propre pays, l'influence de la grande littérature tend à diminuer au profit de l'adaptation de best-sellers, de romans policiers érotiques ou de la bande dessinée. Une évolution qui risque de modifier sensiblement l'image que le cinéma japonais avait progressivement acquise au contact de la littérature.

JEAN-LOUIS MINGALON.

(1) Il s'agit de *Miss Oyu*. Les problèmes de transposition littéraire que se posaient Mizoguchi et son scénariste Yoda sont évoqués dans l'indispensable ouvrage de la collection « Cinéma/singulier », du Centre Georges-Pompidou, publié sous la direction de Max Tessier : *Cinéma et littérature au Japon de l'ère Meidi à nos jours.*

(2) Rencontre au-delà de la mort puisque Hayashi disparaissait l'année même de la première adaptation réalisée par Naruse.

★ Salle Garance du Centre Georges-Pompidou, séances à 14 h 30, 17 h 30 et 20 h 30, jusqu'au 5 mars.

ARTS

Picasso en « Parade »



Soixante-dix ans après son exécution, on peut revoir le prodigieux rideau de scène peint par Picasso pour le spectacle de Satie et des Ballets russes.

18 mai 1917 : première de *Parade* au Châtelet. Musique de Satie, chorégraphie de Massine, décor et costumes de Picasso, idée originale de Cocteau. Le public s'énerve. Il n'y comprend pas grand-chose. Il y a des personnages habillés en gratte-ciel, un faux cheval qui parle, un Chinois, deux acrobates et un vacarme de sirènes, de machines à écrire, des bruits d'avion et d'express.

Les plus agacés crient « Sales Boches ! » aux auteurs et aux acteurs, Diaghilev et sa troupe. Les plus conciliants veulent voir dans *Parade* ce qu'Apollinaire y annonce, la première manifestation d'un « sur-réalisme » *(sic)*. Et rares sont ceux que n'effare pas le travail de Picasso, cet énorme rideau de scène, haut de 10 mètres, large de 17 mètres, où l'on reconnaît pêle-mêle un Pégase, une ballerine qui pourrait être Olga, un Arlequin, un torero guitariste, un nègre enturbanné et des éléments d'architecture antique.

Soixante-dix ans plus tard, aux yeux de qui a visité le musée Picasso, cette abondance de personnages traités à la manière classique a perdu de son pouvoir de surprise. *Parade*, on l'a dit cent fois, préfigure l'évolution du peintre vers un style éclectique, tantôt cubisant, tantôt ingriste, fait d'assimilations, de collages de citations et d'éloquence. Mais, en 1917, quand le cubisme systématique à la Gris passe pour le dernier mot du moderne, la toile de Picasso a des airs de reniement, d'anti-modernisme pictural bien fait pour égarer un peu plus les spectateurs.

Résultat : en raison de sa complexité, le travail de Picasso a fini par dévorer ceux du musicien et des danseurs, et l'on finirait par croire qu'il a conçu *Parade* à lui tout seul. Apollinaire n'avait pas tort d'écrire que *« Picasso va bien plus loin qu'eux tous ; on le verra dans* Parade, *avec un étonnement qui deviendra vite de l'admiration »*.

PHILIPPE DAGEN.

★ Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou. Jusqu'au 28 janvier.

Braque et Monet à Copenhague

Le Fonds Carlsberg, alimenté par les bénéfices des brasseries du même nom, vient d'offrir à deux musées de Copenhague de magnifiques étrennes qui leur permettront de compléter leur collection déjà riche de peintres français. Le Musée des beaux-arts a reçu un Georges Braque de la période fauve, *le Port de l'Estaque* (1906), payé environ 4 millions de francs. Quant à la Glyptothèque, elle s'est vu doter d'un Claude Monet, *Moulin à vent*, peint au cours d'un séjour de l'artiste aux Pays-Bas, acheté lors d'une vente à Londres pour un peu plus de 1 million et demi de livres sterling, la somme la plus élevée jamais payée pour une œuvre entrée dans un musée danois.

Il y a quelques mois, le Fonds Carlsberg avait remis à la Glyptothèque son vingt-huitième Gauguin, *Patineurs dans le parc de Frederiksberg*, un tableau réalisé pendant le séjour que le peintre avait effectué au Danemark en 1884 avec sa femme et ses enfants. Cette œuvre, qui avait été exposée l'année suivante à l'un des salons de la capitale nordique, avait pu être « enlevée » à New-York pour une somme relativement raisonnable, car elle appartient à une période antérieure à la grande époque tahitienne.

CAMILLE OLSEN.

FESTIVALS

Menaces sur Villeneuve-lès-Avignon

Une déclaration de M. Jacques Rigaud

Suite à notre information relative aux projets, pour l'été prochain, de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon (*le Monde* du 27 décembre 1986), M. Jacques Rigaud, qui préside là-bas l'association du Centre international de recherche, de création et d'animation (CIRCA), nous a fait la déclaration suivante (nous annoncions notamment le transfert du centre Acanthes d'Aix à Villeneuve et la venue de Patrice Chéreau et de ses élèves) :

« Ces perspectives me réjouiraient fort si j'avais la certitude de pouvoir maintenir des activités à la Chartreuse. Or il est possible que, dès cet été, le Centre soit mis en sommeil.

» Dans ce monument appartenant à l'Etat, un centre culturel a été créé il y a plus de dix ans sous l'instigation de Jacques Duhamel, ministre de la culture à l'époque, pour réaliser une expérience sans précédent : faire d'un haut lieu du patrimoine un centre de création de prestige international. Les crédits du département et de la région, s'ajoutant à ceux de l'Etat, ont permis une restauration exemplaire des bâtiments. Mais leur animation a connu des fortunes financières diverses.

» En l'absence d'un fonds de roulement, nous avons été comme bien d'autres, forcés de tabler sur des subventions versées a posteriori, *contraints de faire appel aux banques, et donc soumis aux agios. Le déficit est aujourd'hui de l'ordre de 6 millions de francs. Il ne doit pas être impliqué à des erreurs de gestion mais bien aux lourdeurs de l'administration.*

» Nous avions obtenu, du temps de Jack Lang, une augmentation substantielle de nos subventions : elles ont été portées à 6 millions de francs sur un budget approximatif de 15 millions. Nous espérions davantage, mais les négociations menées par Dominique Vallon auprès des instances locales n'ont pas abouti. Et fin 1985, le déficit n'était toujours pas résorbé.

» A ma demande, le secrétaire d'Etat à la culture, M. de Villiers, a dépêché à Villeneuve une mission d'inspection à l'issue de laquelle le ministère serait amené à prendre une décision. Il a proposé de maintenir sa subvention à 6,5 millions de francs à condition que nous en consacrions la moitié à rembourser notre dette. C'est la sagesse même, d'une certaine façon. Mais avec un peu plus de 3 millions, le Centre ne peut pratiquement pas fonctionner. Il peut à la rigueur accueillir cet été des activités comme celles du Centre Acanthes, qui dispose de son propre financement. Mais l'hébergement de créateurs sur une longue durée, et les activités de recherche, devraient s'interrompre. »

[Une dizaine de créateurs, écrivains, plasticiens, cinéastes et vidéastes, étaient en effet hébergés chaque année dans les cellules récemment aménagées de la Chartreuse. Un important équipement vidéo avait permis, de surcroît, qu'y soient filmés *l'Orfeo*, de Monteverdi, revu par Goretta, et, dans la série de répétitions-reportages « Répertoire », créée par le co-directeur du Centre, M. Bernard Tournois, un film sur la pianiste Maria Joao Pires. L'un et l'autre ont récemment été diffusés sur les antennes de la télévision nationale. Des films sur le travail du claveciniste Scott Ross, du Théâtre du Campagnol et de la Compagnie Philippe Adrien viennent d'être réalisés. Mais, au 1er janvier 1987, l'ensemble de d'équipe audiovisuelle (quatre personnes) a été licencié, trois personnes à la Maison des livres et des mots remerciées, et la Maison et jardin fermée. Le personnel restant est de dix-neuf personnes. Les seuls frais de gestion de la Chartreuse engloutissant environ 60 % du budget après licenciements. On mesure que le CIRCA a toujours été ingérable, ce dont les responsables se sont toujours plaints sans trouver d'écho auprès des services publics.

M. Rigaud craint, semble-t-il, que Villeneuve, dont les fondations datent du Moyen Age, ne se transforme, sous la pression de la commune, en un « Versailles du bord du Rhône » que les touristes viendraient visiter, et qu'animerait chaque été l'un de ces spectacles son et lumière assortis d'hologrammes qu'affectionne M. de Villiers. La perspective d'y voir fonctionner dès cet été une sorte d'annexe pédagogique du Festival d'Avignon était évidemment plus exaltante. Elle coûterait entre 1 et 2 millions de plus à l'Etat, et un effort parallèle aux collectivités, réunies en « conseil de guerre », le 17 janvier. — A. R.]

Communication

Un pirate encombrant sur la FM parisienne

La radio du vice-président syrien a commencé à émettre

« Radio-Assad », la station privée parisienne commanditée par Rifaat, frère du président Assad de Syrie et lui-même l'un des trois vice-présidents de ce pays, s'était fait connaître alors qu'elle n'existait encore que sur le papier, en entreprenant une action judiciaire contre une autre station arabophone de la capitale, Radio-Orient (*le Monde* des 21, 24 et 29 octobre 1986).

Depuis décembre, « Radio-Assad » a un nom et une existence sur les ondes : « RTM, saout el Arab men Bariss », « Radio tiers-monde, la voix des Arabes depuis Paris ». Et entre 105 et 106 MHz sur la bande FM tournent les variétés arabes et françaises de ce *« média à vocation culturelle »*, mais qui n'a pas encore de programme permettant à l'auditeur de décoder son vrai message.

Encore une radio libre non autorisée sur les ondes parisiennes, déjà surencombrées, encore une radio libre non autorisée, constatent, désabusés, les spécialistes, car RTM — comme, par exemple, Radio-Monde arabe, qui émet depuis quelque temps à partir du quartier Latin avec, dit-on, certains appuis algériens, tunisiens et autres — n'a pas reçu d'imprimatur officiel. A-t-elle en revanche obtenu un accord *« officieux »*, *« politique »*, comme le laissent filtrer certains proches du vice-président Assad ?

Des responsables français des affaires proche-orientales s'en défendent, tout en ne niant point que le frère du président Assad, malgré sa réputation sulfureuse, ne manque pas d'« appuis » aussi bien à l'Elysée qu'à Matignon ou place Beauvau. *« Quand il s'agit de Rifaat il y a continuité et entente du pouvoir avant et après le 16 mars »*, assure un cadre de la police. En *« visite prolongée »* en France depuis dix-huit mois, le vice-président syrien, qu'accompagnent quelque cent cinquante personnes, dont trois de ses quatre épouses et une forte escouade de gardes du corps turbulents, n'est pas un hôte de tout repos, mais les autorités françaises l'ont jusqu'ici ménagé, estimant que sa carrière politique en Syrie est loin d'être terminée.

Omrane Adham, puissant homme d'affaires syrien installé à Paris depuis 1975 et opposant rallié récemment au président Assad, nous a assuré que *« le vice-président retournerait en Syrie dans les prochaines semaines et qu'il n'y a pas de problèmes entre lui et son frère »*. M. Adham, qui a notamment à son actif la venue temporaire en France d'enfants franco-algériens retenus outre-Méditerranée et la vente de blé français à la Syrie en pleine phase de tension, estime que *« RTM n'est qu'une affaire sans importance, car ce qui compte, ce sont les grands projets à partir de la France et du Luxembourg d'une radio et d'une télévision couvrant le Maghreb et le Machrek* [Levant], *et que souhaite réaliser M. Rifaat El Assad »*.

En attendant, le groupe, surnommé *« Rifaat medias »* parmi ses concurrents potentiels, a essayé, avec des salaires mirobolants, de débaucher des animateurs de plusieurs radios parisiennes, et déjà il utiliserait les services de certains employés de Radio-Monte-Carlo. L'« homme-orchestre » du groupe est un ressortissant tunisien, Farraj Bergaoui, connu dans les cercles arabes pour avoir servi l'Irak puis la Libye (et connut les geôles de ces deux pays) pour lutter contre les régimes tunisien et saoudien, et pour avoir, ces dernières années, animé à Paris une radio privée arabophone, appelée précisément Radio-Tiers-monde. Ses slogans violemment anti-juifs, typiques du jargon kadhafien, finirent par valoir à cette station d'être littéralement cassée par des visiteurs musclés de diverses provenances, dont, dit-on, certaines organisations juives.

A l'image de son parrain, le vice-président syrien, la *« Voix des Arabes depuis Paris »* n'est pas, ne peut pas être une radio privée comme les autres. Un dossier corsé sur le bureau de la Commission nationale de la communication et des libertés, qui se serait sans doute passé de ce nouveau conte des Mille et Une Nuits revu par « le Masque ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

M. Christian Grimaldi directeur général adjoint de la Socpresse

M. Christian Grimaldi, qui succéda en mai 1986 à André Audinot au poste de président du Figaro SA, vient d'être nommé directeur général adjoint de la Socpresse, la société mère du groupe de communication de M. Robert Hersant. L'organigramme du groupe compte déjà deux autres directeurs adjoints : M. Bertrand Cousin et Me Yves de Chaisemartin.

Entré dans ce groupe en 1962, M. Christian Grimaldi en a été le directeur financier avant de devenir directeur délégué de la Socpresse. Il est aussi membre du directoire de la société de gestion du *Figaro*.

● **Nouveau revers pour M. Murdoch.** — M. Rupert Murdoch a connu, le vendredi 2 janvier, un nouveau revers dans sa tentative de prise de contrôle du plus grand groupe de presse australien, Herald and Weekly Times (HWT), qu'il se proposait de reprendre pour 1,8 milliard de dollars australiens (8,45 milliards de francs). Le conseil d'administration d'HWT a, en effet, recommandé aux actionnaires du groupe convoité d'opter pour l'offre concurrente faite par un investisseur australien, M. Robert Holmes A'Court. Celui-ci avait surenchéri à hauteur de 2,1 milliards de dollars australiens.

Accord entre Hachette et la SET-Presse pour la reprise de TF1

Un protocole d'accord a été signé, le 31 décembre, entre le groupe Hachette et la Société d'étude de la télévision par la presse (SET-Presse), qui regroupe divers éditeurs nationaux (Bayard Presse, Média, etc.) et des quotidiens régionaux (*la Voix du Nord, les Dernières Nouvelles d'Alsace*, etc.) et représente plus de 15 % du chiffre d'affaires de la presse quotidienne et périodique française.

La SET-Presse, qui souhaite investir 200 millions de francs dans TF1, participe aux côtés d'Hachette à deux « structures de coordination » (comité de programme et de l'information, comité d'orientation de la politique commerciale). L'accord stipule que, au cas où Hachette et la SET-Presse seraient choisis comme repreneurs de TF1 par la Commission nationale de la communication et des libertés, la SET-Presse aurait un représentant au conseil d'administration plus un au comité de direction de la chaîne, et disposerait d'une participation importante au capital de la régie publicitaire.

La SET-Presse, créée le 3 septembre à l'initiative de la Fédération nationale de la presse hebdomadaire et périodique, continuera à accueillir les journaux extérieurs au groupe Hachette désireux d'être candidats à TF1. Mais le groupement rassemblera aussi des partenaires industriels et des banques : le groupe Suez y figure déjà à hauteur de 10 % du capital.

Les émissions régionales de FR3 changent d'horaire

Nouvelle année, nouveaux horaires : les émissions régionales de FR3 ne sont plus diffusées à partir de ce lundi 5 janvier, à 18 heures, mais à 12 h 20. Par ce transfert, la chaîne espère séduire les téléspectateurs déjeunant chez eux, fort nombreux en province. Ainsi, après les émissions de « Tribune libre » (12 heures) et un flash national d'information (12 h 15), les régions prendront l'antenne à 12 h 20 et ne l'abandonneront qu'à 13 h 15 pour « La clef des nombres et des tarots », suivi cinq minutes plus tard par le magazine « La vie à plein temps », en direct de la rédaction de FR3 Toulouse. A 18 heures, les téléspectateurs de la chaîne retrouveront la série « Inspecteur Gadget » suivie de l'inusable feuilleton américain, « Flipper le dauphin ».



Spectacles

théâtre

Les salles subventionnées

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15), mer. à 14 h 30 ; à 20 h 30 : la Parisienne et Veuve.

PETIT ODÉON (43-25-70-32), à 18 h 30 : le Maître-nageur, de J.-P. Amette.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), 20 h 30 : Lily et Lily.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 21 h : le Nègre.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (42-61-69-14), 20 h 30 : Y a-t-il un otage dans l'immeuble ?

DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 22 h : Naître ou naître pas.

ESPACE KIRON (43-75-50-25), 22 h 30 : Une femme légère.

GRAND EDGAR (43-20-90-09) ; 20 h 15 : la Drague ; 22 h : la Mariée mise à nu par ses célibataires, même.

HOTEL LUTETIA (45-48-74-28), 20 h 30 : Fin de tournage.

HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

MARAIS (42-78-03-53), 20 h 30 : la Comédie sans titre.

MICHODIÈRE (47-42-95-22), 20 h 30 : Double Mixte.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76), 20 h 30 : Mais qui est qui ?

ŒUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : Léopold le bien-aimé.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93), Grande Salle, 20 h 30 : F. Chopel ; Petite salle, 21 h : Une mouche dans la tête.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : l'Amuse-gueule.

THÉÂTRE D'EDGAR (43-22-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40), 21 h : les Taupes niveaux.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 30 : J'assure à tes risques ; 22 h : Tous les plaisirs en un seul corps.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Last Lunch - Dernier Service.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : D. and J. Memories ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre ; 22 h 30 : Pièces détachées.

RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : Laissez-les vivre.

Music-hall

BATACLAN (47-00-30-12), à 21 h : Ligne d'improvisation française.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 18 h : G. Scherer.

OLYMPIA (47-42-25-49), à 20 h 15 : El Wad Saïd el Shagal.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : l'Accroc-habitation.

DEUX ANES (46-06-10-26), 21 h : Après la rose, c'est le bouquet.

Opérettes, comédies musicales

TH. DE PARIS (43-59-39-39), 20 h 30 : la Belle Hélène.

Les concerts

Bercy, Palais omnisports, 20 h 45 : Orchestre national de France, dir. : L. Maazel (Gershwin).

Eglise Saint-Louis-en-l'Ile, 20 h 45 : Ensemble vocal et instrumental, dir. : G. Guillard (Jacquet de la Guerre, Charpentier).

Jazz, pop, rock, folk

(Voir aussi th. subventionnés)

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : Bert de Kort.

MERIDIEN (47-58-12-30), 22 h : L. Hampton.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h : Azzola, Caratini, Fosset.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : M. Rocheman, F. Moutin, P. Gritz.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : L. Cockelaere Quintet.

Festival Jazz Valley 1986

CERGY, Maison des Toulouses (30-30-35-48), à 21 h : Trio Barret, Romand, Texier.

Festival de l'Ile-de-France

(34-12-40-50)

PLAISIR, Église Saint-Pierre, à 21 h : Ensemble instrumental A. Stajic (Janacek, Suk, Smetana...).

En région parisienne

COMBS-LA-VILLE, La Coupole (64-88-69-11), à 15 h : C. Vaucaire.

SAINT-DENIS, Théâtre G.-Philipe (42-43-17-17), salle G.-Robard, à 20 h 30 : Hamlet.

VINCENNES, Th. D. Sorano (48-08-60-83), à 21 h : la Poudre aux yeux.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

En avant-première et en présence du réalisateur : 20 h 30, Promesse (Ningen No Yakusoku) de Y. Yoshida.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

Hommage à la Cinémathèque des armées : 15 h, Pendant la deuxième guerre – La drôle de guerre 1939-1940 (suite) ; Hommage à Gaumont : 90 ans de cinéma : 17 h, Piège pour Cendrillon de A. Cayatte ; La cinémathèque créatrice présente : Les novateurs du cinéma ; 19 h 15, Films futuristes, dada, surréalistes, abstraits : Rythme 21 de H. Richter ; le Retour à la raison de M. Ray ; le Ballet mécanique de F. Léger ; Entr'acte de R. Clair et F. Picabia ; Anémic cinéma de M. Duchamp ; Vormittagspuk (ou jeux de chapeaux) de H. Richter ; Un chien andalou de L. Bunuel et S. Dali.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

Cinéma et littérature au Japon

14 h 30, Zone de vide de Yamamoto S. ; 17 h 30, Toute la famille travaille de Naruse M. ; 20 h 30, les Bateaux de l'enfer de Yamamura S.

Les exclusivités

ABLAKON (Ivoirien) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

AFTER HOURS (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

AJANTRIK (Ind., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

ALIENS, LE RETOUR (A.) (*), v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

ASTERIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

ATTENTION... PRIVÉS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

AUTOUR DE MINUIT (Fr.-A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

BANCO (*) (A., v.f.) : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

LES BALISEURS DU DÉSERT (Tunisien, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ, (A., v.o. et v.f.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN FIN DE JOURNÉE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

BIRDY (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

CAP SUR LES ÉTOILES (A., v.f.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : Gaumont Halles 1er (42-97-49-70) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81), Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Marignan, 8e (43-59-92-82).

LE CHEVALIER A LA ROSE (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

CLINS D'ŒIL SUR UN ADIEU (A., v.o.) : La Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) ; v.f. : Gaîté-Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Elysée Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Français, 9e (47-70-33-88).

COURS PRIVÉ (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

LE COUREUR (Iran.) (v.o.), Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA DERNIÈRE IMAGE (Franco-Algérien) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) (h. sp.).

DESCENTE AUX ENFERS (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

DÉSORDRE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

DEUX FLICS A CHICAGO (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77).

DIONYSOS (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

DOUBLE MESSIEURS (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).

EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.) : La Géode, 19e (42-05-06-07).

Lundi 5 janvier

L'ÉTAT DE GRACE (Fr.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; St-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Mercury, 8e (45-62-96-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; St-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Gare de Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Parnassiens, 14e (43-10-32-20) ; Convention St-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

L'ENTERREMENT DU SOLEIL (Jap., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 14e (43-26-58-00).

L'ESQUIMAUDE A FROID (Hong., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) (h. sp.).

FAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Latina, 4e (42-78-47-86).

LES FUGITIFS (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-97-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-86-90) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (46-36-10-96) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

GENESIS (Ind., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

HIGHLANDER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Templiers, 3e (42-72-94-56).

HOWARD (A.) (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; (v.o. et v.f.) : Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-26-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LE JOUR DES MORTS-VIVANTS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).

JUMPIN JACK FLASH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-49-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 14e (45-75-79-79).

KAMIKAZE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA FOLLE JOURNÉE DE FERRIS BUELLER (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; (v.f.) : Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOURAM (Sov., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80).

LE MAL D'AIMER (Fr.-It.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MÉLO (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MEMOIRES DU TEXAS (A., v.o.) : Rotonde, 6e (45-74-94-94).

LES MINIPOUSS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

MISSION (A., v.o.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

MON AMI IVAN LAPCHINE (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOIR ET BLANC (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

LE NOM DE LA ROSE (Fr., v.a.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; PLM St-Jacques, 14e (45-89-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04) ; Maillot, 17e (47-22-46-01) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

ON A VOLE CHARLIE SPENCER (fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; St-Germain village, 5e (46-33-63-20) ; Gaumont-Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Gaumont-Alesia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (42-28-42-27).

OUT OF AFRICA (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).

LE PASSAGE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PÉKIN CENTRAL (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36).

LA PURITAINE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

LE RAYON VERT (Fr.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Studio Galande (h.sp.), 5e (43-54-72-71) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94).

LA REINE DES NEIGES, LE DÉSERT ET L'ENFANT (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76).

ROCKY IV (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Châtelet-Victoria, 1er (42-36-12-83).

LE SACRIFICE (Franco-Suéd., v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

SARRAOUNIA (Fr.) : Cinoches (h.sp.), 6e (46-33-10-82) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

SCANDALEUSE GILDA (**) (It., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; (v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

SID ET NANCY (*) (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).

LE SIXIÈME JOUR (Egyptien, v.o.) : Epée de bois, 5e (43-37-57-47).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama (h.sp.), 13e (47-07-28-04).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

TERRE JAUNE (Chin., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

THE ACTRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

THÉRÈSE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysée Lincoln, 8e (43-59-36-14).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

37°2 LE MATIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : George-V, 8e (45-62-41-46).

TOP GUN (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82) ; (v.f.) : Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LA VÉRIFICATION (Sov., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

LA VÉRITABLE HISTOIRE AH. Q (Chin., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

WANDA'S CAFE (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).

Y A-T-IL QUELQU'UN POUR TUER MA FEMME ? (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : St-Lambert, 15e (45-32-91-68).

AMADEUS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LES AMOURS D'UNE BLONDE (A., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

A STRANGE LOVE AFFAIR (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90).

BAMBI (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

BARRY LYNDON (A., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

BOB LE FLAMBEUR (Fra.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

CALIGULA (A., v.f.) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

COBRA (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

CENDRILLON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CLÉOPATRE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LE CIRQUE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

LA DAME AU MANTEAU D'HERMINE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA DÉESSE (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-25-19-90)

EJANAIKA (J., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) (h.sp.)

ELLE ET LUI (A., v.o) : Champo, 5e (43-54-51-60) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

L'ENJEU (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30) ; Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81).

L'ENQUÊTE DE L'INSPECTEUR MORGAN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

E.T. (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17).

FANTASIA (A.) : Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Lumière, 9e (42-46-49-07).

LE FAUSSAIRE (All., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

LA FUREUR DE VIVRE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

LA GARÇONNIÈRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).

LES GIRLS (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

LES GOSSES DE TOKYO (Jap., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

HUSBANDS (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) : Saint-Ambroise (H sp.), 11e (47-00-89-16).

INFIDÈLEMENT VOTRE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34) ; 3 Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA LOI DE MURPHY (A., v.f.) : Agora, 18e (42-54-76-46).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

OLIVER TWIST (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (H. sp.), 5e (43-54-72-71).

PETER PAN (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-40).

PIRATES (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (42-36-12-83).

POLICE ACADEMY III (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

QUAI DES ORFÈVRES (Fr.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34).

SALO OU LES 120 JOURS DE SODOME (It., v.o.) (*) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

SUBWAY (Fr.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

SUPERMAN I (A., v.f.) : Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SUR LES QUAIS (A., v.o.) : Luxembourg (H. sp.), 6e (46-33-97-77) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-85-16).

LA STRADA (It. v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE TESTAMENT DU Dr MABUSE (A., v.o.) : Republic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).

VOUS NE L'EMPORTEREZ PAS AVEC VOUS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

Les festivals

CHAPLIN, ŒUVRES INTÉGRALES (v.o.), Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) : l'Emigrant.

HOMMAGE A C. GRANT (v.o.), Champo, 5e (43-54-51-60) : l'Indiscret ; + Action-Christine, 6e (43-29-11-30) ; mer. : l'Indiscret ; jeu. : Chérie, je me sens rajeunir ; ven. : Mon épouse favorite ; sam., mar. : Opération jupons.

FESTIVAL POUR ENFANTS PAS BÊTES, Grand-Edgar, 14e (43-20-90-09), en alternance : les As d'Oxford ; les Aventures fantastiques ; Voyage au centre de la Terre ; les Dalton en cavale ; Sinbad le marin ; la Pêche au trésor.

GODARD, Denfert, 14e (43-21-41-01) : 14 h : Sauve qui peut la vie.

BUSTER KEATON, Studio 43, 9e (47-70-63-40), en alternance : Collège jeu, la Croisière du Navigator, le Mécano de la « General », les Lois de l'hospitalité, Sherlock Junior, Fiancées en folie, le Dernier Round, Steamboat Bill Junior, Ma vache et moi.

MAN RAY CINEASTE, 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77). A 12 h : Autoportrait ; Courses landaises ; la Garoupe ; Deux femmes ; Anemic cinéma ; Paris-Express ou souvenirs de Paris ; Ruth, Roses and Revolvers.

E. ROHMER, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33) : 16 h 20 : Pauline à la plage ; 14 h : Perceval le Gallois ; + Denfert, 14e (43-21-41-01). 19 h : la Femme de l'aviateur ; + Denfert, 14e (43-21-41-01). 16 h : la Carrière de Suzanne, la Boulangère de Monceau.

J. ROUCH, Panthéon, 5e (43-54-15-04), en alternance : la Pyramide humaine, Jaguar, la Chasse au lion à l'arc, Petit à Petit, Moi un noir, Cocorico M. Poulet, Dionysos.

TRILOGIE DE LA GUERRE DES ÉTOILES (v.o.), Grand-Valois, 15e (45-54-46-85) (v.f.).

TRUFFAUT, Denfert, 14e (43-21-41-01), 12 h : la Mariée était en noir.

TARKOVSKI (v.o.), Denfert, 14e (43-21-41-01) : 21 h : Andreï Roublev, 17 h 20 : le Miroir.

VISCONTI (v.o.). Le Latina, 4e (42-78-47-86), Senso.

LES FILMS NOUVEAUX

BONS BAISERS DE LIVERPOOL, film britannique de Chris Bernard, v.o. : Hautefeuille, 6e (46-73-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

AMERICAN WARRIOR II (*), film américain de Sam Firstenberg, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-41-77-99).

PARIS EN VISITES

MARDI 6 JANVIER

« Exposition Le triomphe des mairies », 14 h 30, hall Petit Palais (D. Bouchard).

« Les impressionnistes au musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue Bellechasse (P.-Y. Jaslet).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant grilles du Palais (M. Pohyer).

« Les flacons précieux de la parfumerie Fragonard et de Mme Cognacq-Jay », 15 heures, 25, boulevard des Capucines (Approche de l'art).

« Le palais Garnier », 13 h 15, vestibule Opéra.

« La Bibliothèque nationale et la galerie Colbert », 15 heures, 58, rue de Richelieu, hall.

« L'Institut français d'architecture et ses expositions », 15 heures devant le 6, rue de Tournon (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

« Les boiseries dorées de l'hôtel de Lauzun », tél. le matin au 48-87-24-14 (Caisse nationale des monuments historiques et des sites).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures, 11 h 30 et 15 heures, porte principale (V. de Langlade).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

« Hôtels, jardins et ruelles du Vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Exposition : les ors hellénistiques de Tarente », 14 h 15, musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (Arts et curiosités de Paris).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 17 h 30 : « Le renouveau de l'architecture à la fin du XIXe siècle » ; 19 heures : « Cours d'histoire de l'art : L'Islam ».

Salle Chaillot-Galliera, 28, avenue George-V, 15 heures : « Comment furent sauvés les temples de Nubie » (Mme Desroches-Noblecourt).

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 5 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1



20.35 Cinéma : Garçon ! ■
Film français de Claude Sautet (1983), avec Yves Montand, Jacques Villeret, Rosy Varte, Nicole Garcia, Dominique Laffin, Marie Dubois, Bernard Fresson, Hubert Deschamps.
La vie bien remplie d'un serveur d'une grande brasserie parisienne, grand séducteur et ami loyal. Sautet a changé son terrain d'observation sociale, descendant dans l'échelle socio-professionnelle et délaissant les cadres. Il y a de beaux moments, un populisme très « avant guerre » mais, malgré une belle distribution, les personnages manquent de profondeur. Inégal.

22.15 Magazine : Acteur studio.
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Avec Leos Carax, Juliette Binoche et Denis Lavant pour *Mauvais sang.*

23.30 Paris-Dakar : résumé.
23.35 Journal.
23.50 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20.35 Série : Les cinq dernières minutes.
La peau du rôle.
Avec Jacques Debary, Marc Eyrand, Judith Magre, Philippe Ogouz.
L'assassinat d'un comédien conduit le commissaire Cabrol et l'inspecteur Ménardeau dans les coulisses d'un théâtre.

22.00 Documentaire : Paul Delvaux, le somnambule de Saint-Idesbald.
▶ Ce film d'Adrian Maben a obtenu le Grand Prix du dixième Festival international du film d'art.

23.10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20.30 Cinéma : la Sirène du Mississipi ■■■
Film français de François Truffaut (1969), avec Jean-Paul Belmondo, Catherine Deneuve, Michel Bouquet.
Cherchant une femme par petites annonces, un riche Français installé à la Réunion épouse une aventurière. Truffaut période noire : une adaptation de William Irish qui transcende l'univers du polar pour devenir un magnifique film d'aventures. Un des meilleurs Truffaut : un vrai chef-d'œuvre.

22.35 Journal.
23.00 Documentaire : Pierre-Dominique Gaisseau, aventurier.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Obsession ■■ film américain de Brian de Palma (1976), avec Cliff Robertson, Geneviève Bujold, John Lithgow, Sylvia « Kuumba » Williams, Wanda Blackman. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Etoiles et buts. 22.45 Les KO de Canal Plus. 23.45 Football américain. 0.50 Cinéma : Billy Ze Kick ■** film français de Gérard Mordillat (1985), avec Francis Perrin, Zabou, Cerise Bloc, Marie-France, Dominique Lavanant, Patrice Valota. **2.15 Série : Les monstres.**

LA « 5 »

20.30 Série : L'inspecteur Derrick. 21.45 Série : Kojak. 22.40 Série : Supercopter. 23.40 Série : La cinquième dimension. 0.35 Série : L'inspecteur Derrick. 1.45 Série : Kojak. 2.40 Série : Supercopter.

TV 6

20.30 Série : Les envahisseurs. 21.20 Série : Les superminds. 22.05 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatiques : Le sommeil d'Elena et les Les poissons rouges, de Gilles Piazy. **21.30 Musique : Latitudes.** Musique traditionnelle. Nina de Los Penes, chanteuse de flamenco ; Les traditions religieuses dans la Russie contemporaine ; La lyre harmonique. **22.30 La nuit sur un plateau.** Images du corps, avec Marc Le Bot.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (donné le 12 mars 1986 à Berlin) : Concerto pour violon et orchestre en *mi mineur*, op. 64, de Mendelssohn ; Symphonie nº 6, en la majeur, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Riccardo Muti ; sol. Leon Spierer, violon ; à 23.08, Les allumés du lyrique ; à 23.30, Document : Kiri Te Kanawa. **24.00 Les soirées de France-Musique.** Franco Follies.

Mardi 6 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

14.40 Feuilleton : Isaura.
15.15 Ravi de vous voir.
16.00 Série : Alfred Hitchcock présente.
Corps diplomatique.
16.30 Ravi de vous voir (suite).
17.00 Variétés : La chance aux chansons.
17.25 La vie des Botes.
17.50 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
18.40 Jeu : La roue de la fortune.
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.25 Loto sportif.
20.35 Feuilleton : Dallas.
21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
22.20 Documentaire : Quel roman que ma vie !
▶ Portrait d'Alphonse Boudard (en deux parties). Réalisé par Daniel Costelle. 1re partie : La cerise.
23.20 Paris-Dakar : résumé.
23.25 Journal.
23.45 Magazine : C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

14.45 Magazine : Ligne directe.
Suite de l'enquête sur les eaux polluées au nitrate.
15.40 Feuilleton : Lili, petit à petit.
16.10 C'est encore mieux l'après-midi.
17.35 Récré A 2.
18.05 Série : Ma sorcière bien-aimée.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Bouvard.
20.00 Journal.
20.35 Les dossiers de l'écran.
Cinéma : Boat People ■
Film chinois d'Ann Hui (1982). Avec Lam Chi-Cheung, Cora Miao...
Un journaliste de retour au Vietnam cherche à comprendre le phénomène des « boat people ». Efficace, dramatique, convaincant, par l'émotion et donc souvent impudique, Boat People *est un film parfois difficilement soutenable. Réalité ou roman ? A vous de juger.*
22.20 Débat.
Sur le thème « Charité internationale ou solidarité business ? » Avec Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO ; le docteur Claude Malhuret, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé des droits de l'homme ; le docteur Bernard Kouchner ; le docteur Jean-Christophe Rufin ; André Glucksman, écrivain ; Rupert Neudeck, journaliste allemand ; Jacques Pasquier de la Croix-Rouge et Lionel Rotcage de Band Aid.
23.25 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

14.30 Magazine : Pare-chocs (rediff.).
15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.
16.00 Documentaire : Les grands fleuves.
17.00 Feuilleton : Demain l'amour.
17.25 Dessin animé : Lucky Luke.
17.30 Série : Zorro.
18.00 Inspecteur Gadget.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
19.00 Le 19-20 de l'information (et 19.35).
19.15 Actualités régionales.
19.55 Dessin animé : Les entrechats.
20.05 Les jeux à Charleville-Mézières.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Cinéma : La dernière séance.
Soirée Gregory Peck.
1er film : la Femme modèle ■■
Film américain de Vincente Minnelli (1956).
Les amours tumultueuses d'un journaliste sportif et d'une dessinatrice de mode, chacun des deux époux gardant ses amis, son univers et son passé. Le couple inhabituel formé par Gregory Peck et Lauren Bacall est une vraie réussite, et la vie mouvementée du ménage est prétexte à une brillante comédie. Une petite merveille...
22.20 Réclames des années 50 et dessins animés.
Tom et Jerry, Tex Avery.
23.05 Journal.
23.35 2e film : la Gloire et la Peur ■
Film américain de Lewis Milestone (1959), (v.o.).
Avril 1953 : à la fin de la guerre de Corée, Américains et Coréens se disputent la colline Pork Chop (littéralement « de la Côte de porc »). Les renforts arriveront-ils à l'heure ? Un film de guerre ultra-classique. La mise en scène pesante du vétéran Lewis Milestone embourbe le tout dans les pâturages asiatiques.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : les Misérables (1re partie) ■ film français de Jean-Paul Le Chanois (1958), avec Jean Gabin, Bernard Blier, Danièle Delorme, Fernand Ledoux, Bourvil, Elfriede Florin. **15.25 Cinéma : les Misérables (2e partie) ■** film français de Jean-Paul Le Chanois (1958), avec Jean Gabin, Bernard Blier, Giani Esposito, Béatrice Altariba, Bourvil, Silvia Monfort. **17.05 Série : Batman. 17.30 Série : Les monstres. 18.00 Flash d'informations. 18.05 Variétés : Sandwich. 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires. 18.45 Top 50. 19.15 Zénith. 19.55 Flash d'informations. 20.05 Starquizz. 20.30 Les triplés. 20.35 Cinéma : le Mariage du siècle □** film français de Philippe Galland (1985), avec Anémone, Thierry Lhermitte, Dominique Lavanant, Jean-Claude Brialy, Martin Lamotte. **22.05 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : Salut l'ami, adieu le trésor ! □** film italien de Sergio Corbucci (1981), avec Bud Spencer, Terence Hill, John Fujoka, Luise Bennett, Sal Borgese. **23.55 Cinéma : Mariage royal ■■** film américain de Stanley Donen (1950), avec Fred Astaire, Jane Powel, Peter Lawford, Sarah Churchill, Keenan Wynn, Albert Sharpe (v.o.). **1.30 Téléfilm : Rendez-vous au Ritz. 2.05 Série : Hollywood blues.**

LA « 5 »

13.55 Série : L'inspecteur Derrick. 15.05 Série : Chips. 16.00 Série : K 2000. 16.55 Série : Shérif fais-moi peur. 17.55 Série : Supercopter. 18.55 Série : Happy days. 19.25 Série : Star Trek. 20.30 Cinéma : les Surdoués de la première compagnie □ film français de Michel Gérard. **21.55 Série : Supercopter. 22.55 Série : Lou Grant. 23.55 Série : La cinquième dimension.**

TV 6

14.00 6 Tonic. 17.00 Système 6. 18.50 NRJ 6. 19.40 Série : Max la Menace. 20.10 Feuilleton : Le temps des copains. 20.30 Cinéma : Mon épouse favorite ■ film américain de Garson Kanin. *Quiproquo dans une famille américaine : quand une exploratrice qu'on croyait disparue retrouve son foyer, elle s'aperçoit que son mari s'est remarié. Une joyeuse comédie américaine.* **22.00 6 Tonic.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal du corps. L'homme naît à la mer ; Dossier : Le handicap, l'accès et le droit au travail. **21.30 Musique : Diagonales.** *Rencontres avec Lionel Pointis et Atahualpa* Yupanqui. **22.30 Nuits magnétiques.** La nuit et le moment ; profession : témoin. **0.10 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Palais omnisports de Paris-Bercy). Ouverture cubaine, Porgy and Bess (extraits), Concerto pour piano et orchestre en fa majeur, Rhapsody in blue, Un Américain à Paris, de Gershwin, par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel, sol. : W. Fernandez, soprano, John O'Connor, piano. **23.00 Les soirées de France-Musique.** Le concert de minuit. Symphonie nº 8, en fa majeur, op. 93, de Beethoven, Tannhäuser (ouverture et bacchanale), de Wagner ; La force du destin (ouverture), de Verdi, par l'Orchestre symphonique de la NBC, dir. Arturo Toscanini (enregistré le 8 novembre 1952) ; Sérénade nº 1, en ré majeur, op. 11, allegro molto et Concerto nº 2, pour piano et orchestre, en si bémol majeur, op. 83, de Brahms, avec Vladimir Horowitz (enregistré le 23 octobre 1948).

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 janvier à 0 heure et le mardi 6 janvier à minuit.

Un flux de nord-ouest puis de nord va circuler mardi sur la France ; de l'air froid et instable va s'étendre sur le pays ; les régions du nord-est et de l'est seront les plus exposées au mauvais temps.

Mardi matin, éclaircies et nuages se partageront le ciel ; des averses seront observées ; il neigera à basse altitude sur toutes les régions de l'est et du nord-est ; neige parfois forte sur le relief de l'Est.

Les averses seront moins fréquentes du sud Bretagne à l'Aquitaine, mais les nuages couvriront les Pyrénées.

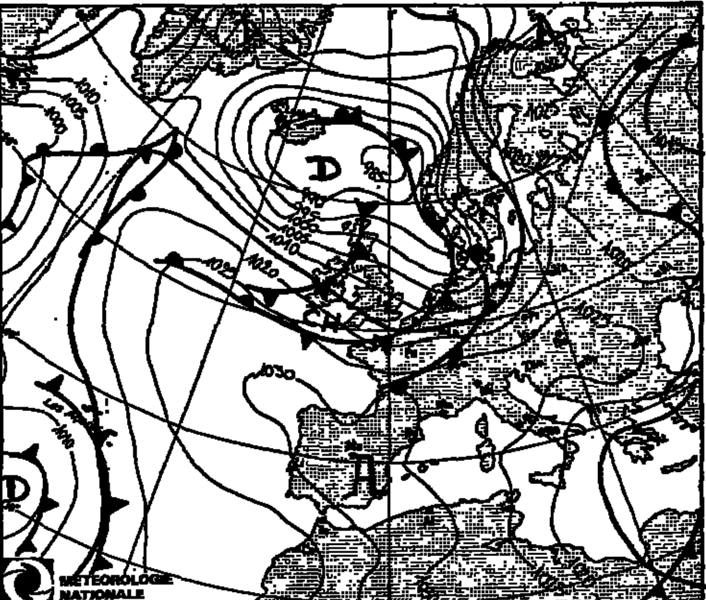
Près de la Méditerranée, le ciel restera plutôt dégagé mais le mistral et la tramontane souffleront fort.

Au cours de la journée, peu d'évolution du temps ; le vent de nord-ouest soufflera fort près de la Manche ; des giboulées de neige se produiront en plaine sur les régions de la moitié nord-est.

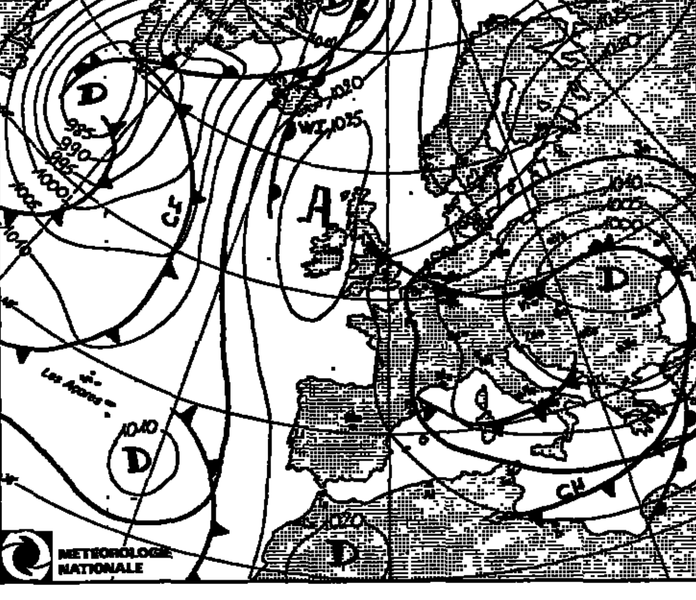
Les températures minimales, positives de la Bretagne à l'Aquitaine et à la Méditerranée, seront voisines de 0° sur les autres régions

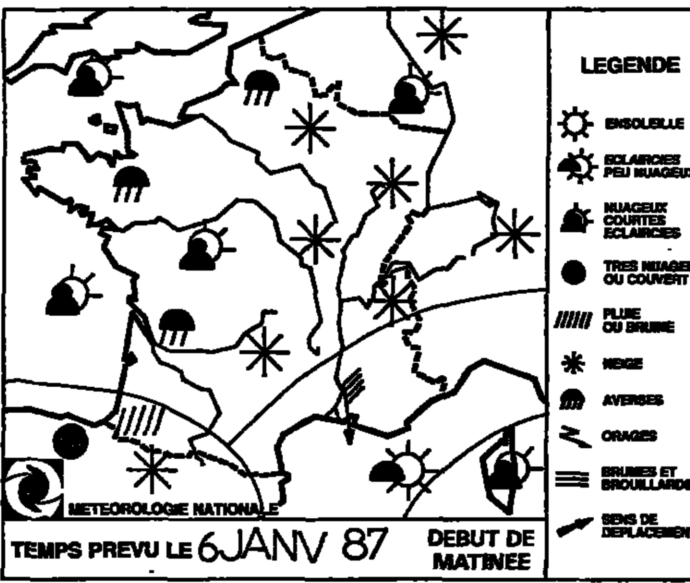
L'après-midi, les températures atteindront 0° à 4° en général, 6° à 10° près des côtes atlantique et méditerranéenne.

SITUATION LE 5 JANVIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 7 JANVIER A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 2-1 à 6 h TU et le 3-1-1987 à 6 h TU — le 3-1-1987

FRANCE			
AJACCIO	14	1	N
BIARRITZ	9	- 2	D
BORDEAUX	6	- 4	D
BOURGES	1	0	P
BREST	10	8	P
CAEN	6	6	P
CHERBOURG	8	7	C
CLERMONT-FERR.	2	- 1	C
DIJON	1	- 1	*
GRENOBLE St-M-H	3	- 1	*
LILLE	3	1	C
LIMOGES	1	- 1	C
LYON	1	- 1	C
MARSEILLE-MAR.	7	- 3	D
NANCY	3	0	P
NANTES	6	- 3	P
NICE	13	5	D
PARIS-MONTS.	8	1	C
PAU	7	- 3	D
PERPIGNAN	12	- 1	D
RENNES	10	7	P
ST-ÉTIENNE	2	- 2	C
STRASBOURG	2	1	*
TOURS	3	1	P
TOULOUSE	4	- 3	D
POINTE-À-P.	28	18	D

ÉTRANGER			
ALGER	14	1	D
AMSTERDAM	3	3	N
ATHÈNES	11	5	N
BANGKOK	34	26	N
BARCELONE	14	0	D
BELGRADE	- 2	- 8	N
BERLIN	- 2	- 4	*
BRUXELLES	6	1	P
LE CAIRE	21	9	D
COPENHAGUE	1	- 2	*
DAKAR	33	14	D
DELHI	24	9	P
DJERBA	14	10	D
GENÈVE	3	0	*
HONGKONG	18	15	D
ISTANBUL	2	0	*
JÉRUSALEM	14	3	D
LISBONNE	13	5	D
LONDRES	10	5	C
LOS ANGELES	18	11	A
LUXEMBOURG	0	- 2	*
MADRID	12	- 6	D
MARRAKECH	20	3	D
MEXICO	21	4	B
MILAN	2	- 3	B
MONTRÉAL	- 5	-15	C
MOSCOU	-19	-24	*
NAIROBI	25	15	C
NEW-YORK	11	- 3	D
OSLO	-12	-13	*
PALMA-DE-MAL.	15	- 2	D
PÉKIN	- 3	- 7	D
RIO-DE-JANEIRO	28	23	N
ROME	11	- 4	D
SINGAPOUR	31	24	C
STOCKHOLM	-12	-22	C
SYDNEY	27	21	D
TOKYO	15	7	C
TUNIS	13	5	C
VARSOVIE	- 6	-10	N
VENISE	7	- 1	B
VIENNE	0	- 2	*

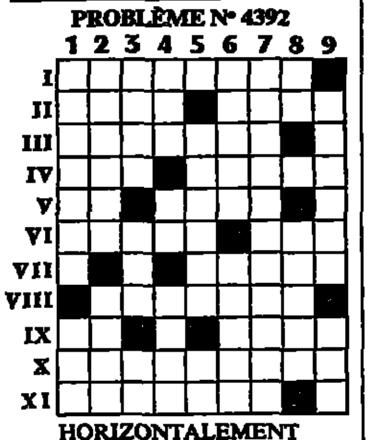
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4392



HORIZONTALEMENT

I. Carence d'un chef manquant de cran et même de toupet. – II. Un ministre qui avait le sens des affaires. Espagnole frontalière. – III. Bosser en vue de débosseler. – IV. Objet de plantation provisoire. Pièce d'assemblage. – V. Tranche de vie. Domaine concédé jadis ; intouchable de nos jours. – VI. Ressorts. Celui du Bourget est le théâtre de belles envolées. – VII. Peu fréquenté par les prolétaires quand il est social. – VIII. Maltraitée par celui qui n'a pas le sens de la mesure. – IX. Extrait de fleur. Ses liaisons ne sont pas condamnables, mais au contraire, très goûtées. – X. Rôtisserie. – XI. Conductrice d'un véhicule sans direction.

VERTICALEMENT

1. Une guerre où peu de combattants de la première heure en ont vu la fin. Armée de l'ombre. – 2. Qui a cessé d'appartenir ou qui ne s'appartient plus. Pour nous soulager des souffrances qu'il nous fait endurer, *on voudrait le voir crever.* – 3. Tourne en rond. Les premiers caractères du réalisme. Morceau de nougat. – 4. Celui qui la fait a tendance à la moins conserver. Unis dans l'effort. Dispense une richesse superficielle. – 5. Abandonne ou attache. Croqué à l'atelier et goûté au salon. – 6. Qui peut donc monter en grade. Disparurent avec la conquête espagnole. – 7. Trop rapide pour être mesurée. – 8. Participe passé. Bien mûres. – 9. Exposé succinct. Calotte.

Solution du problème nº 4391

Horizontalement

I. Capitulation. La. – II. Onomatopée. User. – III. Nappe. Tan. Décor. – IV. Erne. Iule. Ino. – V. Insaisissable. – VI. Lô. Tacna. ND. – VII. INRI. Agneline. – VIII. A-pic. Retrancher. – IX. Tata. Pneus. – X. Ir. Brou. Permise. – XI. Œil. Lettrée. En. – *XII. Nivelé. Ai. Gnons. – XIII. Le.* Etalon. Ci. – XIV. Patronne. Bel. – XV. Nazaréens. Toise.

Verticalement

1. Conciliation. An. – 2. Ana. Non-pareil. – 3. Pop. Rit. Ive. – 4. Impraticable. Pa (symbole du Pascal). – 5. Tænia. Lear. – 6. Ut. Escarpolette. – 7. Lot. Ingénue. Are. – 8. Apaisante. Talon. – 9. Tenus. Eruptions. – 10. Ie. Là. Laser. NN. – 11. Deb. In. Reg. Et. – 12. Nue. Lancement. – 13. Scie. Eh ! Bi. – 14. Léon. Essences. – 15. Arrondir. Ensilé.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 4 janvier 1987 :

DES DÉCRETS

● Nº 86-1386 du 31 décembre 1986 modifiant certaines dispositions des décrets nº 72-334 du 27 avril 1972 modifié et nº 75-542 du 30 juin 1975 modifié relatives à l'indemnisation des dégâts de gibier.

● Nº 86-1387 du 31 décembre 1986 portant modification de certaines dispositions du code du travail relatives au contrat à durée déterminée et au travail temporaire.

UN ARRÊTÉ

● Du 1er décembre 1986 relatif à l'abaissement du titre alcoométrique volumique naturel des raisins frais et des moûts de la récolte 1986 destinés à la production de certains vins de pays.

« Services »

EN BREF

● **LOISIRS : maisons de papier.** — Dernières nées des maquettes en papier à découper et à monter éditées par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites et les éditions l'Instant durable, le château de Chambord, construit par François 1er, avec ses enchevêtrements de lucarnes et de tourelles, et le château comtal (château fort type) de Carcassonne, les remparts de la porte d'Aude, avec les habitations traditionnelles qui entouraient, au Moyen Age, la vieille cité.

★ Service commercial de la CNMHS, Grand Palais, porte F, Cours la Reine, 75008 Paris (120 F, Chambord ; 170 F, Carcassonne). Adresser un chèque à l'ordre de l'agent comptable de la CNMHS) ou directement au Comptoir de vente de la CNMHS, hôtel de Sully, 72, rue Saint-Antoine, 75004 Paris (110 F et 150 F).

● **SÉMINAIRE : les idées scientifiques actuelles.** — Mathématiques, physique, chimie, biologie, économie. Les grands problèmes de notre époque ne peuvent être résolus que par des méthodes scientifiques. Pour lutter contre la famine, il faut irriguer et traiter les sols ; pour vaincre le SIDA, il faut identifier le virus et créer un vaccin. Deux exemples parmi beaucoup d'autres. La Fondation Saint-Simon organise à partir du 13 janvier un séminaire de dix séances hebdomadaires (les mardis, de 18 h 15 à 20 h 15) pour examiner les problèmes actuels et les idées qui animent la recherche de nos jours dans les différentes disciplines. Pratiquement, tous les membres de l'Académie des sciences et du Collège de France y participeront.

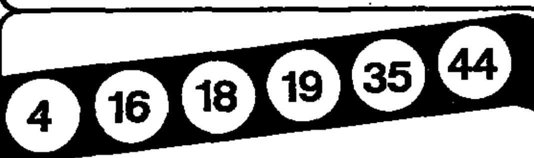
★ *Inscriptions : Fondation Saint-Simon*, 91 *bis*, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris, tél. : 42-22-38-52. Les frais sont de 700 F pour les inscriptions à titre personnel, 5 930 F pour les inscriptions à titre professionnel.

● **COLLOQUE : aider celui qui meurt.** — Le centre culturel «Les Fontaines» propose aux médecins, infirmières et membres d'associations s'occupant de «l'accompagnement aux mourants» de participer à un colloque : «Aider à vivre celui qui meurt», les 24 et 25 janvier. Parmi les sujets qui seront abordés «La souffrance du vieillard en fin de vie», «Le traitement de la douleur et ses aspects psychologiques et spirituels», «L'accompagnement des familles», «La souffrance des soignants», «L'aspect éthique des soins aux grands malades».

★ «Les Fontaines», BP 205, 60501 Chantilly Cedex. Tél. : (16) 44-57-24-60.



N° 53 · TIRAGE DU SAMEDI 3 JANVIER 1987



NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES, EN DIRECT SUR

MERCREDI 7 JANVIER 1987 A 20 H 35
ET SAMEDI 10 JANVIER 1987 A 20 H 35

VALIDATION : AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	1	15 264 235,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	16	233 395,00 F
5 BONS Nos	1 380	9 025,00 F
4 BONS Nos	91 850	135,00 F
3 BONS Nos	1 865 297	14,00 F

BONUS DU SAMEDI 128 090
3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 14,00 F X 2 = 28,00 F



	Equipe 1	Equipe 2	1	N	2		Equipe 1	Equipe 2	1	N	2
1	ATLETICO MADRID	MAJORQUE	X	N	2	9	ASCOLI	BRESCIA	1	X	2
2	SANTANDER	CADIX	X	N	2	10	AVELLINO	EMPOLI	1	N	X
3	FC BARCELONE	SABADELL	X	N	2	11	COME	MILAN AC	1	N	X
4	OSASUNA	SEVILLE	1	X	2	12	FIORENTINA	NAPLES	X	N	2
5	BETIS	VALLADOLID	X	N	2	13	INTER MILAN	ATALANTA BERGAME	X	N	2
6	SARAGOSSE	REAL MADRID	1	X	2	14	JUVENTUS	VERONE	X	N	2
7	GIJON	ESPANOL	1	N	X	15	SAMPDORIA	ROMA	1	X	2
8	LAS PALMAS	MURCIE	1	X	2	16	UDINESE	TORINO	1	X	2

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Dimanche 4 Janv. 1987 : 2 7 8 11 12 14 16

LOTO SPORTIF N°2 LISTE OFFICIELLE



	Equipe 1	Equipe 2					Equipe 1	Equipe 2			
1	CADIX	MAJORQUE	1	N	2	9	ATALANTA BERGAME	FIORENTINA	1	N	2
2	SEVILLE	FC BARCELONE	1	N	2	10	BRESCIA	JUVENTUS	1	N	2
3	ATHLETIC BILBAO	OSASUNA	1	N	2	11	EMPOLI	COME	1	N	2
4	VALLADOLID	REAL SOCIEDAD	1	N	2	12	MILAN AC	UDINESE	1	N	2
5	REAL MADRID	BETIS	1	N	2	13	NAPLES	ASCOLI	1	N	2
6	ESPANOL	SARAGOSSE	1	N	2	14	ROMA	AVELLINO	1	N	2
7	MURCIE	GIJON	1	N	2	15	TORINO	SAMPDORIA	1	N	2
8	LAS PALMAS	ATLETICO MADRID	1	N	2	16	VERONE	INTER MILAN	1	N	2

1 à 8 FOOTBALL (ESPAGNE) 9 à 16 FOOTBALL (ITALIE)

TIRAGE des "7 Numéros de la Chance" Dimanche 11 Janvier 1987 à 19 h 50 sur

Le Carnet du Monde

Naissances

— **Hélène KERRUZORÉ**
et
Yves ARIBAUD

ont la joie de faire part de la naissance de

Alice,

le 1er janvier 1987.

Clinique Pasteur, Brest.
31, rue Branda,
29200 Brest.

— **Ségolène CHAPPELLON**
et
Denis FEE

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Blandine,

née à Paris, le 10 décembre 1986.

18, rue Ollier,
75015 Paris.
21, place Tolozan,
69001 Lyon.

— **Laurence DAMBREVILLE**
et
Jacques THOMAS,

sont heureux de faire part de la naissance de

Charlène,

le 2 janvier 1987 à 4 h 25.

Mariages

— M. Christian MEYNADIER,
Mme Claude CARDONA,
M. François TEZENAS du MONTCEL,
et Mme, née Bernadette Chevillotte,

sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants

Marie-Hélène
et
Bruno,

célébré le 12 décembre 1986, à Manhattan (USA).

Décès

— Mme Emile Leches,
Marc et Christian Baisse,
Martine et Gilles-Henri Leroux,
Marie-Thérèse, Marcel et Tom Reuter,
François, Odile et Philippe Mercier,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et Mme Claude BAISSE,

survenu accidentellement le 27 décembre 1986.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, le mardi 30 décembre, en l'église de Puylaurens (Tarn).

Une messe sera célébrée à leur intention, le samedi 10 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Eustache, à Paris.

18, rue Robert-Schuman,
Pétange (Luxembourg).
48, rue de Silly,
92100 Boulogne.
1, rue Charles-Martel,
Luxembourg.
23, rue de Sautic,
31620 Frouton.

— Mme Noël Davoine,
Wilfrid Davoine,
Les familles Davoine, Buron, Barreau et Trevidy

ont la douleur de faire part du décès de

M. Noël DAVOINE,
architecte d'intérieur,

survenu à Paris le 1er janvier 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 6 janvier, à 13 h 45, en l'église Saint-Honoré d'Eylau (66 *bis*, avenue Raymond-Poincarré, Paris-16e).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

131, avenue de Malakoff,
75116 Paris.

— Mme Denise Mairey, née Diatkine, et M. André Mairey,
Aude et David,
M. et Mme Alain Diatkine,
Cyrille et Coralie,
Le professeur et Mme René Diatkine,
Le docteur et Mme Gilbert Diatkine et leurs enfants,
M. et Mme Daniel Diatkine et leur fille,
Le docteur Sylvie Diatkine-Daumezon et sa fille,
ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur père, grand-père, frère, oncle et grand-oncle

M. Lucien DIATKINE,

le 1er janvier 1987.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

28, rue Vauquelin,
75005 Paris.
17, rue des Alouettes,
44100 Nantes.

— Mme Annick Gallais,
M. et Mme Jules Davin et leur fille,
Le professeur et Mme Hervé Gallais et leurs fils,
M. Patrick Gallais, ingénieur au CEA,
Le commissaire divisionnaire et Mme Joseph Gallais,
M. et Mme Jean Gallais,
M. l'abbé Brun,
Les familles Tachon et Guillou,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne du

médecin-colonel Pierre GALLAIS,
professeur agrégé du Val-de-Grâce,
expert consultant
de l'Organisation mondiale de la santé,
médecin-chef SNCF,
région Méditerranée,
officier de la Légion d'honneur,
Military Cross,

leur père, grand-père, frère, beau-frère, et cousin,

rappelé à Dieu dans sa quatre-vingt-unième année, le 27 décembre 1986, à Marseille.

Les obsèques ont eu lieu le 31 décembre, à Ars-en-Ré.

Villa Anthéor,
1, avenue Saint-Raphaël,
13008 Marseille.

— Le docteur et Mme René Leclercq,
Béatrice et Valérie,
M. et Mme François Castellan,
Arnaud et Marie-Astrid,
M. et Mme Laurent Jacob,
Gautier et Maud,
ses enfants et petits-enfants
Les familles Imoucha, Salge et Roussel,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis GIUSTA,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
médaille de l'Aéronautique,
ingénieur général de l'armement,
(CR) air,
directeur général honoraire
de la Société nationale industrielle
aérospatiale (SNIAS).

subitement survenu le 28 décembre 1986 dans sa soixante-dix-huitième année.

Ils font mémoire de son épouse

Mme Louis GIUSTA,

qui l'a précédé le 6 mai 1985 et vous prient d'assister ou de s'unir d'intentions à la cérémonie religieuse qui sera célébrée par le Père J. Dixneuf, aumonier aux armées, le mercredi 7 janvier 1987, à 10 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place Alphonse-Laveran, 75005 Paris.

L'inhumation aura lieu à Taverny (Val-d'Oise).

— Raymond Guillaumin,
agrégé de l'Université,
Jean Guillaumin,
professeur à l'université Lumière, à Lyon,
Leurs familles et leurs proches,
ont le chagrin de faire part du décès de

Mme veuve Pierre GUILLAUMIN,

survenu dans sa quatre-vingt-quinzième année, le 28 décembre 1986.

Elle a été inhumée religieusement dans l'intimité à Yssingeaux, pays de son enfance.

Pour elle, selon chacun, pensée, souvenir ou prière.

— M. et Mme François Helft,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Helft,
M. et Mme Michel Loevi
et leurs enfants,
Mme Jacques Helft,
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Yvon HELFT,
née Loevi,

en son domicile.

Av. Quintana, 209,
1014 Buenos-Aires.

— Mme veuve Robert Juffé,
M. Michel Juffé
et ses enfants
ont la tristesse de faire part du décès de

M. François JUFFÉ,

leur *fils*, frère et oncle,

survenu le 25 décembre 1986.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 janvier à 8 h 30, en l'église Saint-Hippolyte, 27, avenue de Choisy, 75013 Paris.

Pas de couronnes,

2, rue du *Gril*,
75005 Paris.

— Mme Abel Lafitte,
Sylvie et Philippe Guerin,
ses enfants,
Catherine, Olivier et Jean-Philippe,
ses petits-enfants,
Mme Coyaud-Gérodolle,
sa belle-sœur,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Abel LAFITTE,
médecin honoraire des hôpitaux
de Paris,
professeur agrégé honoraire
de la Faculté,

pieusement endormi dans la paix du Seigneur, le 2 janvier 1987, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 janvier, à 14 *heures*, en l'église Saint-Clodoald, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud.

« O clemens, o pia, o dulcis Virgo Maria ! »

7, boulevard de la République,
92210 Saint-Cloud.
3, rue de Garches,
92210 Saint-Cloud.

— Mme Germain Oualid,
née Scali,
Ses filles, Florence et Bella,
leurs familles,
Ses petits-enfants, Alexis et Sarah,
Les familles Oualid et Scali

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Germain OUALID,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,

survenu le 1er janvier 1987, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 janvier 1987, à 10 h 45, au cimetière du *Montparnasse*. *Réunion* porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

37 *bis*, rue de Ponthieu,
75008 Paris.

— La marquise de Roux,
sa mère,
Le marquis et la marquise de Roux et leurs enfants
La comtesse Gabriel de Roux et ses enfants,
La comtesse Dominique de Roux et ses enfants,
M. et Mme Olivier Renault et leurs fils,
Le comte Xavier de Roux,
Le comte Emmanuel de Roux,
M. et Mme Asis Gamazo et leurs *fils*,
M. et Mme Edouard Copper-Royer et leurs fils
frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs et neveux
ont la douleur de faire part de la disparition au cours de la deuxième étape de la Course autour du monde en solitaire au large des côtes australiennes, le 18 décembre 1986, du capitaine de frégate (ER)

Jacques de ROUX,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite.

Une messe sera *célébrée* à la mémoire de Jacques de Roux, le 8 janvier, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides.

(Le Monde daté 21-22 décembre.)

— M. et Mme Noël de Saint Pulgent,
Laure, Jacqueline et Diane,
Le colonel et Mme Hubert de Saint Pulgent,
M. et Mme Pierre Bazy,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy de SAINT PULGENT,

le 31 décembre 1986, dans sa soixante-dixième année.

L'inhumation aura lieu à Montverdun (Loire), *le* mardi 6 janvier 1987, après une messe dite à 10 heures, à la chapelle du bourg.

Priez pour lui.

— Catherine Salles,
Véronique Salles,
Marie-France Salles,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Pierre SALLES,
née Eliane Soulier,

survenu le 29 décembre 1986.

Un service religieux sera célébré le mercredi 7 janvier, à 18 heures, en l'Eglise réformée du *Luxembourg*, 58, rue Madame, Paris-6e.

L'inhumation aura lieu ultérieurement dans le cimetière familial de Blacher (Ardèche).

Le soir venu, Jésus leur dit : « Passons sur l'autre rive. »
Marc, 4, 35.

43, rue Vaneau,
75007 Paris.
12 *bis*, rue Descombes,
75017 Paris.
97, avenue de Villiers,
75017 Paris.

— Irène et Serge Silberman,
Mme le docteur Berthe Nossechen,
M. et Mme Anatole Neoussikhine
et leurs enfants,

M. et Mme Yann Boutang,
M. et Mme Gilles Silberman,
M. et Mme Bruno Silberman

et leurs enfants

Mlle Valentine Schluper,

ont la douleur de faire part du décès survenu à Paris, le 31 décembre 1986, de

Mme veuve Elie SCHLUPER,

leur mère, sœur, grand-mère et arrière-grand-mère.

— Mme Torner,
Emile, son fils,
Eric, son petit-fils,
M. Schwartz,
Mme Szwarc et ses enfants,
Et sa belle-fille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques TORNER,

dans sa quatre-vingt-douzième année.

Ses obsèques ont eu lieu au cimetière de Bagneux le 24 décembre 1986, dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer la mort de [illegible]

Marion WEISMANN,

survenue à son domicile le 16 décembre 1986.

Selon son vœu, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de :
Michèle Le Turcq,
sa sœur,
Jacques Le Turcq,
son beau-frère,
De ses neveux et nièces.
Cet avis tient lieu de faire-part.

92, boulevard Suchet,
75016 Paris.
9, rue des Pierrelais,
92320 Châtillon-sous-Bagneux.

Remerciements

— Mme Marcel Kimon,
Les familles parentes et alliées,

très touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Marcel KIMON,
« Algeria Photos à Oran »,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

50, promenade des Anglais.
06000 Nice.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE

*

Les avis peuvent être insérés
LE JOUR MÊME
s'ils nous parviennent avant 10 h
au siège du journal,
7, r. des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.
Télex MONDPAR 650 572 F.
Renseignements. Tél. 42-47-95-03.

ou au MONDE PUBLICITÉ
la veille avant 16 h
5, rue Monttessuy, 75007 Paris.
Télex : 206 136.
Renseignements. Tél. 45-55-91-82.

*

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques .... 68 F
Abonnés (avec justificatif) .... 60 F
Communications diverses .... 72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

هكذا من الأصل

L'Abeille-paix – groupe victoire
Abri
Allianz
Alpina
Association Générale des Sociétés d'Assurances contre les Accidents (A.G.S.A.A.)
Assurances Générales de France (agf)
Assurances mutuelles de seine-et-marne
Assurance mutuelle des comptables et fonctionnaires publics
l'Alsacienne
les Assurances du Crédit Mutuel (acm)
les Assurances fédérales
la Baloise
Black sea and baltic
Caisse d'Assurance Mutuelle de l'Industrie et de l'Agro-Alimentaire (CAMIAA)
Caisse d'assurance mutuelle du bâtiment
Caisse Générale d'Assurances mutuelles (cga)
Caisse industrielle d'assurance mutuelle
Caisse Mutuelle d'Assurances et de prévoyance (cma)
Cigna france
Commercial union
Compagnie d'Assurances Maritimes, Aériennes et Terrestres (CAMAT)
Compagnie continentale d'assurances
Continental insurance of new york
la Célérité
la Concorde
le Continent
the Contingency insurance
Défense automobile et sportive
la Défense civile
Drouot assurance (axa)
Eagle star – l'indépendance
l'Équité
F.a.s.a. Elf sécurité antar
Fédération Française des Sociétés d'Assurances (F.F.S.A.)
la France
la Garantie Mutuelle des Fonctionnaires (gmf)
Général accident
G.e.s.a. (groupe européen s.a.)
Groupe d'Assurances Mutuelles de France (gamf)
Groupe des Assurances Nationales (gan)
Groupe Henri Heuliez
Groupement Français d'Assurances (gfa)
Groupement des Sociétés d'Assurances à Caractère Mutuel (G.S.A.C.M.)
Guardian royal exchange
Hannover International France – (hif)
Helvetia
la Lutèce
la Médicale de france
la Métropole
la Mutualité générale risques divers (axa)
la Mutuelle
la Mutuelle de l'allier et des régions françaises
la Mutuelle de l'indre
la Mutuelle du mans
la Mutuelle de marseille
la Mutuelle du poitou
la Mutuelle parisienne de garantie
Mutuelle assurance artisanale de france (M.A.A.F.)
Mutuelle assurance des commerçants et industriels de france (M.A.C.I.F.)
Mutuelle assurance des travailleurs mutualistes (M.A.T.MUT)
Mutuelle centrale d'assurances
Mutuelle d'assurances du corps sanitaire français
Mutuelle d'entraide et de prévoyance militaires
Mutuelle électrique d'assurances
Mutuelle de l'ouest
Mutuelle de poitiers
Mutuelle des provinces de france
Mutuelle générale d'assurances
Mutuelle générale française (mutuelle du mans)
Mutuelle parisienne de garantie
Mutuelle saint-christophe
Mutuelles régionales d'assurances
Mutuelles des transports
Mutuelles unies (axa)
Nationale suisse
Nem Assurances des Régions Françaises (nemarf)
New hampshire
la Normandie
Norwich union
la Nouvelle mutuelle des hauts mâconnais, charollais et beaujolais
Présence assurances (axa)
Préservatrice Foncière Assurance (pfa)
la Paternelle – Assurances du Groupe de Paris
la Prévoyance mutuelle "macl"
la Prévoyante-accidents
la Protectrice
la Prudence
Prudential assurance
Rhône-méditerranée
Royal insurance
Royale belge
la Sauvegarde
la Strasbourgeoise
Société Anonyme de Défense et d'Assurances (sada)
Société d'Assurance Moderne des Agriculteurs (samda)
Société française de recours
Société hospitalière d'assurances mutuelles
Société lilloise d'assurances et de réassurances
Société mutuelle d'assurance sur la vie du bâtiment et des travaux publics
Sept provinces
la Suisse
la Union et le phénix espagnol
l'Union des assurances de paris (uap)
l'Union générale du nord
Via assurances
Winterthur
Zurich



86% de mémorisation (spontanée et assistée)*



92% de mémorisation (spontanée et assistée)*



82% de mémorisation (spontanée et assistée)*

*Étude PHONIX Nov. 1986

LA PRÉVENTION ROUTIÈRE REMERCIE...

ses 500.000 adhérents et les entreprises qui ont contribué au financement de cette campagne





Sports

AUTOMOBILISME : le rallye Paris-Alger-Dakar

Tous feux éteints

Deux blessés, une voiture en feu, la première épreuve spéciale du neuvième *Paris-Dakar*, qui a eu lieu le dimanche 4 janvier entre Ouargla et El Goléa, a creusé les écarts entre les concurrents. Si les leaders sont présents chez les motards, derrière Balestrieri, qui s'est adjugé la première place, il n'en est pas de même pour les *autos*. Le Finlandais Ari Vatanen sur Peugeot 205, retardé par des crevaisons, termine à 38 minutes du vainqueur, son compagnon, le *Kenyan Shekar Mehta*.

EL GOLÉA
de notre envoyé spécial

D'abord la pluie surprit les concurrents *en baie d'Alger*. *Un* petit frimas matinal juste bon à humidifier les véhicules à leur sortie des bateaux. Quelques dizaines de kilomètres plus loin, la neige était au rendez-vous. Heureusement, la route des gorges de la Chiffa avait été dégagée. Mais les candidats à l'aventure n'étaient pas au bout des changements de température. Cinq cents kilomètres de soleil écrasant les attendaient avant de pouvoir enfin se reposer sur le sable de Ghardaïa.

Ce premier bivouac du rallye, dans cette cité du Sud algérien proche des puits de pétrole, n'est pas le *plus agréable*, *affirment* les vieux routiers de l'épreuve. Ils estiment qu'il y a là encore trop de concurrents.*« On se bouscule autour des camions de ravitaillement »*, lancent-ils avec des clins d'œil entendus. Ils évoquent la Mauritanie, la fin du parcours et les campements rendus squelettiques par les abandons.

Samedi 3 janvier, le *bivouac de* Gardhaïa affichait complet. Dans le soleil couchant, les premiers concurrents de l'épreuve de liaison Alger-Gardhaïa se cherchaient une place. Certains choisissaient un replis de terrain pour pouvoir mettre leur duvet à l'abri du vent, d'autres préféraient s'installer près des cuisines, les solitaires montant de petites *tentes en forme d'igloo loin du* campement. Mais, à mesure que la nuit se faisait plus noire et que les arrivées se multipliaient, le moindre espace était conquis par une automobile ou un camion.

Heureux de descendre enfin de sa moto après huit heures de route, Gérard Barbezant pousse sa 125 cm3 sur le sol mélangé de sable *et de pierres*, *en cherchant ses amis*. Il interroge ceux qui sont déjà au repos pour savoir où se trouve le véhicule de Trossat et Briavoine, ses deux compagnons du groupe sponsorisé par le fabricant des voitures miniatures Majorette. *« Un prototype jaune »*, *explique-t-il*, aux vagues formes humaines qu'il rencontre le long de sa progression. Petit mais robuste, cet homme de trente-neuf ans est un habitué du Dakar. Lui qui adore piloter des 125 cm3 se lance pour la troisième fois dans l'aventure avec le même enthousiasme. Cet informaticien, ancien athlète du Racing Club de France, espère ne pas être contraint d'abandonner comme l'an dernier lorsqu'un camion l'avait serré d'un peu trop près. Passionné par l'Afrique, il a participé à l'informatisation de plusieurs ministères en Côte-d'Ivoire, il croit au rôle du Paris-Dakar. Il parle de son soutien à la fondation Balavoine ou des pompes qui vont être installées par le « Pari du cœur ». *« C'est du concret*, lance-t-il, *les pompes seront réellement installées. Cela n'a rien à voir avec des opérations dont on ne sait pas où va l'argent. »* Ses ardeurs de militant du tiers-monde s'interrompent lorsqu'il retrouve ses compagnons. Avec eux, il évoque la route qu'ils ont parcourue. Ils lui parlent de ces gamins qui, à la sortie d'Alger, s'amusaient à jeter des cailloux *avant le passage des véhicules*.

Sous le ciel étoilé

Un incident rare. Les enfants ne sont pas plus nombreux que les adultes à se déplacer pour voir passer les véhicules bardés de publicité du rallye. Une légère indifférence, seulement rompue par les chauffeurs de taxi et les patrons d'hôtel,qui guettent concurrents et accompagnateurs avec des tarifs un peu spéciaux.

Au bivouac, les modestes, qui ne possèdent pas une riche écurie pour *leur offrir le gîte et le couvert dans* la ville la plus proche, s'organisent. Lampe frontale sur la tête, ils déplient leur sac de couchage ou commencent la queue autour des camions d'Africatour. Là, derrière des cordes tendues entre deux énormes engins, des hommes et des femmes vêtus de bleu s'affairent à préparer le repas. Au menu ce samedi soir : potage, morceaux de dinde accompagnés de céleri, fruits au sirop, et gare aux imprévoyants qui ne se sont pas munis du véritable équipement de scout ! Au Dakar, il faut tout prévoir, le tapis de sol et le duvet épais aussi bien que les bouchons pour les oreilles. Car les nuits sont fraîches et sonores sur la caravane. Le bruit des générateurs des cuisines paraît souvent doux comparé au tintement des clés, voire des marteaux, des techniciens nocturnes. Et puis, il y a les retardataires, ceux qui, par suite d'ennuis mécaniques ou plus simplement par erreur de navigation, n'ont pu rejoindre le camp avant 2 heures du matin. Ceux-là, tous phares allumés, *slaloment entre les tentes, les motos* et les corps endormis.

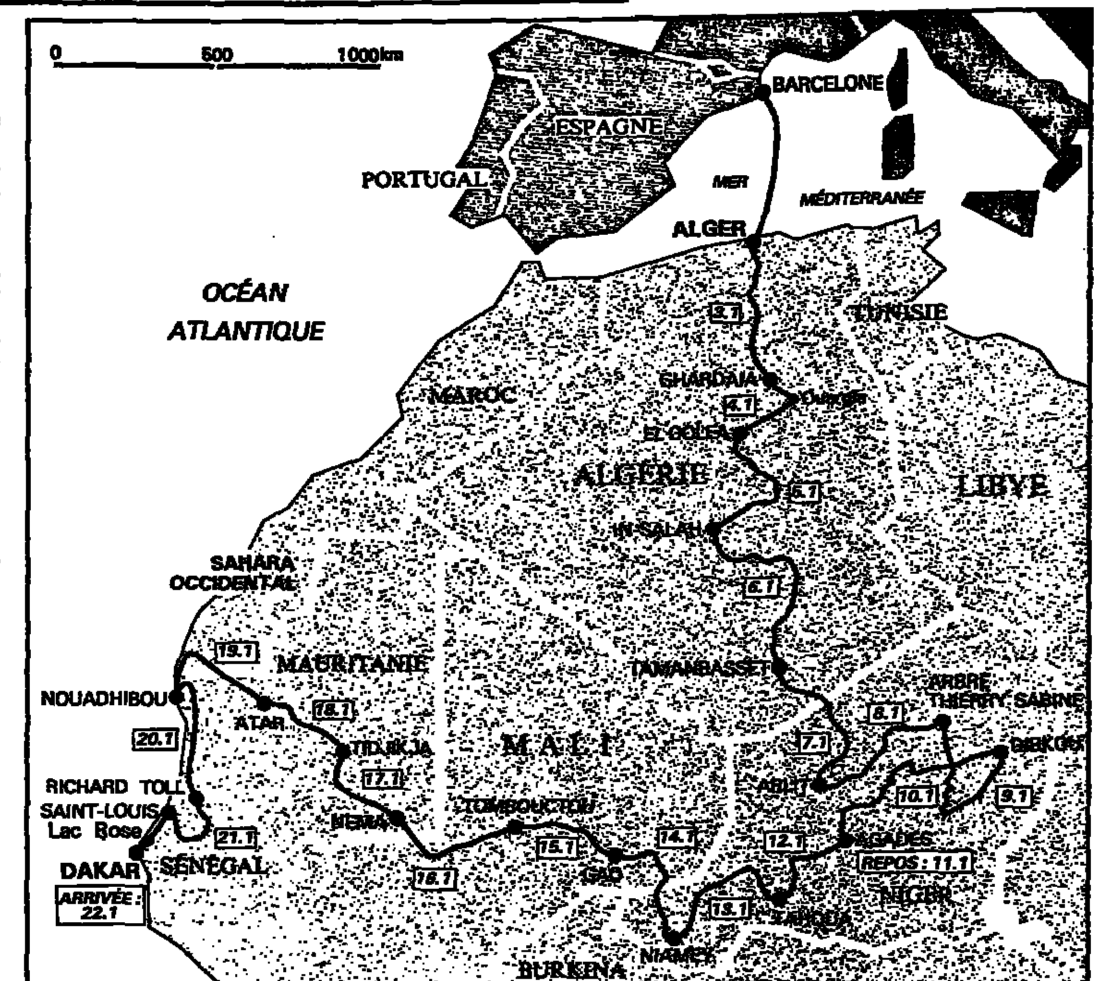
Léger sommeil sous le ciel étoilé, *et le* vent très froid *qui glace* les membres. Court sommeil brutalement interrompu par la voix amplifiée de Patrick Verdoy, le coordonnateur, qui annonce la tenue du premier breafing à 5 heures. Transis, engoncés dans de gros anoraks, les concurrents écoutent les consignes de René Metge, le directeur de la course, en tendant leur *gamelle vers les grands brocs de* café fumant. *« Allez doucement*, conseille l'ancien. *Attention au kilomètre 82, il y a un embranchement à la piste qu'il ne faut pas emprunter. »* Des pilotes prennent des notes, d'autres utilisent des magnétophones, et tout le monde écoute en silence les recommandations des organisateurs. Oui, ils pensent à *s'équiper de* duvet, *car maintenant* ils connaissent la morsure des nuits, oui ils éviteront de sortir des traces imprimées dans le sable, oui enfin ils feront bien attention au pipe-line qui, un moment, longe la piste.

Sages recommandations à la veille de la première épreuve spéciale disputée dimanche 4 janvier entre Ouargla et El Goléa.

Tous semblaient avoir écouté les avertissements, et pourtant bien peu sont arrivés sans ennuis au terme des 256 kilomètres de cette spéciale. *« J'ai pas crevé, je ne me suis pas perdu, c'est le principal »*, affirmait Hubert Auriol, huitième. *« J'ai roulé calmos »*, déclarait avec son accent traînant Gaston Rahier, en précisant toutefois qu'il avait roulé *« seulement à 160 kilomètres-heure »* et qu'il avait même *« levé le pied »*, lorsqu'une pierre avait endommagé sa pédale de frein. Cyril Neveu lui non plus n'avait pas voulu *« faire l'imbécile »* et s'était méfié des pierres cachées sous le sable.

Les automobiles ont aussi été à rude épreuve. Ari Vatanen, sur sa Peugeot 205 turbo, a terminé la spéciale assez loin de son camarade d'écurie Mehta. Comme le soulignait Patrick Zaniroli, *« il y avait beaucoup de motos et même d'autos arrêtées sur la piste lorsque nous sommes passés »*. La première véritable épreuve du Paris-Dakar semble avoir opéré un premier tri chez les concurrents. Et pourtant le désert et les spéciales ne font que commencer.

SERGE BOLLOCH.



VOILE : la Coupe de l'America

Le choc des dollars australiens

Après *New-Zealand* et *Stars-and-Stripes* qui s'étaient qualifiés vendredi 2 janvier pour la finale de la Coupe Louis-Vuitton des challengers qui débutera le 13, *Kookaburra III* a gagné sa place *en finale de la Coupe des défenseurs de la Coupe* de l'America disputée à partir du 14 en battant *Kookaburra II* dimanche 4 janvier.

Après le retrait, ce même dimanche, de *Steack-and-Kidney* qui avait perdu ses dernières chances de qualification dans le 4e round-Robin des défenseurs, *Australia IV*, le bateau d'Alan *Bond, financier du défi, victorieux en 1983* doit encore impérativement battre *Kookaburra III* mardi pour rejoindre ce dernier en finale.

FREMANTLE
de notre envoyé spécial

Homme d'affaires avisé, Alan Bond ne se doutait pas que le plus dur et le plus coûteux ne serait pas de gagner la Coupe de l'America, mais de la défendre. Alors que la conquête de cette coupe lui avait coûté 16 millions de dollars (95 millions de francs) *pour ses quatre* campagnes de 1974, 1977, 1980 et 1983, il a déjà dû investir 18 millions de dollars australiens (80 millions de francs) et a annoncé le 2 janvier qu'il lui manquait encore 6 millions pour boucler son budget.

Longtemps, Alan Bond a surtout craint que son équipage ne soit désavantagé par un manque de préparation par rapport au challenger obligé de disputer d'impitoyables régates de sélection avec la Coupe Louis-Vuitton. Aussi, avait-il *aidé* financièrement un autre défi, *South Australia* dont le bateau avait été conçu par Ben Lexcen et les voiles par Tom Schanackenberg. Il ne se doutait pas alors que le plus grand danger pour lui viendrait de son propre club, le Yacht-Club Royal de Perth, avec un dernier défi lancé par un autre milliardaire local, Kevin Parry.

Si on l'en croit, ce dernier aurait d'abord agi pour aider Bond. *« Lorsque Alan est revenu de Newport*, raconte-t-il, *il se disait tracassé à l'idée de ne pas pouvoir défendre la coupe convenablement, par manque de compétition, si son équipage n'était pas poussé jusqu'à ses limites. J'étais justement en train de travailler sur le plan de développement de mes entreprises pour les deux prochaines années. J'ai demandé à l'un de mes directeurs combien nous pourrions consacrer à une campagne pour la coupe.*

Il m'a dit 4 millions de dollars (18 millions de francs par an). *J'ai dit oui car je pensais que cela pouvait être un bon investissement. »* Quatre ans plus tard, Kevin Parry a largement depassé son budget prévisionnel puisqu'il aurait, dit-on, dépensé 26 millions de dollars australiens (117 millions de francs) pour contre carrer les ambitions et les plans d'Alan Bond. *Les deux* quinquagénaires qui n'ont en commun que leur fortune et leur origine modeste — Bond a débuté comme peintre d'enseignes commerciales et Parry comme menuisier — ont, semble-t-il, décidé de régler leur différend et leur rivalité sur ce petit bras d'océan Indien large de 15 milles entre Fremantle et l'île de Rottnest.

Homme discret mais soucieux de sa personne au point de s'être fait faire des implants pour masquer un début de calvitie, Kevin Parry aurait été agacé par la réussite très tapageuse de son grand rival en affaires. Alors que le commanditaire des *Kookaburra* fait fructifier sa for*tune dans cette province d'Australie* occidentale et passe toutes ses vacances en famille à Tottnest, Alan Bond ne cesse plus de parcourir le monde avec un Boeing 727 aménagé avec chambres et salon de travail.

Tour à tour photographié avec Ronald Reagan, Jean-Paul II et, tout récemment, avec Corazon Aquino, il ne cache rien à la presse de ses derniers investissements ou des éléments de son train de vie.

Ainsi, vient-il de s'attaquer au marché chinois en acquérant 20 % des actions pour les recherches pétrolières au large de l'île d'Hainan et en implantant une grande brasserie à Shenyang.

Une troisième Rolls Royce

Pour Noël, il a acheté une troisième Rolls Royce Silver Spur avec *placard à cocktails, réfrigérateur* et table pique-nique pour son épouse Eileen, qui ne disposait jusqu'ici que d'un cabriolet Mercedes immatriculé WA 38 (Bond est arrivé en Western Australia en 1938).

Avec leurs invités, ils pourront suivre les régates de la Coupe de l'America sur leur nouveau yacht *Southern-Australia III* avec piste d'atterrissage pour hélicoptère construit au Japon pour 28 millions de dollars (126 millions de francs) ou depuis la terrasse de la suite *Australia II* au dix-septième étage de l'hôtel Observation City édifié pour 85 millions de dollars (380 millions de francs) à Scarborough Beach. Après de tels investissements, le pire affront pour lui serait, bien sûr, qu' *Australia IV* ne soit pas le bateau qualifié pour défendre la Coupe.

La menace était bien réelle après les deux round-robins où les deux *Kookaburra* de son grand rival devançaient au classement ses deux propres bateaux *Australia III et IV*. Pour concentrer tous ses efforts financiers et ceux de son équipe sur son dernier 12 mètres *JI*, Alan Bond avait alors pris la décision de retirer de la compétition *Australia III* avec lequel il avait remporté le championnat du monde quelques mois plus tôt.

Mais malgré l'expérience d'un équipage comprenant six vainqueurs de la Coupe de l'America 1983 dont Colin Beashel promu du poste de régleur de grand voile à celui de barreur et skipper, *Australia IV* n'a toujours pas manifesté de supériorité par rapport aux *Kookaburra*.

Pour sa campagne, Kevin Parry avait fait appel il y a trois ans à Ian Murray, qui avait participé à la phase préliminaire de la dernière Coupe avec *Advance*, un douze mètres JI de Sydney.

Surenchère de milliardaire

Après son élimination, il avait même offert ses services à Alan Bond pour permettre à *Australia II* de faire des régates d'entraînement. Homme orchestre du défi des *Kookaburra* où il cumule les fonctions de directeur, co-architecte des bateaux, skipper et barreur, Ian Murray a choisi de faire un effort tout particulier pour développer l'informatique et l'électronique de bord.

Pour mettre au point ce programme, il a fait appel à deux étrangers. Chris Todter, un Américain, travaillait sur des systèmes de guidage de missiles à Southfield (Michigan). *« J'aimais la technologie mais pas la finalité de mon travail »* dit-il. Derek Clark, un ingénieur anglais en physique nucléaire, avait déjà collaboré avec le défi britannique *Victory'83*. Avec les fonds du défi, ils ont créé un *« centre des sciences et technologies marines »* à l'Institut de technologie d'Australie occidentale où ils bénéficient du concours de cinq élèves-ingénieurs *qui ont choisi* ces recherches pour leur thèse.

Au dire de John Bertrand, le skipper victorieux de la dernière Coupe de l'America, le système d'assistance à la navigation de *Kookaburra III* serait le plus élaboré de toute la flotte des challengers et défenseurs présents à Fremantle. Mais sûrement pas le meilleur marché.

Dans leur surenchère, Alan Bond et Kevin Parry ont très largement dépassé les budgets de milliardaires qu'ils s'étaient assignés. Le premier de 6 millions de dollars australiens et le second de 15 ou 16 millions de dollars.

C'est ce qui a incité Alan Bond à lancer vendredi 2 janvier une vigoureuse attaque contre... le Yacht Club Royal de Perth qu'il accuse de profiter de la Coupe de l'America pour se constituer un petit trésor. Il estime surtout que les droits de télé*vision* et de *marketing* — plus de 3 millions de dollars (13,5 millions de francs) — seraient plus utiles aux deux défis pour accentuer encore les essais de matériels et les recherches avant cette coupe qui s'annonce périlleuse contre le challenger américain ou néo-zélandais.

GÉRARD ALBOUY.

HANDBALL : équipe de France

Le DTN explose

« Si l'on ne me donne pas les moyens de préparer sérieusement l'équipe de France d'ici aux championnats du monde de 1989-1990 et à long terme les JO de 1992, je donnerai ma démission. » Directeur technique national depuis septembre 1985, Jean Férignac est furieux. Après le match calamiteux perdu par les handballeurs français devant un club hongrois au cours du tournoi de Mulhouse, ce week-end, il a rappelé que la Fédération française de handball avait proposé il y a un mois aux meilleurs clubs français de prendre les internationaux français en stage à temps complet pendant dix-huit mois, à l'exemple de ce qui a été fait pour les volleyeurs.

Devant le refus des présidents de club de céder leurs joueurs, le DTN a indiqué qu'il avait l'intention de repartir à la charge. *« Ce match contre le club hongrois a été très mauvais, et il révèle parfaitement le niveau du handball dans les clubs. »*

SKI ALPIN : la Coupe du monde

Prénom, Camilla

La Suède avait déjà Jonas Nilsson, champion du monde en titre de slalom. Elle a maintenant Camilla Nilsson, qui a offert la première victoire de son histoire au ski féminin suédois, dimanche 4 janvier, à Maribor (Yougoslavie). Il n'existe aucun lien de parenté entre les deux. Juste un dénominateur commun : le talent.

L'école suédoise de slalom avait fait merveille chez les messieurs dans la lignée du grand Ingemar Stenmark. Mais, face aux quatre-vingt-huit victoires de l'équipe masculine, ces demoiselles faisaient figure de parents pauvres. Camilla Nilsson, dix-neuf ans, originaire d'Ostersund, n'avait obtenu que quelques succès en Coupe d'Europe et des *places d'honneur en Coupe du monde*.

Cheveux courts, yeux clairs, bouille ronde et souriante, elle savait que son heure viendrait. Et elle est venue dimanche, à Maribor. La Suédoise réussissait le meilleur temps de la première manche, devant les Suissesses Vreni Schneider et Corinne Schmidhauser, puis remettait cela dans la seconde avec un sang-froid, un aplomb, une maîtrise de soi dont les deux championnes helvétiques ne la croyaient pas capable.

Les jumelles d'origine polonaise, Malgorzata et Dorata Tlalka-Mogore, respectivement huitième et neuvième ont envore été les seules Françaises à se bien comporter.

La déroute française fut encore plus nette à Laax (Suisse) dans la descente masculine. Jean-François Rey, se classait trente-troisième, à près de trois seconde, du vainqueur, le Suisse Franz Heinzer.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

Rallye Paris-Dakar
Troisième étape
spéciale Ouargla-El Goléa

AUTOS

1. Mehta-Doughty (Ken. Peugeot 205 T16), 1 h 3 mn 16 s de pénalité ; 2. Da Silva-Oligo (Mitsubishi Pajero), à 3 mn 16 s ; 3. Cowan-Syer (GB-Mitsubishi Pajero), à 5 mn 22 s.

Classement général. — 1. Mehta-Doughty (Ken. Peugeot 205 T16), 1 h 13 mn 51 s de pénalité ; 2. Da Silva-Oligo (Mitsubishi Pajero), à 3 mn 18 s ; 3. Cowan-Syer (GB, Mitsubishi Pajero), à 5 mn 16 s.

MOTOS

1. Andreas Balestrieri (It.-Honda), les 259 km en 2 h 27 mn 21 s ; 2. Picco (It.-Yamaha), à 2 mn 15 s ; 3. Bacou (Yamaha) et Mas (Esp.-Yamaha), à 3 mn 43 s.

Classement général. — 1. Balestrieri (It., Honda), en 2 h 39 mn 34 s ; 2. Picco (It., Yamaha), à 1 h 36 mn ; 3. Mas (Esp., Yamaha), à 2 mn 13 s.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(deuxième phase, septième tour aller)

Antibes b. *RCF Paris	109-108
*Villeurbanne b. Orthez	96- 95
Limoges b. *Tours	*99-89*
*Monaco b. Mulhouse	109- 96
Lorient b. *Challans	121- 96
*Saint-Etienne b. Vichy	90- 84

Classement. — 1. Limoges, 21 pts ; 2. Orthez, Monaco RCF Paris, 19 ; 5. Antibes, Villeurbanne, 15 ; 7. Lorient, 14 ; 8. Tours, 11 ; 9. Vichy, 10 ; 10. Mulhousse, Saint-Etienne, 9 ; 12. Challans, 7.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Français Volants b. Chamonix, 6-4 ; Gap b. Viry-Essonne, 9-5 ; Rouen et Grenoble, 5-5 ; Amiens b. Briançon, 9-3 ; Mont-Blanc b. Villars-de-Lans, 7-1.

Classement. — 1. Mont-Blanc, 45 pts ; 2. Français Volants, 30 ; 3. Gap, 28.

Jeu à XIII

CHAMPIONNAT DE FRANCE

*Carcassonne b. XIII Catalan	10- 7
*Le Pontet b. Toulouse	32-14
Lézignan b. *Roanne	12-10
*Saint-Estève b. Carpentras	38- 6
*Saint-Gaudens b. Albi	30-12
*Villeneuve b. Avignon	18-16

Classement. — 1. Saint-Estève, Villeneuve, 35 pts ; 3. Carcassonne, 34.

Le trois-quarts centre carcassonnais Jean-François Daré, trente-deux ans, blessé sur un plaquage régulier au cours de la rencontre Carcassonne-XIII Catalan, a dû être hospitalisé dans un coma profond.

Rugby

COUPE DES PROVINCES
(demi-finales)

A Agen : Auvergne-Ile-de-France-Limousin b. Côte Basque : *23-16*.

A Perpignan : Pyrénées b. Alpes-Drôme-Ardèche-Lyonnais : 18-15.

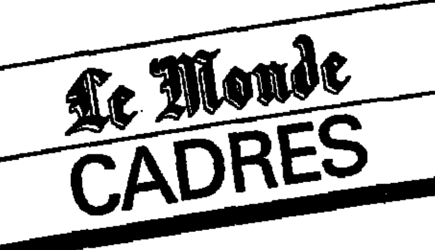
CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division

Match en retard.

Poule 2

*Agen b. Pau	*31-15*

[هكذا من الأصل]



HANDBALL

Le DTN ex...

SKI ALPIN la Coupe d...

Prénom, Cam...

LES RÉSULTAT...

Groupe industriel français de renommée internationale, nous cherchons pour notre siège social à Lyon,

un jeune chargé de missions à la direction des ressources humaines

Venez prendre en charge des études concrètes portant notamment sur l'amélioration de la communication interne et participer à la mise en route du plan d'informatisation du service du personnel de notre siège social. Vous contribuez également au bon travail de notre service.

De formation supérieure (I.E.P., E.S.C. + un 3ème cycle en marketing ou communication...), vous débutez votre carrière en mettant à notre service votre talent rédactionnel et votre rigueur dans le travail.

Notre consultante, Mme C. de LAPORTE, vous remercie de lui écrire (réf. 1220 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Bien que cette annonce n'engage que vous, elle risque fort d'en engager d'autres...

BSN GROUPE

BSN Groupe, 35 Mds de francs de CA, plus de 100 sociétés, 43 000 personnes dont 3000 cadres, une politique humaine et sociale dynamique qui s'inscrit dans notre projet d'entreprise.

Responsable de recrutement

Premier groupe alimentaire français BSN se bat au 1er rang pour développer ses parts de marché, accroître ses capacités financières, élargir ses compétences en mobilisant ses ressources humaines autour d'un projet commun.

Aujourd'hui plus que jamais le recrutement et la *gestion des cadres est une des clefs de notre* réussite.

Avec beaucoup de professionnalisme l'équipe intervient pour l'ensemble des sociétés du groupe pour rechercher à l'extérieur et sélectionner les meilleurs candidats mais également valoriser les potentiels internes du groupe.

En toute autonomie, vous analysez avec le service demandeur ses besoins, vous définissez les moyens de votre recherche et mettez tout en oeuvre jusqu'à la recommandation finale d'embauche.

Vous êtes bien sûr diplômé d'études supérieures et maîtrisez les techniques de recrutement, et vos 3 années d'expérience vous ont permis de travailler à l'étranger ou de recruter pour l'international (anglais courant et seconde langue souhaitée). Cette *mission est pour vous l'opportunité d'élargir* votre univers de compétences. Prêt à vous investir et à vous remettre en cause, vous intégrez une équipe animée par la passion de son métier et une perpétuelle envie de progresser. La richesse des contacts que vous développez dans cette mission vous ouvre de nombreuses portes pour construire votre carrière dans un groupe leader.

Engagez avec nous l'avenir de BSN !

BSN GROUPE

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 11 M, en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Avec la RECHERCHE, nous préparons notre AVENIR... et le VÔTRE

Pour vous y aider, nous consacrons de très importants moyens à la Recherche. C'est ce qui explique, entre autre, notre croissance et notre réussite. Un de nos centres d'intérêts actuels est la Synthèse de PEPTIDES. Notre Unité de Fabrication et nos Laboratoires seront opérationnels sous peu, les équipes se mettent en place et certains choix de matériels sont en attente de décisions, les vôtres.

Nous souhaitons confier notre Laboratoire de Synthèse et notre Laboratoire Analytique à DEUX CHIMISTES CONFIRMES.

Responsable laboratoire synthèse

Agé d'au moins 35 ans, vous avez déjà une expérience de la Synthèse organique dans le domaine des PEPTIDES. Vous souhaitez à présent donner une nouvelle dimension à votre carrière en créant votre propre équipe de *recherche.* *(Réf. O/LS/LM)*

Responsable laboratoire analytique contrôle

Vous souhaitez, après 5 à 10 ans d'expérience en Laboratoire, rejoindre une équipe qui vous attend pour la guider dans ses travaux sur les PEPTIDES. Au-delà de vos missions d'analyses de contrôle, c'est donc à vos qualités de *leader que nous faisons appel.* *(Réf. O/LA/LM)*

Nous vous offrons à l'un comme à l'autre l'opportunité de rejoindre un des plus grands Groupes industriels français qui vous donnera les moyens de développer votre goût de la Recherche et vos qualités d'animateur.

Didier LESUEUR et Christiane CHARBONNÉ, nos Conseils, attendent votre résumé de carrière, sous la référence choisie, et restent à votre entière disposition si vous souhaitez de plus amples informations au (1) 47.34.16.16.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

Organisme professionnel national - 3000 adhérents
Centre de Paris, recherche un :

Professionnel de la formation

- Expérience de l'entreprise.
- Pratique des filières Education Nationale.
- Connaissance ASFO/FAF.

Votre rôle dans notre équipe :

- Assurer l'information et le conseil des Chefs d'entreprises.
- Identifier et évaluer les besoins présents et futurs de la profession.
- Elaborer, définir et proposer les moyens à mettre en place dans le cadre d'une stratégie.
- Gérer les fonds collectés (taxe d'apprentissage et fonds défiscalisés).

Si vous avez plusieurs années d'expérience, une formation supérieure, des qualités relationnelles et de rigueur, merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite et prétentions à notre conseil INFRAPLAN, 83, Boulevard Raspail, 75006 Paris, sous la référence CFI/1 M.

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

Chefs de projet

Instrumentation/Mesures

La filiale française d'un groupe international, agissant dans un secteur où l'innovation technologique et la notion de fiabilité sont primordiales (instrumentation/mesures), recherche deux nouveaux Chefs de Projet pour son service de développement électronique.

La fonction au contenu technique évident (amélioration et recherche de nouveaux produits) est riche par sa diversité : en effet, elle suppose l'animation et le contrôle d'une équipe, mais aussi de nombreuses relations avec les clients, les fournisseurs, les achats, les méthodes, le labo, la fabrication... Enfin elle est *complète puisqu'elle engage des défis techniques, des budgets, des délais.*

Quant à vous, Ingénieur Electronicien, à vos connaissances en microprocesseurs (Nec, Motorola 6805...) ainsi qu'en électronique analogique, linéaire... vous ajoutez une expérience qui vous a permis d'approcher les problèmes d'industrialisation (machines, process, technologie...).

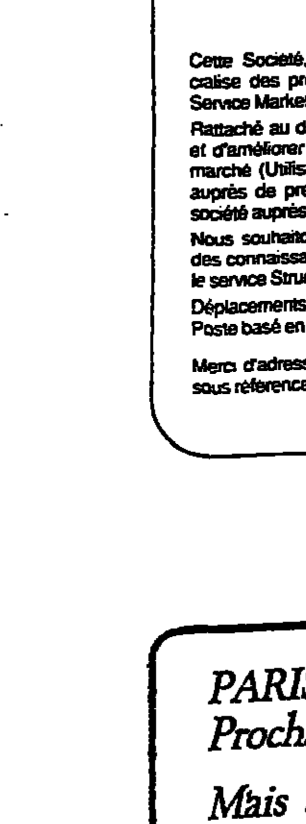
Le contexte international suppose une bonne connaissance de l'anglais.

Postes situés à Paris.

SEFOP, notre conseil, vous remercie de lui faire parvenir votre candidature sous référence CP 131 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC



Développer de nouveaux produits pour le béton armé

INGENIEUR T.P.

ATTIRE PAR LE MARKETING

Cette Société, filiale d'un grand groupe industriel français, fabrique et commercialise des produits destinés à l'armaturage du béton. Elle recherche, pour son Service Marketing-Recherche et Développement, un ingénieur béton armé.

Rattaché au directeur du service, il est chargé de développer de nouveaux produits et d'*améliorer les produits et procédés existants* en les adaptant aux besoins du marché (Utilisation d'un micro-ordinateur performant). Il doit en faire la promotion auprès de prescripteurs, maîtres d'oeuvres et utilisateurs. Il représente aussi la société auprès des organismes techniques et professionnels.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur T.P. de 27 ans minimum, ayant de solides connaissances en béton armé. Il a acquis une expérience d'environ 3 ans dans le service Structures ou Etudes de prix d'une grosse entreprise du Bâtiment.

Déplacements fréquents et de courte durée.
Poste basé en Région Est.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/2027 A à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Vous aspirez au métier de CONSULTANT en ORGANISATION-MANAGEMENT-DEVELOPPEMENT

...sans avoir pu encore véritablement l'exercer. Sensibilisé aux problèmes d'entreprise par une courte mais intense immersion dans la vie industrielle, vous vous sentez taillé - tête bien faite et contact aisé - pour assurer, avec l'appui de plus expérimentés, des missions d'études et de conseil en grandes entreprises. Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez enrichi votre formation de compléments sérieux, tels que comptabilité, informatique, bureautique.

Vous recherchez une équipe de haut niveau, où la qualité du travail est de rigueur, où la confiance réciproque va de soi et à laquelle vous pourrez vous intégrer durablement. Les missions que nous confions s'accompagnent d'une formation appropriée, et nous avons le souci de votre développement personnel et professionnel. Notre base est à Paris.

Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier, qui sera traité confidentiellement. (s/réf. 3998) à Axial, 27 rue Taitbout 75009 Paris.

Très attachée à sa politique de valorisation des Ressources Humaines, 3M France recherche pour son Siège Social à Cergy

Assistant au responsable des études et rémunérations

H/F

Au sein de la Division des Ressources Humaines, vous participerez, dans le cadre de l'extension de l'informatisation de ses activités, à l'étude et à la réalisation de nouveaux projets :

- Développement de nouvelles méthodes de gestion du personnel.
- Analyse des fonctions et de leurs activités.
- Eudes prévisionnelles de structures et des systèmes de rémunération.

Jeune diplômé de formation supérieure économique, sociale ou gestion (type Grande Ecole ou 3e Cycle), vous maîtrisez l'outil informatique (programmation sur micro et dialogues avec les systèmes centraux) et possédez un bon niveau d'anglais.

Votre sens pratique, votre esprit d'analyse et votre intérêt marqué pour les Etudes et les Hommes seront vos atouts pour réussir dans cette fonction et évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, avec prétentions, sous la référence 54/MG à Monique GENOT : 3M FRANCE, Bd de l'Oise, 95000 Cergy Cedex

3M

média-system

PARIS stop... LYON stop...
Prochainement NANTES stop...

Mais aujourd'hui c'est BARCELONE que nous inaugurons stop...

Accompagnons cette information de nos vœux de prospérité pour 1987 stop...



Jean-Claude Maurice S.A.
12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.
(1) 42.89.49.79



CONSULTANTS Externes ou Internes...
La synthèse PERSONNEL-ORGANISATION...

L'entrée en force des Techniques de COMMUNICATION, en fait la liaison Informatique-Télécoms, va profondément transformer, dans les années qui viennent, le « PANORAMA DE L'EMPLOI » de ce secteur professionnel, A DOMINANTE FINANCIERE. S'appuyer sur l'existant ne suffit plus ! Il faut CREER, INNOVER, INVENTER, CONSTRUIRE, pour que la technologie, produite par l'homme, ne rende pas les tâches nouvelles qu'elle engendre : incompréhensibles, inopérantes, et répulsives... pour le PLUS GRAND NOMBRE. VASTE CHANTIER... que le VÔTRE ! En qualité d'

Organisteur-conseil

vous serez, auprès du chef du Service du Personnel et des Affaires Sociales, détenteur d'une information très « amont », concernant l'évolution des activités décidée par le Management, et saurez, par votre potentiel général (cf Grandes Ecoles), votre créativité, et vos qualités d'entrepreneur, combiner les données de l'environnement et celles de votre milieu pour assurer une « traduction » intelligente et pragmatique des besoins apparents et sous-jacents.

Vous possédez un esprit de synthèse PEU COURANT, un réel talent de « metteur en onde ».

Bref, comme le diraient les sportifs : la GRANDE CLASSE ! Au plaisir de vous rencontrer.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/OR/LM.

MEDIA BA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
4 milliards F. + (45 % à l'Etranger)
30 usines dont 8 à l'Etranger

BÉNÉFICIAIRE ET EN EXPANSION SUR SES AXES STRATÉGIQUES
Produits industriels et Grand Public
RENFORCE SON ÉQUIPE DE D.R.S. en préparant son renouvellement partiel à intervenir dans les 2 à 6 ans à venir et RECRUTE pour son Siège à PARIS
rattaché directement au Directeur des R.S. du Groupe dans le cadre d'une petite équipe, un

RESPONSABLE
Relations sociales

IL AURA RAPIDEMENT SES DOMAINES PROPRES
● FONCTION PERSONNEL complète (terrain) pour certaines Usines ● COORDINATION en FRANCE ENTRE PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS PLUS IMPORTANTS et DANS LES ETS et FILIALES A L'ÉTRANGER ● La FORMATION au niveau du Groupe : aide et conseils aux Directeurs d'activités.

Poste voulu évolutif

Professionnel des Relations sociales

- MOINS DE QUARANTE ANS (nécessité de la pyramide des âges)
- FORMATION SUPÉRIEURE : Ecole de Gestion, d'Ingénieur ou Universitaire, préf. avec spécialisation Personnel
- ANGLAIS FLUIDE (indispensable) + si poss. Allemand
- EXPÉRIENCE (environ 10 ans) DE LA FONCTION PERSONNEL DANS L'INDUSTRIE (a été en Usine). Connaissances FORMATION et utilisation MICRO-INFORMATIQUE très appréciées

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8564



sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS. 75017 PARIS

Directeur général adjoint

Haut Languedoc

Le Président d'un groupe de PMI (120 MF. de C.A. en 86), spécialisé dans l'imprimerie, recherche son directeur général adjoint.

Il est chargé de diriger l'administration, les finances, la comptabilité, le juridique et la gestion du personnel de l'entreprise. Il est également responsable de l'animation et de la motivation des équipes et plus particulièrement de l'encadrement. Il est membre de droit du Conseil de Direction et, à ce titre, il participe aux principales décisions concernant la société en matière d'actions commerciales et de production. Il peut être amené à prendre en direct la direction commerciale d'une des sociétés du groupe. Ce poste est conçu dans le cadre d'un schéma précis de délégation et d'une complémentarité avec les responsabilités propres au Président.

Le candidat recherché a une expérience d'animation et de direction commerciale. Il a des compétences en gestion et en administration. Une expérience de direction analogue serait la plus appropriée pour ce poste. La rémunération sera déterminée en fonction de l'expérience et comportera ultérieurement un intéressement aux résultats. Le poste est basé dans une petite ville du Haut Languedoc.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite à André COFFIN, sous référence E026/M, SEMA-SELECTION, 5, rue Saint-Hermentaire 13008 MARSEILLE.

MEMBRE DE SYNTEC

SM SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Conseil aux entreprises

Un organisme de formation solidement implanté dans toute la France recherche son

DIRECTEUR DE RESEAU

Responsable de l'action des conseillers : prospection, diagnostic des besoins, proposition d'actions, financement...

C'est un véritable manager : il possède l'expérience de l'animation d'équipes de haut niveau ; il sait gérer, contrôler.

Il connaît les activités de formation.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 610 006 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

1987

BONNE ANNEE

PARAPHE

10, rue de Louvois
75002 PARIS
Tél : 42.96.92.03

GROUPE INTERNATIONAL
à dominante française (plus de 10 000 pers.) recherche le

DIRECTEUR GÉNÉRAL
filiale espagnole

Il aura à mener le développement de l'affaire (actuellement 200 personnes) sur le marché de la Grande Distribution Moderne autre que magasins suivant un taux de progression de C.A. de 50 à 60 %. A cet effet, le Groupe mettra à disposition du titulaire son capital de conseil et d'assistance sur les plans commercial et logistique. Dans le cadre d'une large délégation il assurera le professionnalisme et les performances de l'unité en animant et motivant les membres de son équipe.

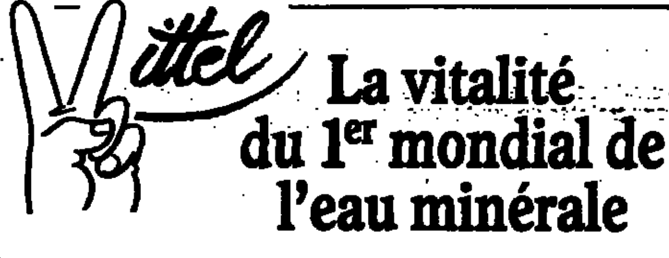
Le candidat âgé d'environ 35 ans disposera d'une solide expérience commerciale en VPC, il aura fait la preuve de ses qualités de meneur d'hommes, de gestionnaire et d'appartenance à un Groupe.

Le candidat sera bilingue Français/Espagnol ou Français/Anglais. Le lieu de résidence est BARCELONE. La rémunération sera motivante pour un candidat au tempérament de gagneur.

Faire offre de candidature (C.V. et rémunération) en précisant la réf. BL/343 au Cabinet GIRAUD-MOUCHOT CONSEIL 21 bis, rue de Paradis 75010 PARIS qui transmettra.

giraud mouchot conseil
Conseil en recrutement de personnel

Plan Chamas



La vitalité du 1er mondial de l'eau minérale

Dans le cadre du développement de nos installations, nous renforçons notre capacité de production et de distribution des énergies. Nous procédons simultanément à l'amélioration et à l'extension des Réseaux Fluides Divers et Produits. Nous souhaitons enrichir notre équipe en intégrant un jeune

INGENIEUR THERMICIEN

Vous souhaitez débuter votre carrière en tant que Chef de Projet. Nous vous accueillons directement aux côtés du Directeur de notre Bureau d'Etudes et vous confions la prise en charge, dans votre spécialité, de tous ces vastes projets. Par vos études de fond sur ces problèmes et par l'apport de vos connaissances spécifiques, vous participerez étroitement à la mise en place d'une technologie ainsi qu'à la constitution d'un savoir-faire, qui situent déjà notre Société à la pointe de la profession, notamment en ce qui concerne la GPAO, l'automatisation et l'informatisation du process.

Notre Groupe offre de larges possibilités d'évolution à un Ingénieur à fort potentiel.

Ce poste est, bien sûr, à pourvoir à Vittel. Nous prenons en charge votre déménagement si nécessaire.



Monsieur Koehrer vous recevra à Paris et vous donnera toutes informations. Adressez votre dossier de candidature au CPA, sous réf. 46 M 359, 3, rue de Liège 75009 PARIS.

ANNE PERRU CONSEIL

MEMBRE DE SYNTEC

Notre groupe de sociétés de services, leader dans son secteur (180 M.F. chiffre d'affaires, 350 personnes)

recherche son

DIRECTEUR FINANCIER

Agé de 35 ans environ, de formation supérieure, il animera une équipe de 10 personnes et assurera la responsabilité des relations financières avec les partenaires de l'entreprise.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous nº 8 247 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, Paris-7e.

MERCURI URVAL

(19 filiales Europe, Etats-Unis)

AUJOURD'HUI A LYON

Immeuble Le Primat,
194, rue Garibaldi, 69427 Lyon cedex 03,
Tél. : 78 60 74 70

Elisabeth FAURE, Gilles PEILLET, Philippe STEMMEL

Mercuri Urval

L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ENFANTS INADAPTÉS (UNAPEI)

recherche, pour son siège situé à Paris-18e,

L'ASSISTANT(E)
du responsable de la formation

Il(elle) contribuera à l'organisation administrative, au développement du service, à la conception des programmes et à la mise en place d'un réseau de formateurs.

Une bonne expérience dans le domaine de la formation est requise.

Le goût des contacts, du dynamisme et de solides connaissances en matière d'animation seront des atouts supplémentaires.

Envoyez c.v. + photo à UNAPEI, 15, rue Coysevox, 75018 PARIS, sous réf. PG 1.

CURRICULUM

Responsable de Projet

Nous vous proposons de développer en France un nouveau concept de Centres de Loisirs axé sur les hautes technologies : aéronautique et robotique.

Vous aurez pour mission de concevoir et d'élaborer l'ensemble du cahier des charges concernant ces centres.

Au plan technique, vous procéderez au choix des équipements, vous assurerez les négociations avec les fournisseurs, vous gérerez un budget important au plan pédagogique, vous coordonnerez et superviserez la définition des programmes de formation et d'entraînement.

Pour réussir, vous devrez être diplômé d'une grande école d'ingénieur (Centrale - Arts et Métiers - Supelec Sup. Aéro).

Vous avez une première expérience en tant que Chef de Projet ou de Produit dans le domaine de l'aéronautique ou robotique.

Vous avez une bonne maîtrise de l'anglais et vous désirez mettre en œuvre votre mentalité de créateur et de développeur.

Merci de nous envoyer votre dossier pour une première rencontre à Claude Jacquemain sous référence 510/M.



CURSUS CONSEIL

26, rue Croix des Petits Champs 75001 Paris.



Technologie de pointe

Chef de zone export HF

Prendre en charge et développer la commercialisation de composants électroniques sur les principaux marchés d'exportation :
- conduire les négociations avec les clients importants,
- intervenir en support des filiales commerciales et des réseaux de distribution,
- assurer le suivi et recueillir les informations indispensables pour une meilleure adaptation des options stratégiques de la société.

C'est la mission que vous propose cette société leader dans son domaine (3000 personnes, 1 milliard de F de CA dont 50 % à l'export), filiale d'un puissant groupe international.

Diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou technique, âgé de 28 ans minimum vous justifiez d'une expérience de la vente à l'export dans un domaine connexe.

Dynamique, autonome et disponible, vous souhaitez vous investir dans un challenge au sein d'un environnement évolutif et performant.

La pratique de l'anglais et de l'allemand est impérative.

Merci d'envoyer votre CV complet + lettre manuscrite, sous réf. M 522 A, à Monsieur Etienne Simonnet, OC Conseil, 34, Bd Haussmann, 75009 Paris, à qui nous avons confié cette mission.

OC conseil
Ressources humaines
PARIS LYON

Etre ou ne pas Etre ...
dans le Conseil ou dans l'Entreprise ?

c'est LA question que peut se poser sérieusement après 1 à 3 années d'expérience un jeune

CHEF de PROJETS ORGANISATION

diplômé (e) d'une Grande Ecole d'Ingénieurs et/ou de Gestion.

Nous sommes une très importante Société Industrielle : plus de 10000 personnes, 8 divisions, plus de 50 centres de profit ...

Notre Département Organisation intervient donc dans les domaines les plus variés pour analyser, écrire les règles de fonctionnement, rédiger les procédures, tout ceci en liaison étroite avec notre service informatique. Nos domaines privilégiés sont : production, recherche, commerce, gestion, logistique ...

Nous recherchons pour compléter notre équipe : un diplômé d'une très bonne Grande Ecole (Ingénieurs et/ou Gestion), ayant de 1 à 3 ans d'expérience d'organisation acquise dans une société de conseil ou un groupe industriel. Etre intervenu en production serait un plus mais n'est pas indispensable.

Merci d'adresser sous référence M/103/BC votre CV et votre rémunération actuelle à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

HARFRANCE ANNONCES

ingénieur grande école généraliste

Une Société d'**INGENIERIE** et **RECHERCHE - DEVELOPPEMENT** spécialisée dans l'industrie sucrière souhaite intégrer à son équipe un

INGENIEUR DE PROJETS

Issu d'une grande école - **ECP, MINES, ESE, A et M, ENSIA, INA (IAA exclusivement)** -, il a de préférence une première expérience en industrie (ou tout au moins des stages significatifs) - il possède une bonne maîtrise de l'anglais ; de bonnes connaissances en allemand *seront très appréciées.*

Il participera à des projets d'investissement et d'amélioration *des processus dans les domaines du* **GENIE CHIMIQUE,** *de* **l'ENERGETIQUE** et de **l'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE** et en suivra la réalisation.

Un développement de carrière vers des postes d'encadrement en production sera possible.

Les candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 2492-M, seront traitées en toute discrétion par



CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY



Définir et faire appliquer...
la règle du jeu...

Dans le cadre de la création d'un nouveau marché : celui des OPTIONS NEGOCIABLES, LA CHAMBRE SYNDICALE DES AGENTS DE CHANGE implante une S.A., filiale à 100 %, pour laquelle nous recherchons :

1 Contrôleur senior

qui, à la tête de six Contrôleurs, sera le garant de l'aspect réglementaire et contractuel du marché. Jeune ESC possédant une première expérience d'environ trois ans dans un groupe bancaire dans cette spécialité, nous vous proposons un élargissement de vos responsabilités dans un cadre que vous « façonnerez à votre image »..., après en avoir défini les contours... (Réf. V/CG/LM)

2 Contrôleurs

qui, sous la responsabilité du Contrôleur senior, effectueront des missions d'audit et d'assistance auprès des différentes CHARGES *D'AGENTS DE CHANGE pour que les « règles du jeu » soient comprises et appliquées.* (Réf. V/TR/LM)

Nous attendons des DUT, option Techniques de Commercialisation, ou Finances-Compta, si la personnalité est ouverte, directe, positive.
A bientôt !
René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre dossier sous la référence choisie.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Exploitant bancaire auprès des grandes entreprises

Paris. Une Banque parisienne en fort développement, **filiale d'un des premiers Groupes bancaires français,** recherche un(e) exploitant(e) "Grandes Entreprises". *Il aura en charge la responsabilité directe d'un portefeuille de grandes entreprises à gérer* et à développer avec une large autonomie.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, il bénéficie d'une expérience de 2 à 5 ans des relations bancaires avec les entreprises, qui lui a permis d'acquérir une bonne connaissance des techniques bancaires, et notamment des nouveaux *produits (opérations de marchés, produits financiers, etc.). Une première approche* bancaire des grandes entreprises serait un atout appréciable. Très à l'aise dans les relations commerciales, il a de réelles aptitudes à la négociation et le désir de progresser dans un environnement évolutif.

Merci d'adresser votre C.V., accompagné d'une lettre manuscrite et précisant vos prétentions, sous la référence G009/M à Danièle FOSSAT qui traitera votre dossier confidentiellement.

SM SEMA•SELECTION
Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse
16, rue Barbès 92126 MONTROUGE Cedex.

MEMBRE DE SYNTEC

MEDIATOR

Conseil en ressources humaines et réinsertion professionnelle, nous cherchons pour Paris (bientôt, pour Lyon, Lille et Strasbourg), un

CONSULTANT, H·F

L'OUT-PLACEMENT (ou réinsertion) s'affirme pour les Dirigeants d'entreprise et notamment les D.R.H., comme un outil de gestion et un moyen éprouvé permettant *d'aider leurs cadres contraints* à la mobilité.

Pour *exercer notre* métier, nous vous demandons : un sens scrupuleux du service à autrui, de la persévérance, du talent pour le conseil, le goût et la capacité de faire réussir les autres - sans compter le sens commercial voulu pour contribuer au développement de notre société. Nous vous souhaitons une culture managériale éprouvée par au moins 10 ans d'expérience en entreprise.

L'OUT-PLACEMENT de qualité devient le besoin des entreprises. Venez exercer ce beau métier *avec nous.*

Ecrivez-nous : MEDIATOR - Charles KABLE,
120, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris.

Concevez les camions bennes de l'an 2000.

Nous sommes le groupe SITA, leader européen de la collecte des déchets solides (10 000 personnes, CA 2 milliards de F). La maîtrise de notre croissance exceptionnelle nous impose une ambitieuse restructuration qui se traduira par *une augmentation de notre efficacité. Une de nos filiales (190 personnes, 120 M HT de CA), en cours de constitution* par le rapprochement de trois sociétés, fabrique l'ensemble du matériel nécessaire à notre type d'activité et le commercialise à l'extérieur du groupe, en France comme à l'étranger.

Pourquoi ne pas venir en diriger le Bureau d'Etudes ? Animant une petite équipe, votre travail sera passionnant. Rattaché au P.D.G., en étroite liaison avec la Fabrication, les Commerciaux France et Export ou les Bureaux d'Etudes Etrangers, vous étudierez les nouveaux besoins du marché, ferez évoluer les matériels actuels (bennes, conteneurs, appareils divers de voierie...) et concevrez les moyens de collecte de l'avenir. A terme, vous mettrez en place un système *DAO.CAO.*

Ce qui nous plaît chez vous : votre formation d'ingénieur et votre expérience de 5 ans minimum qui vous permettent *de mettre en avant de solides connaissances théoriques et pratiques en mécanique, électricité, électronique,* hydraulique et automatisme. Nous ne négligeons pas, bien sûr, votre très bonne maîtrise de l'anglais. Avant de venir régler votre planche à dessin, envoyer vite un CV et une lettre manuscrite aux consultants de Sirca, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous référence 622 751 M. Ils vous dévoileront les possibilités d'évolution au sein de notre groupe.



Membre de Syntec

SOURCES

centre inffo

RESPONSABLE DU SERVICE PROMOTION - DIFFUSION

- Gestion commerciale informatisée des produits et services (12.000 clients), suivi de la clientèle.
- Routages, mailings promotionnels.

Expérience d'encadrement exigée
Connaissances souhaitées en informatique de gestion

Candidature avec C.V. à adresser à :
Monsieur le Directeur du Centre INFFO
Tour Europe-Cedex 07
92080 PARIS-LA DÉFENSE

Ingénieur-Formation

SONY.

Hier, le transistor et le circuit intégré... Aujourd'hui, le microprocesseur, ses *interfaces et ses logiciels d'asservissement*... La technicité et la complexité sans cesse croissantes de l'audio-visuel demandent une formation et un recyclage *constants tant pour les techniciens que pour les vendeurs. Aussi, notre* **Service Après-Vente** leur propose-t-il des stages techniques. Nous souhaitons aujourd'hui étoffer notre équipe formation et recherchons *un ingénieur en électronique* pour prendre en charge ces cessions, cours théoriques et pratiques sur nos produits grand-public. Nous recherchons un homme, ou une femme, jeune, diplômé d'une Ecole d'électronique ou d'un troisième cycle universitaire, ayant une première expérience terrain, même courte, et possédant, bien sûr, de réelles qualités de pédagogue. Ce poste, basé à Paris, nécessite de nombreux déplacements sur toute la France auprès des stations techniques ou des revendeurs, ainsi qu'en Belgique pour des réunions européennes, ou même au Japon. L'anglais est indispensable.

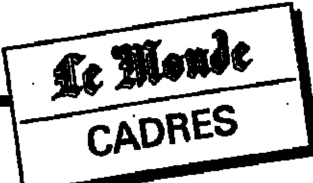
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous référence 666.86 M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES



Prévoir, pour mieux gérer...
notre « architecture de communication »...

Nous sommes l'un des premiers groupes industriels français. Nous développons puissamment nos systèmes informatiques et bureautiques, dans le cadre d'une architecture décentralisée, fédérée par un grand réseau. Dans cette optique, notre réseau s'étend et change de nature : au-delà du télétraitement, il devient une infrastructure générale de communication. C'est pourquoi nous attendons beaucoup de notre

Manager réseau S.N.A.

pour améliorer et sécuriser l'existant (2 gros centres IBM, 90 sites reliés, 2 000 terminaux) et préparer l'avenir (multiplication des connexions hétérogènes, bureautique, EDI, ...).

Un poste clé directement rattaché au Directeur de la Production, combinant la prospective, la technique et la direction opérationnelle d'une équipe, au service des utilisateurs.

Vous avez une expérience réussie dans la gestion d'un réseau et vous souhaitez, à présent, CHANGER d'ECHELLE et mettre en valeur vos qualités personnelles : ouverture d'esprit, capacité de dialogue avec des « clients », sens des réalisations concrètes et capacités d'animation d'une équipe technique. A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous référence V/MR/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA BA

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

ingénieurs informaticiens

GROUPE SYSECA

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 51 A à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

SYSECA (300 MF de CA, 900 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Avec 2 000 collaborateurs, une implantation en France et à l'étranger — groupe industriel français important — nous recherchons dans le cadre de notre expansion un :

Diplômé d'une Ecole de Gestion (ou équivalent) ou titulaire d'un DECS, à 35 ans environ, vous êtes avant tout un homme de chiffres et votre expérience recouvre tous les problèmes administratifs : paie-informatisée, gestion, législation sociale...

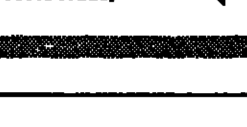
Vous mettrez à profit vos connaissances informatiques en participant à la mise en place d'un système de gestion prévisionnelle, outil qui vous permettra de renforcer et d'optimiser votre action, notamment dans les domaines techniques tels que les statistiques, les bilans sociaux...

Après une période d'intégration, outre vos qualités administratives et comptables, vous saurez mettre en valeur vos qualités d'homme de terrain et de communication afin de représenter notre groupe au cour de conférences et de vous déplacer ponctuellement dans nos différentes unités.

Votre rémunération immédiatement motivante, évoluera en rapport avec votre prise progressive de responsabilités.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo exigée et prét.), s/réf. 4497/LM, à





71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

EDITIONS TIME LIFE

Branche française de l'un des leaders de l'édition internationale,
nous recherchons à Paris un

Assistant Chef de Produit

Notre département VPC est en plein développement. Directement rattaché à son Directeur Marketing, vous participerez à l'élaboration et au suivi des budgets, des campagnes publicitaires; vous exploiterez nos fichiers et serez responsable des mailings; vous analyserez les résultats.

De formation commerciale supérieure et parlant anglais obligatoirement, vous avez une première expérience acquise de préférence dans le marketing direct, en tous cas dans la VPC.

Très motivé pour vous investir à fond dans un environnement européen et pour évoluer dans notre groupe,

nous vous remercions d'écrire sous réf. 601/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes 75017 PARIS.

CURRICULUM

AL conseil

jeune informaticien, devenez journaliste technique de ... 01 INFORMATIQUE

premier journal français dans son secteur professionnel et publication d'un groupe de presse dont le C.A. a dépassé 3 milliards de francs en 1986.

Avec notre conseiller technique, vous suivez l'actualité informatique tant en matière d'équipements que de logiciels et assistez à la plupart des grands salons français et étrangers. Vous rédigez les dossiers de synthèse répondant aux besoins d'information technique de nos lecteurs, en faisant appel aux professionnels de l'informatique avec lesquels vous êtes en contact permanent.

Vous êtes âgé(e) de 26 ans minimum, diplômé(e) de l'enseignement supérieur et vous avez travaillé, pendant au moins deux ans, dans un environnement de grands ordinateurs IBM. Vous connaissez l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/386.21 à notre conseil, Nicole DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS.

SERTI SELECTION

UNANIME

Cabinet
CONSULTANTS
recherche
INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES
2 à 3 ans d'expér. minimum
(Sens des contacts humains, rigueur, adaptation, autonomie)
ayant des connaissances en ORGANISATION, GESTION COMPTABILITÉ, INFORMATIQUE
pour missions de CONSEIL D'ENTREPRISE

Ecrire avec C.V. et photo à :
Guy SARFATI CONSEIL
42, bd de Sébastopol
75003 Paris.

Groupe Japonais Leader Mondial de l'Autoradio

Directeur d'Usine Adjoint

La filiale de ce Groupe a ouvert récemment son usine européenne (160 personnes aujourd'hui) à NANCY. En 2 ans, la Production a triplé et les perspectives de développement sont telles qu'elles appellent un renforcement de la Direction opérationnelle de l'Usine.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur d'Usine japonais, vous aurez à diriger, animer, gérer et contrôler une Production grande série d'autoradios et d'enceintes acoustiques de très haut de gamme, faisant appel à l'électronique de pointe. L'Usine est dotée de moyens de Production et d'outils très sophistiqués.

Vous êtes Ingénieur Electronicien diplômé d'une grande Ecole (A & M, ECP, Supelec, ENSEA...), vous avez 30/35 ans, et après une expérience Fabrication/G.P.A.O acquise dans une industrie similaire, vous souhaitez accéder à une fonction aussi opérationnelle mais plus large. Aptitude au management et indispensable maîtrise de l'anglais seront parmi les atouts de votre évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous référence M59312 à Nicole Le Breuilly, TEG

TEG
113, rue de l'Université
75007 PARIS



DESSEIN

Groupe Bancaire Alsace

recrute

- INGÉNIEUR RÉSEAU
- INGÉNIEUR SYSTÈME MVS

Les candidatures avec c.v. détaillé et prétentions sont à adresser sous nº 8 251 M LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

INSTITUT DE L'ENFANT

Société d'études spécialisée auprès des enfants et des adolescents, travaillant avec des fabricants, des distributeurs, des agences et des administrations

RECHERCHE

DIRECTEUR D'ÉTUDES QUANTITATIVES

ayant une solide expérience des différentes techniques d'enquêtes quantitatives, de leur analyse et du contact avec la clientèle.

I.E.D. 352, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

Crédit Agricole EVREUX

EVREUX - 50 000 habitants - dans L'EURE - 460 000 habitants
LE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'EURE recherche pour son Département DEVELOPPEMENT

RESPONSABLE MARKETING H/F

qui assurera deux fonctions principales :

1. Fonction ETUDES MARKETING
• Supervision des études de suivi du marché. • Réalisation des travaux annuels de préparation du plan Marketing et de fixation des objectifs. • Réalisation d'études ponctuelles. • Réalisation d'études de fond prévues au Plan Marketing.

2. Fonction ACTIONS MARKETING
• Lancement et suivi des actions marketing, en particulier marketing direct. • Assistance logistique de conseil aux Responsables de Segments.

Ce poste conviendrait à un candidat de Formation Supérieure (SUP de CO, Maîtrise Sciences Eco) ayant une expérience bancaire et/ou marketing direct de 2 ou 3 ans.
Rémunération à définir selon la formation et l'expérience.
Adresser candidature manuscrite avec CV, photo et prétentions à : M. le Chef de Département du Personnel - CRCAM de l'EURE - 5, rue de la Rochette - 27004 EVREUX Cedex.

UNE CARRIERE DANS LE BON SENS

DIRECTEUR GENERAL

Nous Un leader de la distribution, de la vente et du transport de denrées périssables, partenaire des GMS Région Parisienne.

Vous Un professionnel de haut niveau de la filière agro-alimentaire.

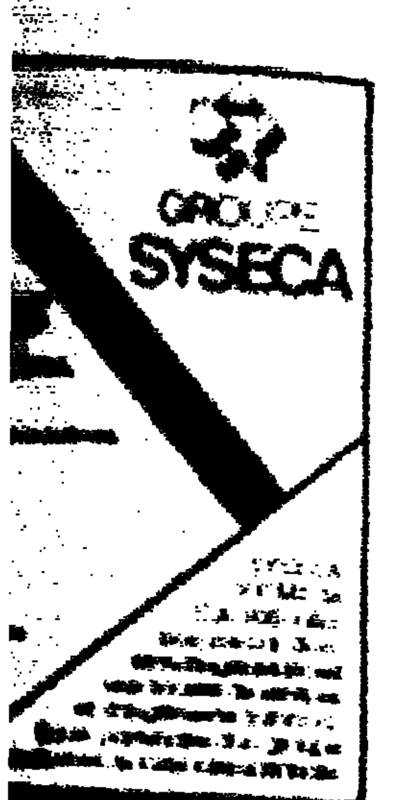
La preuve de vos qualités de négociateur et de meneur d'hommes est faite.
Votre capacité à la gestion est justifiée.
Les décideurs du commerce moderne vous connaissent.
L'organisation et un certain souci du détail seront une chance supplémentaire de réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 12161 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

هكذا من الأصل





FINAREF

Société financière du GROUPE REDOUTE, crée, au sein de son département Financier et Juridique, un poste de :

Juriste

- Garantir le respect des dispositions légales et réglementaires dans les activités des différents services dans les domaines tels que le crédit aux particuliers, la gestion de fichiers informatisés, le droit des affaires...
- Assurer la défense des intérêts de la société dans les relations contractuelles.
- Apporter un ensemble de prestations d'études et de conseil juridique auprès des départements (contentieux, contrats, documents commerciaux...).
- Contribuer à la représentation de la société auprès des organisations professionnelles.

Telles sont les finalités principales de ce poste qui sera confié à un jeune professionnel *diplômé d'une maîtrise de droit privé* au minimum (option Droit des Affaires) avec une expérience d'environ 3 ans au sein d'un cabinet spécialisé ou d'une entreprise.
Cette fonction à développer au sein d'un établissement financier à la pointe dans son domaine d'activités lui permettra d'exercer ses talents avec autonomie dans un contexte relationnel de qualité.
Ce poste est situé dans la Métropole Nord.
Merci d'adresser un dossier complet (C.V. + photo + prétentions) sous réf. 3355/LM à Hervé ADAMSKI qui nous conseille dans cette recherche et qui réservera le meilleur accueil à votre candidature.

HAY NORD

HAY Managers 50, bd Gal-de-Gaulle 59100 ROUBAIX



Jeunes DUT !.. des responsabilités immédiates...

LA CHAMBRE SYNDICALE DES AGENTS DE CHANGE ne se contente pas de gérer les marchés existants... elle en crée de nouveaux ! Après le lancement du MATIF, voici venu le temps des OPTIONS NEGOCIABLES !
Venez mettre votre enthousiasme et votre potentiel au service de la CONSTRUCTION de cette nouvelle filiale. AU CŒUR DE L'ECONOMIE, vous participerez à l'installation et au développement d'un nouveau marché financier. De nombreux postes sont à pourvoir, pour lesquels nous vous donnerons toutes précisions. Sachez seulement que vous bénéficierez de formations spécifiques pour que votre adaptation soit réussie. Nous attendons :

3 Chefs de groupe

qui assureront la COTATION, c'est-à-dire l'ajustement de l'offre et de la demande. Un profil plutôt commercial, donc où les qualités de sang-froid, de rapidité et d'efficacité sont primordiales. (Réf. V/GR/LM)

1 Contrôleur du marché

qui sera l'« arbitre » de celui-ci et permettra que la cotation s'effectue dans de bonnes conditions. Il faut posséder, en quelque sorte, l'« œil du maître ». (Réf. V/CM/LM)

2 Contrôleurs de compensation

qui auront un rôle plus « administratif » puisqu'ils contrôleront les positions des différents intervenants. (Réf. V/PE/LM)

Pour les postes de Chefs de groupe et celui de Contrôleur du marché, nous souhaiterions que vous ayez une première expérience professionnelle, à caractère commercial à dominante financière, si possible, et une formation « Techniques de Commercialisation ». Pour les Contrôleurs de compensation, une orientation finance-compta serait appréciée. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre dossier sous la réf. choisie (qui pourra être reprécisée après entretien).

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

Diriger la création, pourquoi pas vous ?

Nous avons une marque prestigieuse et nous sommes l'un des leaders du sportswear (chiffre d'affaires 1 milliard de francs). Pour franchir une nouvelle étape, nous devons continuer à créer des modèles qui séduisent notre clientèle et affirmer notre style sur le plan international.
C'est la fonction du Directeur des Collections que nous recherchons. Rattaché à la Direction Générale, il anime toutes nos équipes de création et les stylistes extérieurs. Il est en relations constantes avec le marketing et la production. Personnalité ouverte aux tendances de la mode et *des marchés, sensible au produit, il guide la création.* Pour nous, cet homme rare peut être jeune ou moins jeune. Il est créateur et gestionnaire, styliste peut-être, ou professionnel du marketing ou des achats soit dans le textile soit dans d'autres produits, de marque ou de luxe. Et pourquoi pas décorateur, architecte...
Si vous vous sentez le talent nécessaire, l'énergie, le goût de créer et d'animer, écrivez aux Consultants de Sirca, 64 rue la Boétie - 75008 Paris sous référence J 638 332 M


Sirca

Membre de Syntec

SOURCES

Développement électronique Ingénieurs projet

La filiale française d'un groupe international, agissant dans un secteur où l'innovation technologique et la notion de fiabilité sont primordiales (instrumentation/mesures), recherche deux Ingénieurs Projet pour son service de développement électronique.
Ils participent à l'amélioration de produits existants ou/et à la conception de nouveaux produits (développement de logiciels sur microprocesseurs). Ils sont ponctuellement en relation avec leurs partenaires naturels : clients, fournisseurs, bureau d'études... Les moyens leur sont donnés pour exprimer toute leur mesure et leur créativité.
Ces postes peuvent intéresser de jeunes Ingénieurs Electroniciens bénéficiant d'une première expérience et connaissant les logiciels microprocesseurs, les circuits spécifiques linéaires.
Lieu de travail : Paris.
SEFOP, notre conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier sous référence DE 132 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

Cette société de prestation de services emploie 250 personnes et exerce une activité connexe au secteur de la santé. Elle se trouve par exemple à l'origine du lancement national prochain d'un service d'avant-garde utilisant la télématique et les nouvelles technologies. Cette structure traite des flux importants nécessitant une organisation logistique et informatique très performante. Son siège est à Arras dans le Pas-de-Calais. La volonté d'optimiser l'efficacité de ses services et de développer son encadrement l'amène à rechercher plusieurs collaborateurs :

Responsable informatique

Rattaché à la direction générale, il aura pour mission d'organiser et d'animer l'activité du service informatique composé de 6 personnes. Responsable de la réalisation du plan informatique et des moyens mis en œuvre, il évoluera dans un environnement Bull : Mini 6 (un des plus importants sur le plan national), DPS 6 qui pourra lui être connecté, base de données de type TPS 6. Son équipe aura également un rôle d'assistance *fonctionnelle et développera des applications pour les utilisateurs des différentes unités.* Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (MIAGE ou équivalent) justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans comme chef de projet en société de services ou en entreprise. Réf. A/4843M.

Responsable finances/logistique

Il sera chargé de la gestion économique, financière et logistique de la société. Rattaché à la direction générale, il animera une équipe de 12 personnes exerçant les activités suivantes : comptabilité, trésorerie, paye, inspection et contentieux d'une part, assistance logistique (patrimoine et matériel) d'autre part. Le responsable s'impliquera personnellement dans le domaine des placements financiers. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (école de commerce, DECS, ou équivalent) possédant une solide expérience de gestionnaire et d'organisateur. Réf. A/4844M.

Jeune gestionnaire

Au sein de la division opérationnelle d'exploitation, il aura une fonction polyvalente de contrôle et d'assistance auprès des différentes unités du réseau. Dans le but d'optimiser leur organisation, il entreprendra un travail d'analyse financière et logistique (politiques de prix, budgets, suivi d'applications informatiques...). Ce poste qui offre une réelle autonomie s'adresse à un candidat âgé d'au moins 25 ans, de formation supérieure (EDHEC, ESC, MTS...) et possédant une première expérience, même courte, l'ayant familiarisé de façon opérationnelle à la gestion et à l'informatique. Réf. A/4845M.

Pour ces différents postes, la rémunération sera fixée en fonction des compétences. Si l'une de ces fonctions vous intéresse, écrivez à JB DE GANDT en précisant la référence du poste choisi. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Juriste contentieux d'entreprises

Diplômé (e) d'une Grande Ecole ou d'Université dans le domaine juridique, il ou elle justifie d'au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans la gestion de dossiers de pré-contentieux et contentieux d'entreprise. Ses compétences en législation de la faillite (réalisation de gages, nantissements de matériels, négociations avec les administrateurs judiciaires, les mandataires liquidateurs, les notaires, etc...) le ou la rendront immédiatement opérationnel (le) au sein du service juridique d'un important établissement spécialisé dans le financement des investissements industriels. Poste très autonome, basé aux Champs Elysées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 5095 à DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN

DIRECTEUR (TRICE) D'OFFICE DE TOURISME

(structure intercommunale)

MISSIONS :
information, animation, développement de produits touristiques et de la politique de congrès, promotion, direction du personnel

Qualification et rémunération définies par la grille de la Fédération Nationale

Adresser les candidatures à Monsieur le président de l'office de Tourisme Place Jules-Ferry 56100 LORIENT pour le 13 janvier 1987, au plus tard.

SEVME INFORMATIQUE

Tél. (16) 42-82-90-05

cherche urgent

TECHNICO-COMMERCIAL

Connaissances en télétransmissions (Telecom + informatique) Expérience requise.

VARAY LABORIX

MATÉRIEL DE RADIOLOGIE

RECHERCHE

JEUNES REPRÉSENTANTS

dynamiques pour tous secteurs Téléphone : 46-80-81-93.

Pierre Ch. Lichau

et ses collaborateurs vous présentent leurs meilleurs vœux pour l'année nouvelle.



Pierre Lichau S.A.
au capital de 4.106.200 F
10, rue de Louvois
75002 PARIS
Tél. : (1) 42.60.33.44
Télex : 215 058 F

amp

présente à sa fidèle clientèle ses meilleurs vœux

BONNE ANNEE 1987

40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS
48.28.40.40



Le Monde CADRES

Export technique

Nous sommes un groupe français renommé dans le domaine des machines automatiques de conditionnement.
Nos atouts : un savoir faire très spécifique, une grande capacité d'innovation technique et un puissant dynamisme commercial, en particulier à l'export.
Nous recherchons un

RESPONSABLE EXPORT

pour lui confier le développement et le suivi de notre clientèle **"Groupes Internationaux"**.
Compte tenu de notre notoriété, sa mission comporte une grande part de relations publiques.
Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, il est fortement motivé pour une vente très technique à l'échelon international.
Il a su démontrer lors d'une première expérience réussie, sa capacité à négocier des contrats importants à haut niveau. L'anglais courant est indispensable et la pratique d'une deuxième langue souhaitable. Poste basé à 150 km à l'ouest de Paris.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 612 050 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Important Groupe Industriel et Commercial

recherche

pour assurer le contrôle de gestion de certaines de ses filiales

• 1 CONTROLEUR DE GESTION ADJOINT (H.-F.)

pour un poste basé au siège social, en banlieue nord de Paris.

Le candidat retenu sera au minimum titulaire du BTS de comptabilité (DECS souhaité) et aura une expérience de la fonction de deux à cinq ans avec une bonne connaissance de la consolidation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 8.250 M
LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Développer des produits RPA et Résidences Services...

DIRECTEUR DE PROGRAMMES

H/F
PARIS

Filiale du Groupe BOUYGUES, nous appartenons à la Division BOUYGUES IMMOBILIER, premier promoteur national.
Aujourd'hui, nous lançons notre activité de RPA et différents produits de Résidence Services, pour lesquels un financement spécifique a été mis en place.
Le responsable que nous recherchons prendra en charge l'ensemble du développement de ces produits : recherche des emplacements, montage des opérations en étroite coordination avec notre Direction Générale et nos Directeurs Régionaux.
Vous possédez une bonne connaissance du marché parisien au niveau foncier ainsi qu'une expérience significative dans ce type de montage.
Nous vous offrons de valoriser votre professionalisme dans une filiale en plein essor du premier Groupe mondial de BTP.
Philippe THELLIEZ vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération actuelle) à BATIR - 42, rue de Bellevue - 91200 BOULOGNE BILLANCOURT.



UN CONSTRUCTEUR SOLIDE

---

ingénieur débutant

HF

Recherché par Institution financière française en rapide expansion, située à Paris, ayant des Bureaux dans plusieurs grandes villes en France et aux Etats-Unis.

Dans un premier temps, il (elle) apprendra notre métier en faisant la programmation sur IBM 43XX. Formation assurée par nos soins. Ensuite il (elle) aura la possibilité de continuer à suivre la filière informatique ou de s'orienter vers une carrière de marketing, commerciale, administrative ou de gestionnaire de portefeuille.

Anglais indispensable.

Merci d'envoyer votre C.V., sous référence 5266-M à Mamrégies, qui transmettra

Mamrégies

3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

Fromageries BEL

IMPLANTEES dans 95 pays, chiffre d'affaires en 85 de 4,7 milliards de francs en forte expansion, et leader sur ses segments de marché recrutent pour leur Division BEL FRANCE.

Chef du service études

Sous l'autorité du responsable du Département Marketing vous serez chargé(e) en collaboration avec les chefs de produits de la mise au point et du suivi des études qualitatives et *quantitatives, des panels, de la mise* en place et du suivi d'outils informatiques de traitement des données Marketing. Vous serez également en relation avec les autres divisions du Groupe. Vous possédez une expérience en société d'études ou au sein du service études d'un annonceur.

Envoyer CV, photo et prét. à Fromageries BEL, Service du Personnel, 4, rue d'Anjou, 75008 Paris.

la vache qui rit · kiri · Babybel · Apéricube · Bonbel · Sylphide · LE MARBRAY · Toastinette · bel

CONTESSE

INGENIEUR COMMERCIAL
INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL CAO - DAO

ECONOCOM XAO CAD - CAM recrute d'excellents commerciaux pour son agence de TOULOUSE.
Vous intervenez auprès des PME - PMI et grandes entreprises.
Ingénieur technico-commercial, vous êtes un technicien de haut niveau dans ces domaines.
Vous participez à l'action commerciale, véritable partenaire de l'ingénieur commercial, vous êtes l'interlocuteur privilégié des utilisateurs.
Ensemble, vous apportez les solutions techniques et financières les mieux adaptées aux différents besoins de vos clients.

Ecrire à ECONOCOM XAO CAD-CAM
14, rue Pergolèse 75116 PARIS.
Joindre CV + photo.

ECONOCOM
XAO CAD-CAM

Jonction

---

septodont

Laboratoires pharmaceutiques recherche

UN PHARMACIEN DIRECTEUR DE PRODUCTION

pour son département produisant des produits spécialisés en petite série.

Directement rattaché au Directeur d'Usine, il supervisera une équipe de 40 personnes.

Il sera chargé de l'établissement et de la réalisation des programmes de production ainsi que de l'organisation des ateliers.

Ce poste nécessite une bonne expérience de la production alliée au sens du travail en équipe.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, Laboratoires SEPTODONT
Direction Administrative - 58, rue du Pont de Créteil - 94107 St MAUR CEDEX.

L'Assemblée Nationale

recrute par Concours

1 SECRÉTAIRE DES DÉBATS

Chargé de l'analyse des débats parlementaires.

- Emploi de haut niveau ;
- Rémunération en conséquence ;
- Licence ou diplôme équivalent exigé.

Réunion d'information :
Samedi 17 janvier 1987 – 11 heures
101, rue de l'Université, 75007 Paris.

Clôture des inscriptions :
Vendredi 6 février 1987

Séances de préparation facultatives :
Samedis 24 et 31 janvier 1987 à 9 h 30.
101, rue de l'Université, 75007 Paris.

Pour tous renseignements, s'adresser au Service du personnel de l'Assemblée Nationale, 233, bd St-Germain, 75007 Paris. Tél. : 42-97-87-05/87-07.

UN CHALLENGE PASSIONNANT...

Important Groupe de négoce international recherche

JEUNE DIRECTEUR

pour une nouvelle société aux U.S.A. (Miami-Floride)

Il en assurera le démarrage et, ensuite, en poursuivra le développement en pouvant avoir une forte implication personnelle dans l'affaire.

Il bénéficiera d'une très large autonomie lui permettant de mettre en valeur son dynamisme, son esprit d'entreprise, son potentiel créatif.

De formation supérieure (Ecole de Commerce complétée si possible d'un M.B.A.), il aura une première expérience significative d'un poste opérationnel en *Import/Export aux U.S.A.* où il aura déjà séjourné.

32 ans environ. Anglais exigé. Espagnol souhaité.

Adresser CV détaillé s/réf.672/01M
à FRANCE CADRES
22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS.

FRANCE CADRES

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

CONTROLEUR DE GESTION

Pour développer importante agence de communication

Vous avez environ 30 ans, deux à trois ans d'expérience et une solide formation comptable, le dynamisme et le caractère pour vous associer à une équipe de managers désireux d'investir dans des PME de communication, la rigueur du gestionnaire et l'esprit d'entreprise.

Diplôme Ecole commerciale et anglais souhaités.
Disponibilité rapide.

Envoyez-nous votre c.v., vos prétentions et une description de vos ambitions.

RHC

2, rue du Parc, 92300 Levallois.



&
l'Ecole Française du Télex
vous présentent leurs meilleurs vœux

45, rue de Richelieu 75001 Paris
Tél. : (1) 42.60.33.44 + - Télex : 210 311 F

Nous sommes une société française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables après stage d'atteindre après un an *10 000 à 15 000 F mensuels.*

Nous leur offrons :

- Une formation complète.
- Une activité prenante.
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrire avec c.v. et photo à n° 5 696, Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris.
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :
- SOIT de bonnes études ;
- SOIT la preuve de leur personnalité.

CLASSES PRÉPARATOIRES
1/2 HEURE PARIS recherche

PROFESSEURS MATHÉMATIQUES PHYS.- MÉCA FRANÇAIS/PHILO.

TÉL. MATIN POUR R.-VOUS.
M. HÉRAULT : 64-09-27-89.

Association gestionnaire de foyer d'hébergement pour travailleurs immigrés, recherche pour ses foyers

3 CHEFS DE CENTRE ADJOINTS
5 CHEFS DE CENTRE

ayant le sens du contact.
Gestion informatisée.

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable.

Env. c.v. dét., lettre manuscrite et photo ainsi que prétentions à ADEF, 16, rue du Plâtre, 75004 Paris.

Cabinet expertise comptable en forte croissance, 17e recherche

1) AUDITEUR

environ 3 ans d'expérience en cabinet international pour missions d'audit en France et à l'étranger
Larges possibilités d'évolution de carrière

2) COLLABORATEUR N 4

Adresser C.V. manuscrit photo et prétentions à J.R. 122, bd Malesherbes 75017 Paris.

INFORMATIS

TECHNIQUES DE POINTE
PROJETS TRÈS VALORISANTS

INGÉNIEURS BULL

SYSTÈMES BULL
DPS 6 - DPS 7 - DPS 8
Importants projets de développement et de qualification

CHEFS DE PROJET

BULL DPS 7 - DSA

Ayant de la « bouteille ». Capables d'intuitions et d'imagination aboutissant à des solutions fiables. Pour encadrer une équipe d'ingénieurs.

INGÉNIEURS SYSTÈME

Pour développement de
MONITEURS TEMPS RÉEL
Expérience UNIX-C-68000

INGÉNIEURS RÉSEAUX

TRANSPAC-X25-DSA-SNA
PROJETS TÉLÉMATIQUES

INGÉNIEURS PROCESS

Projets de simulations MILITAIRES
SEL 32, CONCEPT (GOULD)

CHEF DE SERVICE

Ingénieur Grandes Ecoles
Pour Direction d'équipes Projets de réseaux, de Systèmes Moniteur et de qualifications
Salaire 350.000 F/an
26, rue Daubenton, 5e
Téléphone : 43-37-99-22.

Société de conseil d'entreprise et de formation permanente recherche en statut salarié à temps complet ou en statut libéral à temps partiel important 2 EXPERTS de très haut niveau.

POSTE A :

FORMATION AUX RELATIONS HUMAINES

POSTE B :

FORMATION EN CONSEIL EN GESTION DE PERSONNEL

Diplômes universitaires en sciences humaines absolument requis et expérience 3 ans minimum.
Envoyez c.v., photo et prétentions sous référence 11 746 à PIERRE LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, Paris-2e, qui tr.

BANLIEUE SUD

INGÉNIEURS

- Aérodynamique
- Turbo *machine*
- Combustion thermique
- Mécanique pour étude ou analyse d'essais avec calcul sur programmes informatiques.

Formation école d'ingénieurs.
Expérience souhaitée : 1 à 2 ans.
Se présenter Qualitra
94, rue Saint-Lazare, Paris-8e
escalier D. rez-de-chaussée.
Tél. : 42-85-39-74.

---

secrétaires

Cabinet expertise comptable en forte croissance, 17e rech.

SECRÉTAIRE CONFIRMÉE

TRAITEMENT DE TEXTES
Adresser C.V. manuscrit photo et prétentions à J.R. 122, bd Malesherbes 75017 PARIS.

VILLE DE VALENCE (Drôme)

RECRUTE DIRECTEUR DE LA POLICE MUNICIPALE

PAR VOIE DE DÉTACHEMENT OU RECRUTEMENT DIRECT

MISSIONS

- ENCADREMENT *DU* PERSONNEL ET COORDINATION DES MISSIONS.

CONTROLE DE L'ACTIVITÉ DES AGENTS.

- FORMATION ÉLÉMENTAIRE DES AGENTS.
- ANIMATION ET COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CONSEIL COMMUNAL DE PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE.

CE POSTE S'ADRESSE A UN PROFESSIONNEL :
- OFFICIER DE GENDARMERIE.
- OFFICIER DE PAIX.

DÉSIREUX DE POURSUIVRE SA CARRIÈRE AU SEIN D'UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

ADRESSER CANDIDATURE AVEC C.V. + PHOTO A LA DIRECTION DU PERSONNEL - MAIRIE 26021 VALENCE AVANT LE 14 JANVIER 1987.

La Confédération Générale des SCOP crée le poste de

RESPONSABLE INFORMATIQUE

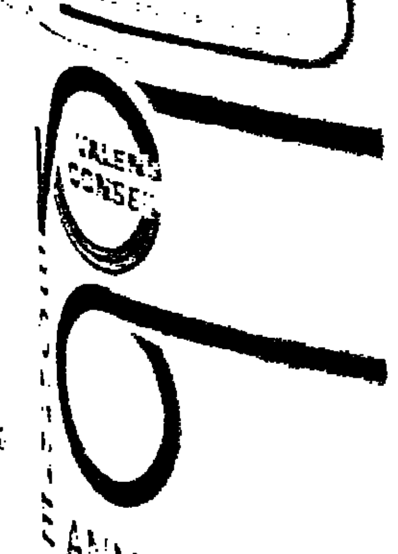
La mission :
coordonner l'exploitation (un IBM 36 au siège et des PC décentralisés), faire évoluer la configuration du système, gérer et développer les "produits", au service des adhérents : 1500 PMI regroupées en Unions Régionales.

Le poste :
fonctionnel, rattaché au Directeur de la Politique industrielle.

Le candidat :
école supérieure de commerce ou de *gestion* avec spécialisation informatique, 2 ans d'expérience de préférence en SSII.

Ecrire à Brigitte PRISSARD sous réf. 788 M

plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.





Responsable administratif et financier

Pays de Loire - Côte-Atlantique

Filiale (230 personnes) d'un grand groupe Français, nous fabriquons des biens d'équipements en grande série.

Rattaché au Directeur de l'établissement, vous prendrez en charge la mise en place de la politique sociale dans le cadre d'une gestion performante du service du personnel (recrutements, paies, formation, etc.). Vous serez également responsable de la comptabilité et du contrôle gestion.

30 ans environ, de formation ESC, Sciences Po, etc. (option gestion, comptabilité), vous justifiez d'une expérience réussie, en milieu industriel, de contrôleur de gestion ou d'un poste à responsabilités au sein d'une direction du personnel.

Associées à une bonne connaissance de l'Anglais, une aisance relationnelle et une forte motivation seront des atouts déterminants pour ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions), sous référence 1236/LM, à notre Conseil, Jacques BEGUIN - CAPFOR - 9, rue Célestin-Port - 49100 ANGERS.

CAPFOR

MEDIA PA

Contrôleur de gestion.



HELLA S.A. - Le Blanc-Mesnil - Filiale d'un groupe allemand, nous commercialisons en France des équipements automobiles haut de gamme; notre effectif est de 60 personnes et nous réalisons un chiffre d'affaires d'environ 100 millions de francs. Afin de mieux organiser le développement de notre société, nous recherchons un contrôleur de gestion. Rattaché au directeur général, il animera une équipe composée d'un chef comptable et de 7 personnes. Supervisant la comptabilité, l'informatique et l'administration, il aura comme responsabilité principale le contrôle de gestion avec, en particulier, le reporting (mensuel), les plans de financement et de trésorerie, la mise en place d'une gestion prévisionnelle performante, la définition des procédures et des systèmes d'information internes,... Ce poste s'adresse à un cadre de fort potentiel, capable d'évoluer à terme vers des fonctions de direction. Agé d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de Co ou maîtrise de gestion, complété par un DECS complet) il parle anglais et présente une expérience significative en comptabilité et gestion, si possible en PME/PMI. La rémunération de départ sera fonction des compétences offertes. Ecrire en indiquant vos prétentions à G. MASSON en précisant la référence S/8143M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable service titres

Banque - 200/250.000 F

La filiale française d'un important groupe bancaire international recherche son responsable du service titres. Rattaché au directeur administratif de la banque et assisté d'une équipe d'une dizaine de personnes, il assurera le traitement administratif des transactions réalisées sur les bourses françaises et étrangères. Il aura la responsabilité des différents aspects de la fonction (caisse titres, coupons...) ainsi que les relations avec le service bourse de la banque, les charges d'agents de change, l'administration... Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre justifiant d'une expérience confirmée de l'activité titres (bourses françaises et étrangères), acquise au sein d'une banque ou d'une charge d'agents de change. Ce poste est basé à Paris. La rémunération de l'ordre de 200/250.000 francs sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9217M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

DES QUALITES DE CONSEIL ET DE GESTIONNAIRE, UN PUNCH DE DIRECTEUR ....

LILLE - BORDEAUX NANCY - NANTES

CCMC poursuit sa diversification en créant 4 nouveaux CCIG, Sociétés de Conseil en Informatique de Gestion (mini et micro), en association avec les experts-comptables.

Nous vous proposons de **PRENDRE LA DIRECTION** d'une de ces filiales, basées à **BORDEAUX, LILLE, NANCY et NANTES.**

Votre fonction se situe à 2 niveaux :
- **Homme de Conseil,** vous délivrez des missions d'étude et de mise en place de systèmes informatisés de gestion auprès des PME-PMI.
- **Homme de Gestion,** vous êtes responsable du développement et des résultats du CCIG dans le cadre de la politique fixée.

De formation supérieure en Gestion et/ou Informatique, vous possédez une bonne expérience de conseil en informatique de gestion et un excellent niveau en micro.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous réf.LM, **en précisant la ville choisie,** à Marc DUPRE - PROFIL Consultants - 132, cours Charlemagne - 69002 LYON.

PROFIL Consultants
Groupe archipel

HAVAS CONTACT

MERCK Laboratoires MERCK CLEVENOT

Filiale (500 p. - C.A. prévisionnel 87 : 600 MF) d'un groupe international; nous connaissons en France un bon développement de nos activités (chimie, pharmacie). Nous cherchons pour notre siège social à Nogent sur Marne,

le chef de notre département contrôle de gestion

Votre mission : faire vivre l'outil budgétaire en conseillant nos responsables dans le suivi de leurs objectifs économiques, proposer des mesures correctives, développer notre système d'informations, participer à l'établissement du plan à deux ans, réaliser des études économiques sur des projets d'investissement ; de façon plus large, accompagner notre croissance en faisant du contrôle de gestion un outil d'aide à la décision.

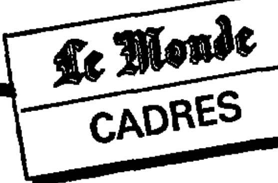
A 32 ans minimum, de formation supérieure + DECS, vous avez, après quelques années d'audit, exercé une responsabilité similaire dans l'industrie ; vous connaissez l'anglais et(ou) l'allemand (réf. 4910 LM).

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC



P.M.I. (600 personnes), **filiale d'un important groupe américain,** recherche pour son unité de production en moyennes et grandes séries, **REGION COMPIEGNE,**

CHEF DE PROJETS

Cette offre s'adresse à un jeune, de formation supérieure, déjà analyste confirmé et intéressé par l'optimisation et le développement d'un système de gestion de production.

Dans cette entreprise à l'équipement performant : HP 3000 - télécom (micros - vidéotex) et base de données, il pourra développer ses qualités d'animateur et de concepteur sur des projets très variés.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé en précisant votre rémunération acutelle s/réf. 787 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Françoise Petit et son équipe
vous présentent
leurs meilleurs voeux
et vous informent de leur
nouvelle adresse :

CDPA PARIS

62 rue de Miromesnil
75008 Paris.
Tél. 42 89 10 08.

Paris
Dijon
Besançon

CDPA

LE CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES

recrute son (sa) :

RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION

(POSTE ÉVOLUTIF)

Adr. lettre de candid. manuscr. et C.V. avant le 15 janvier 87 à : Monsieur le Directeur du Centre d'Action Culturelle de St-Quentin-en-Yvelines Centre des 7 mares 78990 ÉLANCOURT.

Association Gestionnaire de Foyer d'Hébergement pour Travailleurs Immigrés rech. pour ses foyers

3 CHEFS DE CENTRE ADJOINTS
5 CHEFS DE CENTRE

ayant le sens du contact Gestion informatisée

Logement de fonction sur foyer dans appartement confortable

Env. C.V. dét., lettre manuscr. et photo ainsi que prét. à ADEF 16, rue du Plâtre, 75004 Paris.

Société Prestations de Services recherche pour début janvier

1 CHEF DE CHANTIER

35 ans environ
Connaissances électriques indisp. Gde disponibilité
Env. C.V. à : Sté MEDIASON rue Marcel-Sembat 93430 Villetaneuse.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT recrute

BIBLIOTHÉCAIRE EXPÉRIMENTÉE

MI-TEMPS

Niveau Certificat d'aptitude à la fonction de bibliothécaire

Pour gestion et suivi de la chaîne documentaire, contrôle de la mise à jour des instruments de bibliothèque pour les renseignements du public

Poste demandant autorité et autonomie

Adresser C.V., prétentions à C.S.T.B., 4, av. du Recteur-Poincaré, 75016 PARIS.

Rowntree Mackintosh

1400 personnes
C.A. : 1,4 milliard de F.

LION — NUTS — SMARTIES — AFTER EIGHT — QUALITY STREET — LANVIN...

LEADER SUR LE MARCHE FRANÇAIS DU CHOCOLAT recherche pour animer le contrôle budgétaire de son usine de Dijon (400 personnes + 350 temporaires en saison)

JEUNE CONTROLEUR BUDGETAIRE

Rattaché au directeur d'usine et responsable d'une équipe, vos missions principales seront :
- analyse des frais directs de production,
- contrôle des charges fixes,
- mise en place des procédures relatives aux saisies des données du contrôle budgétaire,
- aide à l'élaboration du tableau de bord en liaison avec les responsables de l'unité, etc...

Pour réussir dans cette fonction, vous disposez :
- d'une première expérience (3 ans) du contrôle budgétaire en usine,
- du sens du terrain pour convaincre mais aussi composer avec les règles techniques du métier,
- d'une formation supérieure type ESC,
- d'un anglais courant.

Merci d'écrire lettre, CV, photo et prét. sous réf. CBLM à Rowntree Mackintosh SA. Direction du Personnel. Noisiel. 77422 Marne-la-Vallée Cedex 2.

CONTESSE

VALENS CONSEIL

B O N N E ANNEE

VALENS CONSEIL
10, rue de Louvois
75002 PARIS
Tél. : 42.61.05.38

CONSULTANTS TELEMARKETING
RESPONSABLES DE DEVELOPPEMENT

TELEPERFORMANCE Leader en marketing téléphonique, 40 personnes en encadrement, 400 vacataires, 500 lignes de téléphone, poursuit son développement avec une croissance de plus de 40 % par an.

Pour renforcer notre encadrement, nous recherchons:
- Consultants télémarketing (conseil et formation)
- Responsables de développement

Votre profil : • études supérieures (école de commerce ou formation marketing), • 3 ans d'expérience professionnelle minimum, • bonne maîtrise des techniques du marketing direct et marketing téléphonique, • dynamisme, forte volonté de réussite. Les performances conditionnent l'évolution dans la société.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à Daniel JULIEN 6-8, rue Firmin Gillot 75015 PARIS.



GROUPE BANCAIRE

recherche
pour son département contrôle de gestion

assistant de gestion HF

ayant déjà une première expérience professionnelle de 1 à 2 ans

De formation supérieure (ESSEC, Sup. de Co., Maîtrise de Gestion) il aura pour mission de participer à l'élaboration des budgets, de les suivre et contribuera au développement de systèmes de gestion intégrant des applications informatiques.

Il sera demandé, outre des qualités de rigueur et de méthode, une aptitude naturelle aux contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5701 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.



Directeur Financier

Filiale récente d'un groupe britannique, cette société réalise un CA de 100 MF (130 pers.) dont 80% à l'export. Leader dans la fabrication et la vente d'équipements de conditionnement, les perspectives de développement sont importantes.

Rattaché au Directeur Général, le Directeur Financier supervise un service largement informatisé de 10 personnes, il assure le reporting anglo-saxon, développe la comptabilité industrielle, assure la comptabilité française. Il prend en charge la trésorerie, les relations bancaires et le personnel. *Enfin, dans le cadre du développement,* il conseille la Direction Générale dans les opérations financières engageant la société.

A 30 ans *environ*, de formation supérieure comptable et financière, vous possédez déjà une *expérience* similaire acquise dans un contexte industriel anglo-saxon. La maîtrise de l'anglais est indispensable. De réelles perspecti*ves de développement existent au sein* du groupe.

Poste situé en Grande Banlieue (78).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. M59801 à TEG.

TEG
113 rue de l'Univesité,
75007
PARIS.



DESSEIN



recherche

RESPONSABLE DU CREDIT-CONTENTIEUX CLIENTS

Pour ses pôles d'activité plats cuisinés en conserve, produits secs.
Ceci dans le cadre du départ en retraite du titulaire actuel.

Vous avez obligatoirement une expérience réussie (et vérifiable) de la fonction au sein d'une entreprise importante et performante.
Vous êtes capable de gérer très efficacement les incidents de paiement tout en maintenant de bonnes relations avec les clients.

Une bonne formation de base est exigée (minimum BAC + 2) et des déplacements en province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo récente à BUITONI FRANCE - Direction des Ressources Humaines 76, rue Garibaldi, 94100 SAINT-MAUR-DES-FOSSES

CONTESSE

Leader mondial en contrôle de procédés industriels recherche un

Chargé d'affaires

Prendre en charge la gestion et le développement d'importants projets industriels.
Assurer les relations avec les clients et l'usine.
Analyser les points clés en termes techniques, financiers, humains et planning.
Assiter et coordonner les différents services intervenant dans la réalisation des projets
C'est la mission que vous propose cette importante Société, leader en systèmes sophistiqués de régulation et en contrôle de process en milieu industriel (pétrochimie...).
De formation ingénieur ou équivalent, vous êtes spécialisé en informatique de process, automatismes et vous justifiez d'une expérience opérationnelle de 3 ans minimum acquise en milieu industriel.
Le poste est basé en proche banlieue Ouest.
Une bonne connaissance de l'Anglais est souhaitée.
Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 684 T, à Christian Hollevoet - OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines
P A R I S   L Y O N



CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

La Direction de l'immobilier et du Tourisme, recherche pour ses filiales,

Ingénieur informaticien

Il (elle) sera chargé(e) de participer à l'étude et à la réalisation de logiciels et devra dialoguer avec aisance avec les divers utilisateurs.
Il (elle) devra bien maîtriser le BASIC et le système d'exploitation PICK sur matériel INTERTECHNIQUE.
Sa formation devra être impérativement la MIAGE et sera complétée par deux années d'expérience en informatique de gestion.
Les connaissances en gestion et en comptabilité constitueront un des éléments déterminants.
Adressez votre lettre avec C.V. détaillé, photo et rémunération à la C.N.C.A., Service Gestion des Personnes, réf. GV.01.02, 75710 PARIS BRUNE.

PUBLIVAL

AUDIT ET ORGANISATION
CHARGE DE MISSIONS

Nous sommes un cabinet d'audit et de conseil en organisation. Paris 9e
Petite structure très performante notre développement nous engage à recruter un chargé de missions d'excellent niveau, connaissant bien les mécanismes de gestion de l'entreprise, ayant le DECS et une expérience minimum de 3 ans en audit/organisation.
Des missions d'audit opérationnels, de commissariat aux comptes et consolidation vous seront confiées. En fonction de vos compétences une ouverture sur l'international, l'organisation et l'audit informatique vous sera proposée.
Il est de toute façon indispensable de pratiquer l'informatique au moins comme utilisateur averti.
Pour nous rencontrer, adresser votre candidature, photo et prétentions sous réf. 2824 mentionnée sur l'enveloppe, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

média-system

IMPORTANTE SOCIETE
recherche d'URGENCE
●Personnel avec connaissances :

BACK OFFICE

- **OPERATEURS SERVICES TITRES**
  Bourses françaises et étrangères
  Sicovam
- **EMPLOYES DE BANQUE**
  CAP - BP 1 et 2
  Crédoc
- **NEGOCIATEURS**

Expérience minimum de 1 an souhaitée.
Nombreux postes à pourvoir.

Se présenter de 10h30 à 18h30
Société ERIC SOUTOU
21 avenue de l'Opéra 75001 PARIS
Métro Pyramides.

Pierre Lichau

Honeywell

recherche

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE

pour sa filiale
COMETA À GRENOBLE (100 personnes)

qui développe, fabrique et commercialise des produits électroniques de haute technologie.

Dépendant du Directeur de l'unité concernée.
Sa mission sera notamment de définir, mettre en place et assurer le suivi d'une comptabilité analytique de production en liaison avec les différents services de la

Société et le Siège du Groupe en France.
De formation supérieure, le candidat devra justifier d'une expérience réussie de 4 à 5 ans en milieu industriel, aimer le travail en équipe et être motivé par le résultat de son action personnelle.

Maîtrisant la pratique de l'anglais, il devra justifier d'un potentiel lui permettant une évolution de carrière dans le Groupe.

Les candidatures sont à adresser à M. le Directeur Administratif et Financier
Honeywell 4, av. Ampère, 78391 Bois-d'Arcy Cedex.

ESC ou Maîtrise avec DECS,
stagiaire ou collaborateur de cabinet d'expertise

Le contexte :
Entreprise du secteur tertiaire à implantation nationale. 1000 salariés. C.A. : 2,5 Md de F.

Au siège, Direction Financière de 40 personnes assurant la centralisation (à partir de centres *de saisie régionaux) et le contrôle.*

La fonction :
A la fois de technique comptable, d'animation hiérarchique et de réflexion sur les procédures.

L'évolution :
Au sein de la DF ou dans une autre société du groupe.

Ecrire sous réf. 784 M à Alain SARTON

plein emploi
10, rue du Mail 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

---

perrier Division Internationale Paris

Jeune Contrôleur Budgétaire H/F

Rattaché à la Direction de la division, il aura la responsabilité de recueillir auprès des différents départements, sociétés ou filiales, les éléments nécessaires à l'établissement du reporting et à l'analyse des résultats.

Son contrôle portera également sur le planning des programmes d'approvisionnement de la Division.

Expérience réussie de 5 ans minimum à un poste de contrôleur budgétaire dans un environnement international exigée. Connaissance de la comptabilité anglo-saxonne appréciée.

Formation supérieure option finances-comptabilité et connaissance de l'anglais indispensables.

Le candidat devra faire preuve de rigueur, d'initiative, de dynamisme et être disponible pour voyager. La rémunération sera liée à son acquis professionnel.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), *sous réf.* 26002M à Danièle Chapuis

MRI conseil | 13, rue Madeleine Michelis 92522 Neuilly.

CURRICULUM

EXXON CHEMICALS

JEUNE DIPLOME
Grande école de gestion

La Société Française EXXON CHEMICAL (nouvelle dénomination d'ESSO CHIMIE), qui emploie 1200 personnes dont 300 cadres, recherche pour son siège à La Défense un jeune contrôleur de gestion.

Au sein de la Division Polymères, il sera chargé de la préparation et de l'analyse des résultats financiers et commerciaux, et assurera la liaison dans ce domaine avec EXXON CHEMICAL INTERNATIONAL à Bruxelles. Il effectuera aussi diverses études économiques. A moyen terme, il pourra poursuivre une carrière dans le groupe en France ou à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une Grande Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, Dauphine) débutant, ayant de solides connaissances en informatique et maîtrisant parfaitement la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/507 BX à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN



SOREFI
POITOU-CHARENTES

JEUNE SOCIETE FINANCIERE REGIONALE EN PLEINE EXPANSION

Créer et organiser notre département gestion des prêts

Telle est la mission que nous confierons à un jeune cadre (25-30 ans) de formation supérieure économique, ayant quelques années d'expérience de gestion de crédit bancaire. Ses compétences comptable et informatique seront appréciées. Poste à pourvoir à notre siège à Poitiers.

Au sein de l'équipe Direction de l'organisation, vous assurerez notamment la gestion administrative et comptable des produits de crédit à l'aide d'un outil informatique souple et performant.

Vous participerez à la création, conception et amélioration de nos produits de crédit en les adaptant aux contraintes informatiques et à un marché évolutif, en collaboration avec la Direction du développement.

Vous aurez de plus, des fonctions d'assistance et de formation auprès des établissements de notre réseau. Nous apprécierons vos qualités de rigueur, d'organisation et de contact.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à notre Conseil, Edith Giacchetti : CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous réf. 26 M 267.

MEMBRE DE SYNTEC

SERVICE COMPTABLE ET FISCAL D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL RECHERCHE SON N° 2

Vous êtes chargé, en relation avec le Directeur du Service Comptable et Fiscal, de l'ensemble de la comptabilité des deux filiales d'un Groupe industriel important. Elaborer pour ces deux sociétés le bilan, le compte de résultats et ses annexes, les déclarations fiscales, la consolidation des comptes ; encadrer une équipe d'une dizaine de personnes ; entretenir des relations avec nos différents services constitueront les responsabilités du professionnel de la fonction comptable qui saura rapidement faire ses preuves à ce poste «clé».
Manager, responsable, rigoureux, vous possédez en plus d'une formation supérieure et du DECS, une expérience de cinq à dix années en tant que Chef Comptable d'une société industrielle.
Pour ce poste basé à Paris, les perspectives d'évolution au sein du Groupe sont réelles.
Votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, prétentions) est à adresser sous référence 2933 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

هكذا من الأصل



Une IMPORTANTE FEDERATION PROFESSIONNELLE, spécialisée dans **l'accession à la propriété,** recrute un

CONSEILLER FINANCIER

Il aura pour mission :

- D'assurer les relations avec avec les organismes adhérents,
- de participer à la mise au point des procédures de fonctionnement d'une structure spécifique sous les 2 aspects de refinancement et de prêteur direct.

Une formation supérieure en finance, complétée par une expérience professionnelle dans le secteur bancaire sont nécessaires.

Une forte capacité d'initiative couplée à des qualités de négociateur seront des éléments importants pour une bonne réussite de ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 5017 M, (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

L'un des premiers groupes industriels français implanté mondialement

recherche

Chef du service financement

Vous aurez la charge des opérations de financement du Groupe à moyen et long terme et la responsabilité du financement des exportations : plans de financement, mise en place de gestion de crédits et d'emprunts, montage de financements spéciaux, coordination des opérations de financement réalisées par les filiales.
*Vous êtes **diplômé d'une Grande Ecole de Commerce** (HEC, ESSEC, ESCP) **âgé de 30 à 35 ans** et vous disposez d'une **solide expérience** professionnelle acquise au sein d'une Direction Financière d'entreprise ou d'une Banque.*
Vous possédez une bonne connaissance des techniques de financement et de la trésorerie.
*Vous avez un esprit **d'entrepreneur** avec des qualités de rigueur, d'imagination et de contact.*
*Pour ce poste basé au **Siège Social à PARIS** une bonne connaissance de **l'anglais est indispensable.***
Nous offrons aux candidats de valeur de larges possibilités d'évolution au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet avec photo en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 1115 C, à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15, rue du Louvre, 75001 Paris.

OC conseil
Ressources humaines
PARIS LYON

Notre Compagnie, spécialisée dans les technologies Informatiques de pointe, recherche un ANALYSTE FINANCIER, spécialisé dans le domaine industriel.

Rattaché à la Direction Financière il sera chargé d'assister le département ACHATS, et d'assurer la liaison entre les services fonctionnels et opérationnels.

Il aura aussi à : • fournir une aide aux décisions économiques • apprécier les risques et opportunités liées au volume des achats • mettre en place un tableau de bord.

Le poste s'adresse à un candidat de haut niveau : • âgé de 30 à 40 ans • Grande Ecole (Ingénieur ou de Gestion) • expérience réussie en milieu industriel (ex.: production ou achat) • forte motivation sur les coûts • ayant des qualités de rigueur et de dialogue.

analyste financier

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo sous référence 5094 à l'agence DESSEIN 15 rue du Louvre, 75001 Paris qui transmettra.

DESSEIN

Contrôle de gestion haut niveau...

Nous sommes un des premiers groupes français dans le domaine agro-alimentaire, de taille européenne (4 M C.A. - 1 800 personnes). L'innovation permanente dans tous les domaines fait partie de nos priorités. Elle implique un grand niveau de qualité et de compétences.

En relation étroite avec la Direction Administrative et Financière et le Comité de Direction, vous serez l'interlocuteur privilégié des 9 unités et filiales du Groupe au niveau du tableau de bord central « gestion » (analyse des performances par rapport aux prévisions, consolidation des plans des sociétés, études spécifiques...). Aidé de deux cadres dans votre mission et de plusieurs assistants dans les filiales, vous travaillerez en équipe avec les services financiers et comptables du Groupe.

De formation supérieure (type ESSEC option gestion) vous avez environ 5 ans d'expérience acquise dans une société à dominante commerciale et/ou industrielle. Polyvalent dans vos connaissances, rigoureux, à la fois proche du terrain et homme de dialogue, vous pourrez vous réaliser dans des fonctions passionnantes dans un contexte évolutif.

Rémunération motivante. Lieu d'activité : Paris-Sud.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 6849/A, à notre Conseil Christian LOUVRIER - CAPFOR PARIS - 15, rue de la Paix - 75002 PARIS, qui vous garantit toute discrétion.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

MEDIA PA

LES NOUVEAUX ESPACES

sep

La Société Européenne de Propulsion recherche pour sa Division Propulsion Liquide et Espace située à Vernon (Eure - 27)

SON RESPONSABLE COMPTABILITE ANALYTIQUE

qui aura pour missions la préparation du compte d'exploitation analytique, le suivi des écarts et leur régularisation ainsi que le contrôle des traitements informatiques.

Formation supérieure (DECS et/ou Ecole de Gestion) et première expérience d'environ 5 ans en entreprise industrielle nécessaires.

Vous voudrez bien adresser lettre, C.V. et prétentions sous réf. 374/86 à SNECMA Département Encadrement - 2, boulevard Victor, 75724 Paris cedex 15.

GROUPE SNECMA

CONTESSE TELEMATIQUE : (1) 36 14 91 66 CODE : CONTESS



MATRA TRANSPORT, au sein de sa DIVISION EQUIPEMENT conçoit et réalise des systèmes de pilotage automatique de métro.

Nous recherchons :(H/F)

Comptable Trésorerie et Immobilisations

Dans un cadre fortement informatisé, il aura pour mission essentielle : • en trésorerie, d'enregistrer les écritures, effectuer les rapprochements bancaires (banques françaises et étrangères) • de mettre en place le nouveau système informatique de gestion des immobilisations et d'exploiter l'inventaire réalisé en 1986. Réf.A

Contrôleur de Gestion de Projets

Rattaché à la structure financière, il sera membre des groupes projets au sein desquels il exercera son activité, essentiellement : • prévisions : budgets, plans, résultats à fin d'affaire, • contrôle : analyse des recettes et coûts des projets, tableaux de bord, dossiers de clôture, contrôle dynamique des dépenses et encaissements, • administration : analyse des contrats, dossiers contentieux, comptes de groupement, négociation des procédures de gestion. Réf.B

BTS, DUT ou équivalent requis avec 2 à 4 ans d'expérience professionnelle.

La réussite dans ces postes peut entraîner une évolution rapide vers d'autres missions.

Postes à pourvoir au BOURGET (93) mais transférables à terme ailleurs en région parisienne (proche banlieue).

Merci d'adresser lettre, photo, CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi au Chef du Personnel - MATRA TRANSPORT - 53 rue du Commandant Rolland - 93350 LE BOURGET

MATRA TRANSPORT

PARFRANCE ANNONCES

Le Groupe SG2, spécialisé dans le Conseil et l'Ingénierie informatique, recherche au sein de sa Direction Administrative, son

RESPONSABLE ACHATS ET FACTURATION

Diplômé en gestion (école de commerce, IUT, BTS), 2 à 5 ans d'expérience, votre mission consistera à :

. Optimiser les procédures administratives.
. mettre en place un outil de suivi (micro ordinateur)
. assurer le lien avec les fournisseurs et les filiales.

Si vous êtes intéressé, merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous référence DV/M/01 à :

SG2 GESTION
12-14, av. Vion-Whitcomb - 75016 PARIS

GROUPE SG2 — LA MAITRISE DE L'INFORMATIQUE

LA CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES



— 1 500 personnes dont 380 cadres — se définit comme la Banque Centrale d'un Groupe solide : le Groupe des Banques Populaires.
Le Service des Sociétés, c'est :
- en 1983 : la gestion de 14 SICAV et 109 FCP.
- en 1986 : 47 SICAV et 160 FCP.
Dans le cadre de ce développement, nous recrutons plusieurs

Responsables
SICAV - FCP

VOTRE MISSION : encadrer une équipe de 5 personnes environ pour organiser et animer la bonne gestion de ces produits financiers.



Titulaire d'un BTS comptabilité, d'un DUT ou d'un Brevet professionnel de banque, vous possédez une expérience réussie de quelques années dans une fonction similaire.

Si vous désirez vous investir aujourd'hui dans une mission variée où vos qualités d'animateur seront essentielles, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. 4494/LM, à **MEDIA P.A. - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS**, qui transmettra.

MEDIA PA

Compta, contrôle de gestion, trésorerie...

Nous avons regroupé ces aspects principaux de la Gestion et des Finances sous un titre, celui de **CONTROLEUR FINANCIER.**
Vous, vous donnez à cette fonction sa vraie dimension opérationnelle : vous coordonnez les activités des services compta (clients, fournisseurs), reporting-contrôle de gestion, trésorerie... concevez et développez de nouvelles procédures, veillez à la qualité de l'information et au respect des délais.
Mais surtout, homme de terrain et de contacts, vous assistez les directeurs et contrôleurs budgétaires des usines et vous animez votre équipe : une quinzaine de collaborateurs auxquels vous apportez conseils et appui.

Vous l'avez compris, vous tenez auprès de notre Directeur Financier, un rôle clé. Vous y avez été préparé par une expérience de plusieurs années dans le secteur industriel (c'est primordial) et par une formation de base solide : Bac + 4 et DECS (si possible).

Pour vous, l'enjeu est à la mesure de nos objectifs : nous sommes, avec 700 personnes et 400 MF de CA, le leader Français d'équipements spécifiques destinés aux entreprises, administrations et commerces... et notre croissance est rapide.

Alors, adressez vite votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. FE 1230 M.

SEFOP
11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

UNIVERS DE LA GESTION



CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

Chef de Réseau de 450 Caisses d'Epargne et 21 Sociétés Régionales de Financement. **La Direction Financière** recrute

CADRE FINANCIER ET COMPTABLE

pour le département de la **REGLEMENTATION COMPTABLE ET DES METHODES DE GESTION.** Dans une petite équipe de cadres, animée par un expert-comptable, il sera chargé de définir et de faire appliquer la réglementation comptable du réseau, d'organiser les procédures et circuits financiers internes et de proposer de nouvelles méthodes de gestion.

La fonction s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESC + DECS, ou ayant le niveau du certificat supérieur de révision comptable), pouvant justifier d'une expérience de trois ou quatre ans des problèmes financiers et comptables, soit dans un cabinet d'expertise comptable, soit à la direction financière d'une banque. La connaissance de la réglementation bancaire serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre man., C.V., photo et prét.) au CENCEP (sous réf. M 12) - 5, rue Masseran - 75007 PARIS.

Organisation et Publicité

Fixe + intéressement

Crédit manager

D'abord gérer parfaitement plus de 3000 comptes clients.
Ensuite, proposer et mettre en œuvre un système de relance adapté, rigoureux et fiable.
Enfin, monter un réseau d'informations «nouveaux clients» au service des commerciaux.
Ce sont les bases du rôle que nous vous proposons.
Nous sommes une société de Communication de grand renom.
ESC, gestion + DECS..., vous bénéficiez de 2 ans environ d'expérience opérationnelle de gestion client dans un environnement plutôt difficile.
Votre acquis, votre expérience, vos résultats quantifiables seront la base de notre dialogue.
Votre ouverture d'esprit, votre capacité à vous adapter, votre sens du service seront déterminants dans notre choix.
Si nous nous choisissons, vous évoluerez obligatoirement.
Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. 1100 K, à Olivier Chaumette - OC Conseil - 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines
PARIS LYON

Une très **IMPORTANTE ORGANISATION PROFESSIONNELLE,** *résolument* **INNOVATRICE,** *recherche un*

CONSEILLER EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Il aura pour mission :
- de participer à la définition, l'animation et la mise en œuvre d'une politique de mobilité des cadres,
- de conseiller les dirigeants de Sociétés adhérentes,
- d'animer les groupes de travail dont certains se trouvent être paritaires.

Des études supérieures en droit du travail, en psychosociologie et/ou développement des organisations, sont indispensables pour l'efficacité des actions à mener.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 5019 M, (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

CHARGE DE CLIENTELE DE PARTICULIERS

Ajaccio

Une première expérience bancaire vous a permis d'acquérir une bonne connaissance des produits d'épargne, des produits financiers, des mécanismes boursiers et des crédits aux particuliers.
Commercial, vous possédez un esprit de gagneur. Vous avez une expérience réussie de l'animation de personnel.
Nous vous proposons de rejoindre une banque Régionale, dynamique, faisant partie d'un grand groupe à l'esprit d'Entreprise, pour prendre la responsabilité du marché des particuliers dans notre agence principale d'Ajaccio.
Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo à BPPC, Direction du Personnel, 16 à 22 rue Léon Paulet, 13008 MARSEILLE. Discrétion assurée.

Banque Populaire Provençale & Corse

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

média-system

SOCIÉTÉ DE SERVICES
PARIS
RECHERCHE
POUR SON SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

CHARGÉ D'AFFAIRES JURIDIQUES (H./F.)

Le candidat, âgé d'environ 30 ans, devra déjà parfaitement pratiquer, en entreprise, le droit des sociétés.

Au sein du service juridique, il aura en charge la préparation et la tenue des conseils d'administration, des assemblées générales et leur suivi : formalités, etc.

La gestion des actions, des cessions de parts, et tout ce qui se rapporte à la vie juridique d'un groupe de quatorze sociétés.

Il assurera en outre la gestion de la totalité du portefeuille assurances de ce groupe ainsi que des baux immobiliers.

Il devra également assurer la rédaction des contrats et en suivre la gestion et l'évolution.

La pratique du traitement de textes sur micro-ordinateur est fortement souhaitée. Une formation complémentaire sera assurée.

Les candidats pourront adresser un c.v., photo et prétent. s/nº 7 028, 5, rue Monttessuy, Paris-7e, qui transmettra.



Groupe multinational, pharmaceutique américain, recherche pour sa Direction Export basée près d'

AIX EN PROVENCE

contrôleur de gestion

JUNIOR H/F

Participe à l'élaboration, au contrôle et au suivi des budgets des régions. Apporte son aide en organisation. Une formation très solide en contrôle (par exemple ESCAE, option contrôle de gestion) ainsi qu'une bonne connaissance de la micro-informatique et l'Anglais courant seront exigés. Première expérience dans un groupe international appréciée. Voyages prévus. Evolution possible pour candidat de valeur.

C.V. lettre détaillée, photo et salaire actuel sous référence 162 à :

a.m.s. sélection
5, avenue Foch - 13004 MARSEILLE

DEMANDES D'EMPLOIS

P.D.G. d'une multinationale prenant sa retraite cherche pour sa collaboratrice particulièrement qualifiée poste de

SECRÉTAIRE PRIVÉE

Femme de 50 ans, bonne présentation, longue expérience de la fonction, pour secrétariat privé comportant :
organisation de l'agenda, des voyages, des réceptions, tenue des comptes personnels, courrier, suivi des affaires, etc.

Contacts haut niveau, disponibilité, possibilité de déplacements.

- Anglais, espagnol.
- Disponible de suite.

Salaire en rapport avec compétence et expérience.

Ecrire sous réf. 3 878 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75002 Paris, qui transmettra.

Maîtrise droit du travail, 1 an et demi adjoint directeur personnel d'une société d'environ 1 000 personnes (contrats de travail, élections du personnel, tableaux de bord..., + 2 mois dans service paye informatisé), bilingue anglais, 27 ans, recherche
ENCADREMENT
dans direction du personnel. Etudie toutes propositions.
Ecrire sous le nº 6 929
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, PARIS-7e.

---

10 ANS D'EXPÉRIENCE COMMERCIALE :
- Responsable formation (gestion, organisation, animation d'actions de formation);
- Inspecteur commercial régional ;
- Responsable des ventes (100 MF CA/an).

34 ans, universitaire, bilingue anglais, recherche ENCADREMENT COMMERCIAL HAUT NIVEAU ou RESPONSABLE FORMATION (service existant ou à créer) s/Paris, rég. paris. + déplacements France et étranger.
Ecrire sous le nº 6 930
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

CADRE 39 ANS, 10 ANS exp. transp. int, air, mer, rail, route, douane, transit,

RESPONSABLE

transports dans Société T.P. Etudierait toutes propositions Tél. : (1) 47-22-07-23 le soir ou écrire sous le nº 6 931
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue Monttessuy, Paris-7e.

MANAGER

MULTIPLES RÉUSSITES DANS LA DIRECTION DE SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET PETITS CENTRES DE PRODUCTION DANS SECTEURS DE POINTE :

Informatique Editoriale
Arts Graphiques
CAO/FAO
Informatique
Electronique

ANGLAIS COURANT
PRÊT POUR NOUVEAU DÉFI

Ecrire sous le nº 8.245
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.F. 34 ans, licence Lettres modernes, Maît. et Docto. 3e Cycle Langue Française Sorbonne, 10 ans enseig. privé second., sup. et format. continue, piges critiques. Libre de suite, ch. poste ou rempl. ou trav. édition, secteur culturel.
T. : 47-00-60-87 ou 43-54-58-94.

Ing. chimiste, 30 ans, spécialisé en technologie et synthèse organique, dipl. juil. 86 école polytechn., plusieurs stages industrie et labo ; connais. informatique, angl. et polonais. Etudie tte prop. de travail, surtout en Afrique francophone Tél. 47-72-39-49. Raymond NGOMA 25, rue Kellog, Esc. G, logement 1837
92150 Suresne (France).

J.H. secrétaire de rédaction maquettiste cherche poste dans bulletin, revue, catalogue, presse associative, édition. Grande expérience de la fabrication, photographe : reportage et laboratoire, 48-32-13-10.

JOURNALISTE FRANCO-BRÉSILIENNE cherche poste ou tous travaux traduction, interprétariat, secrétariat de rédaction, rewriting, correction, en français et/ou portugais.
Tél. : CEGEP 45-33-35-09.

Maîtrise Droit du travail, 1 an et demi adjoint-directeur personnel d'une société d'environ 1.000 personnes (contrats de travail, élections du personnel, tableaux de bord..., + 2 mois dans service paye informatisé) bilingue anglais, 27 ans recherche
ENCADREMENT
dans Direction du Personnel
Etudie ttes propositions
Ecrire sous le nº 6.929
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

---

10 ANS D'EXPÉRIENCE COMMERCIALE :
- responsable formation (gestion, organisation, animation d'actions de formation) ;
- inspecteur commercial régional ;
- responsable des ventes (100 M.F. C.A./AN.).

34 ans, universitaire, bilingue anglais recherche ENCADREMENT COMMERCIAL HAUT NIVEAU ou RESPONSABLE FORMATION (service existant ou à créer) sur Paris, rég. Paris. + déplacements France et Etranger
Ecrire sous le nº 6.930
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

SERVICE DU PERSONNEL

7 ans d'expérience PME
J.F. 40 ans, dynamique, efficace, de la méthode cherche à évoluer dans société motivante, connaissances paie, gestion sociale, comptabilité et micro-informatique
Ecr. au journal sous réf. 6.932.

J.H. 33 ans, maîtrise Eco exp. div. commerce, gestion, rech. empl. ou collabo. commerc. gest. sta-compta. PME Reg. PARIS OUEST (75-95) 30-38-71-13 soir.

COMPTABLE EXP. sur micro-ordinateur, ch. place stable dans PME-PMI Association.
M. DUBREUIL 46-07-64-13.

CADRE DE DIRECTION
J.H. 30 ans. Lic. Droit, Sc. Po., maître Sc. Humaines DEFA 8 ans exp. Direct. formation. Gest. équip. sect. tourisme. Collect locales. Ass. C.E. rech. poste resp.
Ecrire sous nº 8.238 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

DOCTEUR en LANG. et LITT. Franç., 38 ans, 8 a. exp. de l'ens. sup., tril. (angl., esp.), ch. poste à resp. de ens. édit., presse, audio-vis., pub., communic., entrep.
Etud. ttes propos.
Ecrire sous le nº 8.237
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

J.H. de 29 ans, diplômé de Cambridge General Certicate of Education. Bilingue français/anglais, 6 ans exp. au Club méditerranée.
Ecr. M. G. THOMAS
28, rue Lamdez, 75017 Paris.
Tél. : 42-29-31-46.

J.H. 21 ans, dégagé des O.M. après fin stage TUC 12 mois, excellentes références, cherche emploi stable travaux de bureau, reprographie, tri-manutention, gardien de bibliothèque ou tout autre poste équivalent.
Tél. : 48-87-59-82.

DIRECTEUR DU PERSONNEL
36 ans

(Société de fabrication et de distribution de forte notoriété - 600 personnes). Tous les aspects de la fonction.

MOBILITE TOTALE. DISPONIBILITE RAPIDE

Tél. (35) 37 59 10 le soir et (32) 37 79 50 ou (32) 37 79 42 toute la journée.

FORMATION PROFESSIONNELLE



ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS
Non stop, toute l'année
1 à 4 semaines
9 h-13 h
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »

1, rue de la Pépinière, PARIS-8e
Face Gare Saint-Lazare. Tél. : 45-22-51-18.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS 3e

27 m² + 6 m², 277.000 F.
BEL IMMEUBLE ANCIEN.
IMMO MARCADET :
42-52-01-82.

13e arrdt

GOBELINS

2 P., bains, *REFAIT NEUF.*
440.000 F. 42-80-26-23.

GOBELINS 2 P. Tt cft, bon ét., vue dégagée. 545.000 F. 43-25-97-16.

11e arrdt

AVENUE PARMENTIER

Immeuble ravalé. Beau studio + petite pièce, plein soleil, rénové, cuisine équipée, bains, w-c, calme.
PRIX : 355 000 F.
Téléph. en matinée ou soirée au 46-55-61-59

16e arrdt

VICTOR-HUGO

Appt exceptionnel, 260 m² 7 P., 2 bains, 3 chbres service 9e étage. TERRASSES, parking GARBI 45-67-22-88.

17e arrdt

ROME EXCEPTIONNEL
110 m², séjour, 2 chambres duplex, ét. élevé, ascenseur GARBI 45-67-22-88.

18e arrdt

SPÉCIAL 18e

STUDIOS tt confort, 18 m² 115.000 F. 27 m² 140.000 F. 3 p. tt conft 370.000 F. 5 p. tt conft 120 m² 1.100.000 F.
IMMO MARCADET :
42-52-01-82.

---

18 m² - 79.000 F

Rue du Docteur-Arnold-Netter.
TRÈS BEL IMMEUBLE
P. de taille 1900. 1 p., cuis., étage élevé, sans ascenseur.
IMMO MARCADET :
42-23-73-73.

19e arrdt

IMMEUBLE RÉCENT, GD 2 PCES tt cft, balcon, park. 525.000 F IMMO MARCADET 42-52-01-82.

20e arrdt

Mº GAMBETTA
Part. vd pavillon, 65 m², 3 pièces, dt une gde, cuisine, s. de bns, w.-c. + jardinet. Aucuns travaux. Calme,
Px : 770.000 F.
Tél. (soir) : 43-66-54-35.

Province

Vends Trouville, plein centre près mer, luxueux studio neuf, 4 couchages. Aucune charge coll. Tél. : (16) 31-98-19-23 ou (16) 43-23-14-32.

Minitel

30 000 offres

Paris-province
36.15 Tapez
LEMONDE puis FNAIM

appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux
PAIE CPT chez notaire
48-73-20-67, même le soir.

VOUS VENDEZ

un logement avec ou sans cft
PENSEZ **IMMO MARCADET**
88, rue Marcadet, 75018 Paris
42-52-40-40 - 42-23-73-73.

locations non meublées offres

Paris

Vous cherchez un logement à louer PARIS-BANLIEUE ?
Inter-Loc 43-45-00-00/70-00.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine
75008 PARIS - recherche en location ou à l'achat
APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales

TÉL. 45-62-78-99.

Pour Cadres Supérieurs et Personnel. IMPORTANTE STÉ FRANÇAISE PÉTROLES rech. appts 2 à 6 P., studios villas, Paris et environs
Libres de suite ou janvier février 1987 - 45-03-30-33.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 6 P.
LOYERS GARANTIS par Stés ou AMBASSADES. 45-26-18-95.

villas

OFFICE NOTARIAL
30600 VAUVERT
Tél. 66-88-21-95. Vend : GARD, proximité NIMES :
1) Villa standing sur 7.000 m², piscine. Except. 1.700.000 F.
2) AIGUES-MORTES
Immeuble standing. Prof. + habit. 1.000.000 F.

maisons de campagne

BULLION 78. Urgent. Except., Vallée de Chevreuse
vds maison rurale en partie restaurée sur terrain 2.000 m² boisé, 4 pièces, cuis., véranda, s. de bns, w.-c., grenier, dépendances, cour
Prix 650.000 F
Possibilité aménagement
Téléphone : 30-41-30-15.

propriétés

A vd, 25 km de Clermont-Ferrand Sud-Est (63), dans ville de 5.000 habitants, belle demeure XVIIIe, tout confort dans parc arboré de 2.200 m², clos de murs, avec rez-de-chaussée : cuisine, salle de séjour, salons, salle d'eau, w.-c. ; 2 étages avec bibliothèque, 3 chambres, 2 pièces, 2 salles de bains, 2 w.-c., lingerie, chambre de service avec cabinet de toilette, greniers et grandes dépendances.
Libre immédiatement.
Prix justifié.
Pour tous renseignements, s'adresser à Me Pourcher, notaire,
63160 BILLOM.
Tél. : 73-68-41-10.

UZÈS (GARD)

Au centre d'Uzès, cité ducale, superbe maison ancienne restaurée avec soin, jardin secret et clos. Arcades et galerie couvertes. Un cloître au cœur de la ville, puits, escalier à vis 6 P. principales en excellent état, chauf. central
Uzès Midi Immobilier
2, pl. de l'Évêché, 30700 Uzès
Téléphone : 66-22-14-13
Télex 432-482 F.

CLAIREFONTAINE (78) 35 mn de PARIS, pav. 130 m², séj., cuis., 3 chbres, 2 s. de bns, bur., garage, piscine, terrain *environ 5.000 m²*
PRIX 1.300.000 F
43-54-25-18, à part. de 20 h.

immobilier information

Pour vendre ou acheter maison, appartement, château, propriété, terrain, commerce sur toute la France.
LAGRANGE
9, rue Le Châtelier,
75017 PARIS.
Tél. : 16 (1) 40-54-08-08.

AGENCE MUTUELLE IMMOBILIÈRE
L'ENTREPRISE DU 3e TYPE !!

- Des honoraires moins chers (20 % en moyenne).
- Une garantie de paiement de loyers INTÉGRALE et UNIQUE.

Toutes transactions immobilières :
achats, ventes, locations, gestions locatives, etc.

L'A.M.I.

OUVRE UNE NOUVELLE AGENCE A PARIS
22, rue d'Aumale, 75009.
Téléphone : 40-16-09-09
42-80-69-22.

Pour consulter une affaire immobilière dans le sud.
Tél. : (16) 61-59-11-11.
CRÉDIT RAPIDE.

bureaux

Locations

DOMICIL. CIALE-8e

TÉLEX/PERMANENCE TÉLÉPH.
Travaux Secrétariat, bureaux
AGECO 42-94-95-28
(STATIONNEMENT AISÉ).

BUREAUX ÉQUIPÉS

DE 15 à 100 m² - STANDING
OUVERT 24 H SUR 24
Location courte ou longue durée. Tous services : tél., télécopie, télex, restaurant, parkings, secrétariat, tél. personnalisé
ACTE 43-80-90-10.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO
Loc. burx, secrét., tél., télex
Domiciliation : 170 à 390 F/M
CIDES, 47-20-41-08.

ÉTOILE

très grand standing
BUREAUX MEUBLÉS
toutes durées, tous services
Tél. (1) 47-27-16-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM
Constitutions de Sociétés
Démarches et tous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50.

SIÈGE SOCIAL

Secrétariat + Bureaux Neufs
Démarches R.C. et R.M.
SODEC SERVICES
Champs-Élysées : 47-23-65-47
Nation : 43-41-81-81.

usines

Locations

PRÈS RUE DU POTEAU

Murs libres, CAFÉ-RESTAURANT idéal placement. 350.000 F.
IMMO MARCADET 42-52-01-82.

Le Monde

ECONOMIE

UN AN APRÈS L'ADHÉSION A LA CEE

L'Espagne aiguillonnée

En augmentant massivement les investissements, les chefs d'entreprise contre-attaquent.

Madrid

LES Espagnols semblent décidément avoir une vision cyclothymique de l'Europe. Après s'être enthousiasmés à l'unisson en chantant les mérites politiques de l'adhésion à la CEE, les voilà maintenant qui se désolent devant ses conséquences économiques !

En 1985, l'Espagne n'avait vu dans l'intégration à la Communauté européenne que l'« *entrée dans le club des démocraties* ». En 1986, elle a commencé à prendre conscience du prix qu'elle suppose. Ce fut d'abord, durant les premiers mois, la psychose de la hausse des prix : l'introduction de la TVA, rendue obligatoire par l'adhésion, provoqua, pour le seul mois de janvier, une inflation de 2,8 %.

Cette première frayeur passée, et l'inflation apparemment ramenée à son rythme d'antan, les Espagnols ont découvert un nouveau sujet de tourment : le spectaculaire déséquilibre de leurs échanges commerciaux avec le reste de la Communauté. Les Cassandre qui affirmaient que les chefs d'entreprise espagnols n'étaient pas prêts à lutter à armes égales avec leurs concurrents avaient-ils donc raison ?

« *Ce n'est pas l'Espagne qui est entrée dans la Communauté, mais bien la Communauté qui entre massivement en Espagne* », souligne, avec une ironie douloureuse, le président du patronat catalan, M. Alfredo Molinas. Les chiffres, effectivement, semblent *sans appel. Durant les dix* premiers mois de 1986, les exportations espagnoles vers la CEE n'ont augmenté (en pesetas) que de 6 % tandis que les importations, elles, se sont accrues de 30 % par rapport à la même période de 1985. Pour trente-cinq produits, la hausse est de plus de 40 %. Le taux de couverture est aussi brusquement revenu de 115 à 99 %.

L'Espagne a perdu du terrain commercial par rapport à la plupart des autres pays de la CEE. Ses importations ont notamment augmenté de 52 % en provenance d'Italie, de 49 % en provenance de Belgique, tandis que ses ventes ne progressaient sensiblement que vers les petits pays qui constituaient pour elle des marchés normaux, comme la Grèce ou le Danemark.

Les achats de l'Espagne à la CEE ont augmenté, pour les engrais, de 69 %, pour les automobiles, de 98 %, pour les lames d'acier, de 98 % et, pour les vêtements, de 189 %. La hausse concerne tout autant les produits agricoles – l'Espagne se trouve dorénavant liée par la préférence communautaire dans ce domaine – que les biens d'équipement ou de consommation.

Le patronat se lamente de perdre ainsi une part croissante de son propre marché face à l'« *invasion étrangère* ». Du côté du gouvernement, on s'efforce de calmer les esprits. « *La hausse des importations n'est pas aussi catastrophique qu'il y paraît,* affirme un des principaux responsables du ministère de l'économie. *Elle est en partie liée à un phénomène conjoncturel : notre pays entre désormais dans les circuits de distribution internationaux. Les entreprises étrangères veulent y prendre position pour conquérir leur segment de marché, et elles n'hésitent pas pour cela à pratiquer des prix à la limite du dumping* ».

Nombre de facteurs se sont, il est vrai, conjugués pour expliquer la mauvaise performance commerciale de l'Espagne face à ses nouveaux associés européens.

Si la balance commerciale s'est détériorée, la balance des règlements courants, grâce au tourisme notamment, reste, elle, largement excédentaire, ce qui a renforcé la position de la peseta. Impossible donc, dans ces conditions, de recourir à la dévaluation pour épauler les exportateurs, alors que l'inflation espagnole reste pourtant supérieure de 6 points en moyenne à celle de ses concurrents européens.

Reprise aidant

La hausse des importations est en outre liée à la reprise de l'économie espagnole. Suite à plusieurs années de bénéfices, les entreprises, après avoir d'abord assaini leur situation financière, ont retrouvé en 1986 le chemin de l'investissement : la formation brute de capital fixe devrait avoir augmenté de 8 % à 9 %, un taux sans précédent depuis près de vingt ans. Comme le souligne M. José Luis Ceron, président de la commission économique de la Confédération patronale, « *les chefs d'entreprise espagnols ont massivement importé des biens d'équipement pour moderniser leurs installations, afin de faire face à la nouvelle concurrence européenne* ».

A la relance de l'investissement s'est ajoutée celle de la demande privée : + 3,5 % en 1986. Après plusieurs années de stagnation, les consommateurs ont bénéficié d'une légère reprise de leur pouvoir d'achat, et se sont, eux aussi, tournés vers les biens venus de l'étranger. Comme le résume un diplomate occidental en poste à Madrid, l'« *exceptionnelle sensibilité du secteur extérieur espagnol, face aux fluctuations de la conjoncture intérieure, s'est une fois de plus manifestée* ».

S'ils contribuent à nuancer les analyses, ces phénomènes conjoncturels, toutefois, ne changent rien au problème de fond : celui de la compétitivité des entreprises espagnoles. Après avoir vécu durant un demi-siècle dans le cocon d'une économie protégée, le patronat au sud des Pyrénées se retrouve désormais exposé aux rudes vents de la libre concurrence.

Les barrières douanières ont commencé à s'abaisser (10 % en 1986), les contingents sont progressivement élargis, les aides fiscales à l'exportation, souvent déguisées, disparaissent. « *L'entrée dans la CEE n'a pas eu pour conséquence une perte de compétitivité, mais la mise en évidence de l'absence de compétitivité qui caractérise traditionnellement le chef d'entreprise espagnol* », souligne, dans un éditorial, le quotidien madrilène *El Pais*.

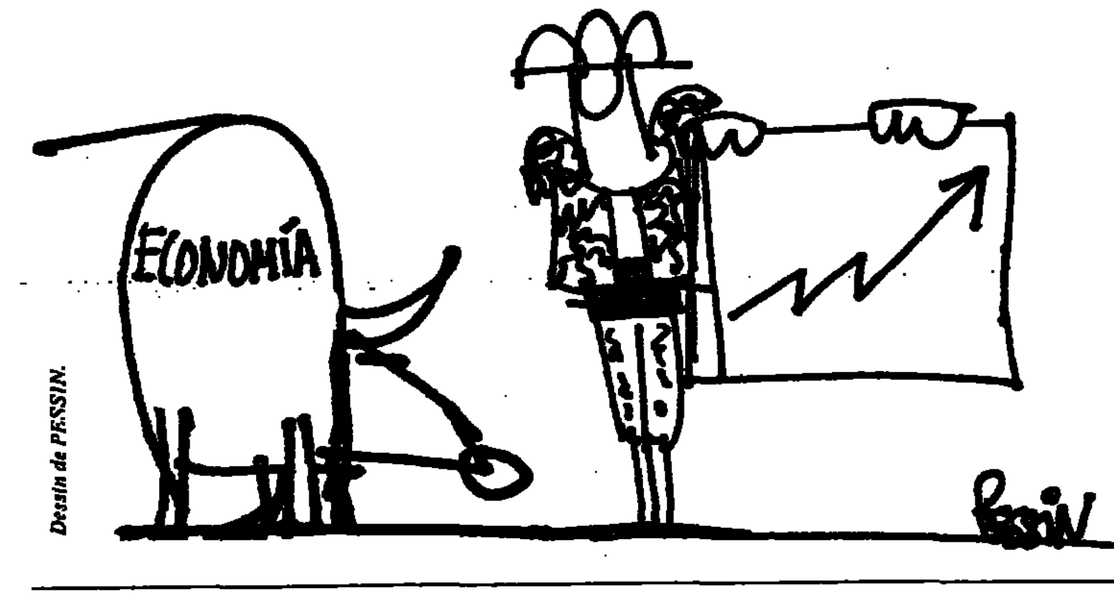
Une thèse que l'on s'applique évidemment à réfuter du côté patronal. « *On ne peut nous demander de courir librement comme nos concurrents tout en nous maintenant une jambe attachée à l'arbre* », affirme M. Ceron. Qu'est-ce qui défavorise donc, à les entendre, les patrons espagnols face à leurs concurrents ? « *Nos coûts*, répond-on à l'unisson au siège de la Confédération patronale. *Nos cotisations à la Sécurité sociale sont plus onéreuses, nos frais énergétiques sont plus élevés, et, en outre, notre marché du travail est bien plus rigide que celui de nos voisins. Tant que ces problèmes ne seront pas résolus, nous ne pourrons pas lutter à armes égales dans le club européen.* »

Les syndicats, comme il était à prévoir, ne sont pas de cet avis. « *Le patronat parle du poids des cotisations sociales, qui sont effectivement plus élevées en Espagne. Mais il passe sous silence le fait que ses coûts salariaux restent parmi les plus bas d'Europe, ou que l'augmentation de la productivité et des bénéfices des entreprises a été spectaculaire ces dernières années* », souligne M. José Maria Zufiaur, dirigeant de la centrale syndicale UGT (Union générale des travailleurs).

Et de poursuivre : « *On ne peut pas dire non plus que la législation sur l'emploi est trop rigide, et qu'elle empêche les entreprises de licencier, alors que 93 % des demandes de licenciement présentées durant ces six dernières années ont été approuvées.* »

THIERRY MALINIAK.

(Lire la suite page 34.)



Dessin de PESSIN.

Modernisation

« *L'ADHÉSION à la CEE, c'est pour nous un changement historique qui met fin à trois siècles d'isolationnisme. Alors, soyons prêts à en payer le prix, et ne nous laissons pas abattre par les difficultés conjoncturelles.* » Le secrétaire d'Etat espagnol à la Communauté, M. Pedro Solbes, se veut optimiste.

Si l'impact de l'adhésion a été réel pour son pays, tout est resté, considère-t-il, dans les limites prévues. La détérioration des échanges commerciaux ? « *L'augmentation de nos importations est avant tout le signe que notre industrie se modernise, que nos industriels cherchent à l'étranger l'équipement qui leur permettra d'être compétitifs.* »

M. Solbes reconnaît que, dans beaucoup d'entreprises, cette rénovation technologique se traduira sans doute par une réduction de main-d'œuvre. « *Mais on ne peut avoir une vue statique du problème. L'intégration de l'Espagne à l'Europe insufflera aussi un nouveau dynamisme à de nombreux secteurs. Rien ne permet d'affirmer que l'adhésion se traduira globalement par davantage de licenciements que de créations d'emplois. Ce qui est probable, c'est que les services absorberont une partie du trop-plein de main-d'œuvre venu de l'industrie, et que l'adhésion accélérera la tertiarisation de notre économie.* »

Le secrétaire d'Etat pense que l'Espagne aura tendance à se concentrer, au sein de la CEE, sur les secteurs à forte composante de main-d'œuvre spécialisée. « *Mais il faut davantage parler de compétitivité en termes d'entreprises que de secteurs.* »

« *A cet égard,* souligne-t-il, *l'effet le plus positif de l'adhésion sera sans doute de permettre enfin, après trois cents ans d'économie fermée, une rationalisation de l'allocation des ressources dans notre industrie. Les entreprises qui subsisteront seront celles qui répondent à la logique économique. C'est là un corollaire obligé de l'internationalisation de notre économie.* »

Th.M.

LES PREMIÈRES LEÇONS D'UNE GRÈVE

La SNCF doit donner à ses salariés plus de responsabilités. De même, les syndicats ont à coller davantage aux aspirations de la base.

Comment concilier compétitivité et service public ?

LA « *révolution culturelle* » de la SNCF, prônée par M. Jacques Douffiagues, n'aura pas lieu. Le retrait de la grille au mérite, après deux semaines de grève des cheminots, risque d'interdire, et pour longtemps, les réformes du même type dans les chemins de fer, mais aussi dans les autres services publics comme la RATP, l'EDF ou les PTT.

L'alignement souhaité dans les entreprises d'Etat sur les critères de gestion du privé est repoussé. Le gouvernement n'aura réussi qu'à conforter ce qu'il n'avait cessé de dénoncer comme le frein principal à la modernisation : le statut « *privilégié* » des agents.

S'il est encore trop tôt pour tirer toutes les leçons de ce conflit, il apparaît néanmoins que deux erreurs ont été commises, sur la forme et sur le fond, à propos de ce que peuvent et doivent être les services publics à l'aube de l'an 2000.

L'erreur de forme s'est produite dans les discours électoraux. Pour mieux combattre la gauche, la droite l'a assimilée à l'étatisme, synonyme, à ses yeux, de lourdeurs, d'impôts de toutes sortes et de déficits croissants. Alors même que la plupart des entreprises nationales redressent singulièrement leurs comptes depuis 1984 (Thomson, Rhône-Poulenc... mais aussi la SNCF), les attaques n'ont pas cessé parce que seul l'objectif politique comptait.

Pour « redresser le pays », il fallait donc mener une politique de moins d'Etat, privatiser les entreprises du secteur concurrentiel (industries et banques), réduire, sinon abandonner, les monopoles, c'est-à-dire déréglementer les secteurs publics non concurrentiels (transports, énergie, communications). Cette concurrence devait « *naturellement* » contraindre les entreprises publiques à s'adapter aux nouvelles conditions, en particulier casser les corporatismes et les avantages acquis de leurs agents. Il fut ainsi question de divers projets nés dans la tête des libéraux les plus durs, visant à démanteler les « *monstres* », soit en plusieurs compagnies régionales (EDF), soit en sociétés multiples attelées à des fonctions techniques et commerciales spécialisées (SNCF), soit même de les privatiser en tout ou partie (télécommunications).

En définitive, la plate-forme RPR-UDF privilégia la privatisation de soixante-cinq entreprises du secteur concurrentiel et ne retint pour la déréglementation qu'un programme, sinon anodin, du moins limité. Dans les transports, par exemple, il ne fut plus question que de rétablir les « *conditions normales* » de concurrence entre la SNCF et la route, formule bien vague, surtout destinée à satisfaire le lobby des transporteurs routiers.

ÉRIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 32.)

Quand déclin syndical rime avec spontanéisme social

LES syndicats n'ont vraiment pas de chance. Depuis des mois – et même des années, si l'on se souvient du projet de « *grève générale* » caressé par M. Henri Krasucki dès le mois de décembre 1984, – la CGT tente de créer les conditions d'une « contre-offensive » du monde du travail. Mais, à l'exception du 21 octobre dernier dans le secteur public, ses mots d'ordre n'ont jusqu'à présent rencontré que bien peu d'échos.

Capitalisant tout ce qui alimente le mécontentement des salariés, les centrales auraient pu espérer s'engouffrer dans la brèche ouverte par un mouvement étudiant qui avait montré qu'il était possible de faire reculer un gouvernement. L'occasion se présentait enfin d'une belle revanche pour des syndicats, qui, depuis 1973, ont été dans l'incapacité de faire changer, sur des points essentiels, la politique des gouvernements qui se sont succédé, à l'exception du retrait, en juin 1980, d'une proposition de loi d'un député RPR sur la Sécurité sociale et de l'abandon simultané d'un projet de création d'un ticket modérateur d'ordre public.

Après avoir vibré avec les défenseurs de l'école privée en 1984 et les étudiants à l'automne 1986, la rue allait-elle revenir aux syndicats ? Ceux-ci ne pouvaient-ils pas miser sur une impopularité du gouvernement Chirac auprès des salariés, impopularité renforcée par des gestes « clientélistes » en faveur des médecins et des agriculteurs, et sur un regain de confiance de l'opinion attesté par un sondage publié par *Liaisons sociales* le 19 décembre (*le Monde* du 21-22 décembre) ?

Las ! Un mouvement social est bel et bien né, le 18 décembre, à la SNCF, huit jours après la fin des manifestations estudiantines, et il a rapidement pris une ampleur considérable. Mais si les syndicats seront peut-être les artisans de son éventuelle extension à l'ensemble du secteur public – la CGT s'y efforçant déjà aujourd'hui à EGF et dans les arsenaux, voire aux PTT, – ils n'ont pas été à l'origine de la grève des cheminots. Ils ne l'ont même pas vue venir. Pis, ils n'ont pas davantage réussi, le déclenchement passé, à en reprendre le contrôle ou, comme on dit classiquement, à le canaliser. Confrontés à leur propre déclin, les syndicats doivent en outre faire face au spontanéisme social...

Dans un pays largement sous-syndicalisé – où le taux de syndicalisation est plus proche de 15 % que de 20 %, – les entreprises publiques apparaissent pourtant comme les dernières grandes forteresses syndicales. La fonction publique est nettement plus syndiquée que le secteur privé, et des entreprises comme EGF ou la RATP sont le contraire de déserts syndicaux.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 32.)

LES PREMIÈRES LEÇONS D'UNE GRÈVE

Comment concilier compétitivité et service public ?

(Lire la suite page 31.)

Mais qu'importe, le mal était fait : les agents n'ont retenu du « moins d'Etat » que la menace. M. Jacques Chirac, sitôt arrivé à Matignon, était suspecté d'arrière-pensées destructrices. Quand M. Douffiagues lance ainsi, en août dernier, dans nos colonnes, « *discutons des statuts* » (*le Monde* du 7 août), il suscite les premiers mouvements des cheminots. Dans les PTT, pour éviter un conflit dur comme celui des postes de 1974, M. Chirac a dû aller jusqu'à interdire à son ministre, M. Gérard Longuet, d'évoquer ces fameux statuts.

La porte s'était refermée, les discours avaient renforcé les tabous. Taxés de « *privilégiés* », de « *planqués de la guerre économique* », les agents se sont sentis attaqués dans leur métier et dénigrés, alors que d'autres catégories sociales étaient choyées. La sensibilité portée à vif, il a suffi d'une étincelle. Comme pour les universités où le projet Devaquet était loin d'être celui d'un libéral ultra, la grille d'avancement proposée à la SNCF restait modérée; elle ne faisait qu'introduire le critère du mérite, au côté de celui de l'ancienneté. Mais cela a suffi pour déclencher un conflit généralisé d'une détermination aussi farouche qu'il était inattendu.

Alignement

Reste le fond, celui de la modernisation des services publics par son alignement sur les règles du jeu en vigueur dans le privé. Le projet n'est pas récent, puisque cette politique de libéralisation remonte en fait... au gouvernement de Georges Pompidou. Elle a été justifiée dans un rapport de M. Simon Nora sur les entreprises publiques paru en avril 1967 et, pour la SNCF, précisé peu après par le ministre des transports, M. Jean Chamant.

L'Etat acceptait à cette époque de desserrer les contraintes de service public du chemin de fer, autorisant plus facilement les fermetures des petites lignes déficitaires. En échange, la SNCF disposait d'une plus grande autonomie tarifaire (apparition des suppléments trains express) et devait retrouver son équilibre financier.

Vingt ans après, l'objectif économique est pour le moins manqué. « *Aux termes des contrats de programme successifs, ce sont toujours les équilibres financiers qui sont poursuivis*, explique M. Georges Ribeil (1). *Mais ils ne sont jamais atteints du fait des mesures gouvernementales de stabilisation des prix et de la récession du trafic ferroviaire, étroitement liée à celle du mouvement économique général, et à cause du poids croissant des charges financières. Le remboursement des emprunts souscrits à l'étranger en dollars n'arrangera en rien la situation de la SNCF, largement tributaire de multiples facteurs exogènes, politiques et économiques. Sa marge d'autonomie était de fait très réduite.* »

L'Etat continue en effet de maintenir l'économie de l'entreprise dans un véritable corset. Les obligations de service public demeurent nombreuses. Prix, salaires, investissements, emplois sont décidés dans le détail par les ministères. Le gouvernement Chirac, qui pourtant fait de la libération des prix une vertu cardinale, ne libère pas ceux des services publics de peur que l'inflation ne dérape. Au total, le retard pris par l'évolution des tarifs SNCF par rapport à l'inflation pendant cette vingtaine d'années atteindrait 25 %. Comment dans ces conditions parler d'entreprise autonome?

Les scories sociales ne sont pas moins pesantes. Parallèlement à la politique de libéralisation décidée en 1967, les fonctions et grades furent adaptés à une structure elle-même modifiée pour laisser place aux critères de compétitivité. L'objectif était de réduire le nombre de filières de métier et de promouvoir la polyvalence, c'est-à-dire ce qu'on appelle aujourd'hui la souplesse. Or l'échec à cet égard est également patent.

La SNCF reste encore aujourd'hui étroitement soumise à des règlements établis et surveillés par une hiérarchie tatillonne, c'est-à-dire à un mode de socialisation élaboré autrefois pour des recrues d'origine rurale. Le régime s'apparente plus à l'armée qu'à celui d'une entreprise commerciale. La politique sociale ne correspond, sur nombre de ses aspects, ni à sa nouvelle mission ni aux mentalités de la France d'aujourd'hui. En témoignent le découragement des nouvelles recrues, leur déception devant la déresponsabilisation et les archaïsmes, et en définitive le taux élevé des démissions (45 % des agents à l'essai entre 1980 et 1982). L'horizon des salariés est bouché, tantôt par les cloisonnements internes entre les métiers, tantôt, et plus simplement, par l'absence de possibilités de promotion : la SNCF a perdu huit mille emplois en 1986 et en perdra encore autant cette année.

Immobilisme

Le TGV, avec son trafic exclusivement voyageurs et n'assurant des liaisons qu'à longue distance, avec une tarification spéciale et des contraintes de service public très limitées, a permis de reprendre de zéro la conception d'ensemble tant pour la technique que pour les fonctions et les qualifications. L'automatisation y a été poussée, l'entretien des rames centralisé et la rémunération des agents plus élevée. Mais le TGV constitue encore un système à part.

Organisation technique, structure sociale et marge de manœuvre sont intimement liées et doivent se moderniser de concert. Considérer que les déficits chroniques ne proviennent que du statut « *privilégié* » des agents relève d'une simplification facile : elle évite aux cadres-ingénieurs de la direction de s'interroger sur leur vision mécaniste des rapports sociaux; elle permet au discours politique de dénoncer à bon compte les gâchis de l'étatisme, *mais elle est fausse et dangereuse.* Aujourd'hui, l'immobilisme menace.

Débloquer la situation ne sera pas facile sans révision d'ensemble. Il faudra à la direction admettre que gérer une entreprise de deux cent vingt mille salariés sur le mode privé se décline d'abord de façon positive. Motivation, responsabilisation et formation du personnel sont essentielles dans des entreprises de cette taille.

A l'Etat aussi de repenser son rôle : accorder d'abord une autonomie économique et pas seulement sociale (gérer les conflits) à l'entreprise; définir ensuite ce qu'il entend préserver dans les services publics et reconnaître que la politique de déréglementation a aussi ses défauts.

Aux Etats-Unis, la suppression des contrôles dans les transports aériens aboutit à la constitution de monopoles privés. Après une période de baisse, les prix remontent, tandis que la sécurité et la ponctualité du service se sont dégradées. N'est-il pas temps de retrouver quelques vertus au modèle public et de les reconnaître?

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) *Les Cheminots*, par Georges Ribeil. Editions La Découverte. Repères n° 18, 32,50 F.

Quand déclin syndical rime avec spontanéisme social

(Lire la suite page 31.)

C'est cependant dans une de ces forteresses, la SNCF, où les syndicats ont une large audience et syndiquent de 25 à 30 % du personnel, que le spontanéisme social s'est donné libre cours. Il aura suffi — après une grève des services de réservation — que quelques agents de conduite de Paris-Nord adhèrent à la proposition de grève illimitée d'un de leurs jeunes collègues de trente et un ans pour qu'un tract, diffusé, à partir du 8 décembre, de dépôt en dépôt, constitue l'étincelle de la plus grande grève qu'ait connue la SNCF depuis 1968 (*le Monde* du 25 décembre). La base avait donné le la. Les syndicats n'avaient plus qu'à soutenir et accompagner. Difficilement.

Ensuite, le mouvement aurait pu redevenir rapidement traditionnel. Après tout, les grandes actions sociales viennent plus souvent de la « base » que des syndicats eux-mêmes. Mais il a vu se mettre en place, dans la foulée de ses initiateurs « inorganisés-organisés » , plusieurs « coordinations », regroupant, à la manière des étudiants, des syndiqués et des non-syndiqués. Créée à Paris-Sud-Ouest et animée par un cédétiste d'extrême gauche, M. Daniel Vitry, la « Coordination nationale intercatégories des cheminots » a été jusqu'à demander à participer à part entière aux négociations avec la direction de la SNCF.

Constituée à Paris-Nord et affirmant représenter trente-deux dépôts, la « Coordination nationale des comités de grève des agents de conduite » a préféré ne pas se substituer aux syndicats mais entend conserver la maîtrise du mouvement. On a ainsi vu les syndicats, à l'issue de leur négociation de la Saint-Sylvestre avec la direction, éviter de se prononcer clairement sur l'issue du conflit, par peur des réactions de la base.

Derrière ce spontanéisme de la base et ces structures parallèles, il y a de surcroît une certaine méfiance devant les méthodes d'action des syndicats. « *Si les syndicats sont aujourd'hui nos partenaires*, explique un cheminot de Grenoble, *le mouvement est parti de la base et reste conduit par elle. S'ils avaient repris en main notre action, j'aurais cessé la grève.* » Et un agent de conduite de Paris-Nord justifie sa détermination par « *un ras-le-bol des grèves presse-bouton de vingt-quatre heures dans la désunion qui ne permettent pas d'obtenir de réelles négociations sur les différents problèmes posés dans l'entreprise* ».

Timidement, et encore à la marge, des « groupes » de salariés tentent de manœuvrer en dehors des syndicats. Ainsi, un « groupe d'ouvriers de différents secteurs » de la région parisienne a-t-il essayé — en vain — de s'adresser à une des « coordinations » de cheminots pour lancer « *un appel à la solidarité active de tous les ouvriers* » de cette région pour « *une intégration dans la lutte et son élargissement* »...

1947 plus que 1968

L'histoire bégaierait-elle ? Le mouvement des cheminots a évidemment une filiation avec celui des étudiants. Mais l'apparition des « coordinations » fait davantage penser aux événements de 1947 qu'à ceux de mai 1968. Lorsqu'en avril 1947 — le 25 exactement, — des grèves éclatèrent à Renault-Billancourt, donnant naissance à la plus importante vague de conflits de la IVe République et provoquant d'abord le renvoi des ministres communistes par Ramadier, puis la création de FO, les ouvriers arrêtèrent leur travail de leur propre chef et contre l'avis de la CGT. Le « comité de grève » dut imposer la poursuite de la grève avant que la CGT puis le PC ne soutiennent ses revendications.

La CGT, qui était alors une force considérable, sut cependant retrouver la maîtrise du mouvement. Elle favorisa son extension au point qu'en novembre on comptait deux millions de grévistes. Mais elle prit soin, au grand dam des minoritaires des groupes FO, de consulter sur les lieux de travail l'ensemble des salariés, syndiqués ou non à la CGT, sur leurs revendications. Si un « comité central de grève » finit par assurer la coordination du mouvement au quotidien, il était composé par les vingt fédérations ouvrières à direction communiste de la centrale de Benoît Frachon...

La jeune confédération FO sut tirer les leçons de 1947. Lorsque, en août 1953, Joseph Laniel, ce président du conseil dont François Mauriac avait qualifié l'équipe de « *dictature à tête de bœuf* », voulut promouvoir un nouveau statut des fonctionnaires (avec recul de l'âge de la retraite et modification de la durée des carrières), il se heurta, en pleine période de congés, à une petite grève « presse-bouton » des fonctionnaires. Mais les postiers FO de Bordeaux réussirent à lancer aussitôt une grève illimitée dans les postes, qui déborda rapidement avec le concours de la CGT et de la CFTC en s'étendant au secteur public et en atteignant le secteur privé au point que, le 15 août, on comptait quatre millions de grévistes.

Ni M. Chirac ni M. Douffiagues ne sont dans la situation de Joseph Laniel; mais on peut se demander si un syndicat aurait aujourd'hui la capacité de lancer un tel mouvement, avec le concours d'autres syndicats, alors qu'après plus de deux semaines de grève à la SNCF, les cheminots demeurent les seuls à ce jour à être engagés dans une grève illimitée.

Redoutable défi

Les syndicats se trouvent ainsi confrontés aujourd'hui à un redoutable défi. Jusqu'à présent, la masse des non-syndiqués était plutôt considérée comme une population dont le patronat — public ou privé — essayait, par des méthodes plus ou moins élaborées, d'obtenir l'adhésion ou la neutralité bienveillante. Le calcul s'avérait parfois faux, car au-delà des syndiqués, les syndicats ont aussi des sympathisants qui agissent avec eux. Mais voilà qu'à la SNCF, entreprise plutôt bien syndiquée, des « coordinations » donnent une leçon d'action sociale aux syndicats.

M. Edmond Maire ne peut se contenter de reconnaître, dans *le Matin* du 31 décembre, « *la complémentarité des rôles entre organisations syndicales et mouvement social* », en écrivant (à propos des étudiants...) « *Quand apparaît sur la scène publique un mouvement social d'ampleur, porteur d'émancipation et ayant la volonté de s'auto-organiser, les syndicalistes autogestionnaires que nous sommes ne peuvent que se réjouir, sans regretter ni rougir de ne pas être à la source de ce mouvement ni d'être confondus avec lui.* »

La CGT ne peut pas davantage se borner à dégager en touche en faisant la distinction entre les dirigeants — suspects... — des « coordinations » et ceux qui sont dedans, les seconds n'aspirant qu'à plus de démocratie dans leurs syndicats, ce qui ne peut se comprendre que pour les... non-cégétistes. Le problème révélé par le déclin syndical et accentué tant par le mouvement étudiant que par l'origine du mouvement des cheminots est que les syndicats ne donnent pas à l'opinion une image satisfaisante d'eux-mêmes. Le sondage de *Liaisons sociales* montrait déjà que 51 % des salariés estiment que ces organisations ne traduisent pas bien leurs aspirations...

La perception des syndicats n'est guère meilleure chez les jeunes. Déjà, en juin 1985, le magazine des cadres de l'UGICT-CGT, *Options*, avait publié un sondage de la SOFRES auprès de 780 jeunes diplômés. Pour 58 % de ces futurs cadres, faire du syndicalisme apparaissait « *plutôt inutile car leurs problèmes peuvent pratiquement tous se régler par négociation individuelle* ». Et pourtant ils jugeaient le syndicalisme positif et nécessaire !

Une enquête qui va être publiée prochainement par les cadres de l'UCC-CFDT aboutit à des conclusions similaires. Ce ne sont donc pas les syndicats eux-mêmes qui sont en question, mais la grève des cheminots les met une fois encore à la question. Ne doivent-ils pas revoir leur rôle pour éviter d'être court-circuités, ignorés ou au mieux condamnés à suivre ?

Il y a au moins deux points qui devront être revus d'urgence si les syndicats veulent tirer les leçons de ce spontanéisme social et tenter d'enrayer leur propre déclin. D'abord leurs façons de saisir les revendications : loin d'être unifiantes ou uniformes pour des populations hétérogènes, elles doivent coller au plus près des aspirations des salariés, dans toute leur diversité. *Ils ne veulent pas qu'on leur parle maintien du pouvoir d'achat quand ils craignent avant tout l'introduction du mérite dans une grille salariale.*

En second lieu, la pratique de la démocratie syndicale est indéniablement à améliorer pour éviter que trop souvent des délégués syndicaux se transforment en fonctionnaires, à mille lieues des préoccupations immédiates de leurs mandants. Il y a là une réflexion à mener sur les consultations du personnel, voire les pratiques du référendum... De beaux thèmes de débat pour la CFDT qui réunit, du 5 au 9 janvier, à Bierville, son bureau national sur... l'adaptation du syndicalisme !

MICHEL NOBLECOURT.



هكذا من الأصل

BIBLIOGRAPHIES

Histoire monétaire de la France

LES économistes français contemporains ont eu souvent tendance à délaisser le domaine de l'histoire monétaire et financière, dans lequel se sont illustrés d'éminents historiens venus des facultés de lettres. Depuis quelques années cependant, les travaux historiques en provenance d'économistes se sont multipliés, avec parfois le désir de s'inspirer pour la France de la monumentale *Histoire monétaire des Etats-Unis 1867-1960* présentée par M. Friedman et A. Schwartz (1963), ou de l'ouvrage controversé des mêmes auteurs en 1982 sur les *Tendances monétaires aux Etats-Unis et au Royaume-Uni 1867-1975.*

Le livre écrit par un économiste de banque (Michel Lutfalla) et un expert de la Banque de France (Jean-Pierre Patat) (1) propose une histoire monétaire de la France sur la période 1897-1973 (avec une référence rapide aux mutations récentes), qui intègre étroitement l'analyse monétaire, un impressionnant effort de collecte de données et de construction de séries (de masse monétaire, de vitesse de circulation de la monnaie, etc.) et une bonne connaissance de l'histoire économique. A la différence de M. Friedman et A. Schwartz, les auteurs ne s'appuient pas ici sur un modèle bien spécifique qui serait appliqué aux différentes sous-périodes, ni ne tranchent le débat toujours ouvert du sens de la causalité entre la monnaie d'un côté, les prix et l'activité économique de l'autre.

Classicisme

Plutôt qu'un modèle, est mise en œuvre une méthode d'analyse consistant à disséquer l'histoire monétaire à partir de concepts employés par la Banque de France, depuis longtemps pour certains (l'étude des contreparties de la masse monétaire, peu prisée aux Etats-Unis, joue traditionnellement un rôle central chez nous), plus récemment pour d'autres (exemple du « crédit interne net », qui regroupe les sources internes de la création monétaire). La référence constante à la démarche utilisée par la Banque centrale crée sans aucun doute l'unité de l'interprétation proposée. Elle suscite peut-être, en certains endroits, une impression de classicisme.

L'histoire monétaire de la France depuis la fin du dix-neuvième siècle est abordée grâce à un découpage chronologique qui fait apparaître quelques grands axes. Il est séduisant de centrer l'attention sur les poids respectifs de l'intermédiation financière et des marchés de capitaux. Ceux-ci, il faut le rappeler, ont joué un rôle essentiel dans le financement de l'économie française au cours de la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

Jusqu'en 1914, la croissance de la masse monétaire est ralentie grâce aux émissions de titres financiers. Par la suite, et surtout à partir des années 50, la crise du marché financier, due pour partie au niveau bas, souvent négatif, des taux d'intérêt réels, doit être rapprochée de la vive progression des agrégats monétaires. A certains moments, l'immobilier s'interpose dans les choix entre épargne liquide et titres financiers.

Depuis 1980, nous sommes entrés dans un nouveau « cycle » de croissance du marché financier. Le recul historique a l'avantage ici de nous inciter à la prudence face à l'essor des marchés de capitaux, de la « désintermédiation », etc. : il s'agit sans doute là non pas d'une tendance irréversible, mais du moment d'un cycle susceptible, en cas de retournement brutal des anticipations de taux d'intérêt, de laisser la place à des retours en arrière.

L'ouvrage fournit des précisions intéressantes sur le comportement des Français à l'égard des différentes formes de monnaie. Les guerres, les crises de confiance dans le domaine politique ou économique (exemple des faillites bancaires au début des années 30), ont provoqué d'amples retours vers l'or ou la détention de billets, et l'économie française n'a rattrapé ses principaux partenaires en matière de monnaie scripturale qu'à partir des années 60.

L'Etat, on s'en doute, est le principal acteur de cette histoire monétaire, à travers des influences mutiples : rôle souvent primordial des déficits publics et de leur financement monétaire dans la progression de la masse *monétaire ; volonté du Trésor d'en* limiter les effets par une politique de « circuit » permettant de récupérer sous forme d'épargne les liquidités supplémentaires injectées ; impulsion de l'Etat dans le domaine des innovations financières et des transformations structurelles (cas, parmi bien d'autres, des réformes de 1966-1967, ou de l'encouragement à la « transformation », par les banques, de ressources à court terme en emplois à moyen ou long terme).

Même si l'économie française est peu ouverte jusqu'à la fin des années 50, la contrainte externe se manifeste sur l'ensemble de la période. Elle concerne aussi bien la dépendance des taux d'intérêt français vis-à-vis des taux étrangers que la destruction ou la création de monnaie dues aux mouvements de capitaux. Le contrôle des changes a permis d'atténuer certaines interdépendances, sans les supprimer.

Deux leçons

L'histoire monétaire, même si elle ne se répète pas, suscite certaines leçons. Parmi celles qui sont proposées, deux sont spécialement éclairantes. D'abord, l'augmentation du taux de liquidité de l'économie (croissance de la masse monétaire plus rapide que celle du PIB nominal) doit être surveillée parce qu'elle est souvent synonyme de regain d'inflation pour les périodes à venir (les liquidités accumulées étant susceptibles d'alimenter, après activation, une hausse des prix). Un long cortège de phases de « reconstitution d'encaisses » et de périodes de « fuite devant la monnaie » rythme l'expérience monétaire française.

Ensuite, l'incidence des mouvements de la masse monétaire sur les prix et l'activité en volume dépend largement des circonstances. Dans certains cas, la politique monétaire exerce un effet rapide sur la production et l'emploi. Dans d'autres situations, l'effet porte principalement sur les prix. Une interprétation de l'histoire monétaire française à partir de la notion, plus suggérée qu'explicitée, de « crédibilité » de la politique apporte un éclairage intéressant qui relie les anticipations et la confiance.

L'appareil statistique présenté est impressionnant. On peut bien sûr discuter certains aspects de l'analyse. Est-il assuré que l'excès de « transformation » par les banques a alimenté le processus inflationniste ? Faut-il donner un rôle aussi central à la coupure de 1939, alors que 1936 marque le début d'une longue période de soumission de la monnaie et du taux de change aux exigences de la sphère réelle ?

Faut-il pour l'essentiel s'arrêter en 1973 alors que le rapide processus d'innovation et de déréglementation financières, évoqué en conclusion, bouleverse les structures et autorise le passage à la régulation par les taux d'intérêt à partir de 1987 ? Il n'en reste pas moins que nous tenons là un ouvrage qui devrait constituer le point de départ de nombreuses investigations.

CHRISTIAN DE BOISSIEU,
professeur à l'université Paris-I.

(1) *Histoire monétaire de la France au vingtième siècle*, préface de Robert Raymond. Economica. 292 p., 235 F.

La guerre de l'export

EXISTE-T-IL une politique qui soit de nature à redresser le commerce extérieur ? On en a souvent douté, désespérant des effets que peuvent avoir les aides spécifiques à l'exportation. Tout se règle par le jeu des décisions macro-économiques, estiment bon nombre d'experts : diminuez la consommation intérieure, et vous réduirez les importations ; améliorez la compétitivité de vos prix, et vous gagnerez à l'exportation.

François David ne nie pas l'influence de la conjoncture sur les échanges commerciaux. Mais cet expert (hier responsable à la direction des relations économiques extérieures, aujourd'hui directeur de cabinet de Michel Noir, ministre du commerce extérieur) sait qu'il existe bien d'autres moyens d'action pour gagner *« la guerre de l'export »* (1), si l'on veut échapper aux seuls aléas de la demande mondiale et ne pas tabler sur une simple différence de croissance. Ces moyens, il les définit en partant d'une analyse précise et claire de la position de la France – et de ses évolutions – dans les relations internationales.

Il n'hésite pas, au passage, à écarter certaines idées toutes faites, comme celle qui consiste à laisser entendre que la France vend ses produits surtout aux pays en développement, alors qu'elle en vend pour près de 70 % aux pays industrialisés. Il y a certes un calcul marginal que François David omet de signaler, car c'est sur les 30 % restants que se font nos excédents. En ce sens, la restriction de la demande en provenance des pays de l'OPEP et des pays en développement a pesé lourd dans la balance...

Toutefois, l'auteur reste tout à son projet, dont on ne s'étonnera pas, compte tenu de ses fonctions, d'en trouver plus que des reflets dans la politique gouvernementale. Son analyse de la répartition géographique de nos échanges est à la fois originale et suffisamment pertinente (graphiques à l'appui) pour qu'on se rallie à son objectif de voir la France s'acharner prioritairement à redresser les déséquilibres qu'elle connaît avec ses principaux partenaires (la RFA, l'Italie, les Pays-Bas, etc.). Il s'agit pour lui de savoir regrouper ses forces pour les mener sur les bons terrains.

Satisfaction

Comment y parvenir ? C'est là qu'entre en jeu l'idée d'une politique appropriée. Il s'agit d'abord d'une politique d'ensemble, que l'auteur a la satisfaction de voir se mettre en place aujourd'hui : la libération des prix et du contrôle des changes, la réduction des prélèvements publics, la flexibilité de l'emploi sont autant de mesures qui doivent permettre aux entreprises de trouver le souffle nécessaire pour affronter la concurrence extérieure. Cela suffira-t-il à les rendre exportatrices ?

Oui, si on les y aide un peu par des comportements qui ne sont pas que subsidiaires. Autant que l'amélioration des encouragements à l'exportation ou qu'une incitation à l'investissement à l'étranger, François David considère qu'il faut savoir obtenir de nos partenaires des compensations (au cas où ils ne penseraient pas eux-mêmes à nous les offrir) et que les intérêts de la France dans les négociations commerciales multilatérales doivent être soigneusement défendus.

Combatif, mais libéral s'il en est, l'auteur plaide pour l'ouverture des frontières, écartant toute idée de protectionnisme, et juge fallacieux le recours à certaines facilités comme la *« dévaluation de combat »*. Reste que cette *Guerre de l'export* ne peut être menée et gagnée que par les entreprises.

« La France a les exportateurs qu'elle mérite », déclare suavement François David. Car s'il décerne des lauriers à celles qui savent se battre, il n'ignore pas les faiblesses du plus grand nombre en personnel qualifié ou en savoir-faire, et sait que nos plus gros défauts tiennent dans notre incapacité à offrir des produits adaptés et à en assurer la commercialisation – sans parler, bien sûr, du service après-vente. Mais de cela un homme, fût-il directeur *d'une administration ou même* ministre, n'a pas la maîtrise.

FRANÇOIS SIMON.

(1) *La Guerre de l'export*, J.-C. Lattès, 232 pages, 99 francs.

La chronique de Paul Fabra

Un respect religieux

SANS toutefois pousser trop loin l'argument, parce que cela est impossible dans la société française telle qu'elle est, le gouvernement a bien essayé, au début de la grève, de retirer son épingle du jeu en feignant de prétendre qu'après tout les salaires des cheminots, la grille à travers laquelle ils seraient dans l'avenir distribués, ainsi que les conditions de travail, tout cela c'était l'affaire d'une entreprise qui s'appelle la SNCF.

Outre l'aspect tactique évident d'une telle interprétation du conflit – éviter à Jacques Douffiagues le sort malheureux qu'avait connu, quelques semaines auparavant, Alain Devaquet, – il était tentant de donner un commencement de démonstration à chaud, si l'on peut dire, des changements auxquels la nouvelle majorité est censée aspirer. La politique des pouvoirs publics ne vise-t-elle pas, en affranchissant l'économie française des contraintes étatiques qui pèsent sur elle, à rapprocher les règles de fonctionnement de celles qui sont en vigueur dans les grands pays libéraux ?

Or une épreuve de force comme celle à laquelle nous assistons actuellement, après tant d'autres, est presque inimaginable aux Etats-Unis par exemple. Non pas que n'y éclatent jamais des affrontements durs et prolongés entre les salariés et leurs employeurs. Mais il est tout à fait exceptionnel que le pouvoir politique soit directement impliqué et décide d'intervenir. Le président Reagan l'avait bien fait en licenciant douze mille contrôleurs aériens en août 1981. L'enjeu était toutefois différent, puisque leur grève, selon la loi américaine, était illégale.

En guise de bilan de l'action qu'il a menée depuis neuf mois, et comme pour effacer la mauvaise impression créée par la reculade devant les étudiants, le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, Edouard Balladur, avait, le 15 décembre dernier, présenté à la presse un document intitulé *Vers la liberté*, retraçant les réformes introduites en 1986, dont certaines vont effectivement plus loin que toutes celles qui ont été décidées dans le même sens depuis, disons, le plan Pinay-Rueff de la fin 1958, première expérience d'envergure, couronnée d'un certain succès, visant à libéraliser l'économie française. Parmi ces mesures de rupture avec le passé, figure la suppression des ordonnances de 1945, dont Raymond Barre n'avait pas encore osé, en 1978, demander l'abolition au Parlement, bien qu'il en ait suspendu l'application en rétablissant la liberté des prix.

Mais il est une liberté, peut-être encore plus caractéristique d'une économie de marché. C'est celle de l'établissement des salaires. Une telle économie peut, tant bien que mal, s'accommoder de contrôles plus ou moins applicables et appliqués des prix. Elle est complètement dénaturée et perd son principal avantage, aux yeux de millions de gens, si la fixation de leur salaire est elle aussi confiée à la discrétion du pouvoir politique.

C'est pourquoi, dès le début de l'année 1950, une loi devait restaurer le principe de la libre négociation des rémunérations entre travailleurs et employeurs. Pour Jacques Rueff, sans doute le plus important économiste libéral que la France ait connu depuis deux générations avec Maurice Allais, cette liberté-là était, de toute évidence, la contrepartie indispensable de la liberté des prix. Mieux encore, les deux faisaient tout un dans son esprit.

« *J'inspirerais*, disait-il, *si j'avais la responsabilité de la conduite de la politique économique, un respect religieux pour les conventions collectives.* » Je ne l'ai jamais entendu employer cet adjectif en matière économique pour autre chose que le contrat de travail. C'est qu'il s'agissait pour lui de la clé de l'équilibre. Pas de plein emploi possible si les salaires, tous les salaires, ne sont pas placés sous le régime de la liberté contractuelle.

CEPENDANT, la liberté pour les prix et les salaires, on a tendance à l'oublier trop facilement, ne vaut que sous un certain nombre de conditions exigeantes. Dans *l'Epître aux dirigistes* qu'il publie pour la première fois en 1947 pour détourner ses contemporains d'adopter les fausses solutions planificatrices, Jacques Rueff écrit qu'« *il sera (...) indispensable de maintenir, pendant la période d'adaptation* [sous-entendu pour sortir de l'économie de pénurie] – *qu'il faudra faire aussi courte que possible – le contrôle des traitements et salaires et, de ce fait, de différer jusqu'au rétablissement de la stabilité des prix le retour nécessaire à des conventions collectives librement débattues* ».

Cette restriction peut paraître extrêmement sévère. Elle semble de nature à apporter aux partisans d'une politique des revenus – antithèse de toute politique libérale digne de ce nom – un appui inattendu. S'il avait fallu attendre que soit instaurée durablement la stabilité des prix, le dirigisme des salaires dans la plupart des pays, et notamment en France, n'aurait pas encore cessé d'être de mise.

Sans entrer ici dans un débat théorique, je ferai remarquer que les arguments sous-jacents à l'exigence posée dans la phrase reproduite ci-dessus peuvent aider à expliquer les paradoxes, les dangers et les contradictions inhérentes à l'actuelle situation française qu'on peut résumer par l'asymétrie suivante : d'un côté, liberté totale rendue aux prix et, de l'autre, stricte politique salariale pour le secteur public, présentée comme indispensable pour convaincre employeurs et salariés du secteur privé d'user avec sagesse de leur liberté contractuelle. Pourquoi, s'il estime que les contraintes du marché seront suffisantes pour assumer la discipline des prix sans recourir au contrôle, le gouvernement n'étend-il pas le même pari optimiste au domaine des salaires, se croyant au contraire obligé à leur propos de dicter sa loi à l'ensemble du secteur qui dépend de lui ?

Une première réponse, simple, à cette question est l'importance du secteur public : environ six millions de salariés auxquels il convient, en l'occurrence, d'ajouter les huit cent mille à un million de travailleurs payés au SMIC, c'est-à-dire à un salaire fixé également par voie d'autorité. Quand un salarié sur trois environ voit le niveau de sa rémunération dépendre directement du gouvernement, l'effet de contagion peut effectivement être pris au sérieux. Mais il est une autre raison plus fondamentale pour expliquer, sans nécessairement la justifier entièrement, l'attitude rigide du pouvoir.

LA logique de la liberté rendue aux salaires est que les partenaires sociaux ne pourront plus conclure arbitrairement. Les salaires seront déterminés en fin de compte par les possibilités financières des firmes qui les paient. Mais que vaut ce facteur de discipline quand l'entreprise en question est d'entrée de jeu au rouge, comme c'est notamment le cas pour plusieurs grands établissements publics dont la SNCF ? Où s'arrête le dérapage tolérable quand, dès le début, les comptes ne sont pas équilibrés ?

« *Il n'est pas question que la SNCF puisse se considérer en dehors de la fonction publique* », dit un haut fonctionnaire. Soutenir le contraire est en effet artificiel. Si l'entreprise elle-même ne renferme pas son propre mécanisme d'autorégulation, elle ne peut que coller à l'Etat dont elle est un démembrement.

La question de savoir si la politique menée par l'Etat est supportable par le corps social auquel elle s'applique n'en reste pas moins entière. Il ne suffit pas de rappeler que le personnel roulant, le plus acharné à poursuivre la grève, est composé d'hommes qui travaillent trente-trois heures par semaine, dont dix-huit de conduite, parcourent en moyenne 30000 kilomètres par an (alors que les routiers parcourent plus de 100000 kilomètres), qui prennent leur retraire à cinquante ans, pour convaincre que les intéressés sont des privilégiés. Ce sont eux souvent qui subissent le plus durement les conséquences de la chute du trafic.

Une expérience constante a montré qu'une politique des salaires ne peut pas être indéfiniment poursuivie sans risque d'explosion (celle qui est actuellement en cours en France a commencé au printemps 1982). Peut-on réclamer des cheminots (et des agents d'autres entreprises publiques) d'augmenter leur rendement sans leur offrir des compensations ?

L'Espagne aiguillonnée

(Lire la suite page 31.)

» *D'ailleurs, si les règles du jeu imposées au patronat sont aussi redoutables, pourquoi les entreprises étrangères se bousculent-elles pour entrer dans notre pays ?* » En 1986, et pour la troisième année consécutive, les investissements étrangers en Espagne ont fortement augmenté : + 47 % pour les onze premiers mois.

L'adhésion à la CEE a ainsi relancé un débat traditionnel, mais qui est aujourd'hui, plus que jamais, d'actualité : le patronat espagnol est-il victime, face à ses concurrents, de l'interventionnisme paralysant de l'Etat ? Ou s'est-il au contraire trop longtemps habitué à vivre des aides de l'Etat ? Un débat devenu d'ailleurs aujourd'hui au sud des Pyrénées plus politique qu'économique.

« *Ce qui est sûr, en tout cas,* observe un expert économique étranger, *c'est que le patronat espagnol n'est pas défavorisé par rapport à ses concurrents européens, si l'on tient compte de l'ensemble des charges auxquelles il est soumis. Bien au contraire. Mais en insistant sur les thèmes de sécurité sociale ou de flexibilisation du marché de l'emploi, il évite de parler de know-how, de niveau technologique, de capacité d'organisation, de management. Il évite de parler, en fait, de ses véritables défis.* »

Des défis que certains chefs d'entreprise semblent pourtant vouloir relever : la croissance spectaculaire de l'investissement montre que nombre d'entre eux sont décidés à passer à la contre-attaque. Tout porte à croire, à cet égard, que l'adhésion à la CEE provoquera une rénovation accélérée au sein du monde des entreprises.

Rénovation de personnel, d'abord, avec l'effacement progressif de tous ceux qui s'étaient habitués à vivre de la protection de l'administration. Mais rénovation, aussi, de la production. « *Maintenant que les chasses gardées ont disparu, un redéploiement s'impose, pour l'entreprise espagnole, sur une nouvelle base : celle de la sélectivité*, souligne un homme d'affaires étranger. *Fini de produire n'importe quoi à n'importe quel prix : il faut désormais dégager les créneaux qui s'offrent à l'Espagne dans le cadre européen.* »

Des créneaux qui se définiront aussi au-delà des frontières. « *L'Espagne a commencé à entrer dans le commerce entre multinationales*, observe M. Ceron. *Et son paysage industriel de demain dépendra beaucoup du rôle productif que les multinationales lui assigneront dans le futur.* » Autant de considérations planétaires nouvelles pour un pays resté longtemps frileusement replié sur lui-même. En entrant dans la CEE, l'Espagne est aussi entrée véritablement dans le monde !

THIERRY MALINIAK.

Les finances publiques espagnoles

La Revue française des finances publiques consacre son dernier numéro de 1986 à l'Espagne. Des spécialistes espagnols – universitaires, hauts fonctionnaires, responsables politiques – analysent les différents aspects politiques, juridiques, budgétaires et fiscaux des finances publiques de leur pays.

Ainsi M. Enrique Fuentes Quintana, ancien vice-premier ministre et ministre des finances, dresse un tableau, fort complet et clair, du déficit et de l'endettement de l'Espagne, dont la part des dépenses publiques dans le PIB est passée de 26,6 % en 1977 à 40,5 % en 1985. Pour sa part, dans un avant-propos, M. Manuel Marin, vice-président de la Commission des Communautés européennes, aborde les répercussions sur les finances publiques espagnoles de l'adhésion de l'Espagne à la CEE.

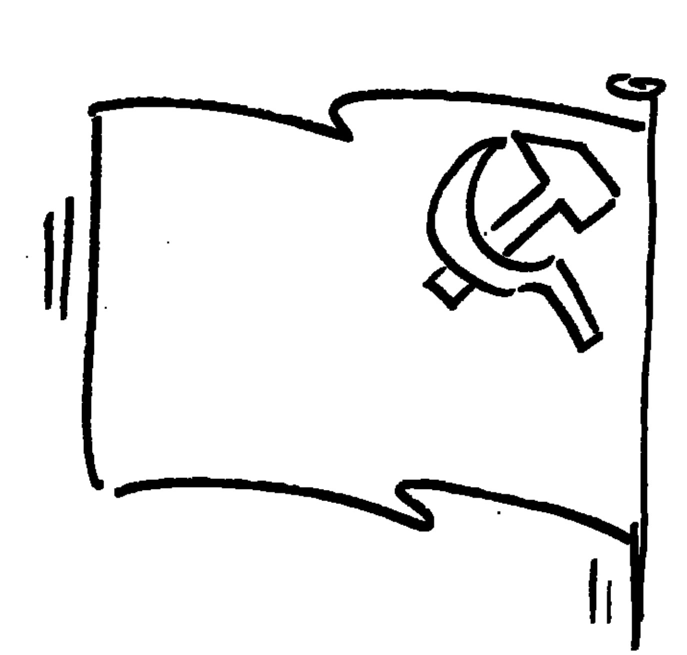
★ *Revue française des finances publiques*, nº 16, 80 F, LGDJ, 20, rue Soufflot, 75005 Paris.

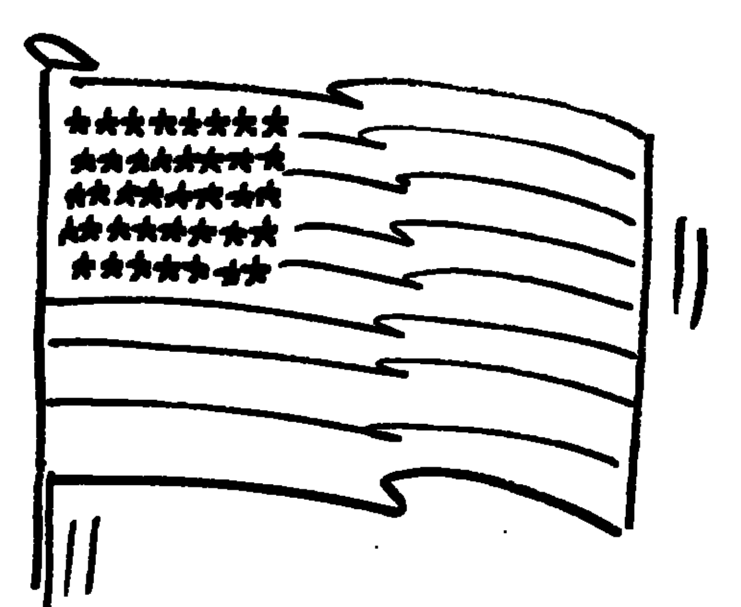
● *Précision.* – Dans les « Notes de lecture » d'Alfred Sauvy parues dans « le Monde économie » du 9 décembre, un seul auteur, Danielle Chabaud-Rychter, avait été cité pour l'ouvrage *Espace et temps de travail domestique*. Il ne faut pas oublier les deux autres : Dominique Fougeyrollas-Schwebel et Françoise Sonthonnax, qui ne figuraient pas faute d'espace.

هكذا من الأصل

WANG







Comment les faire communiquer?

Si les grands de ce monde intégraient les systèmes de communication Wang dans leurs négociations, ils feraient un grand pas vers la paix et la simplicité des échanges. Quand un ordinateur Wang rencontre un ordinateur IBM c'est l'entente parfaite, il aime aussi rencontrer Bull, Burroughs, Sperry, NCR. L'Aéroport de Paris, Chargeurs Réunis, la Chase Manhattan Bank, le Crédit Agricole, l'Unédic l'ont vérifié. En prenant Wang, l'entreprise protège son investissement informatique d'origine et peut continuer à se développer. Chaque fois, Wang rend l'opération transparente pour l'utilisateur final. Chaque écran communique sous SNA*,...* et/ou WSN*. Il traite toutes les applications informatiques en place et les nouvelles: celles de «Département», ainsi que telex, télécopie et vidéotex, sans oublier traitement de texte et messagerie. Wang assure aussi le monitorat et le contrôle central de réseau. Si vous recherchez de telles solutions, pensez à ces quatre mots simples: Avec Wang ça marche.

Appelez le 48.97.06.06 ou écrivez à Wang France S.A., Evelyne Mayard - Service Marketing, Tour Gallieni 1, 78/80, avenue Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex. WANG

AVEC

MARCHE

*SNA: marque déposée IBM. - *... Autres protocoles d'autres constructeurs. - *WSN: Wang Systems Networking.

Economie

L'évolution des conflits sociaux dans le secteur public

La situation reste très confuse à la SNCF

A l'issue du week-end, la situation demeurait toujours confuse à la SNCF, où, cependant, la circulation a paru s'améliorer, mais souvent grâce à des interventions de la police pour libérer des voies ou des gares occupées.

Une guerre d'annonces a continué entre la direction, d'un côté, les syndicats et les grévistes de l'autre. M. Yves Chenel, directeur de la communication à la SNCF, a fait état, dimanche 4 janvier, d'un *« mouvement de retour à la normale »*, dû à la fois à des votes de reprise et à des reprises individuelles. Inversement, la coordination *« inter-catégories »* d'Ivry affirmait qu'*« un petit nombre de non-grévistes ne suffirait pas à faire redémarrer la SNCF »* et appelait à la poursuite du mouvement.

Ainsi, la direction a annoncé dimanche des votes de la reprise du travail dans treize dépôts sur quatre-vingt-quatorze au cours du week-end. Pérignon (Dijon), Conflans-Jarny (Nancy), Tergnier (Saint-Quentin), Châlons-sur-Marne (Marne) et Agen (Lot-et-Garonne), après ceux de Hausbergen (Strasbourg), Rennes, Culmont-Chalindrey (Haute-Marne), Mohon (Reims), Blainville (Nancy), ainsi qu'aux annexes dLaon (Aisne), Chaumont (Haute-Marne) et Troyes (Aube). En revanche, la CFDT estimait que sur les soixante-deux dépôts dont elle avait connaissance, quatre seulement (Rennes, Dijon, Hausbergen, Conflans-Jarny) avaient voté la reprise. De son côté, la FGAAC ne concédait que dix votes en faveur de la reprise.

Il est vrai que dans certains dépôts des mouvements contradictoires ont pu se produire : ainsi à Rennes, après qu'un vote en assemblée générale eut décidé samedi matin la reprise du travail pour ce lundi 5 janvier, par cent trente et une voix contre quatre-vingt-neuf, la section CGT (majoritaire dans le dépôt), dimanche après-midi, se prononçait pour la grève par quarante-trois voix contre six et cinq abstentions, et annonçait son intention de mettre en place des piquets de grève. En même temps, les contrôleurs et les agents de trains réunis de leur côté se prononçaient pour la reprise par cinquante-cinq voix contre quinze. En revanche, à Strasbourg-Hausbergen, la reprise du travail a été confirmée, malgré, semble-t-il, les efforts de la CGT. D'autre part, ces dépôts sont d'inégale importance, ce qui peut expliquer les différences d'appréciation. Dans presque tous les dépôts importants, sauf Rennes et Pérignon, les votes intervenus ont reconduit la grève pour vingt-quatre heures.

En ce qui concerne les reprises individuelles, les syndicats s'efforçaient, ce lundi matin, d'en atténuer la portée. Mais ils reconnaissaient qu'un *« effritement »* se manifestait un peu partout, parmi les sédentaires, entrés les derniers dans la grève, le mouvement tendant à revenir à son noyau dur initial, les conducteurs, en premier lieu, et plus généralement les roulants.

D'autre part, la volonté de la CGT d'élargir le mouvement à l'ensemble du secteur public (voire au-delà) provoque un certain embarras chez les syndicalistes : plusieurs organisations craignent, en effet, d'être débordées et de se trouver « embarquées » dans des revendications éloignées de celles qu'elles pouvaient présenter. Après FO, qui, implicitement, souhaitait la reprise à la veille du week-end, la FGAAC indique prudemment ce lundi que, *« n'ayant pas appelé à la grève, elle n'a pas à se prononcer sur la reprise du travail »*. Sur le terrain, ses militants se contentent d'*« informer »* sur le retrait de la grille et sur les concessions obtenues en matière de conditions de travail, certains responsables estimant que l'on a obtenu plus au cours des derniers jours qu'au cours des deux dernières années.

Du côté de la CFDT, on maintient la décision de poursuivre la grève, mais on ne souhaite pas non plus que celle-ci soit perdue dans un mouvement global, qui quitterait le terrain social pour, en fait, s'engager sur celui de la contestation de la politique du gouvernement.

Le trafic semble s'être un peu développé au cours du week-end, avec une circulation de l'ordre de 40 % de la normale dimanche sur les grandes lignes, en particulier sur le Sud-Est : la direction a notamment mis l'accent sur le retour des vacanciers des sports d'hiver. Au total, une centaine de trains ont circulé au départ de Paris et autant en direction de Paris. Plus significative paraît avoir été la réapparition de liaisons régionales, par exemple en Auvergne, ou de transversales, par exemple de Lyon vers Nantes.

Mais, pour assurer cette circulation, il a fallu fréquemment faire appel à l'intervention de la police ou des CRS. Ainsi les forces de l'ordre sont-elles intervenues samedi et dimanche pour dégager les voies à Nevers, pour le passage du Paris-Clermont-Ferrand, à Dieppe, à Saint-Gervais — Le Fayet (Haute-Savoie), à Grenoble, à Valence, à Annemasse, à Nice, à Paris-Nord ou à Belfort, ce qui n'a pas empêché le retard de nombreux trains. D'autre part, les forces de l'ordre ont fait évacuer plusieurs dépôts ou des gares occupés par des grévistes, comme à Brest, Quimper, Morlaix en Bretagne, ou ce lundi matin à Marseille-Blancarde, ainsi qu'à Mantes-la-Jolie (Yvelines), afin de faire sortir des rames.

Pour ce lundi, la direction a prévu encore 40 % du service normal pour les grandes lignes au départ de Paris, un train sur quatre pour les relations entre les grandes villes de province, mais un nombre normal de TGV sur Paris-Lyon, Paris-Genève, Paris-Lausanne, la Bourgogne et la Savoie, un TGV sur deux vers la Méditerranée.

Mais cette amélioration du trafic peut-elle durer sans une reprise réelle du travail par les conducteurs ? Selon les syndicats, en effet, l'augmentation constatée est en partie temporaire, les trains en circulation étant souvent conduits pas l'encadrement.

Trois propositions du PC

Sous le titre « Pour une nouvelle dynamique de la SNCF », *l'Humanité-Dimanche* du samedi 4 janvier a publié un article de M. Philippe Herzog, économiste et membre du bureau politique du PCF, qui présente les propositions des communistes pour la société nationale. Notant que la SNCF est *« écrasée par les frais financiers »* qui représentent, selon lui, *« 11 milliards de francs par an »*, M. Herzog affirme qu'*« une partie de la dette doit être transformée en prêts participatifs bancaires faiblement rémunérés »* et qu'*« une taxation spécifique des compagnies d'assurances, de la grande distribution et des grandes entreprises apporterait des ressources »*.

En second lieu, l'économiste du PCF souligne que *« la SNCF doit accroître ses débouchés »* en visant *« les trafics différenciés des marchandises, les grands flux des transits régionaux et internationaux, les dessertes portuaires »*. Ce développement nécessite, notamment, de *« coopérer avec la route »*.

Enfin, M. Herzog estime que *« la SNCF doit être profondément démocratisée grâce à la revalorisation des droits des cheminots, de leurs conseils d'atelier et de service, des comités d'établissement et d'entreprise, grâce aussi à la participation des usagers et des élus avec une décentralisation réelle »*.

« Dire que les revendications salariales des cheminots menacent le franc, conclut M. Herzog, partisant des « nouveaux critères de gestion », *c'est une sinistre plaisanterie »*, non sans s'être élevé contre *« la politique de dégradation de l'emploi et des conditions de travail, accélérée depuis 1982 »*, qui *« débouche sur un profond déclin de l'économie française »*.

Le représentant des usagers appelle à la reprise

M. Jean Sivardière, administrateur de la SNCF et représentant des usagers-voyageurs, appelle, dans un communiqué, à la reprise du travail et demande une réunion exceptionnelle du conseil d'administration.

« La grève de la SNCF, écrit-il, *place ses usagers dans des situations difficiles et souvent même inacceptables. Je déplore que la direction générale de l'entreprise n'ait pas perçu le mécontentement profond des cheminots et qu'elle ait refusé aussi longtemps des négociations sérieuses.*

» Aujourd'hui, cependant, les grévistes ont obtenu des résultats tangibles, et les problèmes encore en suspens ne pourront être réglés que par des discussions qui prendront du temps. Dans ces conditions, le trafic doit reprendre au plus vite. Une poursuite de la grève accentuerait les pertes déjà catastrophiques subies par la SNCF et mettrait en péril l'emploi des cheminots en aggravant la concurrence routière et aérienne. Quant aux voyageurs, dont les droits ont été et sont souvent bafoués, ils subiraient encore plus, la grève une fois terminée, les conséquences de l'affaiblissement financier de la SNCF.

» Le conflit doit maintenant se régler au sein de la SNCF à l'écart des préoccupations partisanes. C'est pourquoi je renouvelle ma demande, formulée dès le début de la crise, d'une réunion exceptionnelle du conseil d'administration de la SNCF à qui il revient de prendre le dossier en main et de rétablir un climat de dialogue au sein de l'entreprise. »

Des retours de neige sans histoires

Chambéry ou la grève tranquille

CHAMBÉRY
de notre envoyé spécial

A quelques détails près, une bien banale journée de chemin de fer. Un « rush » traditionnel de fin de vacances, un retour de la neige plutôt joyeux avec ses bousculades de skieurs nostalgiques du téléphérique et ces bandes de jeunes qui mettent 600 kilomètres de rail à se séparer en chansons...

Un dimanche comme quelques autres en haute saison pour la petite gare de Chambéry, brusquement envahie par des centaines d'Indiens bigarrés, descendus, planches à la main, de leur montagne, et puis rendue sans regrets à ses somnolences provinciales.

Mais, de grève, point. Aucune tension et, sur le chemin du retour, entre Chambéry et Paris, aucun arrêt pour cause de barrage. Les « roulants » en colère délogés la veille de leur dépôt par les gendarmes mobiles sont restés invisibles toute la journée. Grévistes inutiles, éloignés de leur « outil de travail », grévistes dérisoires parce que, ce dimanche, la SNCF s'est débrouillée sans eux.

L'un des conducteurs a bien tenté d'expliquer à des skieurs bronzés que les quatre TGV prévus ce 4 janvier pour Paris *« allaient être conduits sans garantie de sécurité »* par des pilotes anonymes, il fallait rentrer. Les vacances avaient une fin. Ces TGV orange salués à leur arrivée en gare par des hourras avaient un air bien rassurant.

Finalement, la seule attraction de cette journée de retour sans problème, la seule véritable anomalie dans le décor, ce furent ces gendarmes mobiles promus nounours des usagers de la SNCF. Des forces de l'ordre souriantes, occupées entre deux patrouilles le long des voies à canaliser la foule, à renseigner les voyageurs, même à convaincre des étudiants que leur corps ne devait pas être confondu avec les CRS ou les « voltigeurs » de la préfecture de police de Paris. *« Des brutes »*, confia un sous-officier à la jolie blonde qui partageait son sandwich. Mine de rien, peut-être inconsciemment, une belle opération de relations publiques destinée, elle, à adoucir la mémoire d'une autre grève.

Vue de la gare de Chambéry, une journée bien ordinaire. Décevante pour les photographes de presse venus immortaliser les affres d'un plan ORSEC et repartis bredouilles par le même TGV.

L'« Opération Palomar » avait été mise en place par les autorités préfectorales et la SNCF. Opération réussie, c'est-à-dire, en termes médiatiques, inintéressante : des cars envoyés au petit jour dans les stations de ski ou les villes secondaires ont drainé de demi-heure en demi-heure vers la gare les vagues de vacanciers. Quand un TGV était plein, on maintenait par radio les cars à leur point de départ ou à bonne distance pour ne pas engorger Chambéry. Une colonie de vacances a ainsi gagné une demi-journée supplémentaire de ski, assurée d'attraper le train de 15 h 55. En cinq TGV et quelques rames transversales, la SNCF est parvenue sans difficulté à vider, ce dimanche, les vallées alpines de leur population saisonnière.

L'explication ? Les prévisions, attisées par la tension de la grève, avaient été trop alarmistes ; on avait oublié que bon nombre de fanatiques de la neige avaient gagné la montagne en voiture, persuadés, dès le 23 décembre, que *« le mouvement allait durer »*. D'autres pariaient sur le pourrissement de la grève après ce week-end et attendaient la rentrée scolaire — mardi 6 janvier pour la région parisienne — pour revenir. D'autres, encore, avaient préféré perdre une journée de soleil et s'en aller plus tôt.

Une journée ferroviaire bien ordinaire à tout prendre, très marquée tout de même par le centralisme hexagonal. Depuis Chambéry, aucun Parisien n'a connu de véritable difficulté, mais la SNCF s'est montrée moins efficace pour ceux qui avaient la mauvaise idée de chercher depuis la Tarentaise à gagner Toulouse ou Le Havre. Ces skieurs-là étaient promis aux changements de cars, à l'attente dans d'autres gares et à une nuit de voyage.

Un transport malgré tout moins mouvementé que l'aventure vécue par cette famille romaine partie vendredi de Bordeaux et qui, bloquée à Lyon, avait préféré rejoindre l'Italie par les Alpes et Modane plutôt que par Paris. Dans le buffet bondé de la gare de Chambéry, entre des bagages et des skis, elle était bien la seule à trouver la plaisanterie sinistre et à maudire la France, *« pays toujours en grève »*.

PHILIPPE BOGGIO.

● **Les routiers et le transport des marchandises.** — Pour éviter les ruptures d'approvisionnement des usines, des magasins et des grandes surfaces, la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) fait savoir que les transporteurs routiers sont prêts à répondre à toutes demandes supplémentaires d'acheminement de marchandises et de colis. *« Une liaison a déjà été établie au niveau national avec la CGPME, le CNPF et l'Assemblée permanente des présidents de chambres de commerce. Le relais est assuré à l'échelon local par les chambres syndicales de transporteurs routiers implantées dans tous les départements »*, indique la FNTR.

La CGT organise une coordination des mouvements dès le 6 janvier

Alors qu'elle est entrée, le lundi 5 janvier, dans son dix-neuvième jour, la grève à la SNCF va-t-elle faire tache d'huile sur l'ensemble du secteur public et nationalisé ? Tel sera l'enjeu essentiel de la première semaine sociale de 1987. La CGT fait en tout cas tout son possible pour parvenir à un tel résultat.

Déjà à la RATP, elle a déposé des préavis de grève pour tous les jours de la semaine — avec un point d'orgue, mardi, où elle bénéficiera du renfort des syndicats CFDT et autonome traction, — et elle appelle pour mardi à des grèves à EGF (reconductible de 24 heures en 24 heures) et chez les dockers. Dans les arsenaux, des mots d'ordre de grève sont lancés à partir de lundi par la CGT et la CFDT, à partir de mercredi par FO.

La CGT recherche donc clairement une globalisation de l'action contre la politique économique et sociale du gouvernement. Avant même de connaître les résultats des *« consultations »* des adhérents organisées lundi dans les entreprises publiques et nationalisées, le bureau confédéral et ses fédérations du secteur public et nationalisé de la CGT ont décidé d'*« organiser la coordination des actions en cours ou en préparation pour le 6 janvier 1987 »*, en appelant les salariés de ces secteurs à *« participer à des manifestations départementales ou régionales »* avec le soutien des travailleurs et des usagers.

A Paris, une manifestation aura lieu mardi à 11 heures de la gare Montparnasse à la place du Châtelet.

Dans un article publié par *l'Humanité* de lundi et intitulé... « Lève-toi et marche » — M. Henri Krasucki estime que *« ce qui est en route, c'est un mouvement revendicatif d'une force rare »*. *« Ce que les marins ont réussi*, écrit le secrétaire général de la CGT, *pourquoi les cheminots ne le pourraient-ils pas, en déjouant toutes les manœuvres et toutes les démissions ? Et pourquoi dans n'importe quelle autre entreprise, branche du secteur public ou du secteur privé, ne le pourrait-on pas ? »* Critiquant *« le gouvernement, la direction* (de la SNCF), *les médias et plusieurs organisations syndicales »* qui *« ont tout fait pour les isoler, les diviser, dévoyer leur action et les faire renoncer »*, M. Krasucki proclame que la CGT *« ne faillira jamais »*.

Il lance donc un appel à l'action qui vaut pour tous les secteurs, toutes les catégories professionnelles et... *« pour tous les problèmes sociaux et économiques »*. M. Krasucki annonce aussi que *« la CGT entreprend d'organiser une immense marche pour l'emploi de tous les exclus avec tous les autres travailleurs dans les régions pour aboutir à Paris, dans une prochaine période »*. Cette nouvelle manifestation pourrait coïncider avec le défilé prévu à Paris sur la Sécurité sociale le dimanche 25 janvier.

Cette volonté de globalisation de la CGT suscite des réticences hors de sa sphère d'influence. Parmi les cheminots, certains ne veulent pas se retrouver « noyés » dans un vaste mouvement du public qui ferait disparaître la spécificité de leurs revendications, qui touchent plus les conditions de travail que les salaires. C'est ainsi que les deux « coordinations » nationales n'ont pas appelé à se joindre aux manifestations du 6 janvier de la CGT. Du côté des autres syndicats, les réticences sont encore plus nettes.

La CFDT voudrait éviter de se trouver entraînée dans un mouvement global qui l'amènerait à un affrontement politique direct avec le gouvernement. Si elle sera présente dans les grèves à la RATP et dans les arsenaux et n'exclut pas de faire de même à EGF, suivant les résultats de la négociation salariale de mardi, elle presse le gouvernement de réouvrir les discussions à la SNCF, afin de régler ce conflit au plus vite, en lui faisant porter à l'avance la responsabilité d'un élargissement des grèves.

Lundi matin sur RTL, M. Edmond Maire a, de nouveau, accusé le gouvernement de recourir à *« l'épouvantail du PC et de la CGT »* pour bloquer *« toute avancée »* à la SNCF et *« brandir un étendard politique pour échapper aux problèmes sociaux » : « Il cherche à faire passer le rouleau compresseur d'une normalisation sociale sur les cheminots, alors que des solutions existent et qu'elles ne coûtent pas cher. »*

Quand à M. André Bergeron, il se montre encore plus inquiet devant un emballement de la « machine » sociale qu'il redoute depuis des années. Dimanche, il a tenté de faire partager son inquiétude à MM. Chirac et Balladur qui l'ont reçu pendant une heure à l'Hôtel de Ville. L'élargissement se profile davantage que l'apaisement.

M. N.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Siemens acquiert un distributeur aux Etats-Unis

Le groupe ouest-allemand Siemens va acquérir la totalité des actifs du distributeur américain de matériels de télécommunications Telecom Plus International. Siemens en possédait déjà 35 %. Alignant les exercices déficitaires, Telecom Plus estime ne plus pouvoir survivre face à la concurrence du fait de sa taille insuffisante. La transaction coûtera 165 millions de dollars à Siemens.

IBM exposera finalement au SICOB

IBM participera finalement au SICOB de printemps, cédant à l'*« amicale pression »* de ses agents distributeurs. Il y a quelques jours, l'entreprise avait annoncé qu'elle n'exposerait pas ses matériels au prochain salon, qui se tiendra le 6 avril à Villepinte-Paris-Nord. En définitive, devant la réaction plus vive que prévu de ses agents, la firme présentera sa gamme de mini-ordinateurs sur un stand plus petit que celui du précédent SICOB de septembre (570 mètres carrés au lieu de 900).

Himont, nº 1 mondial du polypropylène bientôt à Wall Street

Himont, premier producteur mondial de polypropylène, avec une capacité installée de 1,3 million de tonnes, va faire son entrée à Wall Street. Le groupe a décidé d'employer la procédure d'offre publique de vente. Il émettra 12,5 millions d'actions nouvelles à un prix restant encore à définir. Le dossier a été déposé auprès de la Securities and Exchange Commission — SEC (COB américaine).

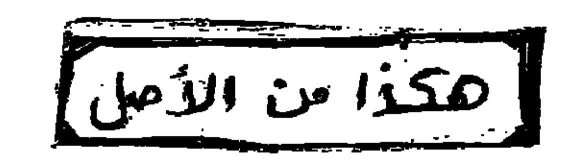
De création assez récente (novembre 1983), Himont réunit les actifs détenus dans le polypropylène en Europe et aux Etats-Unis par la firme chimique italienne Montedison et l'américaine Hercules, qui possèdent chacune 50 % de la société. Son siège est installé à Wilmongton (Delaware). Après l'introduction de ses titres (20 % du total) au New York Exchange, ses deux principaux actionnaires ne détiendront plus chacun que 40 % de son capital. Ultérieurement, Himont envisage d'accroître le nombre d'actions réservées au public (35 % du capital).

Un groupe de travail pour régler le contentieux franco-allemand sur le vidéotexte

Les ministres ouest-allemand et français des P et T ont décidé de créer un groupe de travail pour tenter de régler le contentieux entre les deux pays sur les terminaux vidéotexte minitel et BTX. Il devra remettre des propositions en mai prochain. D'ici là, la France va demander le gel de la plainte déposée contre la RFA auprès de la Commission européenne accusant ce pays d'empêcher la vente de terminaux français outre-Rhin.

Depuis deux ans, la procédure d'homologation des minitels bute sur un refus de la Bundespost, qui s'appuie sur une norme technique pour empêcher l'entrée du matériel français (moins cher) en RFA.

La constitution de ce groupe de travail semble marquer un dégel des relations franco-allemandes dans le secteur des télécommunications, dont l'un des épisodes les plus épineux reste la cession de l'entreprise française CGCT, convoitée entre autres par l'allemand Siemens.



هكذا من الأصل

Economie

et dans la marine marchande

Signes de reprise du travail chez les marins

L'accord signé le samedi matin 3 janvier entre le secrétaire d'Etat à la mer, M. Ambroise Guellec, et les syndicats de marins et d'officiers a très sensiblement détendu l'atmosphère sur le front de la marine marchande, mais, ce lundi 5 janvier, il n'avait pas totalement mis un terme au conflit commencé il y a près d'un mois.

Ce n'est qu'en début de semaine, en effet, que les marins des ports de la côte atlantique et de Dieppe devaient se prononcer sur la reprise du travail. A Marseille, la situation s'était débloquée, sauf à Fos. Un peu partout, les marins demandent aux employeurs le paiement des jours de grève.

Commentant l'accord du 3 janvier, M. Guellec a déclaré qu'il croyait pouvoir *« compter sur la loyauté de ses partenaires pour le faire appliquer »*, et il a précisé que le plan du 2 octobre, tel qu'il a été explicité aux syndicats et aux armateurs, *« s'appliquerait sans retard »*. Le ministre avait fait des concessions sur les questions de couverture sociale en cas d'accident du travail et de maladie, et sur l'indemnité de nourriture prévue dans les conventions collectives ; il avait également donné l'assurance que la révision des dispositions les plus obsolètes du code de travail maritime n'interviendrait pas avant 1988.

Sur la question-clé du pavillon des Kerguelén (dix-neuf navires actuellement), défendue par les armateurs, toute immatriculation nouvelle est suspendue tant que le Conseil d'Etat ne se sera pas prononcé sur le projet de décret actuellement en cours d'examen.

M. Claude Abraham, vice-président du Comité central des armateurs, a fait état de son *« soulagement de voir se terminer un conflit complètement disproportionné »*, mais a indiqué que les armateurs étaient, en général, hostiles à la revendication de la CGT de payer les jours de grève. Les dockers CGT, pour leur part, ont décidé de se mettre en grève le 6 janvier, dans tous les ports, pour vingt-quatre heures.

Mais, au Havre, un accord paritaire a été conclu entre employeurs et dockers qui prévoit, sur 1987 et 1988, cinq cents départs de dockers, avec garantie de rémunération jusqu'à la retraite et amélioration de la productivité des opérations de manutention.

F. Gr.

Fos, foyer de contestation

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Normalisation à l'Est, jusqu'au boutisme à l'Ouest : à Marseille, les marins se sont divisés sur la conduite à tenir après l'accord du 3 janvier.

Dans les bassins Est, la reprise du travail a été votée, à une large majorité, par les équipages de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) et ceux des remorqueurs.

Dans les bassins Ouest, à Fos-sur-Mer, les salariés de deux sociétés de remorquage, sur trois, ont décidé, en revanche, de poursuivre leur mouvement faute d'un accord avec leurs employeurs sur le paiement des jours de grève et à cause de problèmes locaux d'effectifs.

La consultation des marins de la SNCM n'a été qu'une simple formalité. *« Nous avons empêché le mauvais coup que l'on voulait porter à notre statut »*, s'est félicité M. Paul Moracchini, secrétaire général des marins CGT. Dès le dimanche 4 janvier le trafic de passagers et de marchandises a repris entre le continent et la Corse avec une traversée supplémentaire du *Liberté*, habituellement affecté aux liaisons avec l'Afrique du Nord.

A la SNCM on précisait que les syndicats n'avaient pas demandé l'indemnisation des jours de grève mais qu'un accord était intervenu pour le versement d'une avance remboursable aux marins représentant 50 % des salaires perdus.

Fos reste un foyer de contestation. Un remorqueur sur huit seulement a travaillé pendant le week-end dans les bassins Ouest.

Les armateurs exigent la reprise du travail comme préalable à toute discussion et ont rendu compte de la situation à la direction des affaires maritimes. Ils ont chiffré à 8 millions de francs leurs pertes financières, sur l'ensemble des bassins de Marseille-Fos, en vingt-six jours de conflit.

GUY PORTE.

REPÈRES

Banques

Nombre record de faillites aux Etats-Unis

Cent trente-huit banques américaines ont fait faillite en 1986, un nombre record depuis la grande dépression des années 30, indique l'agence fédérale assurant les dépôts bancaires (FDIC). En outre, 1 484 banques, soit un institut de crédit américain sur dix, sont sur la liste des banques « à problèmes » nécessitant un contrôle. La plupart des faillites bancaires se sont produites dans les Etats agricoles ou producteurs de pétrole, sévèrement touché par la chute des cours. Le Texas a ainsi enregistré 26 faillites suivi par l'Oklahoma avec 16 banqueroutes, le Kansas (14), l'Iowa (10) et le Missouri (9). La dégradation a été persistante depuis 1981 année durant laquelle 10 établissements avaient fait faillite. Ce chiffre est monté à 42 en 1982, 48 en 1983, 79 en 1984 et 120 en 1985.

Marchés financiers

La Bourse de Pékin rouvre ses portes

Pour la première fois, depuis l'arrivée au pouvoir des communistes en Chine, une bourse des valeurs et des devises a ouvert ses portes, le vendredi 3 janvier à Pékin. Présenté par le *Peking Dailly* comme le *« coup d'envoi de la réforme »* pour 1987, cet événement a attiré de nombreux curieux. L'agence Chine nouvelle, pour sa part, précise que quatorze banques et institutions financières, dont l'agence pékinoise de la Banque de Chine industrielle et commerciale ont participé aux premières transactions. Ces dernières avaient atteint 550 millions de yuans (147 millions de dollars) durant les deux premières heures d'activité. Avant celui de Pékin, deux marchés boursiers avaient été ouverts à Shenyang et Shanghai, jadis le principal centre financier d'Asie. Quant à la première banque commerciale de Chine populaire, elle sera créée cette année.

TVA

Introduction en Grèce

Comme elle s'y était engagée auprès de la Communauté européenne, dont elle est membre depuis 1981, la Grèce a introduit la taxe à la valeur ajoutée (TVA) en remplacement des vingt-cinq taxes indirectes existantes. Théoriquement applicables dès le 1er janvier, les trois taux retenus, 6 % pour les produits alimentaires, 18 % pour les produits courants et 36 % pour les produits de luxe, ne feront sentir leurs effets qu'à compter du 1er février. C'est à cette date que prendra fin la période de trois mois de gel des prix décidée pour tenter de limiter le dérapage inflationniste dû à ce nouveau type de fiscalité. L'inflation, de 25 % en 1985, a été ramenée à 17 % en 1986 et, selon le projet de budget, devrait être limitée à 10 % cette année.

Les Kerguelen au bout du monde

Les îles Kerguelen, perdues au sud de l'Océan indien, constituent un archipel fort original. Comprenant trois cents îles, elles couvrent environ 7000 kilomètres carrés (soit presque la superficie de la Corse), dont 6000 kilomètres carrés pour la seule Grande-Terre.

Le littoral des Kerguelen est envahi d'algues gigantesques, les *Macrocystis pyrifera*. Celles-ci, dont la longueur peut dépasser 50 mètres, sont groupées en bancs épais, si dangereux pour la navigation qu'ils sont portés sur les cartes marines.

La latitude des Kerguelen, un peu au sud du quarante-neuvième parallèle Sud, est presque la même que celle qu'occupe Rouen dans l'hémisphère Nord, mais le climat n'a rien de normand : l'archipel est balayé par des tempêtes qui se succèdent tout au long de l'année, et, sans être très froid, le climat est très humide, même en été, ce qui permet l'existence de glaciers permanents.

Le statut des Kerguelen est lui aussi très particulier. L'archipel constitue l'un des quatre districts du territoire d'outre-mer des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) (1), Et, comme toutes les TAAF, les Kerguelen sont habitées constamment, mais la population, d'une soixantaine d'hommes pendant l'hiver austral et de plus de cent hommes et (quelques) femmes pendant l'été, est renouvelée entièrement chaque année.

Les Kerguelen sont loin de tout, à 3 900 kilomètres de l'Afrique et à 4 100 kilomètres de l'Australie ; elles ne recèlent aucune richesse minérale. Toutefois, les eaux qui les entourent sont très poissonneuses (2).

Mais leur situation géographique leur confère une grande importance scientifique. La seule activité de l'archipel est donc la recherche (météorologie, magnétisme, aurores polaires, rayons cosmiques, activité solaire, ionosphère, sismologie, géologie, biologie marine et terrestre, etc.

Les TAAF sont placées sous l'autorité d'un administrateur supérieur assisté d'un conseil consultatif. La mission de la recherche du territoire est conseillée par un comité scientifique. Pour les programmes scientifiques internationaux, il existe un Comité national français des recherches antarctiques (CNFRA), émanation de l'Académie des sciences. Le territoire a été créé le 6 août 1955 pour remplir une triple mission : souveraineté, recherche et logistique.

YVONNE REBEYROL.

(1) Les autres districts sont les îles Crozet, l'île d'Amsterdam, l'île Saint-Paul et la terre Adélie.

(2) Les Soviétiques pêchent chaque année, sous contrôle français et moyennant paiement de redevances, quelques dizaines de milliers de tonnes de poissons dans la zone économique exclusive des Kerguelen.

Economie

La RFA devrait être amenée à réévaluer le deutschemark

(Suite de la première page.)

Tout ce processus, destiné en principe à calmer une surchauffe économique et une résurgence de l'inflation, inexistantes pour l'instant dans notre pays, prend totalement à contrepied la politique de ce gouvernement comme celle du précédent, au moment même où la désinflation porte ses fruits et où la croissance demeure plutôt molle. Ajoutons que jamais en France les taux réels, hors inflation, n'ont été si élevés au bénéfice, certes, des prêteurs mais surtout au détriment des emprunteurs, pris en tenaille entre un coût de crédit historiquement onéreux et une stagnation,voire une régression des pouvoirs d'achat. La situation actuelle, véritable non sens économique, ne peut donc se perpétuer.

Une question seulement : cette faiblesse du franc est-elle générale ? Pas du tout. Notre monnaie se revalorise par rapport à la livre sterling, à la lire italienne et même au yen japonais dont le cours, à Paris, a reperdu 7 % sur son plus haut niveau de l'été dernier.

En fait, et une fois de plus, le franc fléchit uniquement vis-à-vis du mark allemand. Sans doute les deux devises forment-elles un couple orageux, avec douze changements de parité en un peu moins de trente ans, tous à l'avantage du mark et tous provoqués par de meilleures preformances de l'économie allemande : inflation faible, industrie forte, exportations continuellement excédentaires et balance des paiements très positive, à de rares exceptions près. En regard, l'économie française a souffert longtemps d'une inflation très vive, désastreuse pour ses coûts de production et d'une balance commerciale le plus souvent négative, parfois très lourdement, sans oublier depuis 1981 un déficit non moins lourd de sa balance des paiements qui a contraint la France à s'endetter sensiblement à l'extérieur.

Or, depuis la mise en route du plan d'austérité du printemps 1983, et grâce à la baisse des prix du pétrole, ces graves handicaps se sont atténués. Le taux d'inflation français est revenu à un peu plus de 2 % par an. Pour la première fois depuis trente ans, la balance commerciale est équilibrée et la balance des paiements est même devenue excédentaire de 20 milliards de francs en 1986. De plus, le 6 avril dernier, à Ootmarsum aux Pays-Bas, le franc a été dévalué de 3 % et le mark réévalué de 3 %, ce qui a élevé de 6 % le cours de la devise allemande à Paris. Cet ajustement, compte tenu des taux d'intérêt plus élevés en France qu'en Allemagne, a provoqué un formidable afflux de capitaux étrangers sur la place de Paris, pour 70 milliards de francs environ, et a même contraint la Banque de France à soutenir le mark, en vendant des francs pendant tout le printemps.

Huit mois seulement après Ootmarsum tout a changé : les capitaux étrangers fuient la France et le mark, quittant son cours plancher, s'approche dangereusement de son cours plafond, la Banque de France devant cette fois-ci soutenir le franc en vendant des marks. Que s'est-il donc passé ?

Certes, en dépit du succès de la désinflation en France, l'écart est encore de trois points avec la RFA où les prix de détail ont diminué de 1 % en 1986. Mais, contrairement aux années précédentes, en 1986 les salaires auront progressé plus vite en Allemagne qu'en France et, au printemps prochain, les coûts de production des deux pays se retrouveront à parité. Il faut donc chercher ailleurs les raisons d'une dégradation si rapide, alors que la dévaluation de mars 1983 avait assuré trois ans de stabilité.

Tout d'abord notre grand voisin d'outre-Rhin affiche des performances insolentes, une balance commerciale et une balance des paiements excédentaires respectivement de plus de 350 milliards et de 200 milliards de francs. Ensuite, depuis le début de l'été, le recul du dollar s'est accentué et lorsque le dollar baisse d'autres devises montent, notamment le yen et le deutschemark. Or, depuis le début de novembre, le Japon et les Etats-Unis ayant stabilisé leur parité, la spéculation se reporte massivement sur le deutschemark.

Enfin, pour ne rien arranger, la Banque fédérale d'Allemagne a énergiquement refusé de faire baisser ses taux, comme l'a fait à trois reprises cette année la Banque du Japon et comme lui demandent instamment les Etats-Unis. Elle a même entrepris de les faire monter quelque peu afin de freiner la croissance de la masse monétaire ouest-allemande, jugée trop rapide, ce qui attire encore davantage les capitaux et, disons-le en passant, contribue à gonfler encore cette masse.

40 milliards de déficit commercial

La conjugaison de tous ces éléments a eu pour effet immanquable de propulser vers le haut un deutschemark *plus fort que jamais*, trop fort pour des monnaies moins vigoureuses, comme la couronne danoise, le franc belge et le franc français. Les premières tensions au sein du système monétaire européen sont apparues dès le début de l'automne, la Banque de France ayant dû intervenir vigoureusement en septembre puis en octobre pour freiner la montée du mark. Maintenant la poursuite de la baisse du dollar, après une stabilisation temporaire, accroît encore les tensions, d'autant plus vives que sur les marchés des changes tout le monde joue maintenant un réajustement du SME après le 25 janvier prochain, c'est-à-dire après l'échéance des élections législatives allemandes qui jusqu'à présent bloque toutes les décisions.

En bonne logique ce réajustement devrait se traduire par une réévaluation du mark, monnaie dont la surpuissance est en passe de faire craquer le SME si les parités actuelles sont maintenues : c'est la loi du système. On comprend que la France, estimant ne pas avoir démérité, ne veuille ni dévaluer sa monnaie ni élever ses taux, d'autant que sa masse monétaire ne dérape pas. On peut ajouter que, l'été dernier, son déficit commercial avec la RFA a augmenté de 40 %, à plus de 40 milliards de francs : c'est le plus gros excédent allemand sur un seul pays. Sans doute le gonflement des achats français de biens d'équipement en Allemagne y a contribué, mais la facture s'alourdit dangereusement et une réévaluation du mark aurait pour effet de rendre les exportations germaniques moins compétitives sur notre pays. Le chancelier Kohl s'y serait résigné, mais pour ce faire il devra vaincre l'opposition des industriels allemands, très satisfaits de leurs performances sur le marché français, mais il bénéficiera sans doute de l'appui de la Banque fédérale d'Allemagne. Celle-ci, par souci d'orthodoxie financière et pour lutter contre toute résurgence de l'inflation, préférera une réévaluation vertueuse de sa monnaie à un abaissement de ses taux d'intérêt, qu'elle jugerait laxiste.

De toute façon, l'affrontement de la France et de l'Allemagne risque d'être sévère. A Paris, on envisage de mettre Bonn devant ses responsabilités et, comme l'a déclaré la semaine dernière M. Balladur, de *« prendre toutes les mesures pour défendre le franc, sans en exclure aucune »*, y compris la menace de laisser filer le franc, ce qui reviendrait à se mettre provisoirement en congé du SME.

FRANÇOIS RENARD.

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF	Au 24 déc.
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	412 093
dont :	
Or	200 046
Disponibilités à vue à l'étranger	116 587
ECU	75 069
Avances au Fonds de stabilisation des changes	20 389
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 344
dont :	
Concours au Trésor public	25 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	179 945
dont :	
Effets escomptés	71 497
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	70 901
5) DIVERS	11 207
Total	707 490

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	218 908
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 388
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	49 484
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	112 657
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	62 354
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 680
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	230 215
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 129
8) DIVERS	10 146
Total	707 490

BOURSE DE TOKYO

34 % de hausse en 1987 ?

L'année 1987 s'annonce, à son tour assez brillante pour le Kabuto-Cho. Après avoir monté d'environ 50 % l'an dernier, le marché japonais pourrait encore progresser de 34 % environ, et l'indice Nikkeï atteindre la cote des 25 000 points. Tel est du moins l'avis que partagent de nombreux augures.

D'après ces derniers, toutefois, la hausse ne serait pas immédiatement au rendez-vous, et le premier trimestre pourrait se solder par une baisse de 20 %, correction inévitable succédant aux excès commis l'année dernière. Après quoi serait regagné progressivement le terrain perdu pour s'élever vers de nouveaux sommets. Les fameuses « Tokkin », sociétés de placement locales chargées par les entreprises et les établissements financiers de faire fructifier rapidement les excédents de trésorerie, monteraient de nouveau au créneau avec les institutionnels pour acquérir des valeurs nippones. Leurs achats, qui en 1985 avaient déjà globalement porté sur 9 000 milliards de yens (361,4 milliards de francs), augmenteraient de 10 % à 20 % pour se situer dans une fourchette de 398 à 434 milliards de francs.

Les spécialistes sont formels : le plan de relance du marché intérieur mis en place par le gouvernement donnera une nouvelle vigueur à la Bourse de Tokyo, qui anticipera les premiers résultats de la nouvelle politique. Car de l'avis général l'économie japonaise ne devrait pas encore franchement se démarquer, en 1987, de celles des pays industrialisés, pour rester assez déprimée.

Pour atteindre son but, le gouvernement japonais se proposerait de réduire encore les taux d'intérêt. Il se concilierait, d'autre part, les bonnes grâces des firmes de courtage en renonçant à fiscaliser les dividendes et de taxer les transactions.

La Bourse sera une bonne vitrine de ses intentions. A double titre, avec le train de privatisation en projet. Autres facteurs d'optimisme : l'abondance des liquidités, également, l'ouverture, en avril prochain, d'un marché à terme à Osaka, qui concurrencera le Kabuto-Cho, contribuant à créer une saine émulation.

CHANGES

Dollar : 6,36 F ↑

Après son vif repli de la semaine précédente, le dollar s'est légèrement redressé lundi, dans la crainte d'interventions des banques centrales. Au sein du SME, les tensions se sont un peu relâchées, le deutschemark revenant au-dessous de 3,31 F à Paris.

FRANCFORT	2 janv.	5 janv.
Dollar (en DM)	1,9180	1,9250

TOKYO	2 janv.	5 janv.
Dollar (en yens)	158,50	158,60

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (5 janv.)	8 3/4-9 %
New-York (2 janv.)	6 1/2 %

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	31 déc. (1)	2 janv.
Valeurs françaises	148,30	
Valeurs étrangères	112,60	

(1) Base 100 : 31 déc. 1985

Cie des agents de change
(Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	397,80	392

NEW-YORK
(Indice Dow Jones)

	31 déc.	2 janv.
Industrielles	1 895,95	1 927,31

LONDRES
(Indice « Financial Times »)

	31 déc.	2 janv.
Industrielles	1 313,9	1 320,2
Mines d'or	288,9	304,1
Fonds d'Etat	83,52	84,76

TOKYO

	2 janv.	5 janv.
Nikkeï	Clos	–
Indice général	Clos	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 2 janvier
Nombre de contrats : 10 937

COURS	ÉCHÉANCES				
	–	–	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	–	–	104,35	104,30	104,40
Précédent	–	–	105,55	105,50	105,55

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SACILOR CÈDE DAVUM A SES CADRES. – Dans le cadre du recentrage de ses activités dans la sidérurgie, Sacilor a décidé de revendre sa filiale Davum Commerce International aux cadres de cette société. Ces derniers prendront progressivement le contrôle de l'affaire par le biais de la société de capital-risque Elysées Investissements.

Davum ne réalise que 22 % de son chiffre d'affaires dans la vente d'acier, son activité s'exerçant aussi bien dans les ventes d'équipements pour le BTP que dans le négoce de biens de grande consommation. L'équilibre des comptes est escompté pour 1987. L'objectif des dirigeants est d'introduire les actions au hors-cote puis ultérieurement sur le second marché.

INGENICO : TROIS GRATUITES POUR SEPT. – La Compagnie industrielle et financière d'ingénierie Ingenico va distribuer trois actions gratuites pour sept anciennes, qui seront créées jouissance au 1er janvier 1987. Le capital sera porté de 10,07 à 14,38 millions de francs.

هكذا من الأصل

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 2 JANVIER

Cours relevés à 17 h 33

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1535	4,5 % 1973	1580	1600	1620	+ 2 53
4285	C.N.E. 3%	4295	4300	4299	+ 0 09
1227	B.N.P. T.P.	1200	1200	1200	....
1210	C.C.F. T.P.	1165	1166	1166	+ 0 08
1120	Créd. Lyon. T.P.	1145	1100	1125	− 1 74
2670	Electricité T.P.	2465	2450	2450	− 0 60
2080	Renault T.P.	2020	1987	1950	− 3 46
2102	Rhone-Poul. T.P.	2138	2110	2110	− 1 30
1310	St-Gobain T.P.	1320	1280	1280	− 3 03
1299	Thomson T.P.	1260	1286	1286	+ 2 06
500	Accor	478	470	472	− 1 25
2100	Agence Havas	2050	2050	2050	....
1980	Ag. Havas C. I.	2020	1989	1989	− 1 53
720	Air Liquide	701	680	680	− 2 99
2550	Alcatel	2350	2340	2323	− 1 14
1820	Als. Superm.	1821	1820	1820	− 0 05
435	A.L.S.P.I.	429	420	420	− 2 09
335	Alsthom ★	337	338	325 90	− 3 29
2180	Arjom. Prioux	2040	2005	2005	− 1 71
530	Aussedat-Rey	495	482	480	− 3 03
1490	Aux. Entrepr.	1440	1390	1388	− 3 61
1340	Avions Dassault	1272	1240	1240	− 2 51
515	Bail-Equipem.	541	535	535	− 1 10
1060	Bail-Investiss.	1045	1040	1040	− 0 47
1180	Cie Bancaire	1080	1051	1040	− 3 70
540	Bazar H.-V.	496	498	497	+ 0 20
590	Béghin-Say	571	560	560	− 1 92
555	Berger (Mé)	561	560	560	− 0 17
745	Bic	706	665	666	− 5 63
1760	B.I.S.	1650	1630	1630	− 1 21
2400	Biscuit (Génl.)	2500	2500	2500	....
2500	Bongrain S.A.	2435	2370	2390	− 1 84
1270	Bouygues	1260	1180	1185	− 5 95
4540	B.S.N.	4360	4260	4285	− 1 72
1280	Carnaud	1168	1173	1168	....
3890	Carrefour	3590	3555	3540	− 1 39
2580	Casino	2339	2304	2300	− 1 66
1840	Casino A.D.P.	1890	1880	1860	− 1 58
785	C.C.M.C.	805	800	800	− 0 62
1330	Cetelem	1334	1304	1270	− 4 79
2180	C.F.A.O.	2030	1980	1982	− 2 36
450	C.F.D.E.	425	430	432	+ 1 64
1300	C.G.I.P.	1220	1186	1190	− 2 45
1670	Chargeurs S.A.	1575	1537	1512	− 4
84	Chiers-Châtill.	62	61	62	....
780	Ciments franç.	751	725	728	− 3 06
730	Club Méditerr.	684	670	666	− 2 63
230	Codetel	226	226	225	− 0 44
400	Cofimeg	405	402	402	− 0 74
1380	Coles	1372	1300	1298	− 5 39
210	Compt. Entrepr.	214	213	214	....
750	Compt. Mod.	660	640	640	− 3 03
1220	Créd. Foncier	1181	1161	1161	− 1 69
570	Crédit F. Imm.	558	555	555	− 0 53
1480	Crédit Nat.	1425	1409	1407	− 1 26
345	Creusot ★	340	335	327	− 3 82

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
2500	Damart S.A.	2385	2370	2360	− 1 04
475	Darty ★	468 50	462	462 90	− 1 21
270	Dév. R.d.N.-C. (Li)	289	285	285	− 1 48
610	D.M.C.	595	565	565	− 5 04
2570	Docks France ★	2405	2415	2400	− 0 20
1940	Dumez ★	1920	1890	1912	− 0 41
1350	Eaux (Gén.)	1269	1240	1242	− 2 12
2980	Ecco ★	2872	2830	2830	− 1 46
1070	Electro-Finan.	1080	1030	1040	− 3 70
315	Elf-Aquitaine	316 90	314	314	− 0 60
285	– (certific.)	290 50	281	284	− 2 23
2900	Epeda-B-Faure	2930	2865	2875	− 1 87
3700	Essilor	3690	3550	3550	− 3 79
460	Esso S.A.F. ★	438 50	430 20	430	− 1 93
3340	Eurafrance	3100	3002	2949	− 4 87
1590	Eurocom ★	1521	1525	1550	+ 1 90
2900	Euromarché	2760	2660	2680	− 3 27
890	Europe n° 1 ★	834	825	830	− 0 47
1680	Facom	1585	1590	1559	− 1 66
1180	Fichet-Bauche	1160	1170	1170	+ 0 86
280	Finextel	264 80	261 80	261 80	− 1 13
180	Fives-Lille	180 10	180	181 50	+ 0 77
330	Francarep	322	323	323	+ 0 31
1550	Fromageries Bel	1410	1370	1380	− 2 12
1020	Gal. Lafayette	955	940	932	− 2 40
410	Gascogne	400	380	380	− 5
290	Géophysique	290	290	290	....
1800	Gerland	1755	1760	1760	+ 0 28
520	GTM-Entrepose	498	482	480	− 3 61
740	Guyenne-Gasc. ★	736	740	715	− 2 85
3000	Hachette ★	2880	2870	2845	− 1 21
720	Hénin (La)	750	735	733	− 2 26
89	Imétal	86 10	85	84 60	− 1 74
1000	Imm. Plaine-M.	478	470	468	− 2 09
4290	Inst. Mérieux	4100	4160	4160	+ 1 46
680	Interbail	682	660	660	− 3 22
1510	Intertechnique	1505	1500	1500	− 0 33
1270	J. Lefebvre	1170	1170	1135	− 2 99
2000	Lab. Bellon	1941	1970	1950	+ 0 46
1400	Lafarge-Coppée	1370	1330	1326	− 3 21
1590	Lebon	1530	1516	1515	− 0 98
5410	Legrand	5260	5190	5160	− 1 90
1460	Lesieur	1413	1390	1380	− 2 33
985	Locabail Immob.	960	975	975	+ 1 56
790	Locafrance	735	732	732	− 0 40
1080	Locindus	1081	1066	1060	− 1 94
1080	L. Vuitton S.A ★	1025	1007	999	− 2 53
800	Lucheire	730	723	724	− 0 82
1450	Lyonn. Eaux ★	1460	1410	1410	− 3 42
210	Mais. Phénix	175	175	172 10	− 1 65
625	Majorette (Ly)	620	640	640	+ 3 22
76	Manurhin	79	81	80	+ 1 26
425	Mar. Wendel	403	399	399	− 0 99

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1770	Martell	1592	1510	1510	− 5 15
2470	Matra	2358	2285	2290	− 2 88
2910	Merlin-Gerin ★	2885	2886	2880	− 0 18
2690	Michelin	2560	2464	2464	− 3 75
1980	Midi (Cie)	1643	1568	1570	− 4 44
450	Midland Bk S.A.	459 50	450 50	450	− 2 06
555	Min. Salsig. (Ma)	565	595	595	+ 5 30
61	M.M. Penarroya	47 20	46	46	− 2 54
2650	Moët-Hennessy	2380	2310	2310	− 2 94
970	Mot. Leroy-S ★	948	945	940	− 0 84
82	Moulinex	82 65	82 90	79 90	− 3 32
1100	Navig. Mixtes	1040	1020	1020	− 1 92
199	Nord-Est	196 80	194	191 50	− 2 69
525	Nordon (Ny)	520	540	540	+ 3 84
615	Nouvelles Gal.	584	573	560	− 4 10
1100	Occident. (Gén.)	1089	1068	1069	− 1 83
1460	Omn.F.Paris	1495	1490	1490	− 0 33
162	Olida-Caby	160	159	158	− 1 25
555	Opfi-Paribas	533	532	530	− 0 56
4000	Oréal (L')	3845	3800	3785	− 1 56
890	Paris-Réescomp.	829	800	801	− 3 37
1330	Pechelbronn	1272	1253	1250	− 1 72
1490	Penhoet	1452	1420	1418	− 2 34
1050	Pernod-Ricard	1022	1011	1018	− 0 39
148	Pétroles B.P.	140	137	136	− 2 85
1250	Peugeot S.A.	1185	1165	1151	− 2 86
35	Poclain	35 70	35 10	35 10	− 1 68
1820	Poliet	1800	1796	1796	− 0 22
850	P.M. Labinal	818	810	816	− 0 24
2880	Presses Cité	2740	2701	2690	− 1 82
1530	Prétabail Sic.	1570	1551	1520	− 3 18
580	Primagaz	586	576	580	− 1 02
575	Printemps ★	535	540	516	− 3 55
2350	Promodès	2155	2155	2155	....
275	Prouvost S.A ★	275	270 20	273 30	− 0 61
1100	Radiotechn.	1028	995	995	− 3 21
140	Raff. Dist. Total	137 50	133 50	132 10	− 3 92
2460	Redoute (La) ★	2490	2475	2475	− 0 60
245	Robur financière	250	245	250	....
1650	Roussel-Uclaf	1550	1530	1535	− 0 96
1010	Roussel-C.N.I.	1050	1050	1045	− 0 47
5390	R. Impériale (Ly)	5270	5270	5270	....
275	Sade	287	285	285	− 0 74
3560	Sagem	3250	3270	3270	+ 0 61
....	Saint-Gobain	356 50	355	355	− 0 42
780	St-Louis B.	776	759	752	− 3 09
1960	Salomon	1870	1836	1836	− 1 81
1300	Salvepar	1365	1373	1373	+ 0 58
780	Sanofi	765	732	736	− 3 79
510	S.A.T.	491	480	480	− 2 24
780	Saupiquet (Ns)	770	762	762	− 1 03

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
630	Schneider ★	634	611	611	− 3 62
93	S.C.O.A.	86 80	84 80	84 80	− 2 30
620	S.C.R.E.G.	540	540	536	− 0 74
785	Seb ★	735	731	720	− 2 04
495	Sefimeg	489	480	481	− 1 70
1800	S.F.I.M.	1778	1764	1769	− 0 50
94	S.G.E.	87 35	88	87 10	− 0 28
635	Signaux Ent. El.	594	591	591	− 0 50
985	Silic	945	960	960	+ 1 58
645	Simco-U.P.H. ★	625	625	638	+ 2 08
345	Simnor (Li)	357	337	337	− 5 60
1240	Skis Rossignol	1269	1260	1255	− 1 10
895	Sliminco	880	855	855	− 2 84
226	Sodero (Na)	225	225	225	....
2330	Sodexho	2300	2300	2300	....
405	Sogerap	405	405	405	....
1500	Sommer-Allib.	1418	1405	1405	− 0 91
800	Source Perrier	780	778	774	− 0 76
1310	Sovac	1305	1250	1264	− 3 14
800	Spie-Batignol.	790	785	785	− 0 63
585	Strafor	619	586	586	− 5 33
420	Synthélabo ★	412	422	411	− 0 24
540	Talcs Luzenac	550	550	545	− 0 90
3240	Tél. Elect.	3140	3110	3100	− 1 27
1610	Thomson-C.S.F.	1565	1550	1545	− 1 27
415	Total (CFP)	409	402	401	− 1 95
96	– (certific.)	96 40	91	92	− 4 56
2400	T.R.T.	2310	2281	2278	− 1 38
780	U.F.B.	705	690	690	− 2 12
1410	U.I.C.	1338	1333	1331	− 0 52
640	U.I.F.	630	611	616	− 2 22
1030	U.I.S.	1050	1020	1022	− 2 66
550	U.C.B. ★	515	530	520	+ 0 97
880	Unibail	861	835	835	− 3 01
520	Valéo	530	515	515	− 2 83
84	Vallourec	82	83 10	83 20	+ 1 46
....	V. Clicquot-P.	4600	4500	4500	− 2 17
740	Via Banque	732	727	720	− 1 63
870	Elf-Gabon	866	865	851	− 1 73
80	Amax Inc.	78 80	78 40	78 40	− 0 50
390	Amer. Express	373	366	366	− 1 87
165	Amer. Teleph.	162 50	162 50	162 50	....
85	Anglo Amer. C.	88 80	94 50	94 50	+ 6 23
485	Amgold	439 70	473	473	+ 7 57
910	BASF (Akt)	925	908	910	− 1 62
1060	Bayer	1067	1068	1060	− 0 65
120	Buffelsfont.	115 30	125	124 30	+ 7 80
240	Chase Manh.	238	230 50	230	− 3 36
235	Cie Pétr. Imp.	237	237	237 c	....
49	De Beers	47 60	47 75	49 50	+ 3 99
2700	Deutsche Bank	2756	2739	2745	− 0 39
50	Dome Mines	49	52 50	51 50 c	+ 5 10
1360	Dresdner Bank	1370	1350	1352	− 1 31

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
100	Driefontein Cfd	99	107	106	+ 7 07
570	Du Pont-Nem.	555	543	543	− 2 16
445	Eastman Kodak	448	441	441 c	− 1 56
36	East Rand	36 70	41	42	+ 14 44
305	Electrolux	302	304	304	+ 0 66
200	Ericsson	201 50	200 10	200 10	− 0 69
475	Exxon Corp.	465 50	464	464	− 0 32
380	Ford Motors	387 80	384	380	− 2 06
74	Freegold	71 60	74 60	75 50	+ 5 44
78	Gencor	77 80	81 50	81	+ 4 11
590	Gén. Electr.	568	558	558	− 1 76
625	Gén. Belgique	559	549	549	− 1 78
430	Gen. Motors	426	425 50	425 50	− 0 11
62	Goldfields	63 60	63 80	65 50	+ 2 98
42	Gd Metropolitain	42 70	42 30	42 30	− 0 93
66	Harmony	66 55	71	71 20	+ 6 98
46	Hitachi	43 60	43 15	43 10	− 1 14
890	Hoechst Akt.	900	902	902	+ 0 22
99	Imp. Chemical	101	102	102	+ 0 99
79	Inco. Limited	75 10	76 20	76 20	+ 1 46
810	IBM	782	778	778	− 0 51
340	ITT	344 80	338	339 c	− 1 68
163	Ito-Yokado	163	163 20	163 30	+ 0 18
87	Matsushita	81	80	80	− 1 23
760	Merck	812	797	797 c	− 1 84
760	Minnesota M.	760	750	750	− 1 31
260	Mobil Corp.	257	254 60	254 60	− 0 93
590	Morgan J.P.	552	536	536	− 2 89
....	Nestlé	....	....	....	....
124	Norsk Hydro	123	126 50	126 50	+ 2 84
182	Olsil	183 70	192	198	+ 7 78
1580	Petrofina	1585	1506	1505	− 5 04
485	Philip Morris	473	472	472	− 0 21
127	Philips	126 20	128 20	128 20	+ 1 58
530	Quilmès	520	515	521	+ 0 19
590	Randfontein	575	604	604	+ 5 04
610	Royal Dutch	612	611	611	− 0 16
62	Rio Tinto Zinc	66 60	65 90	65 90 c	− 1 05
80	St Helena Co	79 70	83 20	84	+ 5 39
220	Schlumberger	209 50	205 90	205 90	− 1 71
91	Shell transp.	92 05	91 80	91 80	− 0 27
2420	Siemens A.G.	2497	2448	2450	− 1 88
142	Sony	135 20	134	134	− 0 88
162	T.D.K.	154 50	154	154 20	− 0 19
26	Toshiba Corp.	26 10	25 60	25 70	− 1 53
1540	Unilever	1539	1541	1539	....
305	Unit. Techn.	304	296 50	296 50	− 2 46
530	Vaal Reefs	530	549	557	+ 5 09
330	Volvo	324 50	328	326	+ 0 46
255	West Deep	246	254	259	+ 5 28
405	Xerox Corp.	399 80	387 40	387 40 c	− 3 10
1 08	Zambia Corp.	1 11	1 12	1 12	+ 0 90

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			Citram (B)	493 40	595	Métal Déployé	490	....
			Clause	1000	990	Mors	211	219 50
Emp. 7 % 1973	8600	..	Cofradel (Ly)	1845	1730	Naval Worms	108 20	105
Emp. 8,80 % 77	124	5 425	Cogifi	549	....	Navig. (Nat. de)	205 70	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	950	....

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	1356	....	Dauphin O.T.A.	2780	2725	Molex	304 90	....
Alain Manoukian	932	910	Devanlay	2000	1925	Navale-Delmas	711	700
Asystel	500	480 o	Deville	930	930	Olivetti-Logabax	425	420
BAFP	770	770	Drouot-Assurances	530	515	Om. Gest. Fin.	504	504
B.I.C.M.	510	499 60	Drouot-Obl. convert.	3710	....	Patornelle-R.D.	3440	3410
B.I.P.	1180	1150	Editions Belfond	270	....	Petit Bateau	240	238
Bolloré Technologies	1050	1045	Elect. S. Dassault	840	815	Petrofigaz	480	478
Boiron	551	540	Expand	534	....	Rezal	1300	1280
Câbles de Lyon	1208	1160	Filipacchi	890	881	St-Gobain Emballage	1249	1280
Calberson	735	732	Guintoli	570	580	St-Honoré Matignon	250	252
Cardif	2850	2850	Guy Degrenne	987	985	S.C.G.P.M.	295	307
Cap Gemini Sogeti	2160	2100	I.C.C.	272 60	261 70	Sema-Metra	1215	1240
C.D.M.E.	825	820	IM Informatique	315	320	S.E.P.	1400	1400
C. Equip. Elect.	273	270	Le gd livre du mois	300	....	S.E.P.R.	1600	1664
C.E.G.I.D.	1935	1940	Loca-Investissement	385	375	S.M.T. Goupil	290	284 50
C.E.P.-Communication	1240	1190	Marosin	541	535	Sodinforg	685	685
C.G.I. Informatique	800	790	Merlin Immobilier	413	425	Solibec	349	345
C. Occid. Forestière	118	....	Métallurg. Minière	142 50	145	Sopra	1180	1115 c
Dafsa	220	212	M.N.B.	762	722	Valeurs de France	346	346

SICAV (sélection) — 2/1

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	768 04	749 31	Francic Régions	1031 98	1001 82	Paribas Gestion	602 67	578 10
Actions France	483 33	446 58 ◆	Fructi-Associations	1302 14	1302 14	Parnasse-Valor	1123 09	1121 97
…						Uni-Japon	1420 73	1356 31
						Uni-Régions	2949 81	2816 05
						Univers	2245 05	2171 23
						Univer	173 54	173 54
						Univers-Obligations	1567 17	1515 64
						Valorem	507 19	494 82
						Valrep	59248 79	59062 17
						Valorg	1458 42	1456 98
						Valrepi	77834 05	77795 16

Droits et bons

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Attribution		
Air Liquide	68 10	....
Casino	....	....
Créd. Foncier France	230	225
Pernod Ricard	255	....
Total	6 40	....

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/1	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 455	6 348	6 050	6 850
ECU	6 872	6 859	....	....
Allemagne (100 DM)	330 930	331 200	320 500	338 500
Belgique (100 F)	15 893	15 905	15 200	16 050
Pays-Bas (100 fl.)	293	293 170	279	297
Danemark (100 krd)	87 450	87 460	82 500	90
Norvège (100 k)	86 950	86 700	83 500	89
Grande-Bretagne (£ 1)	9 465	9 495	9 100	9 800
Grèce (100 drachmes)	4 625	4 605	3 800	4 600
Italie (1 000 lires)	4 752	4 753	4 500	5
Suisse (100 fr.)	395 550	395 360	383	403
Suède (100 krs)	94 800	94 360	91 500	97
Autriche (100 sch)	47 050	47 050	45 300	47 850
Espagne (100 pes.)	4 876	4 865	4 650	5 150
Portugal (100 esc.)	4 401	4 382	3 900	4 800
Canada ($ can 1)	4 670	4 597	4 480	4 880
Japon (100 yens)	4 030	4 015	3 910	4 090

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/1
Or fin (kilo en barre)	81700	82500
Or fin (en lingot)	82000	82800
Pièce française (20 fr)	531	549
Pièce française (10 fr)	389	.....
Pièce suisse (20 fr)	534	542
Pièce latine (20 fr)	475	490
Souverain	613	616
Pièce de 20 dollars	3150	3200
Pièce de 10 dollars	1470	1570
Pièce de 5 dollars	955	.....
Pièce de 50 pesos	3165	3245
Pièce de 10 florins	491	500
Or Londres	390 90	390 90
Or Zurich	391	391
Or Hongkong	390 55	403 63
Argent Londres	5 27	.....

c : coupon détaché
o : offert
• : droit détaché
d : demandé
◆ : prix précédent
★ : marché continu.

Le Monde

ÉTRANGER

2 Tension entre Israël et le Liban.
3 La reconquête du nord du Tchad par les forces de M. Hissène Habré.
4 RFA : à trois semaines des législatives, M. Kohl appelle au « redressement moral ».
6 Chine : la contestation étudiante.

POLITIQUE

8 Les répercussions politiques du conflit de la SNCF : l'UDF s'interroge de nouveau sur la cohabitation.
— M. Valéry Giscard d'Estaing : pas de libéralisme économique sans conscience sociale.

CULTURE

14 Musique : Heinrich Schütz, le génie cent ans avant Bach.
14-15 Cinéma : les Japonais à Beaubourg.
15 Arts : Picasso en « Parade ».
15 Communication : la radio du vice-président syrien commence à émettre sur la FM parisienne.

SOCIÉTÉ

12 L'UNEF-ID voit grand.
— A Toulouse, deux ressortissants jordaniens sont sous le coup d'une mesure d'expulsion.

SPORTS

20 Automobilisme : le rallye Paris-Dakar.
— Voile : la Coupe de l'America.

ÉCONOMIE

36-37 Les conflits sociaux : situation confuse à la SNCF ; signes de reprise du travail chez les marins.
38-39 Marchés financiers.

SERVICES

Radio-télévision 17
Annonces classées .... 21 à 30
Carnet 17
Météorologie 17
Mots croisés 17
Loto, Loto sportif 17-18
Spectacles 16

La situation dans les transports

Légère reprise sur le réseau banlieue de la SNCF

Dans la banlieue parisienne, en début de matinée, selon la direction de la SNCF, le service était assuré à raison de 2 trains sur 3 sur les réseaux gare de l'Est, gare de Lyon et gare Montparnasse, 1 sur 2 gare d'Austerlitz et sur la ligne C du RER, 2 sur 5 à Saint-Lazare et 1 sur 5 gare du Nord.

D'autre part, des transports de complément par autocars ont été mis en place en Ile-de-France par les communes et la préfecture de région : en particulier des lignes existantes ont été renforcées et prolongées jusqu'à des gares de métro et du RER. Selon la préfecture, on peut avoir des informations sur ces lignes en appelant les centres d'informations téléphoniques suivants : pour la Seine-Saint-Denis, le 48.95.60.60 (postes 548.20 et 567.75) et le 39.55.75.75 ; pour le Val-de-Marne le 48.98.91.70 ; pour l'Essonne le 36.65.75.75 et le 43.46.14.14 ; pour la Seine-et-Marne le 64.30.50.50 et, de 20 heures à 7 heures, les 64.09.41.74 et 75 ; pour les Yvelines les 39.55.00.02 et 39.55.75.75 ; pour le Val-d'Oise le 30.30.92.60.

Suspense à la RATP

Les perturbations du trafic de la RATP étaient minimes le 5 janvier, dans l'attente des résultats des négociations qui se poursuivaient entre la direction et les syndicats. Malgré les préavis de grève déposés par la CGT et la CFDT, le trafic du RER était normal dans la matinée celui du métro était assuré à 95 % et les bus circulaient à 87 %.

Les négociations se poursuivaient à deux niveaux. Avec l'ensemble des syndicats les discussions reprennent dans l'après-midi sur la question des augmentations de la masse salariale en 1987. La direction, qui a porté de 2,7 à 2,9 % sa proposition de hausse, ne semble pas en mesure d'aller au-delà. Avec le syndicat autonome des conducteurs, les contacts au sujet d'un reclassement hiérarchique devraient là encore déboucher sur un constat d'échec. Une assemblée générale des conducteurs autonomes se prononcera, lundi à 20 h 30, sur le maintien du préavis de grève déposé pour le 6 janvier et reconductible.

Si la CGT, la CFDT et les autonomes maintiennent leurs mots d'ordre, les transports en commun parisiens devraient connaître mardi une quasi-paralysie.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 janvier

Vif redressement

Minée par les conflits sociaux la semaine écoulée, la Bourse de Paris s'est très vigoureusement redressée lundi au cours de la session matinale.

Initialement en progrès de 1,14 %, l'indicateur instantané enregistrait à la clôture une hausse de 1,83 %.

Avance de SGE, Club Méditerranée, Sanofi Esso, J.-Lefebvre, Compagnie bancaire, Facom, Bouygues, Peugeot (de 2,3 % à 4,5 %). Les baisses ont été à peu près inexistantes (Eurocom, Simco, Merlin).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	472	476	482
Agence Havas	2050	2070	2090
Air Liquide (L')	690	695	696
Bancaire (Cie)	1040	1080	1075
Bongrain	2390	2400	2410
Bouygues	1185	1205	1221
B.S.N.	4295	4320	4320 c
Carrefour	3640	3680	3664
Chargeurs S.A.	1512	1545	1550
Club Méditerranée	686	688	693
Crédit National	1407	1405	1415
Eaux (Gén.)	1242	1245	1265
Elf-Aquitaine	314	315	316
Essilor	3550	3560	3580
Lafarge-Coppée	1326	1348	1352
Michelin	2484	2480	2519
Midi (Cie)	1570	....	....
Moët-Hennessy	2310	2325	2335
Navig. Mixtes	1020	1025	1032
Oréal (L')	3785	3850	3850
Pechelbronn	1250	1250	1270
Pernod-Ricard	1018	1025	1025 c
Peugeot S.A.	1161	1170	1178
Sanofi	736	780	782
Source Perrier	774	789	788
Télémécanique	3100	3120	3120
Thomson-C.S.F.	1545	1558	1562
Total-C.F.P.	401	401	401 50
T.R.T.	2278	2280	2280
Valéo	515	525	520

Selon l'IFOP

M. Mitterrand serait réélu dans tous les cas de figure

Au deuxième tour d'une élection présidentielle anticipée, le candidat de la gauche l'emporterait face au représentant de la droite, quelles que soient les hypothèses envisagées, selon le sondage réalisé par l'IFOP et publié, le lundi 5 janvier, dans l'hebdomadaire *le Point* (1) : M. François Mitterrand est déclaré vainqueur face à MM. Jacques Chirac et Raymond Barre, avec respectivement 56 % et 53 % des suffrages. De même, M. Michel Rocard l'emporte, avec 53 % des voix face au premier ministre, et recueille 51 % des suffrages lorsqu'il est opposé à M. Barre.

Néanmoins, 46 % des personnes interrogées *« ne souhaitent pas »* que le président de la République se représente (38 % espérant qu'il le ferait), tandis que 51 % préféreraient *« que la France ne soit pas dirigée »* par lui (37 % émettant un avis contraire). Sur ce thème, M. Rocard est crédité de 42 % d'opinions favorables (contre 43 % d'avis négatifs), 38 % (contre 49 %) souhaitant que la France soit dirigée par M. Barre, et 34 % (contre 54 %) par M. Chirac.

(1) Sondage effectué du 8 au 15 décembre auprès d'un échantillon représentatif de 1 188 personnes.

Le numéro du « Monde » daté 4-5 janvier 1987 a été tiré à 458 921 exemplaires

URSS

Un article de la « Pravda » sur la génétique

« Mensonges » en 1948, vérité en 1987

Moscou *(AFP)*. — La *Pravda* s'est attaquée, le dimanche 4 janvier, à la politique stalinienne en matière scientifique, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de l'académicien Nikolaï Doubinine, l'un des chefs de file de la génétique soviétique, disgracié par le dictateur et réhabilité par Nikita Krouchtchev.

Dans une interview au quotidien du PC soviétique, l'académicien Doubinine évoque ainsi *« la tristement célèbre session de l'Académie agricole d'URSS qui, en août 1948, avait proclamé que la génétique était un enseignement mensonger et métaphysique »*.

Le journal rend hommage à Nikolaï Doubinine pour avoir, à cette époque, *« observé une attitude réellement scientifique »*, malgré le coup d'arrêt donné à une science soviétique en plein essor. C'est surtout grâce à lui, note-t-il, que l'URSS a pu, à partir de 1956, combler son retard dans le domaine de la génétique.

L'article de la *Pravda* est une condamnation implicite des théories de Trofime Lyssenko, le généticien « officiel » de Staline, qui s'opposa à la théorie du gène en tant que support invariable de l'hérédité et affirma l'influence prééminente du milieu sur l'évolution des espèces.

Les enseignements de Lyssenko ont été dénoncés à plusieurs reprises depuis l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en mars 1985.

En mai dernier, le journaliste Alexei Adjoubei, gendre de Nikita Khrouchtchev, s'était livré, dans la *Komsomolskaïa Pravda*, à un réquisitoire en règle contre la politique stalinienne dans le domaine scientifique. Il rappelait comment Staline se débarrassait des détracteurs de Lyssenko et citait les paroles *« terribles »* de ce dernier :

« En Union soviétique, ce ne sont pas des hommes qui naissent, mais des organismes. Les hommes, c'est nous qui les formons pour en faire des conducteurs de tracteurs, des mécaniciens, des académiciens ou des scientifiques. Nous le faisons sans cette idéologie démoniaque que l'on appelle la génétique et sa théorie réactionnaire de l'hérédité. »

D'autre part, l'agence Tass a annoncé samedi 3 janvier que le ministre soviétique de la santé, M. Sergueï Bourenkov, avait été destitué pour *« insuffisances graves »* et *« attitude irresponsable »*. (Selon le décret officiel publié le 29 décembre dernier, M. Bourenkov, soixante-trois ans, avait *« pris sa retraite pour raisons de santé. »*)

Le *« collège du ministère de la santé de l'URSS et le ministre lui-même, Sergueï Bourenkov, ont eu une attitude irresponsable dans la mise en application »* des directives du Parti communiste et du gouvernement soviétiques concernant l'augmentation du salaire des travailleurs de la santé, indique samedi l'agence Tass.

Une hausse du salaire des travailleurs de la santé devait intervenir à partir de novembre 1986. Or un grand nombre de ces travailleurs n'en ont pas bénéficié dans les délais prévus, souligne Tass. — *(AFP.)*

● **Andreï Sakharov** a reçu, le samedi 3 janvier, la visite impromptue de journalistes de l'hebdomadaire *Literaturnaïa Gazeta*, venus pour l'interviewer.

« Extrêmement surpris », l'académicien s'est prêté à cet exercice. *« Les questions posées étaient bonnes. J'y ai répondu, tout en m'efforçant d'élargir le débat »*, a-t-il expliqué en s'abstenant de préciser les sujets abordés.

« Je ne sais pas si l'interview sera publiée intégralement et si elle figurera dans le prochain numéro de l'hebdomadaire (à paraître mercredi), *car je présume que le texte doit d'abord être étudié soigneusement et obtenir l'imprimatur »*, a-t-il ajouté.

Un mois avant la levée de sa mesure de relégation à Gorki annoncée le 19 décembre, la *Literaturnaïa Gazeta* avait sollicité une interview de M. Sakharov. *« J'ai alors répondu par télégramme que je n'accordais pas d'interviews avec une corde au cou »*, avait-il révélé il y a une semaine à l'AFP.

Deux survivants dans la catastrophe aérienne d'Abidjan

Les sauveteurs ont relevé deux survivants, un Brésilien et un Ivoirien, dans les débris du Boeing 707 de la compagnie brésilienne Varig qui s'est écrasé, le samedi 3 janvier, près d'Abidjan (Côte-d'Ivoire). Il y avait à bord de l'appareil cinquante et un passagers et membres d'équipage, dont trois Français. Le dernier message reçu par la tour de contrôle de l'aéroport d'où l'avion venait de décoller était le suivant : *« Réacteur en feu. Coupons moteur et procédons aux vidanges des réservoirs avant de nous reposer à Abidjan. »*

D'autre part, un avion militaire espagnol s'était abîmé en mer, le 2 janvier, près de Bata (Guinée équatoriale). Le bilan publié à Madrid fait état de quinze morts.

Cyclone sur les Comores

Un violent cyclone tropical souffle depuis le 4 janvier sur l'archipel des Comores (situé entre le nord du Mozambique et la côte nord-est de Madagascar). Il y aurait plusieurs disparus parmi les pêcheurs qui étaient en mer, de nombreux blessés et des milliers de sans-abri. Les dégâts (cultures et maisons détruites, toits arrachés, bovins et moutons décimés) ont été évalués le 5 janvier à plusieurs centaines de millions de francs par le ministère comorien de l'intérieur. — *(AFP.)*

Sur le vif

Cache-cache

Ce qu'ils peuvent être faux jetons, nos politiciens, c'est pas croyable ! Ils arrêtent pas de faire des cachotteries, de monter des coups derrière notre dos, et après ils ont le culot de jouer les innocents, les enfants de chœur. Vous avez vu, hier, m'sieur Valéry au micro de « RTL-*le Monde* » : Ouais, le bail de l'Elysée va être réduit à cinq ou six ans, va y avoir un référendum, je vous le dis, j'irai même plus loin, je vous l'annonce, c'est comme si c'était fait.

Qui c'est qui lui a dit ? Son petit doigt. Il en aurait pas causé avec mon Mimi, des fois ? Jamais de la vie. Alors, de quoi, ils ont parlé pendant l'inauguration du musée d'Orsay ? Ils étaient là, ils plastronnaient, ils arpentaient les salles bras dessus, bras dessous. Ils riaient sous cape de la fureur de ce pauvre Chirac obligé de leur filer le train en rongeant son frein.

Mon Mimi : Non mais vous avez vu la gueule qu'il tire, mon Jacquot ? Vous retournez pas tout de suite. Faites semblant d'admirer le Monet, là, à gauche, et regardez du coin de l'œil, je vous jure, ça vaut mille.

M'sieur Valéry : C'est bien fait pour sa pomme. Ça lui apprendra à avoir voté contre moi en 1981 ! Tiens, à propos, c'est toujours d'accord, vous soutiendrez ma candidature à la tête des Etats-Unis d'Europe ?

Mon Mimi : Pas de problème, mon cher président, c'est comme si c'était fait. Simplement, en échange, un petit service : la prochaine fois que vous passez à la radio ou à la télé, vous réclamez un référendum réduisant la durée de mon prochain mandat. Vous comprenez, rempiler pour sept ans à mon âge...

M'sieur Valéry : Ça vous fait combien déjà, monsieur le Président ? Soixante-dix ans ? Vous en paraissez bien deux de moins.

Mon Mimi : Ouais, mais quand même, c'est plus sûr.

M'sieur Valéry : Comptez sur moi. Et si les journalistes me demandent comment vous obtiendrez l'accord de votre Jacquot, parce qu'enfin faut sa signature, c'est marqué dans la Constitution ?

Mon Mimi : C'est arrangé. Je lui en ai touché deux mots à la sortie du dernier conseil des ministres. Donnant donnant. Je reste à l'Elysée et je le garde à Matignon. C'est sa seule chance d'y rester. Si Rocard me pique ma place, il perd la sienne aussi sec. Michel a déjà pris langue avec le gros Raymond. Un petit déjeuner secret chez Simone. Mais n'en parlez à personne !

CLAUDE SARRAUTE.

A B C D E F G